

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 87-88

Juin - Juillet 1992

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais,
kurde, espagnol et turc.

Prix au numéro : France : 30 FF — Etranger : 30 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger 350 FF

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.
ISSN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : (1) 48 24 64 64 - Fax : 47 70 99 04

Sommaire

- FORMATION D'UN GOUVERNEMENT D'UNION NATIONALE AU KURDISTAN IRAKIEN
- LA VISITE DE M^{ME} MITTERRAND ET DE M. KOUCHNER AU KURDISTAN IRAKIEN
- UNE RESOLUTION DU PARLEMENT EUROPÉEN SUR LES DROITS DU PEUPLE KURDE
- UNE REPUBLIQUE KURDE DANS LE CAUCASE ?
- LE PRIX NOUREDDINE ZAZA 1992 DÉCERNÉ A JEAN-CLAUDE BÜHRER
- LA MORT DE M^{ME} ROUCHAN BEDIR-KHAN
- A SIGNALER
- CHRONIQUE DE LA GUERRE AU KURDISTAN DE TURQUIE
- EN BREF, LA REVUE DE PRESSE

FORMATION D'UN GOUVERNEMENT D'UNION NATIONALE AU KURDISTAN IRAKIEN

APRÈS plusieurs semaines de consultations avec des partis et des personnalités d'horizons divers le Premier-ministre kurde, Dr. Fouad Maasoum, a formé un cabinet de 15 membres qu'il a présenté le 4 juillet à 10 heures à l'Assemblée Nationale du Kurdistan, à Arbil. Composé pour un tiers de personnalités proches du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDK), un tiers de représentants de l'Union patriotique du Kurdistan d'Irak (UPK) et un autre tiers de partis et sensibilités politiques non représentés au Parlement, ce cabinet symbolise l'union la plus large possible du peuple kurde irakien, union jugée indispensable dans la période historique très difficile que connaît le Kurdistan irakien. Seuls le Parti socialiste du Kurdistan (2,57% de suffrages) et le Parti populaire démocratique du Kurdistan (1,23% de suffrages) qui s'apprêtent à fusionner dans

l'espoir de devenir la troisième force politique du pays ont décliné les porte-feuilles qui leur étaient offerts pour des «raisons de principes, car n'étant pas représentés au Parlement, ils ne pensent pas devoir faire partie du gouvernement».

Conformément à l'accord intervenu entre Massoud Barzani et Jalal Talabani, respectivement chefs du PDK et de l'UPK, les deux formations détenant chacune 50 sièges au Parlement, le premier ministre est issu de l'UPK, il est secondé par Dr. Roj Shawêsh, vice-premier ministre et ministre de l'intérieur, issu du PDK. Le président du Parlement Jewher Namiq est un membre du PDK tandis que son adjoint est un UPK. Pour ne pas prêter le flanc à des accusations de sécessionisme, le cabinet kurde n'a ni de ministre des affaires étrangères, ni de ministre de la défense.

Dans la pratique c'est le ministre de l'Action humanitaire et de la solidarité, Muhammad Tawfiq Rahim, qui s'occupera aussi des relations extérieures tandis que son collègue, le général Kemal Mufti, ministre des affaires militaires et des peshmergas, qui aura la lourde tâche d'unifier les diverses forces de peshmergas et de former une armée nationale kurde unifiée, fera office de ministre de la défense du Kurdistan irakien.

Le cabinet kurde compte une femme, Mme. Kafia Salman, ministre des municipalités et du tourisme, un chrétien issu du Mouvement démocratique assyrien, Younadine Youssouf Kaffa, ministre des travaux publics et du logement, un islamiste, Muhammed Mulla Kadir, ministre des awqaf (biens religieux de main morte) ainsi qu'un communiste, Kamal Shakir, ministre des affaires sociales et de la santé.

L'Assemblée nationale du Kurdistan, au cours de sa séance du 4 juillet, a approuvé à l'unanimité ce gouvernement d'union nationale. Ensuite les ministres ont un à un prêté un serment de loyauté au service du peuple du Kurdistan.

L'investiture du gouvernement kurde a coïncidé avec la visite au Kurdistan de Mme. Mitterrand et de M. Bernard Kouchner qui ont été reçus par le cabinet kurde au complet. La formation de ce cabinet salué avec sympathie par l'opinion publique kurde et étrangère a été vivement dénoncée par Saddam Hussein. De leurs côtés Ankara et Téhéran ont rapidement fait connaître qu'ils ne reconnaîtraient pas le gouvernement kurde.

Prenant à contre-pied son premier ministre, le président turc Özal a, lui, prôné, dans une interview au quotidien Hürriyet du 15 juillet, la coopération étroite avec les Kurdes d'Irak. *«Ce n'est pas en enfonçant notre tête dans le sable pour ne pas voir certains problèmes que nous empêcherons l'existence de ceux-ci. Tant que Saddam Hussein restera au pouvoir la Turquie aura à abriter sur son sol la force alliée de protection de Kurdes d'Irak. Nous devons aider, y compris économiquement, ces Kurdes. Nous devons discuter de tout avec eux, y compris de l'éventualité d'une fédération commune».*

En réaction à cette déclaration le vice-premier ministre Erdal İnönü, président du Parti social-démocrate populiste (SHP), a fait savoir dans le quotidien Milliyet du 16 juillet, que *«la Turquie ne doit pas avoir peur d'un Etat Kurde indépendant. Si un tel Etat est créé et si un jour il cherche à nous nuire, nous le combattons et nous saurons y faire face par nos propres moyens».*

En fait depuis les élections kurdes de mai dernier, la Turquie, craignant l'émergence d'une entité kurde autonome ou

indépendante, ne cesse de mettre des bâtons dans les roues des Kurdes d'Irak. Des obstructions à l'acheminement de l'aide humanitaire ou au transit des équipes de télévisions occidentales, aux bombardements routiniers de la zone frontalière, Ankara use de toutes sortes de pression sur les dirigeants kurdes d'Irak. Téhéran et Damas réitèrent régulièrement leur opposition à la création d'un Etat Kurde dont le nouveau gouvernement leur semble constituer une étape préliminaire.

Reste à connaître maintenant l'attitude, décisive, des pays occidentaux. Vont-ils, comme vient de le faire explicitement le Parlement européen dans sa résolution sur les droits du peuple kurde, reconnaître ce gouvernement issu du suffrage universel et doté d'une légitimité populaire incontestable ? Ou bien, à l'instar de la Turquie, continueront-ils à traiter uniquement avec les chefs de partis kurdes comme si le gouvernement kurde n'existait pas ?

Voici la liste complète du Conseil des ministres du Kurdistan irakien :

- Premier ministre, Dr. Fouad Maasoum (UPK),
- Vice-Premier ministre, ministre de l'intérieur, Dr. Roj Shawêsh (PDK),
- Ministre de l'Industrie et de l'énergie, Amcen Hawlound (PDK),
- Ministre de la Culture et de l'information, Sherko Bekas (UPK),
- Ministre de l'Action humanitaire et de solidarité, Mohammed Tawfig (UPK),
- Ministre des Finances et de l'économie, Dr. Salahadin Hafeed (UPK),
- Ministre de l'Agriculture, Qadir Aziz (UPK),
- Ministre des municipalités et du tourisme, Dr. Kafia Salman (UPK),
- Ministre des Affaires militaires et des peshmergas, général Kamal Mufti (UPK),
- Ministre des Affaires sociales et de la santé, Kamal Shakir (PC),
- Ministre de Reconstruction et du développement, Hamun Brefkani (PDK),
- Ministre des Awqaf (bien religieux de main morte), Mohammed Mola Kadir (PDK),
- Ministre de l'Education, Dr. Nasih Ghafur (KDP),
- Ministre des Travaux publics et du logement, Younadine Youssouf Kaffa (MDA)
- Ministre de Transport et de communication, Dr. Idris Madi (KDP),

A l'heure où nous mettons notre bulletin sous presse, le portefeuille de la justice n'avait pas encore été attribué.

LA VISITE DE M^{ME} MITTERRAND ET DE M. KOUCHNER AU KURDISTAN IRAKIEN

MADAME Danielle Mitterrand, présidente de la fondation France-Libertés, et M. Bernard Kouchner, ministre de la Santé et de l'Action humanitaire, ont effectué du 4 au 7 juillet une visite de solidarité et d'information au Kurdistan irakien. Arrivant au bord d'un hélicoptère allié de Diyarbakir, au Kurdistan de Turquie, ces deux personnalités françaises, très populaires dans l'ensemble du Kurdistan, ont été accueillies à Chaqlawa par les principaux dirigeants kurdes dont Massoud Barzani, le premier ministre kurde Fouad Maasoum et son cabinet qui venait juste d'obtenir l'investiture, Jewher Namiq, président du Parlement, Dr. Mahmoud Osman, Samy Abdurrahman et une foule très nombreuse. Les deux visiteurs de marque se sont rendus à Arbil, capitale administrative du Kurdistan où le parlement réuni en séance spéciale les a chaleureusement reçus et ovationnés. Les Kurdes, qui ont de la mémoire, n'ont pas oublié qu'au moment de leurs épreuves les plus tragiques, ces deux personnalités françaises avaient été parmi les rares voix qui s'élevaient en Occident en leur faveur. L'engagement à titre personnel, souvent à contre courant de la diplomatie française, de l'épouse du chef d'Etat a joué un rôle considérable dans la prise de conscience par les occidentaux, y compris par les Américains, du martyre kurde, et dans l'internationalisation de la question kurde. Celle que l'hebdomadaire américain Newsweek qualifia de «Queen of the Kurds» (la Reine des Kurdes) mène aussi depuis un an, à travers sa fondation, une série d'actions humanitaires concrètes de reconstruction d'écoles et d'abris dans les zones dévastées de Halabja, Penjwin, Seyid Sadegh. C'est d'ailleurs à la visite de ces sites et chantiers que devait être consacrée la deuxième partie du voyage, après la visite symbolique rendue au Parlement et au gouvernement kurde à Arbil.

Escortés par des peshmergas, accueillis partout dans la liesse populaire, Mme. Mitterrand et Bernard Kouchner se sont rendus dimanche 5 juillet d'Arbil à Suleimanieh en s'arrêtant dans plusieurs localités, notamment à Ranya, pour s'informer, pour rencontrer la population, s'enquérir de leurs problèmes, de l'action des ONG travaillant au Kurdistan. Ce tour d'horizon devait être complété lundi 6 juillet par une visite à la ville martyre d'Halabja. Il y a eu, vers 8h45, dès la sortie de Souleimanieh, ce désormais fameux **attentat à la voiture piégée** qui a touché de plein fouet l'un des véhicules de gardes formant la queue du cortège, et qui a fait 7 morts et une vingtaine de blessés. Une Toyota Land Cruiser, immatriculée à Bagdad, portant selon les témoins un logo de l'ONU, et une banderole souhaitant la bienvenue à Mme. Mitterrand, garée sur le bord de la route et bourrée d'explosifs qui a sauté quelques secondes après le passage de la voiture de Mme. Mitterrand

et de M. Bernard Kouchner. Ceux-ci ont continué leur voyage à Halabja où ils ont pu voir l'ampleur des destructions de cette citée démolie maison par maison après le gazage de 5 000 de ses habitants en mars 1988. Au retour de cette visite bouleversante, ils se sont rendus à l'hôpital de Souleimanieh pour s'incliner devant les victimes de l'attentat et s'enquérir de l'état de santé des blessés. Après avoir passé la nuit à Souleimanieh, ils ont regagné le mardi 7 juillet Chaklawa, escortés tout au long du trajet par plusieurs milliers de peshmergas passant au peigne fin les abords de la route. A partir de Chaklawa, situé au dessus du 36ème parallèle, limite géographique de la zone de protection alliée pour les Kurdes, ils ont pu poursuivre leur voyage de retour à bord d'un hélicoptère allié qui les a transportés à l'aéroport de Diyarbakir. A son retour en France, Mme. Mitterrand a déclaré à la presse que cet attentat n'entamait en rien sa détermination à plaider la cause des Kurdes. «Je continuerai mon action jusqu'à ma mort» a-t-elle conclu. Quelques jours plus tard, elle a écrit, avec Bernard Kouchner, une longue et émouvante lettre au Secrétaire général de l'ONU portant témoignage de sa visite au Kurdistan, lettre publiée dans *Le Monde* du 18 juillet 1992 (cf. la revue de presse p. 95)

Les attentats à la voiture piégée sont devenus assez fréquents au Kurdistan depuis mars dernier. Ils constituent le principal moyen d'action des services secrets irakiens pour semer les troubles et l'insécurité dans les villes kurdes et faire peur aux observateurs étrangers. Les services iraniens ont également perpétré plusieurs attentats téléguidés, en particulier contre les opposants iraniens, notamment kurdes, vivant au Kurdistan. La police kurde, sous-équipée et encore peu expérimentée, a pu déjouer à temps une dizaine de tentatives d'attentats à la voiture piégée pendant la campagne électorale. Mais sa tâche est rendue particulièrement ardue par le statut des personnels des agences de l'ONU dont les véhicules conduits par des chauffeurs irakiens échappent à tout contrôle. Ces chauffeurs mis à la disposition de l'ONU par Bagdad et rétribués grassement par l'ONU (environ 10 000 dinars par mois, soit dix fois le salaire moyen d'un professeur) sont soupçonnés par les Kurdes de travailler pour les services secrets irakiens et d'être de véritables chevaux de Troie de Saddam Hussein. Dans ces conditions, ce dernier garde encore une capacité de nuisance considérable au Kurdistan et estimant ne plus rien avoir à perdre, peut se prêter à de pires aventures comme l'attentat contre l'épouse d'un chef d'Etat étranger, universellement respectée pour son action en faveur de la paix et de la justice.

Notons enfin que la visite de Mme. Mitterrand a également été publiquement dénoncée par le président iranien Rafsanjani, lors de la prière du vendredi 3 juillet comme une

«ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat souverain». La Turquie a certes autorisé le transit par son territoire de la Première Dame de France, elle lui a cependant, à l'en croire la presse turque, réservé un accueil glacial, frôlant la goujaterie. Et lorsque au cours de leur entretien à Helsinki, George Bush a demandé au premier ministre turc son opinion sur l'attentat contre Mme. Mitterrand, S. Demirel n'a rien trouvé de mieux que de lui répondre : «Elle voulait absolument se rendre dans cette région qui est un no man's land. On lui a facilité le passage. Mais tout peut arriver dans un no man's land», sous-entendu «Tant pis pour elle,

elle l'a bien cherché !». Ankara a tout de même pris la peine de «condamner cet acte terroriste».

La presse gouvernementale irakienne et certains journaux iraniens comme Keyhan ont publié des articles et éditoriaux très hostiles à la «visite de Mme. Mitterrand». D'abord critique (*Madame se mêle à nouveau des affaires de la région!*), la presse turque a fait montre de compassion lors de l'attentat et lui a consacré ses titres de première page. Cet événement a pendant au moins deux jours fait la une des principaux journaux en France et en Europe occidentale (cf. la revue de presse).

UNE RESOLUTION DU PARLEMENT EUROPÉEN SUR LES DROITS DU PEUPLE KURDE

POUR la première fois de son histoire, le Parlement européen a adopté le 12 juin 1992 une importante résolution sur «les droits du peuple kurde» traitant de la question kurde dans sa globalité. L'idée de cette résolution générale revient à M. Langer qui avait présenté le 21 janvier 1991, en pleine guerre du Golfe, mais avant l'exode kurde, une proposition de résolution. Le président du Parlement avait renvoyé cette proposition à la commission politique, pour examen au fond. Celle-ci, au cours de sa réunion du 27 février 1991 a décidé d'établir un rapport dont la rédaction fut confiée le 24 avril à M. Jas Gawronski, libéral italien nommé rapporteur. Le projet de rapport élaboré par M. Gawronski fut longuement débattu au cours des réunions des 20 janvier, 19 février et 19 mai 1992.

A l'issue de ces réunions une proposition de résolution fut adoptée par 38 voix contre 2 et 1 abstention par la commission politique. C'est cette proposition commune qui a été finalement présentée à l'assemblée plénière du Parlement qui l'a adoptée le 12 juin avec quelques amendements.

Dans son exposé des motifs, M. Gawronski invite ses collègues à ne pas «minimiser le problème kurde». «Les Kurdes sont au total entre 24 et 28 millions répartis comme suit : quelque 12 à 15 millions en Turquie, où ils représentent plus d'un cinquième de la population, environ 5 millions en Irak, où ils constituaient plus du quart de la population avant le récent exode vers les pays voisins, 6 à 8 millions en Iran, où ils constituent sensiblement plus d'un dixième de la population, 1 million en Syrie, où ils représentent environ un douzième de la population et enfin, quelque 500 000 répartis dans plusieurs républiques de l'ancienne Union Soviétique». Il ajoute aussitôt : «Même si l'avenir des Kurdes constitue de toute manière un grave problème au Moyen-Orient, toute personne responsable doit néanmoins éviter d'entretenir l'illusion d'un règlement à même de répondre pleinement au désir des Kurdes qui aspirent à l'indépen-

dance». Ce «souci de responsabilité» se manifeste d'un bout à l'autre de l'exposé du rapporteur qui explicite en ses termes sa pensée :

«Sachant qu'il est impossible d'accéder aux demandes d'indépendance kurdes, il serait tout à fait irresponsable de la part de la Communauté et de ses Etats membres d'encourager une telle revendication. Cela condamnerait en effet les Kurdes à de nouveaux actes de répression, ainsi qu'à une lutte souvent violente et sanguinaire qu'ils ne seraient pas en mesure de remporter du fait de leur nombre proportionnellement peu élevé, de leur isolement géographique, de leur désunion culturelle, sociale et politique, ainsi que de leur pauvreté. S'ajoute à cela que le soutien à la cause kurde soulève l'irritation de certains pays avec lesquels une grande partie du monde souhaite entretenir de bonnes relations en raison de l'existence de leurs gisements de pétrole ainsi que de leur situation géopolitique. L'ensemble de ces circonstances contraignent donc les sympathisants des Kurdes et tous ceux que révolte la perspective de nouveaux massacres à encourager des compromis, aussi difficiles soient-ils à réaliser».

Après avoir rappelé les origines historiques du problème kurde, la responsabilité du Royaume-Uni et de la France dans le partage du Kurdistan et dans les répressions anti-kurdes des années 1920, il souligne qu'à «une date plus récente, les gouvernements français ont largement contribué à armer l'Irak». Il dresse ensuite «le triste catalogue des atrocités commises pour prendre conscience de la nature du problème. Si les Kurdes de Turquie, d'Iran et dans une moindre mesure, de Syrie, sont persécutés, il est clair que ceux d'Irak, compte tenu du passé du régime baasiste, sont menacés de génocide. Aucun des Etats membres de la Communauté européenne ne peut plaider l'ignorance». Dans ce tableau d'ensemble des malheurs kurdes, le rapporteur croit déceler un «certain espoir en Turquie où le président Özal a annoncé que l'usage oral de la langue kurde allait être autorisé, et il a cessé de prétendre que le problème

kurde n'existait pas». Il ajoute aussitôt avec prudence que «ces espoirs pourraient cependant très bien être anéantis. En effet le jeu de la démocratie en Turquie ne favorise pas nécessairement une politique libérale à l'égard des Kurdes, sachant que la gauche aussi bien que la droite reproche au président Özal d'avoir assoupli les mesures de répression instaurées contre les Kurdes».

La résolution reflète assez largement les préoccupations et les analyses du rapporteur de la Commission politique. Nous reproduisons ci-dessous le texte intégral de cette résolution qui constitue un moment important dans la prise de conscience par les pays de la CEE, à travers leur Parlement, du problème kurde, des droits du peuple kurde, même si le plus fondamental de ces droits, celui à disposer librement de son destin, reste encore contesté au peuple kurde au nom du «sens des responsabilités».

RÉSOLUTION SUR LES DROITS DU PEUPLE KURDE

adoptée le 12 juin 1992

Le Parlement européen,

- vu la proposition de résolution déposée par M. Langer, sur les droits du peuple kurde (B3-1961/90),

- vu le rapport de février 1992 du rapporteur spécial sur les droits de l'homme en Irak à la commission des droits de l'homme de l'ONU,

- vu les résolutions 612 et 688 du Conseil de sécurité des Nations unies,

- vu ses résolutions des :

- a) 14 avril 1988, sur l'utilisation des armes chimiques dans la guerre Iran-Irak (1)
- b) 15 septembre 1988, sur le cessez-le-feu entre l'Iran et l'Irak(2) et sur l'offensive irakienne contre les Kurdes (3),
- c) 17 novembre 1988, sur le meurtre massif des Kurdes (4),
- d) 25 mai 1989, sur la menace qui pèse sur les Kurdes en Irak (5),
- e) 17 mai 1990, sur les droits de l'homme en Turquie (6),
- f) 14 mars 1991, sur la situation des Kurdes (7),
- g) 18 avril 1991, sur la situation des Kurdes (8),
- h) 16 mai 1991, sur la situation des réfugiés kurdes (9),
- i) 11 juillet 1991, sur le non-respect par l'Irak des résolutions de l'ONU (10),
- j) 21 novembre 1991, sur la situation humanitaire en Irak (11),
- k) 12 mars 1992, sur la violation des droits de l'homme en Iran (12),
- l) 9 avril 1992, sur la situation des Kurdes en Turquie (13),

- vu le rapport de la commission des affaires étrangères et de la sécurité (A3-0192/92),

A. considérant l'histoire tragique du peuple kurde au Moyen-Orient depuis le démembrement de l'empire ottoman,

B. considérant que plus de 25 millions de Kurdes sont répartis dans quatre Etats de la région, à savoir l'Irak, l'Iran, la Syrie et la Turquie, et dans une moindre mesure dans certaines républiques de l'ex-URSS,

C. considérant que les anciennes puissances coloniales européennes ont une grande part de responsabilité dans la situation actuelle du peuple kurde,

D. consterné par les souffrances qu'endure la population kurde d'Irak en raison de l'oppression que lui fait subir le régime du Président Saddam Hussein, laquelle a entraîné la mort de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, souvent à la suite de tortures,

E. rappelant l'intervention militaire couronnée de succès que plusieurs Etats membres et les Etats-Unis ont menée au printemps 1991 sur la base de la résolution 688 du Conseil de sécurité en vue d'établir des «zones de sécurité» pour les Kurdes,

F. se réjouissant du fait que le 19 mai 1992 se sont déroulées dans le Kurdistan irakien les premières élections démocratiques auxquelles ont pu participer librement et pleinement les Kurdes, Assyriens chrétiens, Turkmènes et autres populations vivant dans cette région,

G. rappelant que si les droits de l'homme fondamentaux et les droits des minorités sont refusés aux Kurdes d'Iran, de Syrie et de Turquie, ces derniers sont menacés de génocide en Irak,

H. soulignant que si le gouvernement irakien est autorisé à perpétrer un génocide, tout espoir d'un «nouvel ordre mondial» civilisé ne pourra être qu'illusoire,

I. consterné par les conditions déplorables dans lesquelles vivent les populations du Kurdistan irakien, conditions imputables aux difficultés d'approvisionnement, aux rigueurs climatiques, au manque de médicaments et de logements, ainsi qu'au grand nombre de personnes mortes et grièvement blessées par des explosions de mines,

(1) JO n° C 122 du 9.5.1988, p. 122

(2) JO n° C 262 du 10.10.1988, p. 123

(3) JO n° C 262 du 10.10.1988, p. 124

(4) JO n° C 326 du 13.12.1988, p. 208

(5) JO n° C 158 du 26.6.1989, p. 204

(6) JO n° C 149 du 18.6.1990, p. 136

(7) JO n° C 106 du 22.4.1991, p. 120

(8) JO n° C 129 du 20.5.1991, p. 247

(9) JO n° C 158 du 17.6.1991, p. 247

(10) JO n° C 240 du 16.9.1991, p. 173

(11) JO n° C 326 du 16.12.1991, p. 183

(12) Partie II, point 9 du P.V. de cette date

(13) Partie II, point 1 du P.V. de cette date

J. reconnaissant qu'il appartient aux démocraties occidentales, notamment aux Etats membres, d'assumer les responsabilités qui leur incombent en Irak et dans les pays voisins à la suite de la guerre du Golfe,

K. reconnaissant qu'en vendant des armes à l'Irak et à d'autres Etats du Moyen-Orient à très grande échelle et de façon irresponsable, des Etats membres et d'autres Etats ont considérablement contribué à menacer la paix et à accentuer le caractère destructeur des guerres dans la région,

L. reconnaissant que les ventes massives et irresponsables de produits chimiques et d'autres produits pouvant entrer dans la fabrication d'armes de destruction de masse effectuées à l'Irak et à d'autres pays du Moyen-Orient par des sociétés, dont certaines ont leur siège dans des Etats membres, constituent un danger pour la vie de millions de personnes,

M. considérant que l'aide d'urgence de l'UNHCR aux réfugiés kurdes du Nord de l'Irak a pris fin mais qu'elle a été reprise par l'UNICEF,

N. déplorant l'assassinat de civils kurdes par les forces armées turques et les terroristes du PKK,

O. condamnant l'assassinat à Vienne en 1989 de M. Ghassemloo, dirigeant kurde iranien, ainsi que le recours à la terreur contre les Kurdes à l'instigation des autorités iraniennes,

P. rappelant que le gouvernement turc n'est pas encore revenu sur sa décision de suspendre les articles 5, 6, 8, 10, 11 et 13 de la Convention européenne des droits de l'homme,

Q. déplorant que les déclarations du nouveau gouvernement turc en matière de démocratisation, de respect des droits de l'homme et de reconnaissance de la réalité kurde n'ont toujours pas été traduites dans les faits, ce qui aurait entraîné une amélioration de la situation, voyant au contraire se propager les escadrons de la mort, les unités spéciales et les groupes de contre-guérilla qui assassinent, enlèvent et font disparaître des innocents et constatant une recrudescence de la violence et de la terreur dans la région,

R. se félicitant des efforts déployés par les Iraniens et les Turcs pour venir en aide aux réfugiés kurdes d'Irak, dont la plupart ont maintenant regagné la partie de l'Irak contrôlée par les Kurdes, mais préoccupé par les souffrances des Kurdes irakiens séjournant dans des camps de réfugiés en Turquie ou se trouvant encore en Iran,

S. appelant l'attention sur le problème spécifique des 500.000 Kurdes en provenance d'autres régions d'Irak, qui ont cherché refuge dans les régions contrôlées par les Kurdes et qui sont sans abri,

T. jugeant honteux que les réfugiés d'Irak qui vivent depuis des années en Turquie et en Iran n'aient pas reçu une aide suffisante et que l'accueil dans la Communauté leur ait été refusé,

U. considérant qu'il est hautement souhaitable d'améliorer sensiblement et aussi rapidement que possible les conditions de vie et de mieux garantir le respect des droits individuels et collectifs des Kurdes dans tous leurs territoires d'origine, sans qu'il faille automatiquement lier ces améliorations à la création d'un Etat kurde indépendant,

V. convaincu que la sécurité durable des populations kurdes d'Irak, d'Iran, de Turquie et de Syrie passe inmanquablement par la reconnaissance de leurs droits culturels, sociaux et politiques,

W. qu'il est toutefois impératif d'instituer pleinement les droits individuels de l'homme ainsi que le droit de ce peuple à la liberté d'expression culturelle et démocratique et à l'autonomie dans les Etats où il vit, si tel est le souhait d'une majorité,

IRAK

1. condamne les attaques armées répétées ainsi que le blocus économique que Saddam Hussein et son appareil de terreur infligent aux Kurdes d'Irak, qui constituent autant de violations flagrantes de la résolution 688 du Conseil de sécurité ;

2. appelle les Douze à prendre des initiatives sur la base des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies afin d'apporter une protection militaire aux Kurdes installés sur le territoire irakien, avec la possibilité de retenir les forces de Saddam Hussein en cas d'attaque contre les Kurdes et de faire en sorte que le blocus à l'encontre des Kurdes soit inefficace, et reconnaît que pour y parvenir il est essentiel d'assurer une protection contre les attaques aériennes ;

3. demande aux Nations unies, à la Communauté et aux Etats membres de souscrire activement et à tous les niveaux politiques aux revendications d'autonomie des Kurdes d'Irak et de garantir leurs droits sur le plan international ;

4. insiste pour que le mandat conféré aux Nations unies en vertu de la résolution 688 du Conseil de sécurité, prévoyant des abris sûrs pour les Kurdes, soit maintenu jusqu'à ce que le blocus infligé aux Kurdes par Saddam Hussein se termine, que celui-ci soit mis dans l'impossibilité d'attaquer les Kurdes et que la paix soit instaurée dans la région ;

5. insiste sur le fait que les agences des Nations unies et les ONG apportant une aide humanitaire aux Kurdes et aux Chiites d'Irak dans le cadre de la Déclaration d'intention doivent être en mesure de poursuivre leurs activités au-delà

du 30 juin 1992 et qu'il doit être mis un terme aux pressions exercées à leur encontre par les autorités irakiennes ;

6. demande toute la coopération de la Turquie et de l'Iran pour que l'aide humanitaire puisse transiter librement et rapidement par leurs frontières jouxtant l'Irak ;

7. appelle la Communauté et ses Etats membres à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour accroître l'aide humanitaire aux Kurdes installés en Irak ou dans les camps de réfugiés d'Iran et de Turquie ou cherchant refuge dans des pays voisins afin d'accorder un soutien à la remise sur pied et à la relance de l'agriculture et de l'économie ;

8. estime qu'il conviendrait, en priorité, de fournir aux Kurdes des abris et du combustible là où les rigueurs climatiques l'exigent et de leur garantir un approvisionnement en eau potable ainsi qu'en denrées alimentaires et en matériel médical et appuie notamment les organisations et les programmes d'aide qui s'inspirent du principe «aider à s'aider soi-même», contribuent à la reconstruction effective des villages détruits et de leurs infrastructures (puits, écoles, unités de santé) et œuvrent à la relance de la production agricole comme base du développement autonome de la région ;

9. demande aux forces coalisées ayant participé à la guerre du Koweït de fournir une aide au déminage des régions minées par Saddam Hussein ;

10. demande à la Commission de rechercher les noms des sociétés européennes ayant fourni des mines à l'Irak et de déterminer dans quelle mesure ces sociétés peuvent être amenées à participer au dédommagement des victimes ;

11. accueille favorablement le déroulement des élections au Kurdistan, dans la région contrôlée par les partis démocratiques kurdes ;

12. demande aux leaders kurdes d'assumer leurs responsabilités dans le respect des résultats pour répondre au défi de Saddam Hussein et pour progresser vers une autonomie de leur région ;

TURQUIE, IRAN ET SYRIE

13. condamne les attaques des forces armées turques contre les zones de peuplement kurde en Anatolie et en Irak, ainsi que les actes de terrorisme du PKK contre les Kurdes et les Turcs ;

14. condamne les bombardements, par l'aviation turque, de villages kurdes d'Anatolie et d'Irak en raison des risques que ceux-ci présentent pour la population civile ;

15. estime que les mesures économiques et culturelles prises par le gouvernement turc pour régler le problème kurde sont insuffisantes et déclare que seul un dialogue

politique entre le gouvernement turc et les représentants élus du peuple kurde peut conduire au règlement du problème kurde en Turquie, à condition, bien entendu, que le gouvernement turc conserve une volonté sincère de négocier ; invite le nouveau gouvernement turc à faire un pas en avant dans sa politique de coopération positive et de reconnaissance culturelle des Kurdes de Turquie au sens de la Convention européenne des droits de l'homme et de la déclaration sur les minorités et se félicite de son plan visant à réduire la pauvreté dans le Sud-Est de l'Anatolie et de ses propositions de réformes démocratiques et juridiques ;

16. invite le gouvernement et le Parlement turcs à éliminer de la législation en vigueur toute disposition directe ou indirecte (inscrite dans la Constitution, dans les lois ou dans les Codes) comportant des mesures discriminatoires à l'encontre de personnes, de groupes ou d'associations pour des raisons linguistiques ou ethniques ;

17. estime qu'il importe que soit respectée la diversité culturelle du peuple kurde et que les droits spécifiques qui lui sont garantis devraient englober la possibilité de s'exprimer, d'écrire, de publier, d'être jugé et de recevoir un enseignement en langue kurde ;

18. estime qu'il est indispensable de définir des mesures économiques appropriées destinées à améliorer le développement économique et social de la région de l'Anatolie, qui seraient d'un bénéfice réel pour la population kurde ;

19. condamne la récente recrudescence du terrorisme, qui ne saurait que compromettre les réformes qui sont d'un intérêt capital pour les Kurdes ;

20. exhorte les associations de Kurdes turcs vivant à l'étranger de s'abstenir de tout acte de violence, de souscrire délibérément à la politique de protection des droits de l'homme et de s'engager dans la voie de la coopération ;

21. charge sa sous-commission «droits de l'homme» et la commission parlementaire mixte CEE/Turquie, se réunissant dans le cadre de l'accord d'association, de suivre de près l'évolution de la situation des droits de l'homme des Kurdes en Turquie, car leur violation ne manquerait pas d'avoir des effets défavorables sur les relations entre la CEE et la Turquie ;

22. invite la Communauté et ses Etats membres à faire preuve de vigilance pour s'assurer que la population kurde jouit du respect des droits de l'homme, tant individuels que collectifs, en Iran et en Syrie, et insiste pour que le développement des relations de la Communauté avec ces pays dépende notamment du traitement qu'ils réservent aux citoyens kurdes ;

23. demande à la Syrie de mettre un terme à sa politique d'arabisation systématique, de lever l'Etat d'exception dans les régions kurdes, de s'engager dans la voie de la

démocratisation, d'organiser des élections démocratiques et libres et de libérer immédiatement les prisonniers politiques au nombre desquels se trouvent de nombreux enfants et adolescents kurdes ;

ACTIONS DANS LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

24. reconnaît le devoir des Etats membres d'accorder l'asile aux Kurdes fuyant les persécutions ;

25. demande aux Etats membres de garantir aux immigrants kurdes dans la Communauté le respect de leurs droits culturels, de promouvoir leur langue, de permettre la diffusion d'émissions de radio et de télévision en langue kurde, et d'éliminer les obstacles qui empêchent les parents kurdes de donner des noms kurdes à leurs enfants ;

26. demande aux organisations d'exilés kurdes de donner

clairement à entendre qu'elles renoncent à l'utilisation de la force dans tous les pays où les Kurdes ne font pas l'objet d'agressions physiques et de cesser d'intimider leurs compatriotes kurdes dont les idées divergent des leurs ;

27. insiste sur la nécessité urgente qu'il y a pour la Communauté européenne et ses Etats membres de définir et de mettre en œuvre, si possible en coopération avec d'autres pays, une politique commune de contrôle des ventes internationales d'armes et des exportations de matériel susceptible d'être utilisé pour la production d'armes de destruction massive ;

28. charge son Président de transmettre la présente résolution à la Commission, au Conseil, à la Coopération politique européenne, aux gouvernements d'Iran, d'Irak, de Syrie, de Turquie et des Etats-Unis, au Parlement du Kurdistan d'Irak récemment élu au suffrage universel et au gouvernement d'union nationale qui résultera de ces élections, ainsi qu'au Secrétaire général des Nations unies.

UNE REPUBLIQUE KURDE DANS LE CAUCASE ?

QUELQUES jours après la prise par les Arméniens de la ville de Latchine, située dans le corridor séparant l'Arménie du Haut-Karabagh, une « République kurde indépendante » a été proclamée le 10 juin dans cette localité. Une soixantaine de Kurdes réunis en congrès les 9 et 10 juin ont désigné V. Moustafaïev, « président », en attendant la tenue des élections présidentielles pour le 19 juin. Ancien vice-président de l'organisation *Yekbûn* (Union) des Kurdes d'Azerbaïdjan, vivant en exil à Erévan, V. Mostafaïev, essaie de mobiliser ce qui reste de Kurdes en Arménie et sur le territoire de l'ancienne République du Kurdistan Rouge, abolie en 1929 par Staline, comme gage d'amitié envers la Turquie. Cependant les Kurdes de la région, pris depuis 1988 dans le feu croisé des conflits inter-ethniques, ayant souffert des exactions de la part des Azéris et des Arméniens restent très prudents par crainte d'un retour de bâton. Après les terribles déportations vers l'Asie centrale des années 1939-1944, la présence kurde dans le Caucase, en particulier dans les districts de Latchine et Kelbajar qui formaient l'assiette territoriale de l'ancienne République du Kurdistan, s'est beaucoup réduite. Depuis 1988, le sort des Kurdes d'Arménie, jadis envié par tous leurs congénères, ne cesse de se dégrader. Fuyant les exactions des milices, la politique consistant à les diviser entre musulmans et yézidis, et les brigades diverses, 25.000 Kurdes sur les 80.000 que comptait l'Arménie, sont partis vers la Russie (dans le district de Krasnodar) et le Kazakhstan. Les Kurdes, dernière minorité numériquement significative d'Arménie, protégés pendant près de sept décennies par les autorités

d'Erévan au nom des relations stratégiques d'amitié entre les peuples kurde et arménien, quittent ainsi progressivement l'Arménie tandis que ceux qui ont survécu en Azerbaïdjan, et qui n'ont pas été assimilés, cherchent également à s'en aller vers des cieux plus cléments devant la montée de l'ultranationalisme turc dans cette république.

Dans ce contexte, la vieille revendication des Kurdes de l'URSS (réexprimée solennellement en juillet 1990 lors de la Conférence pan-kurde de Moscou et présentée à Gorbatchev) de rétablissement d'une région ou république autonome kurde sur le territoire de l'ancien Kurdistan rouge, ne trouve plus guère de partisans dans la diaspora kurde de l'ex-URSS, en raison d'un rapport de forces particulièrement défavorable aux Kurdes et à cause également du manque de confiance des Kurdes dans le gouvernement arménien qui semble encourager la création d'un tel Etat tampon afin de désenclaver le Haut Karabagh. Rien d'étonnant donc à ce que l'effet d'annonce, à partir d'Erévan, de la création de « cette république kurde » n'ait été suivi ni d'élections promises ni d'aucun autre acte concret. Les Kurdes qui ont toutes les peines du monde à survivre sur leur propre territoire national, à y faire reconnaître leur existence et leurs droits n'ont pas la naïveté de croire que dans la terrible conjoncture de cette partie du monde ils pourraient disposer, pour leur diaspora du Caucase, d'une entité autonome. Soutenus par l'Allemagne les Allemands de la Volga vont avoir un Etat autonome à eux, mais les Kurdes du Caucase, dont la présence dans cette région remonte au moins à la dynastie kurde des Chaddadites

(Xème et XIème siècles), savent qu'aucune puissance ne défendra sérieusement leurs droits et que des Etats comme la Turquie et l'Iran useront de toute leur influence pour s'opposer à l'émergence de la moindre entité kurde indé-

pendante. Dans ces conditions ils ne pourront hélas qu'à émigrer d'un pays à l'autre dans l'espoir de trouver un peu de paix et de survivre.

LE PRIX NOUREDDINE ZAZA 1992 DÉCERNÉ A JEAN-CLAUDE BÜHRER

LE PRIX NOUREDDINE ZAZA 1992 a été remis le vendredi 19 juin à Lausanne à l'écrivain et journaliste Jean-Claude Bühler par Mme. Gilberte Favre-Zaza et le président de l'Institut Kurde.

Créé en 1989 par la famille Nouredine Zaza, conjointement avec l'Institut Kurde de Paris, «afin d'encourager les journalistes à ne pas oublier ce peuple méconnu de l'histoire», ce prix est attribué chaque année à un journaliste de la presse francophone qui, par son talent et par sa persévérance, aura sensibilisé l'opinion publique à la cause kurde.

Il a aussi pour but de perpétuer la mémoire de Nouredine Zaza, écrivain et homme politique kurde. Après Antoine Boshard, du *Journal de Genève*, Bernard Langlois, de *Politis*, Marc Kravetz, de *Libération* et Jean Gueyras, du journal *Le Monde*, le Prix Nouredine Zaza 1992 tient à honorer Jean-Claude Bühler pour la rigueur et la fidélité avec lesquelles, depuis plus de vingt-cinq ans, il a informé ses lecteurs sur la réalité du peuple kurde.

Journaliste au *Monde* dont il est le correspondant en Suisse, Jean-Claude Bühler assure également, depuis 1966, la chronique de politique étrangère de l'hebdomadaire *Coopération*. Il s'intéresse depuis longtemps aux problèmes des minorités et au sort de tous les laissés-pour-compte.

C'est au cours de ses études de sciences politiques et de sociologie qu'il publia, dans l'organe des étudiants de l'Université de Genève, son premier article sur la lutte menée par les Kurdes pour la reconnaissance de leurs droits. Depuis, il n'a cessé de suivre avec constance l'évolution de la question kurde sans céder aux modes passagères.

Ce spécialiste de l'Amérique latine est aussi l'auteur de plusieurs ouvrages, *Allende, un itinéraire sans détours* (L'Age d'homme, 1974) et, en collaboration avec Claude B. Levenson, *Le Guatemala et ses populations* (Complexe, 1980) ainsi que *D'Asie et d'ailleurs* (Balland, 1991).

LA MORT DE MME ROUCHAN BEDIR-KHAN

NOUS avons appris avec émotion le décès de Madame Rouchan Bédir-Khan survenu le 1^{er} juin 1992 en Syrie en sa 83^{ème} année. L'enterrement a eu lieu à Damas. Née le 11 juillet 1909 à Kayseri, en Turquie, dans une famille princière kurde en exil, elle a dû quitter ce pays pour la Syrie dès l'avènement du régime nationaliste de Mustafa Kémal. A Damas, elle s'inscrivit à l'Ecole normale et devint institutrice, métier qu'elle exerça jusqu'à sa retraite en 1965.

En 1935, elle épousa l'émir Djéladet Bédir-Khan, écrivain et linguiste kurde, principal animateur du renouveau culturel kurde dans la période d'entre deux guerres, qu'elle soutiendra constamment dans son combat pour la cause kurde. Elle parlait le turc, le kurde, l'arabe ainsi que le français.

A la mort de son époux, en 1951, elle poursuivit seule son combat bien qu'ayant la charge de trois enfants.

Femme de caractère, sans haine mais déterminée, elle ne refusera jamais son aide aux Kurdes en difficulté, fut-ce au

péril de sa vie. Par son action, elle a montré ce que les femmes kurdes peuvent apporter à la lutte de ce peuple.

Elle était également l'auteur de plusieurs ouvrages, qui accordaient une attention particulière au rôle de la femme dans la société orientale, kurde en particulier. Elle achevait d'écrire ses mémoires.

Nous garderons un souvenir ému de cette grande dame qui malgré son âge avancé avait tenu, en février 1983, à venir à Paris assister à l'inauguration de l'Institut Kurde, et qui nous avait tous charmés par son intelligence toujours en alerte, par sa culture et par sa simplicité.

Madame Rouchan Bédir-Khan a publié les ouvrages suivants :

- Mémoires d'une institutrice
- Une page de littérature kurde
- Mémoire d'une femme

On lui doit également plusieurs traductions du turc, dont les mémoires de son père, l'émir Salih Bédir-Khan.

A SIGNALER

• LE MANDAT DE LA FORCE ALLIEE POUR LA PROTECTION DES KURDES D'IRAK PROLONGE DE SIX MOIS.

Le mandat de la force aérienne multinationale alliée appelée Poised Hammer, pour protéger la population kurde d'Irak qui venait à expiration le 28 juin a été prorogé de 6 mois par le parlement turc, après l'avis favorable du gouvernement turc et du Conseil national de sécurité, dominé par les militaires. Cette prolongation avait été demandée par le président Mitterrand et le ministre britannique des affaires étrangères, Douglas Hurd lors de leur visite à Ankara. Cette force aérienne stationne à la base américaine d'Incirlik en Turquie et celle-ci essaie, à chaque fois, de monnayer au maximum son autorisation de prolongation. De nombreux observateurs pensent que le prix à payer aux Turcs est, outre nombre d'avantages économiques et politiques, le silence de l'Occident sur la terrible répression qui sévit au Kurdistan de Turquie. Selon le premier ministre turc Demirel cette prolongation devrait être la dernière alors que dans une déclaration à la télévision turque Douglas Hurd indiquait que les Kurdes irakiens auraient besoin de cette protection tant que Saddam Hussein resterait au pouvoir, point de vue également partagé par le président turc Özal, dans une interview à *Hürriyet* du 15 juillet. Les avions de cette force alliée survolent quotidiennement la région kurde située au-dessus du 36^{ème} parallèle.

• L'ALLEMAGNE REPREND SES LIVRAISONS D'ARMES A LA TURQUIE.

La tension suscitée dans les relations turco-germaniques par la sanglante répression des manifestations du Nouvel An kurde, en mars dernier, semble être en voie de résorption. Avec le départ de Hans Dietrich Genscher qui, seul parmi ses pairs occidentaux, avait pris la défense des Kurdes de Turquie, constatant le flirt de Paris et de Londres avec Ankara, Bonn normalise progressivement ses relations avec la Turquie. Après avoir demandé et obtenu la garantie écrite que les armes allemandes ne seront pas utilisées à des fins autres que celles définies par les dispositions de l'OTAN, le gouvernement allemand a décidé de reprendre ses livraisons d'armes à la Turquie. En principe l'armée turque n'est donc plus autorisée à utiliser les armes allemandes dans la répression anti-kurde. Le temps nous dira ce que vaut cette garantie turque donnée le 2 juin au Dr. Klaus Kinkel, successeur de H. D. Genscher. En attendant, Ankara s'apprête à acheter pour sa gendarmerie, c'est à dire pour la répression au Kurdistan, 200 hélicoptères militaires. En lice: les exporvoyeurs de Saddam Hussein pour la même besogne: France, Italie, Etats-Unis et Allemagne. L'histoire est assurément un éternel recommencement!

• **FONDATION D'UN CONGRES NATIONAL IRAKIEN.** 170 personnalités de l'opposition irakienne réunies en conférence à Vienne, du 17 au 19 juin ont décidé de créer un front commun contre le régime de Saddam

Hussein. Ce front, appelé Congrès National irakien, aura un comité général faisant office de parlement, composé de 24 islamistes, 25 libéraux-nationaux, 16 Kurdes, 2 Turkmènes et 1 Assyro-chaldéen. Un Comité exécutif, de 7 membres, a également été désigné. Les organisations chiites pro-iraniennes (Conseil supérieur de la révolution islamique et El-Dawa) absentes de Vienne pourraient se voir attribuer des sièges ultérieurement. La Conférence de Vienne a été boycottée par des organisations et personnalités proches de Téhéran, Damas et Ryadh. En revanche, les deux principaux partis kurdes d'Irak, le PDK et l'UPK ont pris une part active à ces assises. Une délégation commune issue de cette conférence devrait bientôt entreprendre une tournée diplomatique pour convaincre les capitales concernées par l'avenir de l'Irak de la crédibilité de «l'alternative démocratique et pluraliste» offerte par ce nouveau front.

• «**JE SUIS CONTRE UN ETAT KURDE**» semble être le nouveau mot de passe que tout visiteur occidental espérant entrer dans les grâces turques ou obtenir quelque marché doit professer, tel un article de foi, à son arrivée en Turquie. Dernière victime en date de cette mode fort prisée sur les bords du Bosphore: Pierre Mauroy. Arrivé à Istanbul pour un colloque co-organisé par la fondation turque de recherches sociales, économiques et politiques, l'ancien Premier ministre français a, selon le quotidien turc *Hürriyet* du 17 juin, déclaré: «*Je ne suis pas en faveur d'un Etat pour toute nation, il n'y a aucune règle impliquant un Etat séparé pour tout groupe ethnique. Je suis opposé aussi à un Etat kurde indépendant. Mais les Kurdes devraient bénéficier de certains droits linguistiques et culturels*» (Merci pour eux!). Le quotidien turc ne précise pas davantage la pensée du futur président de l'Internationale Socialiste sur le droit des peuples à l'autodétermination et sur la question de savoir en vertu de quel principe les 25 à 30 millions de Kurdes du Proche-Orient, qui constituent l'une des nations les plus anciennes du monde, devraient être exclus automatiquement de ce droit alors que des populations beaucoup moins nombreuses, moins homogènes et moins anciennes se voient reconnaître le droit à un Etat.

• LES COULEURS SUBVERSIVES DES FEUX DE CIRCULATION.

Comme tout symbole de l'identité kurde, les couleurs traditionnelles du drapeau kurde —rouge, jaune et vert— sont strictement interdites en Turquie. Il est, en principe, interdit aux femmes de porter des fichus, serretête ou robes portant ces trois couleurs préférées des Kurdes, tout comme les hommes ne peuvent pas porter des chemises, cravates ou pochettes de ces couleurs. Poussant le zèle jusqu'à l'application à la lettre de la loi, la police de la ville kurde de Batman, centre pétrolier du Kurdistan de Turquie, a remplacé les lampes vertes des feux de circulation par des lampes bleues «*afin de mieux combattre le séparatisme et le terrorisme*». Devant la pagaille engendrée par 3 jours d'essais, le préfet de Batman a finalement dû

demander à ses services d'intervenir pour que les feux tricolores universels soient également respectés dans sa ville.

La prédilection des Kurdes pour ces trois couleurs remonte à leurs croyances pré-islamiques. Pour eux le jaune symbolise le Soleil, le rouge le feu, qui a un rôle central dans le zoroastrisme, et le vert la prospérité et la fertilité de leurs vertes vallées et montagnes.

• **ACCUSE DE PROPAGANDE SEPARATISTE LE PARTI SOCIALISTE TURC FRAPPE D'INTERDICTION DEFINITIVE.** Le Tribunal Constitutionnel turc saisi par la Cour de sûreté de l'Etat vient de décréter l'interdiction définitive du Parti socialiste de Dogu Perinçek, éditeur par ailleurs de l'hebdomadaire de gauche 2000'e Dogru (Vers

l'an 2000). Cette formation d'orientation marxiste cherchant, au nom de la «fraternité des peuple turc et kurde» et afin aussi de se constituer un électorat parmi les Kurdes, à promouvoir un débat sans tabou sur le règlement de la question kurde. La Constitution et la loi turques sur les partis politiques interdisant à ceux-ci toute action politique en faveur des Kurdes, en assimilant ces actions à des «atteintes à l'unité de l'Etat et de la Nation turcs». Déjà en 1971, le Parti Ouvrier de Turquie avait été interdit pour avoir évoqué dans une résolution de son IVème congrès «l'existence à l'Est du peuple kurde». Certains éditorialistes turcs soucieux de l'image à l'étranger de la Turquie ont «regretté qu'on puisse encore de nos jours interdire des partis politiques pour délit d'opinions»; tandis que les dirigeants turcs d'habitude très disert sur les «progrès de la démocratisation» se sont bornés à déclarer qu'ils ne «pouvaient pas commenter une décision de justice».

CHRONIQUE DE LA GUERRE AU KURDISTAN DE TURQUIE

Le 1er juin

deux mort et trois blessés au cours des accrochages à Nusaybin, dans la province de Mardin. A Silvan, dans la province de Diyarbakir, un maire de village, Abdullah Ay a été assassiné en plein marché par des «inconnus». Le «super-préfet» de la région kurde Unal Erkan a annoncé à Diyarbakir que les effectifs des «protecteurs de village» (milices stipendiées du gouvernement) allaient bientôt être portés de 30.000 à 40.000 personnes. Dans une région où sévissent la misère et le chômage, chaque protecteur reçoit un salaire d'environ 1 000 F par mois, somme importante par rapport au pouvoir d'achat local.

Le 2 juin

4 militants du PKK ont été tués au cours des accrochages avec l'armée à Hazro et Ergani, dans la province de Diyarbakir.

Le 3 juin

le corps de Mecit Akgün, correspondant de l'hebdomadaire *Yeni Ülke* à Nusaybin, porté disparu depuis une vingtaine de jours a été trouvé accroché à un poteau électrique près du village Çölova. D'après le quotidien turc *Hürriyet* il aurait été exécuté par le PKK pour trahison. Le même jour le corps d'un autre Kurde, P.N.Alptekin a été également trouvé pendu à un poteau électrique près du village de Sümer, dans la province de Mardin. 14 personnes ont été arrêtées à Diyarbakir et à Tunceli.

Le 4 juin

au cours des descentes de police dans 5 maisons à Elazig, 3 Kurdes dont 2 femmes, suspectés d'appartenance au PKK ont été tués, 16 autre arrêtés. A Sirnak, le corps d'Abdurrahman Ay, candidat du parti ANAP pour le

conseil municipal a été trouvé pendu à un poteau électrique. A Batman, un Kurde âgé de 34 ans, H. Erdogan, a été abattu dans la rue par une personne non identifiée. A Kahramanmaras 9 personnes suspectées d'appartenance au PKK ont été arrêtées. D'après Unal Erkan, le «super-préfet» de la région kurde a indiqué qu'au cours des derniers mois 4500 militants du PKK avaient été arrêtés et que plus de 2500 armes à feu, 53 missiles antichar, 670 grenades et une grande quantité de balles avaient été saisis par les forces turques.

Le 5 juin

au cours des affrontements avec l'armée près du mont Gabar, dans la province de Sirnak, 5 militants du PKK ont été tués, 1 grièvement blessé. A Idil, dans la province de Mardin, le corps d'un jeune homme de 20 ans, A. Oktay, a été trouvé pendu à un poteau électrique. A Lice, dans la province de Diyarbakir, un paysan, M. Turan, a été abattu.

Le 7 juin

un groupe d'une soixantaine de combattants du PKK est tombé dans une embuscade tendue par l'armée turque à Senova, dans la province de Sirnak. D'après le quotidien turc *Hürriyet* du 8 juin, 43 guérilleros kurdes auraient trouvé la mort et 7 auraient été arrêtés. Un sous-officier turc a été tué, 5 soldats blessés. L'armée a exhibé les cadavres de 20 Kurdes à Sirnak aux fins de terrorisation de la population dans la bonne vieille tradition turque d'exécutions et empalement publics. Les cadavres de 23 autres militants kurdes auraient été jetés à la rivière Hizil, à la frontière entre la Turquie et l'Irak.

Le 8 juin

deux véhicules transportant des membres des unités spécia-

les turques ont été attaqués vers 15h par des combattants du PKK sur la route de Bitlis-Diyarbakir. 1 soldat turc a été tué, 5 autres grièvement blessés.

Le 9 juin

assassinat à Diyarbakir du journaliste kurde Hatiz Akdemir, 27 ans, correspondant du nouveau quotidien d'opposition *Özgür Gündem*, abattu vers 9h du matin en plein rue par des coups tirés dans le dos. H. Akdemir enquêtait sur les mystérieux assassinats des Escadrons de la mort de la police secrète turque. Il avait reçu plusieurs menaces et pour sa famille ainsi que pour son journal son assassinat est l'œuvre de la tristement célèbre *kontrgerilla* et de ses escadrons de la mort. Le même jour, l'aviation turque est à nouveau intervenue dans le Kurdistan irakien tandis qu'au cours des accrochages à Semdinli, dans la province de Hakkari, 2 soldats turcs et 1 guérillero du PKK étaient tués. A Bitlis, 1 policier a été tué.

Le quotidien *Yeni Gündem* est saisi en raison de la publication d'une interview du chef du PKK.

Le 11 juin

vaste opération aéroportée des troupes turques dans la provinces de Sirnak. 5.000 soldats des unités spéciales, appuyés par des hélicoptères Skorsky râtissent cette portion de la frontière turco-irakienne. L'armée annonce la mort de «50 terroristes» et l'arrestation de 9 autres, chiffres non confirmés par ailleurs. A Kokarsu, dans la province de Bitlis un minibus transportant des paysans rentrés du marché est arrêté ses 13 passagers passés par les armes. Les seul témoins de ce massacre, un berger nommé Sabri Arinç, a déclaré à l'hebdomadaire *Azadî*, du 21 juin, que les 5 tueurs portaient tous des masques, ce qui est un procédé habituel des unités spéciales anti-émeute turques. 3000 personnes ont participé aux funérailles des victimes et dénoncé le terrorisme de l'Etat turc. A Kagizman, dans la province de Kars, un soldat turc a été tué au cours de accrochages. Le même jour le quotidien turc *Milliyet* se basant sur les sources militaires affirme que le PKK dispose de 22 camps en Iran et dresse une liste de leurs emplacements.

Le 12 juin

à Silvan, le docteur M. Emin Ayhan, 38 ans, est abattu vers 23h30 dans la rue par un commando de 3 tueurs alors qu'il rentrait d'un dîner chez des amis en compagnie de sa femme. Consternation dans la ville où ce médecin kurde humaniste, politiquement indépendant, était très aimé et où les assassinats perpétrés par la *kontrgerilla*, qui à l'occasion manipule aussi des groupuscules intégristes, ont littéralement décimé les élites locales, le même jour, attaque du PKK contre le train Van-Elazig : 1 mort et 9 blessés qui selon la presse turque seraient, en majorité de nationalité irakienne.

Le 13 juin

deux nouveaux meurtres à Silvan (N. Kurkan et M. Emin Ülkü) tandis qu'à Kiziltepe, dans la province de Mardin, les frères Sehmus et Hasan Ibrahimoglu sont abattus. A Bismil

un millier de personnes empêchées de rendre visite à leurs proches incarcérés manifestent devant la prison.

Le 16 juin

au cours d'une attaque du PKK contre une patrouille turque, 1 soldat a été tué. A Damlapinar, dans la province de Kars, un milicien pro-gouvernemental a été abattu.

Le 17 juin

au cours des affrontements entre l'armée et la guérilla dans les provinces de Sirnak, Bitlis et Mardin, 12 militants du PKK et 3 militaires turcs ont été tués. A Genç, dans la province de Bingöl, 7 passagers d'un minibus, dont le maire du village d'Ardıçdibi, ont été passés par les armes, 6 autres ont été blessés.

Le 18 juin

d'après un bilan établi par le «super-préfet» Unal Erkan, cité par le quotidien *Hürriyet*, en 40 jours 180 militants du PKK et 60 militaires et policiers turcs ont trouvés la mort dans des affrontements. Le quotidien *Milliyet* établit **un bilan sur la période allant du 1^{er} mars au 15 juin 1992 : 338 morts, 99 blessés dans les rangs du PKK. 3100 personnes gardés à vue, dont 1130 écrouées** après le délai habituel de 30 jours de garde à vue. Le même quotidien citant des sources gouvernementales que le PKK, malgré la fermeture de l'un de ses camps dans la Bekaa, est toujours basé en Syrie. A Viransehir, dans la province de Mardin, au cours des accrochages 1 militant du PKK a été tué, 1 autre blessé. A Ankara, la cour de sûreté de l'Etat a fait saisir 25 ouvrages du sociologue turc Ismail Besikçi qui figurent sur la «*liste des livres interdits*» pour «*propagande séparatiste*».

Le 19 juin

la Turquie a signé avec la firme américaine Cadillac Gage un accord pour l'acquisition de véhicules blindés de police, pour un montant de 25 millions de dollars. D'après le directeur général de la sûreté turque, ces véhicules sont destinés à renforcer le parc d'équipement de la police dans les provinces de l'Est.

Le 21 juin

le quotidien *Milliyet*, citant les «sources diplomatiques et militaires» annonce que les effectifs de l'armée turque seront ramenés de 800.000 à 500.000 dans le cadre de l'Accord sur la réduction des forces conventionnelles en Europe, actuellement en discussion à Vienne. Même avec une telle réduction, l'armée turque restera numériquement la seconde armée de l'OTAN, après celle des Etats-Unis. Nouvelle intervention de l'aviation turque dans le Kurdistan irakien.

Le 22 juin

au cours de violents affrontements à Sarhan, près de la frontière irakienne, 5 soldats turcs et 30 militants du PKK ont été tués, à l'en croire le bilan publié par le ministère turc de l'intérieur. Le PKK aurait engagé 300 combattants dans

cette opération. A Batman, 2 militants kurdes, dont un dirigeant de l'Association des droits de l'homme, Siddik Tan, ont été assassinés par des inconnus. Un autre Kurde, Tekin Ala, a été abattu vers 13h à Nusaybin, dans la province de Mardin.

Le 23 juin

attaque d'un poste de gendarmerie à Yüksekova, à la frontière iranienne, par une unité du PKK. Bilan, selon *Hürriyet*, 6 soldats, et 20 militants du PKK tués. Les affrontements auraient duré près de 6 heures. A Solhan, dans la province de Bingöl, 6 «protecteurs de villages» ont été tués par le PKK. 11 autres miliciens pro-gouvernementaux ont trouvé la mort, au cours de la même journée, à Gercus, dans la province de Batman et à Bitlis. A Batman, un boucher âgé de 32 ans, I. Direkçi, a été tué par des inconnus sur le seuil de sa boutique. L'aviation turque a procédé à de nouveaux bombardements intensifs de la zone frontalière du Kurdistan irakien.

Le 24 juin

le Conseil national de sécurité turc, réuni à Istanbul sous la présidence de T. Özal a décidé de «recommander au gouvernement» la prolongation de 6 mois de l'autorisation donnée à la force alliée de protection des Kurdes d'Irak basée à Incirlik et la reconduction pour 4 mois de l'état d'urgence dans les provinces kurdes. Celles-ci se trouvent pour la plupart ainsi soumises depuis 13 ans à ce régime d'exemption. Le Conseil a également abordé le problème de l'installation dans les provinces kurdes des Turcs Meskets de l'ex-URSS. Organe extraparlamentaire où dominent les chefs militaires le conseil national de sécurité est en fait le centre de pouvoir le plus influent du régime turc. Ses «avis» qui ne sont soumis à aucun débat parlementaire sont autant de directives impératives au gouvernement civil pour toutes les questions «sensibles».

Le 25 juin

l'aviation turque a bombardé toute une journée les flancs des monts Ararat et Tendurek où le PKK aurait installé des camps. Selon le bilan officiel 50 militants du PKK auraient été tués. La presse turque ne fait pas mention des dommages considérables causés à la végétation et à la faune de ces sites historiques faisant partie du patrimoine universel.

Le 29 juin

un étudiant de 25 ans de l'Université de Diyarbakir, A. Aksoy, a été abattu à bout portant par des personnes non identifiées. A Batman, un ouvrier de 35 ans, A. Dal, a été tué par des inconnus alors qu'il rentrait de son travail. Les proches de victimes accusent les Escadrons de la mort. A Ergani, dans la province de Diyarbakir, 2 «protecteurs de village» ont été tués par le PKK tandis qu'à Islahiye, dans la province de Gaziantep, 1 militant du PKK était tué.

Le 30 juin

au cours des affrontements entre l'armée et la guérilla dans la provinces de Sirkak, Adiyaman, Urfa et Diyarbakir, 7 militants du PKK et 4 militaires ont trouvé la mort. A Semdinli, dans la province de Hakkari deux bergères âgées de 20 et 17 ans ont été déshiquetées par des bombes lancées par des bombardiers turcs. A Hizan, dans la province de Bitlis, un minibus a été mitraillé, ses 10 passagers ont tous été tués.

Le 2 juillet

à Silvan, 3 personnes venues aux obsèques du militant kurde Ramazan Yüce, assassiné 3 jours plus tôt à Diyarbakir par les Escadrons de la mort ont été abattus en pleine rue par une unité de ces Escadrons. A Pervari, dans la province de Siirt, 2 soldats turcs ont été tués au cours des accrochages avec la guérilla. Celle-ci a aussi abattu 7 paysans kurdes dans deux villages de Çaldiran, dans la province de Van, pour «collaboration avec le gouvernement». A Washington, en réponse à une question du parlementaire pro-turc Tom Lantos, le sous secrétaire d'Etat pour le Proche-Orient, Edward Djerjian, a affirmé que le PKK poursuivait toujours ses activités dans la Bekaa sous-contrôle syrien.

Le 3 juillet

un avion F-104 turc s'est écrasé au cours d'un vol de reconnaissance au Kurdistan irakien. Le commandement turc affirme que l'accident est dû à une panne technique tandis que le PKK déclare l'avoir abattu. Le pilote âgé de 32 ans est porté disparu. A Cizre, dans la province de Sirkak, 6 sous-officiers et soldats turcs ont trouvé la mort au cours d'une attaque de la guérilla contre un poste militaire. A Urfa et à Midyat, 2 civils kurdes ont été abattus par des personnes non identifiées appartenant vraisemblablement aux Escadrons de la mort. A Adana 8 écoliers kurdes suspectés d'avoir brisé les vitres de leur école primaire ont été arrêtés et écroués pour «menées séparatistes et terroristes».

Le 5 juillet

1 soldat turc a été tué au cours d'une attaque de la guérilla contre un poste militaire de Silopi, dans la province de Sirkak.

Le 6 juillet

3 militants du PKK ont été tués dans des affrontements avec l'armée à Çağlayancerit, dans la province de Kahramanmaraş, située à l'extrémité ouest du Kurdistan. A Nusaybin, dans la province de Mardin, 135 paysan ont été arrêtés pour «manifestation illégale sur la voie publique».

Le 7 juillet

dans une interview au quotidien *Milliyet*, Dr. Fouad Maasoum, premier ministre du Kurdistan irakien demande

à la Turquie de mettre un terme aux bombardements du Kurdistan irakien qui ont fait de nombreuses victimes parmi la population civile kurde. Affirmant que son gouvernement ne tolérera aucune action armée contre les pays voisins à partir du Kurdistan irakien. Dr. Maasoum ajoute que ce dernier reste ouvert à tous les Kurdes. A Midyat un magistrat instructeur particulièrement opiniâtre et téméraire révèle, preuves, notamment rapport balistique à l'appui, que **le massacre de 8 passagers de deux minibus, perpétré le 20 avril dernier, attribué par le gouvernement et la presse turcs au PKK, «est malheureusement l'œuvre des protecteurs de village»** (milices pro-gouvernementales). Il décide l'arrestation de 10 miliciens auteurs de cette tuerie. Dans un pays où la presse se contente généralement des communiqués militaires sur la guerre au Kurdistan et où la justice a été l'auxiliaire docile de l'armée, cette sortie inattendue d'un petit juge turc conduit nombre d'observateurs et intellectuels turcs à s'interroger sur l'étendue des dégâts de la guerre psychologique et à se demander combien de massacres de civils kurdes relatés à grand renfort de publicité n'ont pas en fait été commis par les unités spéciales anti-émeutes ou les supplétifs de l'armée que sont les milices locales ?

Le même jour à Çatak, dans la province de Van, 1 soldat a été tué 7 autres blessés lors d'une attaque de la guérilla contre un poste de gendarmerie.

Le 8 juillet

au cours des attaques dans les provinces de Diyarbakir et Kars, les militants du PKK ont tué 5 miliciens pro-gouvernementaux et les deux conducteurs d'un véhicule de ravitaillement de l'armée. A Silvan, un magasin a été mitraillé par des armes automatiques. 1 personne a été tuée, 3 autres blessées. A Diyarbakir, la «super-préfecture» de la région a interdit les manifestations de commémoration de l'assassinat du militant kurde Vedat Aydin, président de la fédération de Diyarbakir du Parti HEP.

Le 13 juillet

à Istanbul, un dirigeant de l'association des droits de l'homme, Ozcan Sapan, a indiqué que d'après les études menées par son organisation, il y a eu 999 exécutions extrajudiciaires en Turquie. Ce bilan macabre se décompose comme suit : 483 morts en garde à vue, 246 morts par fusillade, 48 morts par pendaison, 160 morts par autres procédés et 62 morts à la suite des conditions de détention inhumaine. A Diyarbakir le «super-préfet» a annoncé dans un communiqué qu'au cours des affrontements des 11 et 12 juillet dans les provinces de Sirnak et de Hakkari 21 militants du PKK et 1 soldat avaient été tués. A Kiziltepe les cadavres de deux femmes tuées le 10 juillet dans des circonstances non élucidées ont été découverts. Au lieu dit Balkis, près de Cizre, 2 enfants âgés de 9 et 11 ans ont été déchiquetés par l'explosion d'une mine. A Mersin un Kurde suspecté d'appartenance au PKK a été tué lors d'une descente de police.

Le 15 juillet

à Baskala, dans la province de Van, un véhicule de la police est tombé dans l'embuscade tendue par la guérilla. Un commissaire en chef et deux policiers ont été tués, 2 autres passagers du véhicule blessés.

Le 16 juillet

au cours de violents affrontements entre l'armée et la guérilla dans la province de Sirnak 15 militants du PKK, 7 miliciens et 1 enfant ont été tués. L'armée n'a pas annoncé ses pertes. A Dicle, dans la province de Diyarbakir, un véhicule militaire est tombé dans une embuscade de la guérilla, ses 4 passagers ont été tués. A Eruh, dans la province de Siirt 3 militants du PKK sont morts dans les accrochages. A Silvan, une maison a été mitraillée, 1 civil a été tué, deux autres blessés.

Le 19 juillet

un commando du PKK a abattu dans le village de Kelekçi, dans la province de Diyarbakir, 4 miliciens pour «collaboration avec l'armée d'occupation». A Diyarbakir la «super-préfecture» de la région a publié un bilan selon lequel au cours des 5 dernières années 2297 militants du PKK 828 soldats, policiers et miliciens et 873 civils ont trouvé la mort.

Le 20 juillet

à Batman et Nusaybin deux civils ont été abattus par des personnes non identifiées. Les familles accusent les Escadrons de la mort.

Le 21 juillet

au cours d'une attaque de la guérilla contre un poste de gendarmerie à Çukurca, dans la province de Hakkari 10 soldats turcs ont été tués.

Le 22 juillet

à Tilkitepe dans la province de Mardin, un véhicule d'unités spéciales a été mitraillé par la guérilla. Au cours de la fusillade 5 policiers 1 guérillero kurde ont été tués. A Senkaya, dans la province d'Erzurum 2 miliciens ont été abattus par un commando du PKK. A Ankara, le gouvernement a décidé de nommer un chargé d'affaires pour son ambassade à Bagdad. D'après la presse, Washington se serait opposé à l'envoi d'un ambassadeur turc auprès du régime irakien. Par ailleurs, on apprend que désormais deux officiers turcs vont participer à la mission de liaison alliée à Zakho, au Kurdistan irakien.

Le 24 juillet

à Semdinli, dans la province de Hakkari, 11 personnes suspectées d'appartenance au PKK ont été tuées par l'armée. A Diyadin, dans la province d'Agri 5 miliciens paysans ont été tués par un commando du PKK. A Istanbul, 14 Kurdes suspectés de préparer un attentat lors de la cérémonie d'ouverture d'un barrage du GAP, ont été arrêtés.

Le 26 juillet

à Diyarbakir, un militant kurde âgé de 35 ans, S. Güneyli a été abattu vers 8h en pleine rue par des tueurs non identifiés. A Kiziltepe, dans la province de Mardin, un autre militant kurde, Y. Yolan, 55 ans, technicien, a été tué selon les mêmes procédés. Les familles accusent les Escadrons de la mort.

Le 27 juillet

à Batman, 3 civils kurdes, C. Tasan, M. N. Orman et M. Erol ont été assassinés en plein jour par des tueurs non identifiés. Les assassinats sont attribués aux Escadrons de la

mort. Au mont Tendurek, dans la province de Van, un militant du PKK a été tué.

Le 28 juillet

au cours d'affrontements autour du mont Tendurek 6 militants du PKK et 1 soldat ont trouvé la mort.

Le 29 juillet

à Sason, dans la province de Batman, 3 militants du PKK et un milicien ont été tués au cours des accrochages. A Siirt et Mardin, 33 personnes suspectées d'appartenance au PKK ont été arrêtées.

REVUE DE PRESSE

LES KURDES D'IRAK : Encore des pions dans le Grand Jeu (*The Nation*, 11 mai 1992), p.1-3.

UNE TRIBU PERDUE, A PART LEURS MONTAGNES LES KURDES N'ONT PAS D'AMIS. (*The Sunday Times*, 3 mai 1992), p.4.

AU NOM DE L'UNITE LES LEADERS KURDES REPLATRENT LEURS DIVISIONS. Les élections de la semaine dernière ont contraint les rivaux politiques à conclure un accord pour maintenir le Kurdistan sur le chemin de l'autonomie. (*The Independent*, 26 mai 1992), p.4.

NOUVELLE TUERIE AU KURDISTAN. (*Liberté*, 27 mai 1992), p.5.

AVEC LES KURDES ET LA TURQUIE. (*International Herald Tribune*, 2 juin 1992), p.5.

CINQ KURDES D'IRAK TUES ET QUATRE BLESSES DANS DES RAIDS TRUCS. (*Le Quotidien de la Réunion*, 27 mai 1992), p.5.

NORD DE L'IRAK. Un mirage français s'écrase. (*Le Courrier*, 2 juin 1992), p.5.

RAIDS TURCS. (*Liberté*, 20 mai 1992), p.5.

KURDISTAN: UN PEUPLE SE BAT POUR SA SURVIE. La nation kurde est une réalité puisqu'elle compte environ 20 millions de personnes, mais c'est une nation sans Etat... Répartis entre la Turquie, l'Irak, l'Irak et la Syrie, les Kurdes sont partout considérés comme des gêneurs qui menacent l'intégrité de l'Etat. Dans l'Irak de Saddam Hussein, ils sont plusieurs centaines de milliers à s'être réfugiés dans une zone protégée par l'ONU pour échapper à l'armée irakienne. Que

deviendront-ils lorsque l'ONU aura quitté l'Irak ? (*Echo Magazine*, 30 mai 1991), p.6-9.

LES KURDES INVITES D'AMNESTY INTERNATIONALE : L'amitié entre les peuples. (*République de Seine et Mame*, 1er juin 1992), p.9.

PEUPLESANS TERRE. Les Kurdes: une année d'épreuves. Accrochés à un pays fantôme, déchirés entre l'Irak, l'Irak et la Turquie, 23 millions de Kurdes attendent une patrie. Le mouvement kurde reste, malgré tout, très divisé. Aujourd'hui, les luttes d'influence entre tendances rivales demeurent l'un des principaux obstacles à l'émancipation de ce peuple sous haute surveillance. (*Armées d*, mai 1992), p.10-11.

L'ENVOIE DE FOURNITURES MILITAIRES ALLEMANDES AUX KURDES D'IRAK AUGMENTE LA TENSION DANS LES RELATIONS GERMANO-TURQUES. (*The European*, 4 juin 1992), p. 14.

DES ARMES POUR ANKARA. L'Allemagne reprend ses livraisons. (*Le Nouveau Quotidien*, 4 juin 1992), p.14.

TROIS SEMAINES DE GREVE DE LA FAIM POUR 17 KURDES A ROUEN. (*Liberté de Morbihan*, 4 juin 1992), p.14.

LA DEMANDE KURDE D'AUTONOMIE COMPLIQUE L'EQUATION DU KARABAGH. (*RFE/RL Research Report*, 5 juin 1992), p.14-17.

KURDES D'IRAK : D'UNITE-LIBERTE. Qui aurait cru, il y a quelques semaines encore, que les Kurdes réussiraient leur passage devant les urnes, le 19 mai dernier ? Personne n'a oublié les images tragiques de cette minorité écrasée par Saddam Hussein dans les derniers jours de la guerre du Golfe. L'actualité de 1991 avait quitté ce peuple couché

dans la misère. nous le retrouvons aujourd'hui debout, enthousiaste dans sa fragile liberté conquise. (*Dépêche Le Progrès, Le Progres-Lyon, Tribune, Le Journal de la Soane et Loire*, 5 juin 1992), p.17.

VOLONTE DEMOCRATIQUE: Election à refaire au Kurdistan d'Irak. Les dirigeants du mouvement kurde ont décidé d'organiser un nouveau scrutin à l'automne pour départager les deux principaux leaders et tenir compte des revendications des petits partis. (*L'Humanité*, 5 juin 1992), p.18.

PEUPLE KURDE: LE SOS DES REFUGIES EN COTE D'ARMOR. Un appel pathétique. (*Le Télégramme de Brest*, 5 juin 1992), p.19.

ALLEMAGNE: AMNESTY PROTESTE CONTRE L'ENVOI D'ARMES A LA TURQUIE. (ACP, 8 juin 1992), p.19.

LES ACHATS D'ARMES PAR L'IRAK ETAIENT IGNORES PAR LES ETATS-UNIS AFFIRME LE SECRETAIRE D'ETAT ADJOINT RICHARD A. CLARKE, DANS UN MEMORANDUM SECRET. (*International Herald Tribune*, 6-7 juin 1992), p.20.

ALLEMAGNE: Levée de l'embargo sur les armes destinées à la Turquie. (*Le Monde*, 5 juin 1992), p.20.

IRAK: LES KURDES DEMANDENT LA PROROGATION DU MANDAT DE LA FORCE MULTINATIONALE. (*Le Monde*, 5 juin 1992), p.20.

MEDECINS SANS FRONTIERES EN DIFFICULTE AU KURDISTAN. Refus de visas, zones interdites inquiètent les responsables de l'organisation humanitaire. (*Haute Garonne Libérée*, 12 juin 1992), p.21.

«L'OUVERTURE DEMOCRATIQUE RESTE ENCORE LETTRE MORTE». De passage à Genève, une délégation de parlementaires kurdes dénonce les massacres opérés par le gouvernement turc. (*Le Courrier*, 10 juin 1992), p.21.

SOUTIEN AUX KURDES. KURDES DE NANCY: LE COMITE DE SOUTIEN PESSIMISTE. Jusqu'à maintenant, un seul des 39 ex-grévistes de la faim a obtenu le droit d'asile définitif. (*Paris-Normandie*, 9 juin 1992), p.22.

DES KURDES LIVRES PAR LA FRANCE A L'IRAK ? A l'issue d'une «opération humanitaire», la France aurait abandonné des blessés et réfugiés kurdes à la police de Saddam. (*Haute Marné Libérée*, 11 juin 1992), p.23.

FONDATION FRANCE-LIBERTES: LES KURDES ONT BESOIN D'EAU, D'ELECTRICITE ET DE DEMINEURS. (*Ouest France*, 5 juin 1992), p.23.

LES KURDES DE LA CEI VEULENT UN ETAT. Ils

revendiquent le corridor entre l'Arménie et le Karabakh. (*Le Nouveau Quotidien*, 13 juin 1992), p.24.

TURQUIE: ENCORE UN JOURNALISTE ASSASSINE. Emotion en Turquie: depuis le début de cette année, cinq reporters ont été tués dans les régions kurdes du pays. (*L'Aurore*, 12 juin 1992), p.24.

PERSONNALITES KURDES MENACEES EN TURQUIE. (*L'Humanité*, 12 juin 1992), p.24.

FIN DE PARTIE AU KURDISTAN IRAKIEN. Le spectacle de l'exclusion. (*Le Quotidien de Paris*, 13 juin 1992), p.25-26.

UN ETAT KURDE DANS L'EX-URSS ? (*L'Humanité*, 13 juin 1992), p.26.

LES KURDES VEULENT ETABLIR UN ETAT ENTRE L'ARMENIE ET L'AZERBAIDJAN. (*Lyon Matin*, 13 juin 1992), p.26.

IRAK: FRONT ANTI-SADDAM. (*Midi Libre*, 16 juin 1992), p.26.

NE PAS OUBLIER LES KURDES. Une mission française revient du Kurdistan irakien. Un élu yonnais s'y trouvait. Il témoigne des difficultés de ces populations combattues par Saddam Hussein. Une conférence publique sera organisée le 22 juin. (*Vendée Matin*, 14 juin 1992), p.27.

KURDISTAN: L'AVENIR DES CHRETIENS ASSYRO-CHALDEENS. (A.R.M., 15 juin 1992), p.28.

QUINZE KURDES DE ROUEN EXPULSES DE L'EGLISE DE SAINT-SEVER. LES KURDES A L'HOPITAL, EN ATTENDANT.... La préfecture: une procédure judiciaire de flagrant délit. **LE M.R.A.P. PROTESTE.** Le Collectif: une intervention scandaleuse. — Les grévistes de la faim kurdes de Rouen refusent les propositions de la préfecture de Seine-maritime. (*Le Soir*, 11 juin, *Le Havre Presse* 15 juin, *Le Havre Libre* 15 et 20 juin, *Paris-Normandie* 11, 13, 20 et 22 juin, *Le Progrès de Fecamp* 15 juin, A.F.P., *Pays d'12 juin, Ouest France*, 12 juin, *Le Parisien* 20 juin, *Pays Normandie* 10 et 15 juin, *Le Monde*, 19 juin, *Libération* 19 juin, *L'Indépendant* 19 juin, *L'Alsace* 19 juin, *L'Humanité* 22 juin, *L'Echo Républicain* 19 juin, *Nice Matin* 19 juin, *Yonne Républicain* 19 juin, *La Nouvelle République du Centre* 19 juin, *Presse de la Manche* 19 juin, *Ouest France* 20 juin 1992 etc), p.29, 30.

TURQUIE: COMBATS ENTRE KURDES ET ARMEE. — ONZE REBELLES KURDES TUES PAR L'ARMEE. (*Le Nouveau Quotidien, Le Courrier*, 17 juin 1992), p.31.

LE PRIX NOUREDDINE ZAZA: Jean-Claude Bühner récompensé. Le Prix Noureddine Zaza, qui récompense chaque année un journaliste dont le travail a contribué à

sensibiliser l'opinion publique à la cause kurde, a été attribué à Jean-Claude Bürhrer, le correspondant du *Monde* en Suisse. (*Le Nouveau Quotidien, Coop Presse - Basel*, 17 juin, *Le Monde*, 19 juin 1992), p.31.

SADDAM PLUS FORT QU'IL Y A UN AN, AFFIRMENT LES SERVICES SECRETS AMERICAINS. (*International Herald Tribune*, 17 juin 1992), p.32.

IRAK : BEAUCOUP DE FUMEE. (*International Herald Tribune*, 24 juin 1992), p.32.

IRAK : L'OPPOSITION IRAKIENNE S'EMANCIPE A VIENNE. Réunis depuis mercredi, les adversaires de Saddam Hussein tentent de s'entendre loin de leurs tuteurs habituels, Damas, Riyad ou Téhéran. (*Libération*, 19 juin 1992), p.33.

SADDAM DOIT SEN ALLER ET ÖZAL N'EST PAS LE PROBLEME. (*International Herald Tribune*, 19 juin 1992), p.34.

TURQUIE : COMBATS MEURTRIERS DANS LES PROVINCES KURDES. (*Midie-Libre*, 23 juin 1992), p.34.

LES CHEFS D'OPPOSITION IRAKIENNE SE REGROUPENT POUR COMBATTRE SADDAM. (*International Herald Tribune*, 20-21 juin 1992), p.35.

UN FRONT ANTI-SADDAM FAIT UN PROGRAMME COMMUN. Des opposants au régime de Saddam Hussein, réunis à Vienne, sont parvenus hier à former un exécutif commun et à s'entendre sur un programme. (*Libération* 20, *La Croix* 23 juin 1992), p.35.

UNIS MAIS DIVISES CONTRE SADDAM : La réunion du Congrès national irakien à Vienne. (*Avanti*, 21-22 juillet 1992), p.36.

LES REBELLES KURDES AURAIENT TUE 10 PERSONNES DANS LA MOSQUEE D'UN VILLAGE TURC. (*International Herald Tribune*, 27 juin 1992), p.36.

L'ORGANISATION HUMANITAIRE MEDECINS SANS FRONTIERES A ANNONCE QU'ELLE ETAT CONTRAINTE DE QUITTER L'IRAK SUITE AU REFUS DE GOUVERNEMENT DE BAGDAD DE RENOUVELER LES VISAS DE SEJOUR DE SES MEMBRES. L'Organisation non gouvernementale précise cependant qu'elle a décidé de poursuivre «dans la clandestinité» ses actions dans le nord du pays auprès des Kurdes. (*A.F.P.*, 25 juin 1992), p.37.

ANATOLIE : CHOC MEURTRIER ENTRE KURDES ET MILITAIRES. Plus de 40 personnes tuées en deux jours de combats entre villageois et l'armée turque. (*Le Courrier*, 24 juin 1992), p.37.

LE SCANDALE DU DESERT ? Pas un lanceur de Scud n'a détruit pendant la guerre du Golfe. — SADDAM ET

L'ONU AVANCENT VERS UNE CONFRONTATION SUR LE PROBLEME DE L'AIDE. L'Irak menace d'expulser à la fin de ce mois 1000 personnes travaillant pour les programmes de l'ONU. — LES EXPERTS EN MISSILES DISENT QUE LES ETATS-UNIS N'ONT PAS REUSSE A DETRUIRE LES LANCEURS MOBILES DE SCUDS IRAKIENS. (*International Herald Tribune*, 25 juin 1992), p.38, 39.

LA TURQUIE OFFRE LE PARDON AUX KURDES QUI SE RENDRAIENT. (*The Européen*, 25 juin 1992), p.40.

IRAK : LE SYSTEME AMERICAIN PUNIT LE SCANDALE PLUS LES TENTATIVES DE LES ETOUFFER. (*International Herald Tribune*, 26 juin 1992), p.41.

LES TURCS DEBATTENT DU PROBLEME DE LA COUVERTURE AERIENNE ALLIEE POUR LES KURDES D'IRAK. (*The Financial Times*, 26 juin 1992), p.41.

LE JEU DE L'IRAK NE VA PAS TROMPER L'ŒIL DES NATIONS-UNIES. (*International Herald Tribune*, 30 juin 1992), p.42.

TURQUIE : PROLONGATION DE L'ETAT D'URGENCE EN REGION KURDE. Le Parlement turc a voté vendredi la prolongation de l'Etat d'urgence dans les territoires à prédominance kurde. (*Agence Centrale de Presse*, 26 juin 1992), p.43.

TURQUIE : LES FORCES ALLIEES AUTORISEES A RESTER SIX MOIS DE PLUS. (*Le Monde*, 29 juin 1992), p.43.

GREVE DE LA FAIM DES DEMANDEURS D'ASILE KURDE EN GRANDE BRETAGNE. (*Exile*, Juin 1992, n°60), p.43.

IRAK : UNE MISSION MEDICO-LEGALE DE MIDDLE EAST WATCH ET PHYSICIANS FOR HUMAN RIGHTS AIDE A LA DECOUVERTE DES CRIMES CONTRE LES KURDES. (*Physicians for Human Rights RECORD*, Printemps 1992), p.44-45.

DROITS DU PEUPLE KURDE. Rapport de M. Gawronski. (*Parlement Européen*, 8-12 juin 1992), p.45.

KURDISTAN : L'ECOLE RETROUVEE. Les écoliers du Kurdistan irakien ont passé à la fin du mois de mai les examens d'entrée au collège et au lycée... (*Le Monde de l'éducation*, Juillet-Août 1992), p.46.

UN ARRÊT DE LA COUR DE CASSATION. Les victimes Kurdes, ou leurs familles, gazées en 1988 par l'aviation irakienne pourraient se retourner contre Dassault. En effet, l'industriel français a poursuivi la livraison de matériels militaires malgré la dénonciation de l'Irak par les organisations internationales. (*Agence Centrale de Presse.*, 1er juillet 1992), p.47.

L'IRAK MET A L'EPRUVE «LE NOUVEL ORDRE HUMANITAIRE». (*International Herald Tribune*, 1er juillet 1992), p.48.

APRES L'ATTENTAT AU KURDISTAN DANIELLE RENTRESAINET SAUVE EN FRANCE. (*La Repubblica*, 8 juillet 1992), p.48.

IRAK : L'ARSENAL MILITAIRE AVANT LA GUERRE DU GOLFE. M. Bush affirme que les Etats-Unis n'ont pas aidé Bagdad à se doter d'armement. (*Le Monde*, 3 juillet 1992), p.49.

D'APRES UN RAPPORT DE LA CHAMBRE DES REPRESENTANTS L'IRAN IMPRIMERAIT DE FAUT BILLET DE 100\$ POUR DÉSTABILISER L'ECONOMIE AMERICAINE. Les billets «presque parfaits» seraient mis en circulation avec l'aide de la Syrie à travers un réseau terroriste international. L'objectif de l'Irak serait de fabriquer 12 milliards de dollars, affirme le parlementaire Bill McCollum. — SADDAM A REPRIME UN PUTCH MENE PAR UNE DIVISION DE SA GARDE REPUBLICAINE AFFIRMENT DES DISSIDENTS. (*International Herald Tribune*, 3 juillet 1992), p.49, 50.

IRAK : UN GOUVERNEMENT KURDE DANS LE NORD. Fouad Maasoum, membre du bureau politique de l'Union patriotique du Kurdistan de Jalal Talabani a formé samedi son gouvernement à Erbil, dans le nord de l'Irak. (*Ouest France, Le Dauphiné Libre*, 6 juillet 1992), p.51.

KURDISTAN: L'EMPASSE. Seize mois après la défaite de l'Irak dans la guerre du Golfe et la répression de la révolte kurde contre le pouvoir de Bagdad qui a suivi, la question kurde reste plus que jamais bloquée par l'absence de consensus entre les diverses factions kurdes, le blocus de la région imposé par Bagdad et le maintien au pouvoir de Saddam Hussein. (*La Montagne*, 6 juillet 1992), p.51.

KURDISTAN D'IRAK PRIORITE A L'ECONOMIE, DECLARE LE PREMIER MINISTRE. (A.F.P., 6 juillet 1992), p.52.

DANIELLE MITTERRAND, L'EPOUSE DU CHEF DE L'ETAT EST SORTIE INDEMNEMENT D'UN ATTENTAT QUI A FAIT CINQ VICTIMES AU NORD DE L'IRAK. (*République du Centre*, 7 juillet 1992), p.52.

SEIZE MOIS APRES LA GUERRE DU GOLFE, LE KURDISTAN DANS L'IMPASSE. (*Le Journal de l'*, 7 juillet 1992), p.53.

L'ECHEC DE LA TENTATIVE DU COUP D'ETAT SERAIT SUIVI DE PURGES DANS L'ARMEE IRAKIENNE. (*International Herald Tribune*, 7 juillet 1992), p.53, 54.

L'IRAK DEFIE L'ORDRE DES NATIONS-UNIES DE LAISSER DES EXPERTS EN ARMEMENT INSPECTER

LE MINISTERE DE L'AGRICULTURE. (*International Herald Tribune*, 8 juillet 1992), p.54.

BAGDAD REJETTE ENCORE L'INSPECTION DE L'ONU. (*Libération*, 8 juillet 1992), p.55.

APRES L'ATTENTAT CONTRE DANIELLE MITTERRAND. Les rappels du Quai d'Orsay au sujet d'un Etat kurde. Mme. Danielle Mitterrand qui a échappé, lundi, à un attentat au Kurdistan irakien, devait regagner Paris hier soir après avoir poursuivi son voyage dans le nord de l'Irak et en Turquie. A Paris, le quai d'Orsay a rappelé que la France n'est pas favorable à la création d'un Etat kurde. (*Le Quotidien de Paris*, 8 juillet 1992), p.55.

DANIELLE MITTERRAND A ÉCHAPPE A UN ATTENTAT. — Madame Mitterrand, l'épouse du chef de l'Etat français, a échappé de peu à un attentat à la voiture piégée lundi près de Souleymanieh (Kurdistan irakien) qui a fait au moins quatre morts. — C'est au nord de l'Irak que la tentative a eu lieu. — ATTENTAT CONTRE UN CONVOI OFFICIEL. — DANIELLE MITTERRAND POURSUIT SON ACTION. VOYAGE HUMANITAIRE A HAUT RISQUE. — AU KURDISTAN, LA MORT FRÔLE DANIELLE MITTERRAND. L'ATTENTAT A FAIT QUATRE MORTS ET QUATORZE BLESSES. — «FEMME LIBRE» ET «FEMME DU PRÉSIDENT». LES MITTERRAND : UNE FAMILLE RISQUE-TOUT. SOULAYMANIEH : UN AVERTISSEMENT A L'AIDE INTERNATIONALE. — DANIELLE MITTERRAND : «J'EN SUIS PAS FILLE À RENONCER». (A.F.P. 6 juillet, *France-Soir* 6 juillet, *Liberté de Morbihan* 7 juillet, *Agence Centrale de Presse* 7 juillet, *Le Progrès*, *Les Echos*, *La Stampa*, *Paris Normandie*, *Libération*, *Courriere della Sera*, *Basler Zeitung*, *Le Monde*, *International Herald Tribune*, *Le Canard Enchaîné*, *Le Figaro*, *Le Parisien*, *La Croix*, V.S.D., *La Dépêche du Midi*, etc. 7-8-9 juillet 1992), p. 56-83.

UNE VOITURE EXPLOSE LORS DU PASSAGE DU CORTEGE DE DANIELLE MITTERRAND 5 MORTS ET 19 BLESSES. Bombe pour Danielle sur le front kurde. (*La Stampa*, 7 juillet 1992), p.62.

ATTENTAT CONTRE DANIELLE MITTERRAND. La first lady française échappe, par miracle à l'attentat à la voiture piégée au Kurdistan. (*Corriere della Sera*, 7 juillet 1992), p.67.

LE PROBLEME DES KURDES D'IRAK EST UN CHAMP DE MINES POLITIQUES POUR L'OUEST. La demande de Bernard Kouchner visant à lever l'embargo des Nations-Unies sur les régions contrôlées par les Kurdes soulève des questions sur l'engagement occidental au sujet des Kurdes. (*The Financial Times*, 9 juillet 1992), p.82.

SIX MOIS APRES LEUR GREVE DE LA FAIM. La situation régularisée pour onze Kurdes sur seize. (*Le Télégramme de Brest*, 9 juillet 1992), p.83.

LES ETATS-UNIS ONT DONNE UN CRÉDIT D'UN

MILLIARD DE DOLLARS A L'IRAK ALORS QU'ILS SAVAIENT QUE BAGDAD ACHETAIT SECRETEMENT DES ARMES. (*International Herald Tribune*, 9 juillet 1992), p.83.

L'ONU DEPECHE UN EMISSAIRE POUR PREVENIR UNE EPREUVE DE FORCE ENTRE LE GOUVERNEMENT IRAKIEN ET LE CONSEIL DE SECURITE. — LA POLITIQUE IRAKIENNE DE BUSH N'ETAIT PAS UNE «ERREUR». IRAKGATE : AGIR MAINTENANT POUR EVITER UN BLANCHIMENT. — La tentative de coup d'Etat à Bagdad a été réprimée d'une manière experte affirment les analystes. (*International Herald Tribune*, 10 juillet 1992), p.84-85.

KURDISTAN - VOYAGE AU PAYS QUI N'EXISTE PAS. Les Irakiens en avaient fait un pays mort. Aujourd'hui, les Kurdes reviennent, décidés à bâtir une autonomie tangible, mais les pièges sont partout, les moindres n'étant pas ceux de la diplomatie. (*Le Point*, 11 juillet 1992), p.86-87.

DEUX «BERETS BLEUS» AUTRICHIENS BLESSES AU KURDISTAN. (*Le Monde*, 11 juillet 1992), p.88.

PETROLE : BAGDAD CONTESTE L'ONU. (*Le Quotidien de Paris*, 14 juillet 1992), p.88.

KURDISTAN : WEEK-END MEURTRIER. (*Libération*, 14 juillet 1992), p.88.

ESSAYER D'ETALER AU GRAND JOUR LA POLITIQUE PRO-IRAKIENNE. Les parlementaires veulent aller au delà de la question de savoir si M. Bush aurait dû être plus dur avec Saddam et analyser si la Maison Blanche a agi improprement en rejetant un contrôle indépendant. — COMMENT VAINCRE SADDAM. (*International Herald Tribune*, 14 juillet 1992), p.89-90.

BONN-ANKARA : LA RECONCILIATION. Le chef de la diplomatie allemande en Turquie. Le gouvernement turc a promis que les armes allemandes ne seraient plus utilisées contre la rébellion kurde. (*Le Figaro*, 15 juillet 1992), p.90.

ÊTRE KURDE EN TURQUIE. Déçus par la politique de M. Demirel, de nombreux jeunes militants se tournent vers l'action violente. (*Le Monde*, 15 juillet 1992), p.91.

L'ALLEMAGNE SOUTIENDRA LA DEMANDE D'ADHESION D'ANKARA A LA CEE. Sous réserve d'un plus grand respect des droits de l'homme. (*Le Monde*, 15 juillet 1992), p.92.

LES FONDAMENTALISTES MUSULMANS MENENT LEUR PROPRE GUERRILLA CONTRE LES SEPARATISTES KURDES. (*Le Monde*, 16 juillet 1992), p.92.

BAGDAD REBONDIT UN AN APRES LA GUERRE. Malgré les dissensions et les sanctions, les Irakiens sont

occupés à reconstruire. (*International Herald Tribune*, 15 juillet 1992), p.93.

LES ETATS-UNIS A L'IRAK : LA DEFIANCE MET LA «TREVE» EN RISQUE. — VIGILANCE ENNUYEUSE : LES INSPECTEURS DE L'ONU EN IRAK. (*International Herald Tribune*, 16 juillet 1992), p.93-94.

LES FANTÔMES D'HALABJA, VILLE MARTYRE. Dans un texte adressé au secrétaire général de l'ONU à leur retour du Kurdistan irakien, Mme. Mitterrand et M. Kouchner en appellent à l'opinion mondiale. Mme. Danielle Mitterrand et M. Bernard Kouchner ont adressé à M. Bourtro-Ghali, secrétaire général des Nations unies, un témoignage sous la forme d'une «lettre ouverte», publiée in extenso par le quotidien *Le Monde*. (*Le Monde*, 18 juillet 1992), p.95-96.

DES CONSULTATIONS SERAIENT EN COURS POUR UNE NOUVELLE ACTION ARMEE CONTRE L'IRAK. *Le Monde*, *Libération*, 18 juillet 1992), p.96-97.

APRES L'ASSASSINAT D'UN «BERET BLEU» AU KURDISTAN. Le Conseil de sécurité demande «un maximum de coopération» de la part de l'Irak. *Le Monde*, 20 juillet 1992), p.97-98.

L'IRAK SE PREPARE A DES ATTAQUES AERIENNES, AFFIRMENT LES ETATS-UNIS. — LES TURCS OPOSENT LEUR VETO A L'UTILISATION DES BASES CONTRE BAGDAD. (*International Herald Tribune*, 25-26 juillet 1992), p.99.

LA PRESSE TURQUE EN LIBERTE SURVEILLE. (*Gazet*, 25-26 juillet 1992), p.100.

LES ENNEMIS IRAKIENS DE SADDAM SONT LA REPOSE A LA QUESTION DE SAVOIR COMMENT S'EN DEBARASSER. (*International Herald Tribune*, 25-26 juillet 1992), p.100.

«SHERO», UNE HISTOIRE D'AMOUR AU KURDISTAN. Hiner Dilman a fait un film qui raconte comment est la vie dans un lieu avec peu d'espérance. (*Il Tempo*, 18 juillet 1992), 101.

LE REARMEMENT DE L'IRAN PRÉOCCUPE LES OCCIDENTAUX. Un projet de contrat de cent dix avions russes. (*Le Monde*, 25 juillet 1992), p.102.

UNE NOUVELLE PROPOSITION DE COMPROMIS A ETE ADRESSEE A L'IRAK. (*Le Monde*, 27 juillet 1992), p.103.

DANIELLE LA TEMERAIRE : LES AVENTURES DE LA FIRST LADY INDEPENDANTE DE FRANCE. (*Newsweek*, juillet 1992), p.104.

LES EXPERIENCES DE TORTURE D'UN MEDECIN TURCA ISTANBUL. (*Torture*, N° 2, juillet 1992), p.105-106.

RELATIONS CE/TURQUIE. (*Parlement Européen*, 6-10 juillet 1992), p.107.

RUMEURS ANTI-ARMENIENNES CHEZ LES KURDES DE LA CEI. (*Gamk*, 17 juillet 1992), p.107.

LES GUERRES AU KURDISTAN. UN PORTAIT DIVISEE. (*The Nonviolent Activist*, Juin, Juillet, Août 1992), p.108-112.

HELSINKI WATCH ALERTE : CINQ JOURNALISTES TUÉS, LA LIBERTÉ D'EXPRESSION RESTRAINTÉ, DEPUIS FEVRIER ONZE MORTS EN GARDE A VUE DONT TROIS ENFANTS QUI SE SERAIENT «SUICIDÉS». (*Helsinki Watch*, Juin 1992), p.112-120.

MME. MITTERRAND A NOUVEAU EN SCÈNE. Elle se rend en Irak, via Diyarbakir, pour y rencontrer Massoud Barzani et Jalal Talabani. (*Hürriyet*, 3 juillet 1992), p.121.

LORS DE SON ESCALE A DIYARBAKIR, MADAME N'A PAS OUVERT LA BOUCHE. (*Hürriyet*, 6 juillet 1992), p.121.

MADAME REÇUE COMME UN CHEF D'ÉTAT POUR LE PREMIER MINISTRE KURDE ET MASSOUD BARZANI. MADAME MITTERRAND EST COMME UNE PRÉSIDENTE. (*Milliyet*, 7 juillet 1992), p.122.

ELLE S'EN EST TIRÉE A 5 SECONDES PRES. PERSONNE NE REVENDIQUE L'ATTENTAT CONTRE MME. MITTERRAND DANS LE NORD DE L'IRAK. (*Hürriyet*, 8 juillet 1992), p.123,124.

ACCUEIL MEURTRIER POUR MADAME : 4 morts, 19 blessés. 100 kilos de dynamite ont été utilisés dans l'attentat contre Mme. Mitterrand. (*Milliyet*, 8 juillet 1992), p.125-127.

MADAME SOUS LE CHOC. LORS DE SON ESCALE DE RETOUR A L'AÉROPORT DE DIYARBAKIR ELLE A LAISSÉ SANS RÉPONSE TOUTES LES QUESTIONS. (*Milliyet*, 9 juillet 1992), p.128.

LA PRESSE FRANÇAISE CRITIQUE MADAME. (*Hürriyet*, 10 juillet 1992), p.129.

LA LANGUE DE MADAME S'EST DÉLIÉE A PARIS. «JE NE SUIS PAS QUELQU'UN QUI RENONCE». (*Milliyet*, 9 juillet 1992), p.130.

UNE TENTATIVE D'ASSASSINAT DE L'ÉPOUSE DE MITTERRAND. (*Al-Hayat*, 7 juillet 1992), p.131.

LE KURDISTAN PROCLAME SON GOUVERNEMENT ET ACCUEILLE L'ÉPOUSE DE MITTERRAND. (*Al-Hayat*, 6 juillet 1992), p.132.

LA TURQUIE REFUSE DE RECONAÎTRE LE GOUVERNEMENT DU KURDISTAN ET INSISTE SUR L'UNITÉ TERRITORIALE DE L'IRAK. (*Al-Hayat* 9 juillet 1992), p.133.

BAGDAD REFUSE L'INSPECTION DES DOCUMENTS SECRETS DANS LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE. (*Al-Hayat*, 9 juillet 1992), p.134.

INSTITUT KURDE DE PARIS

REVUE DE PRESSE

REVUE DE PRESSE

REVUE DE PRESSE

106, rue La Fayette, 75010 - Paris. Tél. 48 24 64 64 - Fax : 47 70 99 04

ARTICLES.

■ IRAQI KURDS

Still Pawns in
The Great Game

JOOST R. HILTERMANN

In a line stretching some fifty kilometers from the northern Iraqi town of Dohuk past Zakho across the bridge over the Khabur River and up to the gates of the Turkish customs station, trucks await their turn, carrying Iraqi gasoline that in Turkey may fetch sixty times its Baghdad price. My two companions and I, along with a Kurdish guide, wind our way around this caravan, which has turned the southern approach to the border into a messy traffic jam. It is 4 A.M. on this icy cold, late December day. Like a thunderclap, a Kurdish *peshmerga* (guerrilla—literally, “one who gives himself”) walking next to our car suddenly empties his automatic weapon into the air in a vain attempt to force a wayward truck back in line. Our guide rolls down his window to bark a question at the man, who turns around and glares at us. “What do you expect me to do,” he says, offended, “without traffic lights?”

The absence of traffic lights may be the least of the Kurds' concerns. Their unprecedented military and administrative control over Iraq's northern provinces has presented them with a much more formidable challenge, one that some Kurdish leaders now say they wish they had never accepted. “It is ironic,” Kak Omer Mustafa, an elderly judge and senior official in the Patriotic Union of Kurdistan (P.U.K.), explained to us. “Usually people clamor for freedom. Well, the Kurds are free now. And now we are clamoring for the government to come back!”

Last October, seven months after the defeat of the Kurdish uprising, Saddam Hussein's army unilaterally withdrew from the northern provinces and imposed an economic blockade on the area while cutting off the salaries of civil servants who refused to “relocate” to the south. Under cover of American, French and British fighter planes, the Kurds have managed their own affairs ever since, rebuilding villages destroyed by the Iraqi regime, administering justice and paying civil servants from levies on the Iraqi contraband the Turks drive across the border.

But the army's withdrawal put the Kurdish leadership on the spot. Their de facto control over the area has forced the Kurds to decide whether they wish to remain under Iraqi sovereignty (with perhaps some form of self-rule) or exercise their right to self-determination and secede—with the help of for-

eign powers. Kurdish leaders, fully cognizant of the odds, were quick to respond: The “revolutionary courts” that had been established in areas liberated from Iraqi control following the 1991 spring uprising were abolished, and Iraqi law and courts were reasserted. “We never wanted to secede from Iraq,” Kak Omer explained. “The outside world does not want the Kurds to secede . . . and we do not wish to be blamed internationally for creating an atmosphere of secession.” (Kak Omer has since passed away.) On May 17 the Kurds are scheduled to hold assembly elections, which have been postponed several times so far this spring. Their hope is that a majority will win sufficient support to formulate a unified strategy vis-à-vis the Baath regime in Baghdad. The central questions are, Should they declare a federation, negotiate the modalities of an autonomy arrangement with Saddam or perhaps wait for a different government to come to power in Baghdad?

*‘Kurdistan is a Godot society.
We are always waiting.’*

The Kurds have not had much room to maneuver. The embargo of Iraq, which came on top of United Nations sanctions, has started to take its toll on the population, thousands of whom live in tents or other makeshift shelters and had to endure severe shortages of food and kerosene in what turned out to be the harshest winter in a quarter-century. Saddam's forces continue shelling Kurdish positions along a frontline the regime has arbitrarily drawn across the map of northern Iraq. And allied resolve to offer continued protection to the Kurds may prove just as fickle as President Bush's decision to intervene last spring. The future of these Kurdish lands therefore remains precarious.

The Kurds' current plight exemplifies the Kurdish condition in the twentieth century. Divided over five countries, and frustrated in their nationalist aims in each of them, the Kurds have historically reached out for an external savior, much like the helpless and distraught wife of Bluebeard, who, sitting in the family castle, never stopped scanning the plains for a princely deliverance. Iraqi Kurdish groups have entered into alliances with Iran, Syria, Israel and the United States over the past two decades.

The outside powers have not been moved by humanitarian concerns, though; their primary motive has been to keep the regime in Baghdad off-balance. Offering logistical support to Kurdish fighters was no more than a means to their own ends. The consequences for the Kurds have been disastrous. A military alliance with the Pahlavi regime against Baghdad in 1974 lasted exactly one year—that is, until the Shah made a more profitable deal with the Iraqis and the Kurds became a nuisance. Estimates put the number of killed and wounded during the following year of fighting at 50,000, and the number of displaced at 600,000. In 1987 the newly created Iraqi Kurdistan Front forged a fresh alliance with Ayatollah Khomeini's Iran, which had been fighting a costly war with Iraq

Joost R. Hiltermann, an editor of Middle East Report, teaches at Georgetown University. He recently visited Iran, Iraq and Turkey as part of a delegation of the Lawyers Committee for Human Rights. The views expressed here are his own.

May 11, 1992

The Nation.

for more than six years. The Kurdish move was considered high treason in Baghdad and prompted a murderous campaign of chemical attacks against villages and mass killings and deportations of civilians (the so-called "Anfal" operations), the full extent of which has only recently started coming to light [see Aryeh Neier, "Watching Rights," March 16].

In the spring of 1991, as the Kurds teetered at the abyss of total destruction, lo and behold, there came blazing over the horizon some very large armies that dropped food packages on the good guys and laser-guided bombs on the bad. It was hard to say no to this. Responding to confusing signals of possible support from a U.S. President who had his own agenda with regard to the Iraqi regime, the Kurds rose once again. This time the cruel results were witnessed by television viewers across the globe. The limited military intervention that was prompted by the ensuing popular outcry has now added a tricky variable to an already complex equation in northern Iraq.

It was Marx who, improving on Hegel, remarked that all world-historical events occur twice, the first time as tragedy and the second as farce. In the case of the Kurds, the recurring crises generated by repeated interventions by foreign forces reputedly on their behalf more resemble a soap opera, though a very violent one. The nature of their predicament has not been lost on the Kurds themselves. "Kurdistan is a Godot society," our companion tells us. "We are always waiting."

The landscape we traversed last December was appropriately bleak and inhospitable. Some 4,000 villages and hamlets have been destroyed by the regime in the past ten years. We drove or slid along mud roads, and at the Great Zab River we waited for a makeshift raft of planks hammered onto empty oil barrels that was propelled across the water by two tiny motor-driven punts. (The bridge was blown up by Saddam's retreating forces last October.) The sight of the arriving ferry, chock-full of grim-looking men carrying jerrycans or herding flocks of sheep, evoked the pathos of Géricault's *Raft of the Medusa*, except that the Kurds have less hope of rescue.

The trek across northern Iraq turned out to be an edifying experience. Our guide, Hussein, who had received his educa-

tion in Vienna and London, gave us an analysis of why the short-lived Kurdish rebellion was defeated last spring. "We are rather peasants," he said. "Kurds are used to guerrilla warfare in the mountains. Fighting in the cities and plains requires a different *Weltanschauung*. That is one factor. The other is that we ran short of ammunition, and even though we captured many tanks and helicopters, we weren't trained to use them. So we just let them sit." Accounts by others bore this out. A relief worker later explained to me that the lightly armed *peshmerga* were forced to enter the cities after the population had risen up spontaneously and evicted or killed the agents of the regime and thousands of soldiers left their units and surrendered. Once the city of Kirkuk was retaken by force, however, the guerrillas were left dangerously exposed to Saddam's helicopter gunships, which were able to strafe the main roads leading north and east from Kirkuk without fear of counterattack. Many died.

Shaqlawah (literally, "plenty of water," according to our guide) is home to most of the Kurdish political parties that make up the Iraqi Kurdistan Front. The P.U.K. occupies the largest hotel, which sits on a slope overlooking almond and apple orchards, vineyards and a spring—a small paradise in the mountains untouched by Saddam Hussein during his suppression of the uprising last year. The elevators in the hotel didn't work for lack of electricity. "America destroyed Iraq but not Saddam Hussein," our guide remarked wistfully. "What we wanted was for the United States to do just the opposite."

In Shaqlawa we switched guides and continued our journey to Sulaimaniyah, driving eastward along curving roads through the Hirran Valley. In a drizzling rain that turned into snow, we passed the melancholy remains of villages destroyed during the Anfal campaigns of 1987-89, when the bloody war between Iran and Iraq was coming to an end. Kurds have documented the destruction of 3,839 villages and hamlets during that period, twenty-four in this valley alone. The scene recalled destroyed Palestinian villages in Israel: Here and there some walls remain, archeological evidence attesting to the crime. Some of the villages are now being rebuilt. As'ad, our guide, knew them all by name. A native of Shaqlawa, he would



ILLUSTRATIONS BY FRANCES JETTER

like to move to Australia "to rest" and find a wife, because here among the Kurds "nobody wants to marry a *peshmerga*." He has spent eight years in the mountains fighting the Iraqi Army (he is 36) and knows the dates and places of the various chemical attacks carried out by Iraqi forces during the two Anfal campaigns. He was in Sheikh Wassan when helicopters dropped mustard gas on *peshmerga* and civilians on April 15 and 16, 1987. That was shortly after the current Defense Minister, Ali Hassan al-Majid (nicknamed "Ali Chemical" by the Kurds), took up his new position as head of the Baath Party in the north, and a full year before the chemical attack on Halabja. On May 27, 1987, As'ad was again exposed to a mustard gas attack, this time near the village of Malakan.

In Sulaimaniyah we found that most of the hotels were fully booked by Kurds, poised to celebrate their first New Year's Eve in freedom. We alighted in a small hotel on the outskirts of town. A band was revving up for the show, and by 9 P.M. the main dining hall was thronged by families decked out in their best attire and well supplied with bottles of whiskey. A small girl, about 5 years old, twirled to the music on top of a table for one hour straight, while a shy photographer picked his way through the crowd, occasionally snapping a picture for a few dinars. Each time he pointed his camera at a family primly posing around a table, the bottles were temporarily removed from view. Some of these people had done well in the past year: The man sitting next to me had made a bundle leasing four-wheel-drive safari jeeps to international relief agencies. The party lasted until 5 A.M., but I turned in well before midnight. As I put my bags on the bed, a rat jumped out from under the pillow and raced through the open bathroom door. When I mentioned this to As'ad, he insisted that we switch rooms. I felt embarrassed and spoiled. "You don't mind sleeping with a rat in your room?" I asked him sheepishly. "I can sleep with a lion," he said as he pushed me into the corridor. How many nights did he not sleep at all up in those mountains?

At least we had a roof over our heads. In the morning we toured the encampment at Sayed Sadiq, a large collection of tents eerily pitched over the ruins of what was once a village. The only part of town that has remained intact is the cemetery on a nearby hillside, its colored tombstones now joined by an alarming number of what look like freshly dug graves. Here Kurds who remain displaced because they have been unable to rebuild their homes or find alternative dwellings in Sulaimaniyah were hunkered down for the approaching winter. Already, rainstorms had flooded tents and caused infections among children, a Belgian doctor from Doctors Without Borders told us. What does the future have in store for these people? "Saddam Hussein has to move only one finger and all the Kurds gather up their belongings and run," a Danish relief worker said. History has proved him right, and may do so again once the political will of George Bush et al. dissipates, probably shortly after next November.

The allied presence in northern Iraq is predicated on an agreement negotiated between the allied governments and the government of Turkey, which allows the United States, Britain and France to station fighter planes at its Incirlik air base near Diyarbakir. This six-month agreement, most recently renewed at the end of December 1991, is due to be renegotiated in June. This has been a sensitive issue for Turkish politicians, who in the past have rarely won votes for permitting Western forces on Turkish soil. The government of Suleyman Demirel, once it approved the extension in December, promptly returned the powers of renewing the agreement back to Parliament, and clear signals have been given that prevailing sentiment is opposed to a further extension in June.

Iraqi forces appear ready to pounce as soon as the allies lift their protective cover. After repeatedly attacking Kurdish villages along the frontline south of Sulaimaniyah last winter, they began shelling villages along the Great Zab farther north at the end of March, presumably to test both Kurdish strength and Western resolve. In response, Brent Scowcroft, Bush's National Security Adviser, reiterated America's willingness to use military force again to defend the Kurds. But even if, with a bit of arm-twisting, the allied forces get permission to remain in Turkey an additional six months (until after the American elections), this will merely be seen as a stay of execution by the Kurds, who are well aware of what might eventually happen. The expected scenario will bear a striking resemblance to the shocking spectacle in the mountain ranges of the Iraqi border region last spring. This is why, in a race with time, the Kurds are once again debating the relative virtues of negotiating an autonomy arrangement with the central government in Baghdad. The May 17 elections may clarify who will set policy in the Kurdistan Front: the P.U.K.'s Jalal Talabani, who says he is opposed to negotiations with Saddam Hussein, or Massoud Barzani of the Kurdish Democratic Party, who seems to be in favor.

The United States, which helped to arm Saddam in the 1980s, turning the petty dictator into a regional despot, and then was forced to disarm him when the despot grew too independent for its tastes, has found in the Kurds convenient pawns in its larger political games, and the Kurds have been sufficiently desperate to go along. The 1974 autonomy agreement between Baghdad and the Kurds faltered in part because of U.S. promises to arm the Kurds if they continued to fight—which they did, at great human and political cost. Lest the same thing happen again in 1992, the Kurds may have to distance themselves politically from their foreign protectors and find independent international guarantors if they decide to come to an accord with whatever government is in power in Baghdad. □

It is barely a year since the attention of the world was caught by a remote area in the mountains bordering Turkey and Iraq. For a few brief weeks the Kurdish nation pricked the collective conscience, and the urgent protests of the British and American people spurred into action the biggest military rescue operation ever seen.

The Kurds had been driven from their homes in terror, relentlessly pursued by the Iraqi army as Saddam Hussein sought to quell the rebellion they hoped would win them a homeland in the aftermath of the Gulf war. Alongside hundreds of other reporters, I spent a month on the mountains watching the drama unfold.

A seemingly unending stream of ragged and desperate people poured over the peaks, bringing ghastly tales of suffering; elderly men told of sons who had been tortured or killed by the Iraqi army, women wept over children who had died of cold and exhaustion and were hastily buried along the mountain trail.

A few weeks later, unable to pass

A lost tribe

No Friends But the Mountains

by John Bulloch and Harvey Morris
 Viking £16.99 pp256

Margaret Driscoll

into Turkey and faced with starving on the mountains, the Kurds began to be tempted, cajoled and threatened back to the "safe havens" inside Iraq. Piled into cattle trucks, they bumped away from the mountains and the media's spotlight moved on. Who knows or cares for the Kurds now?

No Friends But the Mountains (the title is taken from the Kurds' apt description of themselves) traces the history of this most unfortunate of people and charts their enduring and unsuccessful struggle to create a nation state.

Experts in the region's labyrinthine politics, John Bulloch and Harvey Morris take a dispassionate but sympathetic view of the Kurdish past, present and future. Their conclusions are not encouraging, for the events of 1991 followed a familiar and depressing pattern. The Kurds have attracted support from powerful allies before, only to be dropped as soon as more important concerns begin to appear. After the first world war, the Americans intended that a Kurdish homeland should be formed from the ruins of the Ottoman empire, but this was forgotten when the British emerged as the greatest power in the region and carved southern Kurdistan into what was to become Iraq.

It is little wonder that the Middle Eastern powers balk at the idea of a Kurdish state. An independent Kurdistan would absorb a sizeable chunk of southeastern Turkey, meander west into Syria and occupy lands under the control of Iran and

Iraq. The country, with a population of some 17m, would control much of the water supply to the Middle East, plus strategic reserves of copper and coal. It would also gain Iraq's northern oilfields. A backward and fragmented community would become a superpower overnight.

To prevent the creation of such a state, a policy of cultural annihilation has been carried out by the governments playing host to the Kurds. It reached its zenith in Iraq, where Saddam, bent on suppressing resistance to his regime, imposed a reign of terror, culminating in the chemical bombing at Halabja, where more than 5,000 men, women and children died.

The Kurds have not helped themselves by continual faction fighting, and support for almost anyone who might be of aid, even at the expense of their fellow Kurds. In their desperate search for friends, the Kurds have found only enemies. Although it may be too late, the Kurds are learning the sophisticated techniques of lobbying. The question is, will anyone listen?

Kurdish leaders paper over splits for unity's sake

ALL ALONG the crumbling road through the mountains of northern Iraq, Kurds have greeted the no-winner, no-loser verdict from their first free elections with a deep sigh of relief.

"The important thing is that we have come through together. It doesn't matter who won, he is a Kurd. He'll be better than President Saddam," said Saeed Hajji Saeed. His Kurdistan Touristic Restaurant in Akra soothes travellers with tea after they have been dragged by tractor and wire across a flooded river on a raft made of four leaky oil drums.

The Kurds seem to have passed the worst part of their risky crossing from the guerrilla law of the eight-party Iraqi Kurdistan Front to an elected parliament and leader, mainly thanks to a secretive carve-up of power that papered over flaws in the two 19 May polls.

Official returns showed that just over 1 million voters had put the Kurdistan Democratic Party (KDP) and its leader, Masoud Barzani, slightly ahead of its main rival, Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK).

Neither guerrilla leader won enough votes for a first-round victory in the race to be leader and commander-in-chief. In the parliament, which will in theory be the decision-making body, the result should have given Mr Barzani 51 seats and Mr Talabani 49 seats.

But even though Mr Talabani's group was the target of most allegations of double voting, the

Last week's election forced political rivals into a deal to keep Iraqi Kurdistan on the road to autonomy, writes Hugh Pope, who recently visited the area

Kurds decided to split the assembly 50-50. An extra five seats allocated to the Christians were split between two Assyrian parties, but none of the other small parties crossed a 7 per cent threshold.

"Cancellation of the election would have caused irreparable damage," said Hoshiyar Zebari, Mr Barzani's spokesman. "We had to seek an accommodation to get the assembly on the ground and make it a forum for another election." A run-off election for the leadership, which should have been held in June, will be put off for at least two months. New parliamentary elections may be held in October.

Leaders of small parties seized on the allegations of double voting as a lever to retain some power, although Michael Meadowcroft, the

head of the Electoral Reform Society, who co-ordinated the international election monitors, said there was no evidence of corruption that would have significantly affected the result.

Kurdish sources said that even before the official results were announced, the Front offered the leaders of small parties seats on the new "executive authority" that will emerge from the parliament when it meets. Mr Barzani is likely to nominate the speaker of the assembly and Mr Talabani head of the executive authority.

The deal was probably the best solution, said diplomats following the fate of the 3.5 million Iraqi Kurds under allied protection in northern Iraq. There was an overriding need to paper over splits between Mr Talabani, a 57-year-

old populist, and Mr Barzani, 45, the quiet, cautious heir of Mulla Mustafa Barzani, who led Kurdish revolts in the 1960s.

Mr Barzani's party is more tribal and conservative while his rival's is more urban and left-wing. The election also revealed a difference that is potentially more dangerous. Mr Barzani dominated the west of Iraqi Kurdistan, where the Kermanji Kurdish dialect dominates, while Mr Talabani was strong in the east, where the Surani dialect is spoken.

The election result is likely to put off the question most Kurds are agonising over — whether to reopen negotiations on autonomy with President Saddam Hussein of Iraq, and on what terms. Mr Barzani has restricted his goal to Kurdish autonomy; Mr Talabani demands a full federal, if not independent, Kurdish state. The electorate gave no clear mandate on how to end the present stand-off: the Kurds refuse to sign the current autonomy deal and President Saddam keeps Iraqi Kurdistan under economic blockade.

But the election has given the Kurds a new self-confidence. During the campaign, even the cautious Mr Barzani spoke about an eventual goal of Kurdish self-determination. "We have to know our limitations," Mr Barzani said on Sunday. "The Kurds should try to bring about democratic changes... to enjoy national self-expression. The naming of that is not important, but the contents."



Masoud Barzani: cautious hope

Liberté — 27 mai 1992

NOUVELLE TUERIE AU KURDISTAN

Une centaine de Kurdes auraient été tués, mardi, lors d'une nouvelle opération de ratissage lancée par l'armée turque dans la région du Kurdistan frontalière avec l'Irak. Officiellement, la préfecture de Diyarbakir a fait état de 20 morts. Cette attaque fait suite à celle d'un poste frontière de la gendarmerie à Uzumlu, dans la sous-préfecture de Cukurca. Des avions de combat et des

hélicoptères de l'armée ont participé à l'opération qui s'est poursuivie toute la journée et tard dans la nuit. L'opération a débordé en territoire irakien, où 5 personnes au moins ont été tuées et 4 autres blessées dans le village de Dire, dont la majorité des habitants sont chrétiens. A noter que cette nouvelle tuerie intervient au lendemain des élections législatives et présidentielle organisées le 19 mai au

Kurdistan d'Irak. Les chrétiens disposent dans la nouvelle Assemblée d'une influence non négligeable : bien qu'ils n'aient que 5 députés, ils se trouvent en position d'arbitres entre les deux grandes formations rivales, le PDK (Parti démocratique du Kurdistan d'Irak) et l'UPK (Union patriotique du Kurdistan), qui ont obtenu chacune 50 sièges.

International Herald Tribune — June 2, 1992

With Kurds and Turkey

An important new element has been put in place to save Iraq's 4 million Kurds from a still threatening Saddam Hussein. It consists of their first free and fair elections — internationally observed and perhaps the freest elections ever held in any Arab country — for a local leadership and assembly. By this act of organization, participation and choice, the Kurdish cause takes on a new political dimension in Iraq and new legitimacy internationally. But at the same time a basic dilemma sharpens.

The elections could take place only because the Gulf War allies put up an air shield over the Kurds in northern Iraq after Saddam Hussein's terrible assault on them last year. The Americans, British and French send over some 40 flights daily to stave off Iraq's forces. The problem is that these planes are based in Turkey, which fears that self-rule agitation among Iraq's Kurds will encourage its own Kurds, increasingly bent on secession. Turkey is bargaining hard over the terms of continued allied use of Incirlik air base. Among other things, it wants the Iraqi Kurds to shut down the Turkish Kurds' sanctuaries in northern Iraq.

Iraqi Kurds calculate that their brave

experiment in democracy will make it harder for the Gulf War allies to abandon them; it should. But they are compelled to look to an uncertain future in which at some point they will again be face to face with Baghdad. From this grim prospect arises the issue on which Kurds split down the middle in their recent elections: whether or not to negotiate further now with Saddam Hussein. Their hopes draw them to try to solidify a fragile de facto independence. But harsh pressures bear in on them to fudge and claim no more self-government than they can expect to sustain.

A whole school in the United States demands that Washington unequivocally support the Kurds and other opposition elements — to promote democracy or at least to bleed Saddam Hussein. Would that this could be done without leaving the Kurds in even greater and lonelier peril. For the American government, encouraging the Kurds is not as useful as working with the Turks to hold the air umbrella open over northern Iraq, and keeping the pressure on Saddam Hussein to live up to his United Nations obligations for disarmament and peace.

— THE WASHINGTON POST.

Le Quotidien de la Réunion
27 mai 1992

► Cinq kurdes d'Irak tués et quatre blessés dans des raids turcs.

Cinq Kurdes d'Irak ont été tués et quatre autres blessés hier lors d'un raid aérien de l'aviation turque en territoire irakien. Le raid a visé la région frontalière irako-turque de Kani-Masi. Les cinq personnes ont été tuées dans le village de Dire dans cette région. Selon des informations à Ankara, des unités de l'armée turque, soutenues par des avions de combat et des hélicoptères, ont pénétré en territoire irakien en vue de poursuivre des indépendantistes kurdes turcs lors d'une opération de grande envergure.

Le Courrier — 2 juin 1992

NORD DE L'IRAK. Un mirage français s'écrase

● Un Mirage F-1 CR français s'est écrasé hier dans le nord de l'Irak, a annoncé un responsable kurde qui a précisé que le pilote avait pu s'éjecter. A Paris, le Ministère de la défense a précisé dans un communiqué que le Mirage avait été victime d'une panne de réacteur et que son pilote avait été recueilli par des membres d'organismes relevant de l'ONU. AP

Liberté — 20 mai 1992

RAIDS TURCS

Les troupes d'Ankara ont lancé mardi matin une opération répressive de grande envergure aux alentours du village kurde d'Uzumlu, tout près de la frontière avec l'Irak, dans la sous-préfecture de Cukurca. Des avions de combat et des hélicoptères, venant de différentes bases, participaient à ce raid qui a débuté à l'aube et qui se poursuivait en début d'après-midi. Les ambitions turques sur le nord de l'Irak viennent de se confirmer avec la prétendue déclaration d'autodétermination, publiée récemment à Ankara, par des chefs de tribu kurdes qui se proposent — sous la houlette d'Ankara — d'être les « gardiens des réserves stratégiques de pétrole » des gisements de Mossoul, pour le compte des Etats-Unis et de leurs alliés.

ÉCHO MAGAZINE — 30 mai 1991



L'«Anfal» est un mot du Coran qui signifie «butin légitime»; il sert à punir ceux qui se sont rendus coupable d'incroyance. Il a justifié la destruction de 4000 villages kurdes par Saddam Hussein.

KURDISTAN

UN PEUPLE
SE BAT
POUR SA
SURVIE

LA NATION KURDE EST UNE RÉALITÉ PUISQU'ELLE COMPTE ENVIRON 20 MILLIONS DE PERSONNES, MAIS C'EST UNE NATION SANS ÉTAT... RÉPARTIS ENTRE LA TURQUIE, L'IRAN, L'IRAK ET LA SYRIE, LES KURDES SONT PARTOUT CONSIDÉRÉS COMME DES GÊNEURS QUI MENACENT L'INTÉGRITÉ DE L'ÉTAT. DANS L'IRAK DE SADDAM HUSSEIN, IL SONT PLUSIEURS CENTAINES DE MILLIERS À S'ÊTRE RÉFUGIÉS DANS UNE ZONE PROTÉGÉE PAR L'ONU POUR ÉCHAPPER À L'ARMÉE IRAKIENNE. QUE DEVIENDRONT-ILS LORSQUE L'ONU AURA QUITTÉ L'IRAK?



Commemoration de l'attaque à l'arme chimique contre la ville de Halabja qui avait fait 5000 morts le 14 mars 1988.

Cette jeune kurde n'utilise pas son foulard pour se voiler, mais pour se protéger du froid.



Signe d'espoir et de renouveau: une source enfouie sous les ruines a été dégagée.



Le 16 mars: une date dont on se souviendra à Halabja, ville de 50 000 habitants située à l'extrémité nord-est de l'Irak, tout près de la frontière iranienne. Ce jour-là, 5 000 personnes sont mortes, tuées par les gaz de combat irakiens, et 10 000 autres ont été blessées. Devant le monument dédié aux victimes flotte un carré de tissu rouge. Dessus, une main maladroite a tracé ces mots: «Welcome to martyr Halabja.» Schukri Tamer a survécu à l'attaque et raconte ce qui s'est passé il y a quatre ans: «Pendant la guerre opposant l'Iran à l'Irak, la ville avait acclamé plusieurs centaines

de soldats iraniens comme des libérateurs. Le président irakien Saddam Hussein vit en cet accueil un affront personnel et jura de raser la ville. Lorsqu'il y envoya ses avions de combat, la plupart des habitants cherchèrent refuge dans les champs. Ceux qui possédaient une maison en dur ou une cave sont restés. Ils sont morts sous les décombres.» Quand les Pechmergas («ceux qui vont au-devant de la mort», c'est-à-dire les guerilleros kurdes) infligèrent une défaite cuisante à l'armée irakienne après la guerre du Golfe, les Irakiens détruisirent complètement la ville lors de leur retraite forcée. On dirait qu'un tremblement de terre de force sept

y a sévit. Le grand hôpital moderne n'est plus qu'une masse enorme de piliers de béton déchiquetés, d'où sort un enchevêtrement de barres de fer pointant vers le ciel gris. Grâce à l'argent recolté en grande partie par la «Chaîne du Bonheur», Caritas et Heks construisent avec le concours d'autres organisations caritatives un hôpital de 26 lits. Sur un reste de mur, on a tracé un dessin qui ressemble à une feuille de chêne coupée dans le sens de la longueur: le pourtour du Kurdistan. Pour la première fois depuis le début de leur combat séculaire pour l'indépendance – malgré quelques tentatives ayant toutes échoué – les Kurdes irakiens sont maîtres de leur territoire, une région d'environ 50 000 km². Les Pechmergas ont reconquis leurs montagnes: pourtant, si l'ONU n'en assurait pas la protection jusqu'en juin 92, le pays kurde serait un nouveau sous la coupe de Bagdad depuis belle lurette. Afin de parer à cette éventualité, les chasseurs alliés survolent la région tous les jours. «*Quand on n'entend pas les avions, je ne peux pas dormir!*» affirme un réfugié.

Un demi-million de réfugiés

A Saidsadek, les réfugiés ont établi leur camp dans un vaste champ. Certains proviennent des «collective towns» de sinistre réputation, tandis que d'autres sont des familles kurdes exilées en Iran voici quelques années, puis chassées brutalement de ce pays. Au milieu d'une mer de tentes en plastique, des enfants jouent et des vieillards cherchent un peu de chaleur dans les pâles rayons du soleil. «*Il y a un mois, il y avait davantage de réfugiés*», explique Eberhard Walde, directeur de la coordination de l'entraide suisse. Et il ajoute: «*33 000 familles de 7 membres en moyenne avaient été amenées ici – ce qui représentent plus de 200 000 réfugiés! Mais la plupart d'entre eux veulent rentrer au pays, dans leur village d'origine.*» «*D'après nos calculs, il y a 520 000 réfugiés en tout*», explique Thomas Schmitt, premier lieutenant des observateurs alliés en poste à Zakho. «*Bagdad ne fait cependant mention que de 380 000 personnes, et les vivres qui nous sont livrés permettent d'en nourrir seulement 230 000. A cela s'ajoute le fait que, dans ces rations, il n'y a*

pas de farine. L'aliment de base de cette région fait donc totalement défaut.»

Près de 250 000 personnes ont pu profiter de l'aide alimentaire suisse. A la suite d'une action de Caritas, les hélicoptères des troupes d'observateurs alliés ont approvisionné en vivres une centaine de villages coupés du reste du pays par la neige.

La loi de l'«Anfal»

Quand on circule dans les vallées et les gorges du Kurdistan, le long de majestueuses chaînes de montagnes, on rencontre sans arrêt des éboulis sur les pentes. Ils s'étendent sur plusieurs centaines de mètres, parfois même sur un kilomètre. Ce sont les témoins de «l'Anfal». Dans les montagnes du Kurdistan, ce nom terrifiant a résonné par deux fois. En 1983, 1300 localités ont été détruites, et lors du «grand Anfal héroïque» – ainsi appelé par Saddam – de 1988, 2900 autres ont été entièrement rasées.

«Anfal» est un mot du Coran que l'on peut traduire par «butin légitime». L'Anfal n'est autorisé que dans des cas extrêmes. Il sert à punir ceux qui se sont rendus coupables de non-croyance et doit être proclamé haut et fort. Cette arme terrible a été utilisée par Saddam contre la population musulmane des montagnes, afin de l'affaiblir, et finalement l'exterminer.

Le problème kurde aurait été ainsi réglé une fois pour toutes... Eberhard Walde raconte: «*Les villages ont d'abord été bombardés. Puis les soldats irakiens sont arrivés en force; ils ont fait sauter les maisons ainsi que toutes les installations qui n'avaient pas été touchées par les bombes. Les bulldozers ont fait le reste. On n'a pas seulement rasé la ville, on a abattu les arbres fruitiers, tué le bétail qui restait, dynamité ou bétonné les sources, de façon à les rendre inutilisables. Tout ça dans le but d'empêcher les Kurdes de retourner vivre dans leurs villages d'origine et de travailler dans leurs champs.*»

Beaucoup d'habitants ont fui et se sont cachés dans les villes ou exilés en Iran. Un bon nombre d'entre eux ont été envoyés dans 50 «collective towns», ces villes qui rappellent terriblement les camps de concentration et qui sont réparties sur tout le territoire irakien. Là, toute activité est interdite et chaque sortie est soumise à de

sévères restrictions. Certains Kurdes disent: «*Le monde, mais surtout l'Europe, est responsable de ce qui nous arrive. D'une part, on a quasiment ignoré ce génocide, et d'autre part, on a livré à Saddam des armes interdites depuis longtemps dans le monde civilisé.*»

Les derniers arbres

Le flot des réfugiés qui retournent dans leurs villages, ou ce qui en reste, n'a pas diminué. Jamais des êtres humains ne s'étaient retrouvés aussi démunis au moment de survivre à une catastrophe (causée par l'homme!). A cela s'est ajouté un hiver très rude. La neige et le froid se sont abattus sur ces gens alors que le pétrole, moyen de chauffage usuel, se faisait rare à cause du blocus. Il a fallu abattre les derniers arbres. Eberhard Walde explique: «*Près de Penschuin, une région de montagnes où les arbres sont presque inexistantes, les gens ont dû aller chercher du bois de chauffage toujours plus loin, s'exposant au danger des mines. Là-bas, il y en a encore des milliers, posées durant la guerre Iran-Irak. Chaque semaine, il y avait des dizaines de personnes qui revenaient avec les pieds déchiquetés, et cela à une époque où le transport des blessés et l'approvisionnement en médicaments étaient impossibles. La catastrophe a pris des proportions incroyables!*» Aucun portrait de Saddam – il en existe des milliers – n'est resté indemne. Le plus souvent, sa tête est trouée par des balles de kalachnikovs, ces mitraillettes qu'un homme sur deux porte à l'épaule, et qu'il est possible d'avoir pour la modique somme de 200 dollars. Dans ce visage criblé de balles, on peu lire toute la haine du peuple kurde.

En 1975, 300 000 familles de paysans ont été arrachées aux montagnes et déportées vers des camps dans le désert. Lors d'un accès de vengeance – suite à un échec dans la guerre contre l'Iran – Saddam fit enlever 800 hommes de ces familles. On ne les a jamais revus; 8000 femmes sont devenues veuves sans même être sûres de la mort de leur mari.

«*Saddam a décidé de payer 30 000 dollars à tout Arabe épousant une femme kurde. Avec le barrage de Bechma également, il a cherché à éliminer les quelque 4,5 millions de Kurdes. Bechma est en fait une ruine aux proportions gigantes-*

ques: 5000 ouvriers turcs ont travaillé jour et nuit pour barrer le Zaab avec un mur de plus de cent mètres de haut.» Et Baweri Barzani, membre de la célèbre famille Barzani, de poursuivre: «Saddam aurait englouti des centaines de villages, et cela au cœur de nos montagnes!»

Le château de Saddam

Avec sa résidence d'été d'«Aschawa», un palais tout en marbre situé près de la station climatique de Sarsink, Saddam a atteint le comble de l'arrogance. Depuis 1987, 3000 ouvriers travaillent à sa construction. Une haute muraille qui, dit-on, ferait 19 km de long, entoure tout le domaine. Des douzaines de maisons prévues pour le personnel font partie du palais, ainsi qu'une maison d'hôtel dont la grandeur et l'aménagement équivalent à ceux d'un hôtel de première classe. Le sommet de cette mégalomanie saddamesque, dont le coût est estimé à 300 millions de dollars, c'est le château hypermoderne au'on a construit tout en haut

de la montagne. Et tout cela en pays kurde! Baweri Barzani jure de détruire ces bâtiments «jusqu'à la dernière pierre!»

Le «Front pour la Libération du Kurdistan» est confronté à un énorme manque de main d'œuvre qualifiée. On aurait besoin de milliers d'employés, de médecins, d'enseignants. Le KRO (organisation pour la reconstruction du Kurdistan) démontre pourtant qu'il existe des initiatives privées dans ce domaine. Son fondateur, Mamooun Burifkani, 43 ans, fait partie des «Kurdes européens» qui possèdent un passeport étranger. Ce sont des médecins, des techniciens, des ingénieurs; ils sont venus au Kurdistan pour porter secours aux habitants de leur ancienne patrie. «Près de 200 personnes qualifiées forment le noyau principal de l'organisation. De plus, nous pouvons compter sur plus de 10000 volontaires», explique le chef du KRO. Il a réussi le coup de maître de maintenir l'organisation à l'écart des querelles politiques.

L'aide suisse passe principalement par le KRO, surtout lorsqu'il s'agit de la distribution des vivres et de la

reconstruction des maisons. Grâce à cette collaboration, on a pu rebâtir 6000 habitations. Les réfugiés ont bien sûr fait ce travail eux-mêmes, les matériaux de construction (poutres, portes, fenêtres, etc.) leur étant mis à disposition. Les abris, assez primitifs au départ, ont sauvé la vie de milliers de gens pendant l'hiver; ils sont en constante amélioration.

L'une des veuves à qui ces maisons sont destinées fut conduite dans sa nouvelle demeure. Après une première explosion de joie, elle fit cette réflexion: «Je suis heureuse, bien sûr, mais c'est une erreur. Aussi longtemps que Saddam vivra, on ne devrait pas bâtir de maisons!» Pourtant, on peut déceler aussi les signes d'un courage inébranlable. Au cours de sa longue histoire, Barzan, le lieu d'origine des Barzani, a été détruit 17 fois! Au milieu d'un paysage de ruines, un paysan revenu dans son village creuse pour dégager une source: «Il faut reconstruire Barzan. Nous survivrons aussi à Saddam!»

Reportage photographique de Karl Gähwyler
Traduction: Alain Kamber

L'amitié entre les peuples Les Kurdes invités d'Amnesty Internationale



Les Kurdes sont environ 300 en Seine-et-Marne. Invités par Amnesty Internationale de Combs-la-Ville, ils nous ont proposé un peu

de leur folklore, samedi, à l'Espace Saint-Jean.

Le public seine-et-marnais a apprécié l'allégresse et la vivacité de

leur danse et la nostalgie de leurs poésies... Ils nous ont dit la souffrance de l'éloignement et la chaleur de l'amitié entre les peuples...

FORUM
Défense

ARMÉES D'AUJOURD'HUI - Mai 1992

Par



SIPA/PRESS/ARNAUD FOUGERES

Stéphane Yerasimos

Les Kurdes :
une année
d'épreuves

Peuple sans terre

Accrochés à un pays fantôme, déchirés entre l'Iran, l'Irak et la Turquie, 23 millions de Kurdes attendent une patrie. Le mouvement kurde reste, malgré tout, très divisé. Aujourd'hui, les luttes d'influence entre tendances rivales demeurent l'un des principaux obstacles à l'émancipation de ce peuple sous haute surveillance.

Le 2 avril 1991, l'armée de Saddam Hussein réoccupait Sulaymaniya mettant fin à un mois d'insurrection kurde. Le même jour, les premiers réfugiés arrivaient aux frontières de la Turquie et de l'Iran. Au bout des deux semaines qui suivent et tandis que l'opinion publique internationale prend conscience du problème kurde, les réfugiés atteignent le chiffre de 400 000 à la frontière turque et de 1 200 000 à la frontière iranienne.

Après l'effondrement de l'URSS à la fin de l'année 1991, les Kurdes sont devenus le plus grand peuple du monde (environ 23 millions) sans Etat. Les torts semblent pourtant partagés. Si les pays qui abritent aujourd'hui des populations kurdes ne sont pas tout naturellement disposés à leur céder du territoire, les Kurdes eux-mêmes, qui sont un des plus anciens peuples de la région,

n'ont jamais pu constituer un Etat les regroupant. Ceci à cause des dissensions internes dues à leurs structures tribales, génératrices de conflits permanents. Ils épousent encore aujourd'hui le plus souvent les conflits des Etats de la région, notamment l'Irak, l'Iran et la Turquie et ne disposent toujours pas de direction unifiée, capable de les représenter auprès des instances internationales. Ainsi, lors de la guerre Iran-Irak, le Parti démocratique kurde iranien (PDKI) d'Abdul Rahman Ghassemlou soutient Saddam Hussein contre l'imam Khomeyni et le Parti démocratique kurde (PDK) irakien de Massoud Barzani, le régime de la république islamique contre celui du Ba'as. De son côté le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), d'obédience marxiste-léniniste, basé en Syrie et menant depuis 1984, une guérilla en Turquie,

s'oppose au PDK et au second parti kurde irakien, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Djalal Talabani, leur reprochant leurs sympathies pour l'Occident.

Les deux partis irakiens constituèrent en 1987 le Front du Kurdistan irakien (FKI) et Djalal Talabani fit la tournée des capitales occidentales dès le début de la crise du Golfe pour sonder les intentions de leurs dirigeants. Toutefois, l'insistance de la Turquie à ne pas

le soulèvement fasse tâche d'huile. Le 19 du mois, la quasi totalité du Kurdistan irakien, y compris Kirkouk était aux mains des insurgés.

Le décalage de quelques jours entre les révoltes chiite et kurde, lié aux intérêts contradictoires des membres de la coalition, s'avéra fatal. Les forces irakiennes lancèrent l'offensive contre le nord le 28 mars. Quelques jours plus tard les réfugiés s'amassaient déjà aux frontières. Le refus de la

36° parallèle où s'engage une opération humanitaire onusienne.

Sous la protection internationale, les leaders kurdes irakiens entament le 18 avril des négociations avec Bagdad. Dès le 24 on parle d'un accord de principe, mais il apparaît rapidement que Saddam Hussein ne cède que sur des principes généraux (autonomie dans un cadre démocratique en Irak, liberté de la presse, etc.), facilement détournables, refusant les "détails" essentiels : l'inclusion de Kirkouk dans la zone kurde ou les garanties internationales. Les discussions s'enlisent et au 15 juillet, quand les forces de la coalition évacuent la région, aucun accord n'est en vue. Une force de dissuasion essentiellement aérienne, basée sur les aérodromes turcs (nom de code Poised Hammer) est sensée protéger les Kurdes d'une incursion de Bagdad. Sa durée fut prolongée fin décembre de six mois par le gouvernement turc et prend donc fin le 30 juin prochain.

Ainsi fut créée une zone d'autonomie de fait éminemment instable subissant au sud le blocus de Bagdad et au nord, les incursions périodiques de l'armée turque, usant son "droit de poursuite" contre les forces du PKK, lequel, profitant du vide créé dans la région, s'y infiltre. La prise en charge par le FKI de l'administration de cette région est entravée aussi bien par cet environnement hostile que par les dissensions internes. Pour sortir de cette situation ambiguë le FKI annonça des élections, en vue d'un parlement kurde pour le 3 avril. En même temps, de l'autre côté de la frontière turque l'accroissement des activités terroristes du PKK et la riposte brutale des autorités turques risquent d'internationaliser encore une fois le problème en vue d'une solution globale de la question kurde. ■

Stéphane Yerasimos
Professeur à l'Université
Paris VIII



GAMMA-ALAIN BUU

entrer dans la coalition anti-irakienne, si une entité kurde devait émerger de la crise, et les craintes de l'Arabie Séoudite d'un éclatement de l'Irak, ont conduit les responsables occidentaux vers une grande prudence, malgré les déclarations du Front, affirmant qu'il ne souhaitait qu'une autonomie au sein de l'Etat irakien.

Ainsi, malgré les accords conclus le 27 décembre 1990 à Damas entre dix-sept mouvements de l'opposition irakienne - dont les Kurdes - pour renverser Saddam Hussein, la prudence occidentale et notamment américaine, dont les responsables refusaient de rencontrer Talabani, en visite à Washington début mars 1991, empêcha une coordination militaire entre la révolte chiite au sud et les Kurdes. Il a suffi pourtant qu'une révolte spontanée éclate le 4 mars dans la ville kurde de Ranya pour que

Turquie d'ajouter quelques centaines de milliers de Kurdes supplémentaires à ses propres problèmes dégénéra rapidement à des accusations réciproques entre les capitales occidentales, se plaignant du manque d'aide turque, et Ankara dénonçant l'absence d'aide occidentale, tandis qu'un millier de personnes par jour mourraient de faim et de froid sur la frontière. Cette situation, jointe probablement à la menace turque de régler la question toute seule, décida la coalition d'intervenir. Sur proposition faite par le premier ministre britannique John Major le 8 avril, des forces de la coalition arrivent à partir du 17 au nord de l'Irak pour établir des aires de campement pour les réfugiés. Parallèlement, la résolution 688 du Conseil de sécurité de l'ONU, en date du 5 avril, interdit aux forces de Saddam Hussein d'intervenir au nord du



SIPA PRESS AL JAWAD

C'est en avril 1991 que commence l'exode des Kurdes irakiens. Parmi les milliers d'hommes, de femmes et d'enfants qui fuyaient le régime de Bagdad, beaucoup devaient mourir de faim et de froid.
Photo au centre :
Massoud Barzani leader du Parti démocratique kurde irakien.

Dienstag, 2. Juni 1992, Nr. 127 · S/R

Wer von der Vergangenheit nichts weiß und nicht ganz genau hinschaut, der empfindet Kurdistan in diesen Tagen als atemberaubend schön: Oben an den Nordseiten der Gebirgshänge liegen noch Schneereste. Unten in den Tälern blühen blaue Korn- und rote Mohnblumen, sind die grünen Wiesen gesprenkelt von Abertauchenden gelber Butterblumen. Kein Schornstein verpestet die klare Luft, kein Verkehrslärm stört die Stille.

Da oben in den Bergen mit den Schneeresten aber hungerten und starben die vor Saddam Husseins Soldateska geflüchteten Kurden vor etwas mehr als einem Jahr zu Tausenden. Und die meisten Täler sind nur deshalb so still und schön, weil der irakische Diktator die kleinen Häuschen seiner kurdischen Untertanen nicht nur während des Golf-Krieges, sondern auch in den Jahren zuvor in immer neuen Terrorwellen sprengen und plattwalzen ließ, die Bevölkerung verschleppte, die Männer ermordete. Am Fuße des Berges Gara liegt so ein Steinhaufen. 60 Familien lebten hier. 1963 wurde ihr Dorf von den Irakern zerstört, die wieder aufgebauten Häuschen 1986 erneut in die Luft gesprengt. Und die sich danach noch immer an ihren Heimatboden klammerten, mußten während des Golf-Krieges erneut in die unwirtlichen Berge flüchten. Als sie zurückkehrten, lag wieder kein Stein mehr auf dem anderen. Die meisten Männer sind im Krieg gegen Saddam Hussein gefallen, übrig blieben die Frauen und die vielen, vielen Kinder.

Noch bis Ende dieses Monats können sie in — relativer — Ruhe leben. Denn bis zum 30. Juni noch gilt die alliierte Schutzgarantie für das Kurdengebiet im Nordirak, das die Sieger des Golf-Krieges Saddam Hussein abgetrotzt hatten. Ob sie verlängert wird, müssen die UN entscheiden. Was passiert, falls das nicht geschieht, glaubt der Sieger der ersten freien Wahl der Kurden vom vorletzten Mai-Wochenende, Massud Barsani, genau zu wissen: „Dann kommen wieder die irakischen Truppen — und wir werden kämpfen und sterben.“ Ein mit ungelinker Schrift gemaltes Plakat im Büro von Barsanis „Kurdistan Democratic Party“ (KDP) in Amadiyah verdeutlicht diese Entschlossenheit in holperigem Englisch mit dem Slogan: „The death not suppress the glory“. (Der Tod kann den Ruhm nicht unterdrücken.)

Gestorben wird auch jetzt schon in Kurdistan. Nicht nur im Süden längs der von den Alliierten festgelegten Demarkationslinie zwischen den mit modernsten Waffen ausgerüsteten Truppen Husseins und den kurdischen Peschmerga, denen von allen Experten zwar eine hohe Kampfmoral, aber eine völlig unzureichende Bewaffnung bescheinigt wird. Daß sie keine modernen schweren Waffen erhalten, die sie ohnehin nicht bezahlen könnten, dafür sorgen die Türken, die Iraner und Iraker, die — wenn auch aus



Politik und Alltag in Irakisch-Kurdistan: Kurdenführer Barsani bei den Wahlen zu einem eigenen Aufbau jetzt zaghaft begonnen wird.

In Kurdistan blühen die Blumen

Zaghaft beginnt der Wiederaufbau, aber viele haben

Von Reinhard Vo

unterschiedlichen Gründen — ein selbständiges freies Kurdistan nicht zu akzeptieren gewillt sind.

Gestorben wird auch im Norden an der türkisch-kurdischen Grenze, wo die türkische Luftwaffe Terroranschläge der von den kurdischen Führern Barsani und Talabani abgelehnten Kurdischen Arbeiterpartei (PKK) auf dem Gebiet der Türkei immer wieder zum Vorwand für schwere Bombardements bis weit hinein ins Innere Kurdistans nimmt. Zum Beispiel bis in Barsanis Heimatort Barsan. Das von den Irakern mehrfach in Trümmern gelegte Städtchen, von dessen einst rund tausend Häusern kein einziges stehen blieb, wurde im Oktober vergangenen Jahres wieder von der türkischen Luftwaffe bombardiert. Die Reste einer Bombe mit der NATO-Kennung für „Weichziele“ sind dort noch gut zu erkennen.

Mit Hilfe der Caritas werden jetzt die

ersten Häuser wieder aufgebaut. Hunderte leben in diesem sogenannten Barsan-Gebiet noch in Zelten. Es gibt in Barsan kein einziges Geschäft mehr, in dem die Menschen etwas kaufen könnten. Ernährt von internationalen Hilfsorganisationen leben die Menschen von der Hand in den Mund. Im ganzen Gebiet gibt es nicht ein einziges Notstromaggregat — von „normaler“ Elektrizität ganz zu schweigen.

Zu den Helfern gehört auch das Land Nordrhein-Westfalen. Insgesamt 2,5 Millionen Mark kratzte der in der Kurden-Frage besonders engagierte Düsseldorfer Innenminister Herbert Schnoor aus der ohnehin fast leeren Landeskasse für Lebensmittelhilfe und Wiederaufbauprojekte zusammen. In fünf verschiedenen Dörfern werden mit diesen Mitteln derzeit feste Unterkünfte für die Kurden gebaut. Insgesamt sollen es rund 400 Häuser



Parlament im Mai (links), heimgekehrte Kurden vor ihren zerstörten Behausungen, mit deren
(Bilder: AP/Maro)

— noch immer wird gestorben

Angst vor dem Auslaufen der UN-Schutzgarantie

ss (Dohouk)

werden. Von „Häusern“ zu reden ist dabei fast schönfärberisch. Es sind vier Wände aus Bruch- und Trümmersteinen, die mit so wenig Zement wie irgend möglich zusammengehalten werden — darüber ein flaches Dach aus Holzknüppeln und Schilfmatten. Ohne Wasseranschluß, von Strom gar nicht zu reden. Aufgebaut werden diese Häuser von den wenigen Männern und den vielen meist verwitweten Frauen. Umgerechnet rund eine Mark ist für diese Knochenarbeit fast ohne jegliches technisches Hilfsggerät der Tageslohn.

Als sich Schnoor in der vergangenen Woche über den Stand der nordrhein-westfälischen Hilfsmaßnahmen informierte, konnte er sich der Dankbarkeit der Kurden für die angesichts der tatsächlich herrschenden Not bescheidene Hilfe kaum erwehren. Der Düsseldorfer Innenminister war, rein formal betrachtet, ganz illegal ohne Information oder

gar Billigung der Regierung in Bagdad in den kurdischen Teil des Irak gekommen. Für einen Bundesminister, meinte Schnoor, wäre ein solches Verhalten wohl schwierig. „Aber einen Landesminister nimmt man nicht so ernst auf der internationalen Bühne“, fügte er spöttisch hinzu. Er freue sich jedenfalls, mal wieder „etwas wirklich Sinnvolles“ tun zu können.

Das Sinnvolle dieses Besuchs bestand nicht im Ausstreuen — dringend notwendiger — weiterer Hilfsmittel. Davon hatte Schnoor nichts mitgebracht. Den eigentlichen Sinn dieser Reise enthüllte ein großes Transparent, das dem Düsseldorfer Innenminister kurz nach seiner Ankunft in der Nähe des mit nordrhein-westfälischen Mitteln wieder aufgebauten Dorfes Derishr entgegengehalten wurde. Auf dem Transparent stand der Satz „Demokratie braucht Freunde“. Denn dies ist die größte Sorge der Kurden: Daß sie an-

gesichts von neueren Schreckensbildern aus anderen Teilen der Welt wieder vergessen werden, daß sie womöglich in schon wenigen Wochen wieder Saddam Husseins Mordbrennern ausgeliefert sind.

Auf ihre Führer Barsani und Talabani hat der irakische Diktator bereits ein Kopfgeld ausgesetzt. Nach den Wahlen vom 24. Mai verlangte die vom Bagdader Verteidigungsministerium herausgegebene Tageszeitung *Al Kadissija* die „Köpfe dieser beiden Verräter durch ein im Namen des Volkes erlassenes Urteil“. Aus Furcht, sich mit dem noch immer mächtigen Diktator in Bagdad anzulegen, scheuen die westlichen Politiker vor demonstrativen Solidaritätsbekundungen mit den um ihr Überleben kämpfenden Kurden zurück. Zur großen Enttäuschung der Kurden hatte es deshalb auch keine einzige offizielle Regierungs- oder Parlamentsdelegation aus irgendeinem Land gegeben, das die Mai-Wahlen in Kurdistan beobachtete und damit legitimiert hätte. Auch der Deutsche Bundestag war davor zurückgeschreckt. Um so größer ist dann der Jubel über und die Dankbarkeit für einen Besucher wie den nordrhein-westfälischen Innenminister, der während seiner einwöchigen Reise keinen Augenblick einen Zweifel daran ließ, auf welcher Seite er steht.

Dabei haben gerade die Deutschen allen Grund, nun endlich den Kurden zu helfen. Deutsche Firmen unterstützten Saddam Hussein ja nicht nur beim Aufbau seiner Giftgasfabriken, deren Produkte vom irakischen Diktator gegen die Kurden eingesetzt wurden. Bei der Besichtigung eines der monströs-bombastischen Paläste Saddam-Husseins in der Nähe von Dohouk erzählten Schnoors kurdische Begleiter, daß auch westdeutsche Firmen hier mitgearbeitet hatten. Den Deutschen kann dabei eigentlich schwerlich entgangen sein, daß die kurdische Bevölkerung rings um diese Paläste und Sommerresidenzen — im jetzt freien Kurdistan gibt es davon allein über 40 — vertrieben und deportiert, ihre Dörfer auch für diesen Zweck zerstört worden waren. Ganze Täler wurden für diese Prunkbauten entvölkert, weil Hussein den Anblick der Kurden nicht ertragen mochte und Furcht vor ihrer Nähe hatte.

Ob angesichts dieser übers ganze Land verteilten Zwingburgen und Prunkpaläste des — wie alle Kurden nur sagen — „Regimes in Badgad“ die immer wiederholte Mahnung Schnoors an die Kurden fruchtet, nicht mit heißem Herzen von einer völligen Selbständigkeit eines freien Kurdistan zu träumen, sondern sich kühlen Verstandes mit einer möglichst weitgehenden Autonomie in den derzeitigen Grenzen Iraks unter der Oberhoheit Bagdads zu begnügen? Im Gespräch mit dem Besucher aus Deutschland stimmten die beiden wichtigsten politischen Führer der Kurden, Massud Barsani und Dschalal Talabani, die in wenigen Wochen gegeneinander für die Präsidentschaft in Irakisch-Kurdistan kandidieren, darin überein, was sie vom Ausland erwarten, wenn nach dem Ende der UN-Schutzgarantie Saddam Hussein wieder nach ihrem Volk greift: „Wir werden uns verteidigen. Und die ganze Außenwelt ist moralisch verpflichtet, uns dabei zu helfen“.

Arms haul triggers off new unease



TURKEY

UNEASY Turkish-German relations were further strained by the alleged discovery at a Turkish border post of German military supplies, including four anti-aircraft gun carriages, steel helmets, camouflage material and backpacks.

The governor of Sirnak province, Mustafa Malay, said that the goods destined for Kurds in northern Iraq were seized at Habur. But the German foreign ministry said that it knew nothing of the alleged convoy of 13 trucks.

The two countries have had frosty relations since Germany expressed hostility over Turkey's treatment of its Kurdish population earlier this year.

Malay said that the material, of strategic importance, was being sent to the Iraqi Kurds. It was barred from crossing the border since it was against regulations to transport unauthorised military goods through Turkish territory.

Malay claimed that the convoy was guarded by 90 German police officers and had arrived from Germany by land. If it had been properly searched at the border in western Turkey it would not have been allowed to enter the country, he said.

German law prohibits arms shipments to areas of unrest such as the Middle East, and a German foreign ministry spokesman said that he was sceptical of the report.

Germany put an arms embargo on Turkey last year because of its handling of its Kurdish problem.

Children killed: Fifteen people, including five children, were killed in weekend clashes with Turkish security forces and Kurdish separatists as violence raged in the southeast.

Three of the children died when Kurdish separatist guerrillas from the Kurdish Labour Party attacked Dum-anli village and two children were killed in an attack in Siirt province.

Sign of goodwill: Turkey and Georgia signed a protocol to establish diplomatic relations during a two-day visit to Tbilisi by Turkish Foreign Minister Hikmet Cetin. As a goodwill gesture Turkey agreed to give Georgia 50,000 tonnes of wheat and substantial credits.

Food aid: Turkey sent ten more trucks of food aid to northern Iraq via the Turkish Red Crescent, the Muslim equivalent of the Red Cross, as part of its aid package to the region.

Le Nouveau Quotidien - 4 juin 1992

Des armes pour Ankara

L'Allemagne reprend ses livraisons.

La commission des affaires étrangères du Bundestag a décidé hier de débloquent les livraisons d'armements à la Turquie, à la demande du gouvernement, qui avait décidé de les interrompre il y a deux mois.

Le ministre des Affaires étrangères, Klaus Kinkel, a déclaré que l'Allemagne avait obtenu l'assurance que les armements livrés à Ankara ne seront pas utilisés contre les Kurdes.

AFF

Liberté de Morbihan - 4 juin 1992

Trois semaines de grève de la faim pour 17 Kurdes à Rouen

ROUEN (AFP). - Dix-sept Kurdes de Turquie qui effectuent une grève de la faim à Rouen depuis trois semaines pour obtenir la régularisation de leur situation n'avaient mercredi aucune réponse positive des autorités.

Le collectif contre le racisme et pour l'égalité des droits a protesté mercredi dans un communiqué contre « l'attitude désinvolte et irresponsable adoptée par la préfecture » à l'égard de leur mouvement. Une délé-

gation a été reçue mardi, mais, a souligné le collectif, « par une personne qui n'avait aucune connaissance des dossiers et n'avait absolument rien à dire ».

Les dix-sept Kurdes sont allongés dans une salle annexe de l'église Saint-Sever de Rouen et un rassemblement de soutien a lieu devant l'édifice tous les mardis. Des personnalités comme le président de la commission épiscopale et archevêque de Rouen, Mar-

Joseph Duval, le député socialiste Michel Berégovoy, le conseiller régional communiste Thierry Foucaud et le responsable des Verts André Letourneur leur ont apporté leur soutien.

Après 21 jours de grève de la faim, les Kurdes souffrent de douleurs abdominales et céphalées plus fréquentes. Le collectif de médecins qui les soigne a annoncé son intention d'en appeler au ministre de la Santé et de l'Action humanitaire Bernard Kouchner.

POLITICS

Kurdish Demands for Autonomy Complicate Karabakh Equation

Elizabeth Fuller

The Kurdish population of the territory situated between the western border of Nagorno-Karabakh and the Armenian-Azerbaijani frontier has occupied the strategic town of Lachin and is demanding the restoration of the Kurdish autonomous region that existed in the 1920s. The Soviet Kurds formed a committee in 1990 to press for autonomy and for measures to promote their culture and language.

Since the demise of the USSR the struggle for political control of Nagorno-Karabakh has emerged as a three-way contest between the Armenian government, which demands guarantees of autonomy for Karabakh's Armenian population but has abandoned earlier demands for the area's transfer to Armenian jurisdiction; the Dashnak-dominated parliament of the self-proclaimed Nagorno-Karabakh Republic, which demands independence from Azerbaijan (as a preliminary to reunification with Armenia); and Azerbaijan, which while willing to extend cultural autonomy to the Armenian population insists that Nagorno-Karabakh is an integral and nonnegotiable part of its territory. A fourth actor has now entered the scene: the Kurdish populations of the Lachin, Kelbadzhar, and Kubatli Raions, which lie between the western border of Nagorno-Karabakh and the Armenian-Azerbaijani frontier, have now reportedly taken up arms to demand the restoration of the autonomous region (known as "Red Kurdistan") that existed from 1923 to 1929. After fierce fighting between military units subordinate to the

Azerbaijani Popular Front and Kurdish insurgents, the Azerbaijanis were constrained to abandon Lachin on 18 May.¹

According to the 1989 Soviet census there were 152,952 Kurds in the Soviet Union. Of these, two-thirds lived in the Transcaucasus: 56,028 in Armenia, 33,327 in Georgia, and 12,221 in Azerbaijan.² These figures are called into question by a leading Soviet Kurdish spokesman, Academician Nadir Nadirov, who in 1990 estimated the actual number of Kurds in the USSR to be nearer 500,000.³ Given that the Kurdish population of Azerbaijan in the 1920s was almost 60,000, the figure of 12,000 seems low, even allowing for the deportation of the Azerbaijani Kurds to Central Asia in 1937 and forced assimilation. For decades in fact—between 1926 and 1989—the Kurds were not listed as a separate nationality in Azerbaijan in census

data. Recent unofficial estimates of the size of Azerbaijan's Kurdish population far exceed the official figure of 12,000, suggesting that many Kurds may have been listed as Azerbaijanis in the census, whether with or without their knowledge and consent. An article in the Armenian press in 1990 gave the total Kurdish population of Azerbaijan as 200,000;⁴ the Kurdish population of the area between Nagorno-Karabakh and Armenia was estimated by a West German journalist in 1988 as 120,000;⁵ while a Western correspondent covering the recent fighting claimed that the majority of the 70,000 inhabitants of Lachin are Kurds.⁶

Although Kurdish auxiliaries serving in the Ottoman Army were involved in the massacre of Armenians in 1915, Soviet Armenians appear to have developed a certain sympathy for the Kurds, especially those in Turkey, whom they regard as fellow victims of Turkish chauvinism. (A lengthy Armenian study of Turkish literature on the Kurds even used the term "a second genocide.") At the same time, Armenia has provided education and cultural facilities (and a Kurdish-language newspaper) for its own Kurdish population, and it has reacted defensively to claims in the Russian press that Kurds were being driven out of Armenia together

¹ ITAR-TASS, 17 May 1992; Postfactum and Radio Erevan, 18 May 1992.

² See Uwe Halbach, "The Soviet Union and the Kurds" (Cologne: Bundesinstitut fuer ostwissenschaftliche und internationale Studien, 13 May 1991).

³ *Financial Times*, 27 July 1990.

⁴ *Kommunist* (Armenia), 6 January 1990.

⁵ *Frankfurter Rundschau*, 23 March 1988.

⁶ AFP, 19 May 1992.

⁷ *Grakan Tert*, 28 June 1985.

POLITICS



KURDISH AREAS IN AZERBAIJAN

with Azerbaijanis.⁸ In early 1988, when the campaign for the unification of Karabakh with Armenia first gathered momentum, it was reported that the Kurds living between Karabakh and Armenia had petitioned General Secretary of the Communist Party of the Soviet Union Mikhail Gorbachev for the annexation of their territory to Armenia.⁹

First Signs of Kurdish National Reawakening

In September 1989 Soviet Kurds gathered in Moscow for the founding congress of an all-Union Kurdish association, at which the question of the restoration of Kurdish autonomy

⁸ TASS, 8 November 1991. The fact that the Kurdish population of Armenia was said to be over 60,000 in 1988 (see *Kommunist(Armenia)*, 12 July 1988) while the 1989 census results gave a figure of 56,028 substantiates the claims of outmigration, whether voluntary or involuntary.

⁹ *Frankfurter Rundschau*, 23 March 1988.

was discussed.¹⁰ In July 1990 the All-Union Kurdish Committee *Yakbun* [Unity] convened a conference entitled "Kurds in the USSR: In History and Today" that spontaneously evolved into a general forum for discussing the Kurds' plight and their demands for immediate measures to counter their cultural and linguistic assimilation.¹¹ Parallel to the conference *Yakbun* organized a rally to publicize the plight not only of those Kurds deported by Stalin but also of some 20,000 Kurdish refugees from interethnic violence in Armenia and Uzbekistan. The rally participants addressed an appeal to Gorbachev asking permission for the Kurds to be resettled en masse somewhere in southern Russia.¹²

The more committed members of the Kurdish community, led by Nadirov, continued, however, to regard the restoration of their lost

¹⁰ *Moskovskie novosti*, no. 9, 1990.

¹¹ *Financial Times*, 27 July 1990; and *Izvestiya*, 29 July 1990.

¹² *Krasnaya zvezda*, 25 July 1990.

autonomy as their ultimate goal, and the issue was apparently raised at several subsequent gatherings. At the beginning of May Kurds in Moscow embarked on a series of demonstrations outside foreign embassies to show their solidarity with the Kurdish populations of Iraq and Turkey and to demand the restoration of the Kurdish autonomous region in Azerbaijan.¹³

Whether the Kurdish action in Lachin in mid-May was coordinated with *Yakbun* is not clear: Tariel Broev, the head of the Kurdish Cultural Center in Moscow and a member of the board of *Yakbun*, was quoted as asserting that "we support the Azerbaijani Kurds' demands for the withdrawal of all Azeri and Armenian armed forces from the territory of the former Kurdish district and for the quickest settlement of the issue on the restoration of the Kurdish autonomy in Azerbaijan."¹⁴ He claimed, however, that he was not in communication with Lachin. Broev declined either to confirm or to deny Russian and Armenian media claims that it was Kurds, rather than forces subordinate to the Armenian government in Erevan, who had dislodged the Azerbaijani military presence in Lachin.¹⁵

Broev further argued that the creation of an autonomous Kurdish region would contribute to the solution of the Karabakh problem by safeguarding road traffic between Armenia and Nagorno-Karabakh and thus preventing a recurrence of the blockade imposed by Azerbaijan on the breakaway enclave intermittently over the past four years. (The argument that the creation of a Kurdish autonomous region as a "buffer zone" between Armenia and Azerbaijan was a necessary condition for a settlement of the Karabakh conflict was likewise adduced in a lengthy Armenian samizdat study.)

¹³ Radio Mayak, 5 May 1992.

¹⁴ ITAR-TASS [in English], 18 May 1992.

¹⁵ *Ibid.*

POLITICS

Given the Azerbaijanis' stubborn reluctance to acknowledge the Armenian population of Nagorno-Karabakh as a separate negotiating partner, however, and the international community's refusal to endorse any internal border changes founded on the violent occupation of territory, the Kurds' chances of winning the restoration of their

autonomous formation as part of an internationally brokered settlement of the Karabakh conflict look bleak—especially in the light of the avowed intent of the new Azerbaijani leadership to reconquer lost territory and protect Azerbaijan's territorial integrity.

CA920248.RIR

21 May 1992

DEPECHE LE PROGRES, LE PROGRES-LYON, TRIBUNE, LE JOURNAL DE LA SAONE ET LOIRE, 5 juin 1992

KURDES D'IRAK

L'unité-liberté

Qui aurait-cru, il y a quelques semaines encore, que les Kurdes d'Irak réussiraient leur passage devant les urnes, le 19 mai dernier ? Personne n'a oublié les images tragiques de cette minorité écrasée par Saddam Hussein dans les derniers jours de la guerre du Golfe. L'actualité de 1991 avait quitté ce peuple couché dans la misère. Nous le retrouvons aujourd'hui debout, enthousiaste dans sa fragile liberté conquise

Ironie de l'Histoire, et pas des moindres, ce sont les Kurdes, éternelles victimes de la géopolitique qui viennent de donner une leçon de démocratie à tout le Moyen-Orient, une région du monde où les États et leurs dirigeants sont peu enclins à cette transparence de pouvoir.

Si ces premières élections libres au Kurdistan irakien n'ont donné de majorité nette à aucune des deux grandes formations politiques, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, elles auront au moins permis aux Kurdes d'exprimer leur volonté d'unité dans la paix.

Qui plus est, ce peuple fier représenté par plus d'un million d'électeurs, femmes (une première) et hommes de plus de 18 ans, a puissamment démontré, en sollicitant le suffrage universel, qu'il était digne comme tant d'autres minorités opprimées de la reconnaissance de la Communauté internationale. Car la survie du Kurdistan irakien, comme entité autonome ou indépendante par rapport au reste de l'Irak, passe par le soutien de l'Occident.

Abrités sous le parapluie temporaire des forces alliées, le Kurdistan irakien manque de tout. Nourris d'incertitudes par les aléas de l'Histoire, les Kurdes savent mieux que personne que le fil ténu de leur liberté peut se rompre à tout moment.

DES LENDEMAINS INCERTAINS

Si la population a fêté bruyamment la publication des résultats du scrutin à Erbil - la ville qui sera le siège du futur parlement - comme dans les villages les plus reculés de la montagne kurde, on s'interroge déjà sur l'avenir du pays. Ce n'est pas tant la dénonciation de fraudes qui pèse aujourd'hui sur le paysage politique du pays : « Les quelques petites irrégularités évoquées n'ont pu affecter les résultats des élections » souligne Joseph Yacoub.

Professeur de sciences politiques à l'université catholique de Lyon, il faisait partie des 140 observateurs venus de plus de 50 pays pour rendre compte du déroulement du processus électoral au Kurdistan irakien.

« On peut dire que le peuple kurde, en toute liberté, a fait un vote plébiscite pour la démocratie, pour la liberté et l'autonomie tout en condamnant le régime de Bagdad représenté par Saddam Hussein » souligne-t-il. La « curieuse » répartition à égalité des 105 sièges de députés pour le PDK et l'UPK (50 sièges chacun, les cinq autres étant réservés à la minorité chrétienne) laisse augurer une marge de manoeuvre délicate. Mais les deux grands chefs kurdes MM. Barzani et Talabani ont préféré miser sur des résultats d'élections aux allures de compromis plutôt que d'afficher des divergences qui auraient mis en péril cette union tant réclamée par la population : « la volonté de rester unie est unanime chez le peuple kurde. Les gens disent : "peu importe que ce soit Barzani ou Talabani qui nous dirige, il faut que nous ayons un symbole, un porte-parole". En fait, ils sont condamnés à gouverner ensemble analyse Joseph Yacoub.

Selon un accord entre les formations, la présidence du Parlement reviendrait au PDK et le gouvernement serait présidé par l'UPK.

Parmi les tâches urgentes qui attendent le nouveau pouvoir, il y a l'unification des peshmergas, ces combattants kurdes répartis en différentes milices. Mais le dossier crucial du Kurdistan est avant tout son avenir par rapport au reste de l'Irak. Les deux grands partis devront s'accorder sur leurs relations avec Bagdad : « Barzani tient davantage compte de l'unité de l'Irak avec autonomie du Kurdistan alors que Talabani parle de fédéralisme dans un Irak démocratique, à l'exemple du Canada, de l'Allemagne ou de l'Inde » dit Joseph Yacoub.

Pour les quatre millions de Kurdes d'Irak, la caution militaire des alliés et l'unité restent leurs meilleurs protections face à Saddam Hussein. Pour le reste, il faudra composer à la manière kurde décrite par Jalal Talabani : « Tout sera résolu à la sauce démocratique kurde. Cette unité sera notre secret ».

JACKY DURAND

Elections à refaire au Kurdistan d'Irak

VOLONTÉ DÉMOCRATIQUE

Les dirigeants du mouvement kurde ont décidé d'organiser un nouveau scrutin à l'automne pour départager les deux principaux leaders et tenir compte des revendications des petits partis.

LES Kurdes d'Irak vont devoir voter à nouveau dans quelques mois. Telle est la décision finale prise par la direction du Front du Kurdistan (qui regroupe huit partis politiques), après mûre réflexion et analyse du scrutin qui s'est déroulé le 19 mai dans cette région du nord de l'Irak qui échappe de fait au contrôle de Bagdad depuis plus d'un an. Le scrutin, reporté à plusieurs reprises pour des raisons techniques, s'était finalement soldé par un match nul entre les deux grands partis kurdes. Le PDK (Parti démocratique du Kurdistan) et l'UPK (Union patriotique du Kurdistan) ont eu chacun 50 sièges à l'Assemblée, mais aucun de leur deux chefs, Massoud Barzani et Jalal Talabani, n'a obtenu la majorité absolue nécessaire pour être reconnu comme le chef de la révolution kurde.

Les petits partis ont été totalement laminés, aucun d'entre eux n'atteignant la barre des 7 % au-dessous de laquelle il n'était pas possible d'être représenté à l'Assemblée. Le Parti communiste, par exemple, n'a obtenu que 3 % des voix alors que son secrétaire général, Aziz Mohamed, Kurde lui-même, a rassemblé des dizaines de milliers de personnes enthousiastes dans ses meetings. Le mouvement islamiste (non membres du Front du Kurdistan) atteint, lui, 5 %. De nombreuses plaintes pour fraude et irrégularités sont parvenues au comité électoral du Front : double ou triple vote (en dépit d'une encre réputée « indélébile » marquant le doigt de chaque votant), non respect du secret, pressions diverses. Au point que le PC avait refusé de signer les registres et les procès-verbaux dans les bureaux de vote. Les dirigeants du Front, embarrassés, avaient retardé de trois jours la proclamation des résultats, donnant à la population l'impression fâcheuse d'un marchandage de dernière minute entre les deux éternels frères ennemis : Massoud Barzani et Jalal Talabani.

Tout cela était du plus mauvais effet et risquait fort d'aller à l'encontre du

but recherché par les Kurdes : affirmer aux yeux du monde — et surtout de Saddam Hussein — leur capacité à s'autogouverner et à désigner pour cela leurs responsables démocratiquement. Finalement, Massoud Barzani, dont le parti avait pourtant légèrement devancé celui de Jalal Talabani, s'est déclaré incapable, compte tenu des irrégularités dont le scrutin était entaché, de prendre la direction qu'on lui proposait. On décidait donc de revenir aux urnes, mais en se donnant le temps, cette fois, de préparer les choses convenablement, c'est-à-dire d'établir des listes électorales, de munir chaque électeur d'une carte, de publier à l'avance des listes des candidats (ce qui n'avait apparemment pas été fait en mai). Le seuil des 7 % devrait également être supprimé pour permettre à toutes les opinions d'être représentées.

En attendant, l'Assemblée élue le 19 octobre assumera provisoirement la tâche d'organiser la vie des citoyens qui en ont bien besoin tant ils souffrent des séquelles de la guerre et du double embargo qui les frappe : l'embargo international de l'ONU contre l'Irak, et l'embargo de Bagdad contre le Kurdistan. Le pays compte plus de 80 % de chômeurs et une observatrice française rentrant de la région de Dohouk, Frédérique Lebrun, raconte y avoir vu des enfants orphelins réduits à se nourrir d'herbes et de racines cueillies dans les champs où ils risquent en plus de sauter sur des mines...

L'Assemblée sera présidée par Massoud Barzani tandis que Jalal Talabani dirigera l'exécutif provisoire. Les discussions se poursuivent pour associer également les petits partis à la conduite des affaires du pays. Un arrangement qui devrait permettre de passer le cap délicat de l'été et de demander aux pays occidentaux de prolonger la protection qu'ils accordent aux Kurdes d'Irak, en principe jusqu'au 30 juin. Les nouvelles élections pourraient avoir lieu en octobre.

Françoise Germain-Robin



Cet enfant kurde de Sakko a ramassé dans la rue quelque chose qui ressemblait à un stylo : résultat, avant-bras arraché et des éclats sur le visage et le corps. Les objets piégés et les mines laissés par l'armée de Saddam Hussein font tous les jours de nouvelles victimes. (Photo Frédérique Lebrun.)

Le Télégramme de Brest - 5 juin 1992

Peuple kurde Les SOS des réfugiés en Côtes-d'Armor



M. Backthiar, secrétaire général de l'Institut kurde, a brossé un tableau sombre de l'évolution du Kurdistan de ces dernières années.



Une soixantaine de Briochins membres d'associations humanitaires ont participé à cette soirée organisée par l'association « France Kurdistan ».

Après la guerre du Golfe en 1991, un comité de soutien au peuple Kurde s'est créé à la Maison du Peuple à Saint-Brieuc. Ses premières actions ont consisté essentiellement en collectes de fonds puis en réunions d'informations sur la situation au Kurdistan. Dans le même temps, à l'initiative de l'Institut Kurde, quatre familles de Kurdes irakiens ont été accueillies par les municipalités de Saint-Brieuc, Ploufragan, Loudéac. Au bout d'un exil douloureux, démunies de tout, ses familles ont été soutenues par des militants associatifs humanitaires de Saint-Brieuc et la communauté Kurde Turque des Côtes-d'Armor.

C'est là qu'est née l'association « France Kurdistan », qui s'est donnée pour but de mieux faire

connaître la culture Kurde. Mardi soir, cette association tenait son premier meeting. Elle avait invité des représentants de l'Institut Kurde de Paris.

M. Backthiar, secrétaire général de l'Institut Kurde de Paris, dans un excellent français, a brossé la dramatique histoire du peuple Kurde au XX^e siècle. Il a aussi présenté la situation actuelle et rappelé les violents affrontements entre séparatistes Kurdes et forces de l'ordre turques qui ont fait 75 morts, fin mars, dans l'Est du pays.

Il a dénoncé « la politique répressive des Turcs contre les Kurdes, malgré les promesses d'ouverture et de démocratisation annoncées ».

Quant aux Kurdes irakiens, il a précisé : « un an après la guerre du Golfe, et malgré toutes les promesses, la sécurité des Kurdes irakiens n'est toujours pas garantie ». Relayé par M. Kamal, Kurde de Rennes, lui aussi membre de l'Institut, ils ont dénoncé le « génocide de leur peuple ».

Un appel pathétique

Dans une situation de « Ni guerre ni paix », les conférenciers ont, devant une cinquantaine de personnes, lancé un appel pathétique aux forces politiques françaises afin de faire pression sur le gouvernement américain pour la convocation d'une conférence internationale sous la direction des Nations Unies, exclusivement consacrée à la question Kurde. « Il

y a urgence !... », ont-ils répété, l'opinion publique internationale doit savoir ce qui se trame en Turquie et en Irak ».

Message reçu cinq sur cinq par les militants de l'Association « France Kurdistan » qui relaieront cet appel. Ils s'y sont engagés.

Dans l'immédiat, l'association continuera à organiser deux fois par mois, au centre social du Plateau, à Saint-Brieuc, des soirées culturelles, des repas pour que les exilés Kurdes irakiens ou turcs ne se sentent pas trop isolés et pour mieux faire connaître au grand public la culture Kurde, très mal connue en Europe.

La soirée s'est achevée par un repas et des airs de musique Kurde...

A.C.P. – Agence Centrale de Presse – A.C.P. – Agence Centrale de Presse – A.C.P. – Agence Centrale de Presse –

ALP041 PR:03 IGNEFU TEL:EX
BREVES

JOS

ALP/TEL/PRESSE

Paris, 8 juin

Allemagne: Amnesty proteste contre l'envoi d'armes à la Turquie
La section allemande d'Amnesty International a protesté lundi contre l'envoi, par le gouvernement allemand, d'armes en direction de la Turquie. Dans leur troisième réunion annuelle, les délégués de l'association ont condamné à l'unanimité les tortures et la disparition de dissidents au régime d'Istanbul. L'Allemagne avait pourtant menacé la Turquie de suspendre ses envois d'armes si elles étaient utilisées contre les rebelles Kurdes vivant dans le pays.

Iraq Arms Buying Was Ignored, U.S. Aide Found

By R. Jeffrey Smith

Washington Post Service

WASHINGTON — A senior State Department official concluded in a secret memorandum after Iraq invaded Kuwait that "no one was paying attention" to Iraq's purchase of Western equipment for weapons of mass destruction during the previous decade, according to a copy of the memo.

The official, Assistant Secretary of State Richard A. Clarke, made the assertion in a memo declassified Thursday and provided to Congress along with 53 other State Department documents. The data deal with U.S.-Iraqi relations that were requested by a congressional committee investigating U.S. policy toward Iraq before the Gulf War.

The documents provide fresh details about the administration's monitoring of Iraq's nuclear and chemical weapons programs and the U.S. push to ease controls on high-technology exports as part of an attempt to cultivate better relations with Iraq before it invaded Kuwait in August 1990. The documents were made available to *The Washington Post* by a U.S. official.

President George Bush defended the effort toward better relations with Iraq on Thursday, which congressional Democrats have been increasingly criticizing. He said the United States tried to work with Saddam Hussein "on grain credits and things of this nature to avoid aggressive action. And it failed."

"That approach, holding out a hand, trying to get him to renounce terrorism and join

the family of nations, didn't work," Mr. Bush said. "And the minute he moved aggressively, we moved aggressively and set back aggression."

One undated memo summarizing U.S. nonproliferation activity aimed at Iraq indicates that the Bush administration moved slowly to constrain Iraq's mass-destruction weapons programs after an Iraqi long-range missile launch in 1989 caught officials by surprise.

The memo states that Mr. Clarke sought in an interagency meeting in December "to get at why U.S. intelligence didn't know Iraq had such capabilities beforehand and to galvanize the interagency community into more effective [action] against the Iraqi missile program."

But a request during the meeting that the Commerce Department develop enhanced controls on exports of related U.S. equipment to Iraq went unanswered for three months and eventually was forgotten, the memo says.

The request was made three months after Mr. Bush signed National Security Decision Directive 26, which many officials interpreted as a mandate for loosening, not strengthening, U.S. controls on exports to Iraq.

In the directive, partly declassified last week, Mr. Bush called on officials to "propose incentives for Iraq to moderate its behavior" and to "pursue and seek to facilitate opportunities for U.S. firms to participate in the reconstruction of the Iraqi economy, particularly in the energy area, where they do

not conflict with our nonproliferation and other significant objectives."

John Kelly, then an assistant secretary of state in charge of Near East and South Asian affairs, cited the "explicit presidential authority" provided by Directive 26 in a subsequent memo. It argued for reining in the power of a special interagency committee responsible for reviewing exports that Iraq might use in weapons of mass destruction.

Mr. Kelly wrote in the memo, the date of which was not provided Thursday, that "our licensing procedures have been a drag on trade with Iraq." A letter to the Commerce Department that he drafted for another State Department official, Robert M. Kimmit, said the interagency committee's review "needs to be balanced by other considerations, including our duty to support U.S. exporters who can right our trade imbalance with Iraq."

Congressional Democrats such as Sam Gejdenson of Connecticut, chairman of a House Foreign Affairs subcommittee, have charged the administration's prewar policy toward Iraq was too weak.

The documents were provided by a U.S. official to *The Washington Post* at the same time they were given to Mr. Gejdenson "to prevent the Democrats" from characterizing the documents "in a way we think has been unfair," the official said. "A neutral reader will see they are not evidence of a cover-up or certainly illegal acts but of an administration struggling to formulate a policy when the options as a whole were not good ones."

Le Monde - 5 juin 1992

□ ALLEMAGNE : levée de l'embargo sur les armes destinées à la Turquie. — La commission des affaires étrangères du Bundestag a décidé, mercredi 3 juin, de débloquent les livraisons d'armes à la Turquie, interrompues il y a deux mois. Un porte-parole du gouvernement a affirmé que Bonn a reçu des garanties que ces armes ne seront pas utilisées à l'intérieur du pays contre les Kurdes. — (AFP.)

Le Monde - 5 juin 1992

IRAK

Les Kurdes demandent la prorogation du mandat de la force multinationale

Le secrétaire général de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), M. Jalal Talabani, a demandé mardi 9 juin, à Ankara, lors d'un entretien avec le ministre turc des affaires étrangères, M. Hikmet Çetin, le renouvellement du mandat de la force multinationale déployée sur la base aérienne d'Incirlik, dans le sud de la Turquie, et chargée de patrouiller au-dessus

du Kurdistan d'Irak. La prorogation de ce mandat, qui vient à expiration le 28 juin, doit être débattue prochainement par le Parlement turc.

Par ailleurs, l'organisation humanitaire Médecins sans frontières (MSF) a accusé, dans un communiqué, les autorités irakiennes d'entraver l'action humanitaire auprès des civils chiites et kurdes, en refusant des visas aux membres de MSF qui devraient relever les seize volontaires présents sur le terrain. — (AFP.)

Haute Garone Liberée - 12 juin 1992

Médecins sans frontières en difficulté au Kurdistan

Refus de visas, zones interdites inquiètent les responsables de l'organisation humanitaire.

Après l'abandon d'un poste de secours au Kurdistan irakien qu'a décrit l'historien Jérôme Bodin (L'Est Républicain du 11 Juin 1992), ce sont les Médecins sans frontières qui se préoccupent de la pérennité de leur mission là-bas.

Dans un communiqué, l'organisation indique que son action est de plus en plus difficile, « vu l'attitude des autorités de Bagdad ».

MSF constate qu'aucun nouveau visa n'a été accordé pour permettre la relève des seize volontaires présents sur le terrain. « L'obtention des autorisations de déplacement (région de Bassorah et nord-irakien) est devenue très aléatoire: la semaine dernière MSF a été contraint d'interrompre son programme d'assistance nutritionnelle aux enfants de Bassorah ».

De violents combats

Les autorités irakiennes ont-elles décidé de se débarrasser de témoins gênants « alors que des menaces militaires pèsent sur les populations civiles (de violents combats auraient encore fait de nombreuses victimes ces derniers jours autour de Nassiyria et de Bassorah) et que persistent de graves violations des droits de l'homme »; c'est l'angoissante question que l'on se pose à Paris.

MSF appelle donc la communauté internationale et les Nations-Unies « à ne pas sacrifier les populations civiles irakiennes à la normalisation des relations politiques et militaires avec Bagdad ».

L'organisation qui rappelle que « les besoins en assistance médicale sont encore considérables » et que « l'approvisionnement en médicaments de près d'un million de personnes dans le Nord de l'Irak dépend d'elle », réclame avec insistance à Bagdad des visas pour ses équipes de relève et le libre accès aux régions sinistrées.

Charles LAPREVOTE

Le Courrier - 10 juin 1992

KURDES

«L'ouverture démocratique reste encore lettre morte»

De passage à Genève, une délégation de parlementaires dénonce les massacres opérés par le Gouvernement.

La mise en place d'un nouveau Gouvernement de coalition, suite aux élections législatives du 20 novembre 1991, devait constituer une «ouverture démocratique à la question kurde». C'est en tout cas ce que croyait Salim Sadak, membre du Parti du travail du peuple (HEP), mais élu sur la liste du Parti social-démocrate (SHP), un des partis gouvernementaux. «Le programme du SHP demandait la levée des lois répressives et une reconnaissance des Kurdes. Mais plus le temps est passé, plus la répression s'est faite active.» Et le député de Sirnak multiplie les exemples de confrères violemment attaqués dans les tribunes pour avoir prêté serment sur le peuple turc et kurde.

Le Gouvernement a perdu toute sa crédibilité aux yeux de M. Sadak, lors des «massacres» du 21 mars 1992, jour de la célébration de Newroz, le Nouvel An kurde. «A Sirnak», raconte le député, «les militaires ont attaqué la foule alors que celle-ci fêtait pacifiquement le Newroz, tuant 89 personnes, femmes, enfants et vieillards surtout. Si la population s'était révoltée, comme les autorités l'ont affirmé ensuite, les militaires auraient eux aussi été touchés. Mais pas un soldat n'a été tué! Et si vraiment tout va si bien dans cette région, comme le prétend également le Gouvernement, pourquoi les journalistes, les délégations étrangères, les diplomates sont-ils persona non grata à cet endroit-là?»

Suite à ce drame, les députés du Parti du travail du peuple, élus sur la

liste du SHP, ont quitté leur groupe parlementaire, marquant ainsi leur désaveu face à la politique du Gouvernement de coalition. Ce qui n'empêche pas «les répressions, les arrestations d'être encore aujourd'hui perpétrées par les autorités, et à travers elles, les militaires».

UN RÉFÉRENDUM

Convaincu que «sans solution politique à la question kurde, les violations des droits de l'homme continueront», le secrétaire général du HEP, M. Ahmet Karatas, s'est déclaré partisan d'un référendum. «C'est au peuple de décider de son sort. S'il veut vivre ensemble, Turcs et Kurdes réunis, ou s'il préfère la séparation, sous forme d'indépendance, de fédération, etc... Quel que soit son verdict, nous nous y conformerons», a-t-il promis.

Déçu et indigné par ce Gouvernement, M. Karatas en appelle aussi à «toutes les organisations non gouvernementales, aux opinions publiques pour faire pression sur la Turquie». En attaquant sur deux fronts: celui des conventions internationales dont elle est signataire mais qu'elle ne respecte pas (la Convention internationale des droits de l'homme, par exemple); et celui des ventes d'armes. «Des armes vendues par l'Europe et utilisées sur les Kurdes», clame M. Karatas. Après les «massacres» de Newroz, seule l'Allemagne a déclaré un embargo sur les ventes d'armes à destination d'Ankara, cite en exemple le représentant politique.

AUDREY SOMMER

Soutien aux Kurdes

Paris-Normandie

9 juin 1992



Nouvelle manifestation de soutien aux Kurdes en grève de la faim ce mardi à 18 h, à Saint-Sever.

La semaine dernière, le collectif de soutien s'était rendu à la préfecture. Il n'avait pas apprécié d'être reçu par une personne « n'ayant absolument rien à lui dire ».

La préfecture signale qu'il s'agissait du directeur adjoint du cabinet du préfet, habitué à recevoir des délégations. Et cette personne a pris connaissance des doléances exprimées par ses interlocuteurs et les a transmises.

Par ailleurs, la Confédération syndicale des familles, dans un communiqué, « souhaite que la France, terre d'asile, respecte ses engagements. Nous demandons au gouvernement de régulariser la situation de ces dix-sept Kurdes ainsi que celle de tous les

déboutés. Seule une mobilisation massive peut empêcher l'issue dramatique que serait leur expulsion vers la Turquie ».

Robert Pages, sénateur P.C.F. de la Seine-Maritime a, lui, alerté le ministre de l'Intérieur sur ce dossier. Il l'a rappelé vendredi soir lors de la réunion du Sivom. Jean Lecanuet, également, a souligné qu'il avait écrit au préfet. Le Sivom, notons-le, a adopté à l'unanimité le vœu voté par le conseil régional allant dans le sens du respect du droit d'asile et de l'application de la Convention de Genève. M. Laurent Fabius, qui a reçu une délégation avant l'ouverture de la session, a promis d'intervenir auprès du préfet pour qu'il les reçoive.

Kurdes de Nancy : le comité de soutien pessimiste

Jusqu'à maintenant, un seul des 39 ex-grévistes de la faim a obtenu le droit d'asile définitif.

Nouvelle réunion de travail hier matin pour le préfet Claude Erignac et Jean-Luc Vasta, membre du comité de soutien aux Kurdes et Turcs meurthe-et-mosellans déboutés du droit d'asile : l'heure de vérité approche pour les 39 ex-grévistes de la faim qui avait occupé l'église Saint-Sébastien à Noël. Ni le préfet, ni Jean-Luc Vasta n'ont accepté de révéler l'état actuel des négociations en cours. Le représentant du comité de soutien a cependant laissé en-

trevoir son pessimisme. Dans quelques jours, le préfet Claude Erignac devrait prendre une décision. Il a le pouvoir d'accorder une « admission exceptionnelle au séjour dans un cadre humanitaire ». L'OFPRA (Office Français de Protection des Réfugiés et Apâtrides) accorde quant à lui le statut définitif de réfugié politique ou le refuse. Jusqu'à maintenant, un seul des 39 ex-grévistes de la faim de Nancy a obtenu ce statut.

Pessimisme

« D'autres dossiers sont en cours d'examen par l'OFPRA » a déclaré Jean-Luc Vasta, précisant : « Nous ne sommes pas très optimistes même si la préfecture de Nancy a fait de gros efforts dans cette affaire. »

Le comité de soutien aux Kurdes et Turcs déboutés du droit d'asile devrait tenir bientôt une conférence de presse. Sur 39 personnes, combien pourront demeurer sur le territoire français ? Après cinq mois de négociations et de discussions avec la préfecture et l'OFPRA, il n'est toujours pas possible de donner un chiffre. Jean-Luc Vasta a reconnu hier seulement : « Nous arrivons en fin de parcours, en phase de décision. Les décisions qui seront prises dans les jours à venir nous satisferont-elles ? Je n'en suis pas sûr... »

Dans le cas où la majorité des déboutés du droit d'asile serait promise de nouveau à l'expulsion, faudrait-il craindre un nouveau mouvement de protestation ? « On ne peut pas régler définitivement de tels cas. » explique Jean-Luc Vasta. Effectivement, pour certains demandeurs d'asile, le retour forcé en Turquie signifie la prison et de graves ennuis.

Haute Marne Libérée - 11 juin 1992

Des kurdes livrés par la France à l'Irak ?

A l'issue d'une « opération humanitaire », la France aurait abandonné des blessés et réfugiés kurdes à la police de Saddam.

L'historien militaire Jérôme Bodin vient de publier un livre de plus de cinq cents pages sur « les Officiers français » (1936-1991).

Il y présente l'image diverse et contrastée d'un corps passionnément attaché au service de la France et souvent confronté aux péripéties tragiques de l'histoire contemporaine.

A la dernière page de ce recueil (1) de témoignages, l'auteur rapporte l'histoire d'un commandant-médecin envoyé en mission humanitaire au Kurdistan irakien. Une mission de trois semaines qui s'achève, dit-il, dans un « abominable désarroi moral » : l'intéressé aurait reçu « l'ordre de tout démonter et de quitter les lieux ».

Selon Jérôme Bodin, le médecin fut

« contraint de refuser les soins aux blessés, de débrancher les perfusions des opérés et de livrer les réfugiés aux policiers irakiens qui rôdaient à la porte du camp... »

A l'heure des adieux, il s'entendit reprocher par le chef de la communauté kurde : « Français, si vous n'étiez pas intervenus, nos souffrances auraient été au moins abrégées de trois semaines ».

Les limites du devoir d'ingérence

L'historien pose la question : « Le devoir d'ingérence ne trouverait-il pas là sa claire limite ».

Certes, il serait abusif de généraliser et, à partir d'une dérobade dramatique, de

remettre en cause tant d'opérations qui ont permis de secourir, soigner, sauver des milliers de vies humaines, au péril de la vie de soldats et de médecins civils et militaires héroïques.

Deux mois après la parution du livre, force est de constater que les faits rapportés n'ont été ni infirmés ni démentis.

On est dès lors en droit de se demander qu'à pu donner en toute connaissance de cause un tel ordre, veiller à son exécution et conduire à bafouer aussi ouvertement les règles élémentaires de la déontologie médicale ?

Charles LAPREVOTI

● (1) Les Officiers français - Grandeur et misères (1936-1991) - Perrin, éditeur.

Fondation France-Libertés

Les Kurdes ont besoin d'eau, d'électricité et de démineurs

Yves Rouleau, adjoint au maire, a participé à une mission organisée par la fondation France-Libertés, au Kurdistan irakien, du 21 au 26 mai. Les Kurdes ont besoin d'eau, d'électricité, de matériaux de construction... Ils ont surtout besoin que la communauté internationale et l'opinion publique ne les oublient pas.

La fondation France-Libertés, présidée par Danielle Mitterrand, a invité cinq Français (représentants d'associations et élus) à participer à cette mission humanitaire qui se déroulait dans le Kurdistan irakien. Pour mémoire, le peuple kurde est également implanté en Turquie et en Iran.

« Ce secteur, géographiquement très étendu, où vivent peut-être six à sept millions de personnes, est soumis à un double embargo : Celui des Occidentaux vis-à-vis de

Conférence-débat

Yves Rouleau convie les Yonnais à une conférence sur le Kurdistan, avec projection de diapos et film vidéo. Ce débat sera animé notamment par Bakhtiar Amin, de l'institut kurde de Paris et Françoise Brié de la fondation France-Libertés.

— Lundi 22 juin, à 21 h, au théâtre municipal. Entrée gratuite.

l'Irak, depuis fin 1990 et celui — administratif et économique — créé par l'Irak le 23 octobre 1991 ».

L'administration kurde n'existe plus. Les fonctionnaires (enseignants, policiers, techniciens) ne sont plus rémunérés. Les prix des produits (nourriture, pétrole...) ont été multipliés par 16 voire par 30 !

Extermination

La délégation a pu constater, dans différentes zones, les effets de la politique d'extermination systématique développée par Saddam

Husseïn. Électricité coupée, sources polluées, châteaux d'eau rasés, terrains truffés de mines, 4 000 villes et villages détruits pendant la guerre Iran-Irak puis pendant la guerre du Golfe. « Les Kurdes évaluent le nombre des disparus à 190 000 personnes. Sans oublier les populations déplacées — 800 000 personnes — et parfois concentrées dans des camps de regroupement, très contrôlés, entourés de barbelés » raconte Yves Rouleau.

Trois structures, aidées par les Organisations non gouvernementales et la communauté internationale, travaillent à la reconstruction. Quand les démineurs sont passés, quand sont arrivés le bois ou le ciment, des abris sommaires et des maisons sont édifiées où l'on vit à trente, dans deux pièces, autour d'un poêle central. Dans ces familles, où l'on ne pratique pas le contrôle des naissances et qui comptent de six à treize enfants, les gamins ne sont plus scolarisés. L'école a été détruite, l'instituteur n'a plus les moyens de payer l'essence pour venir travailler.

« Je n'ai pas noté de problème

de dénutrition majeure. En revanche, les conditions sanitaires sont épouvantables » constate le docteur Rouleau.

Les femmes ont voté

Le Kurdistan irakien vient de vivre un événement historique. Le 19 mai dernier se sont déroulées les premières élections démocratiques. Les femmes participaient au vote.

Le parti de Massoud Barzani, fils du leader de la rébellion kurde et celui de Jalal Talabani se sont partagés les cent sièges au parlement.

Ils souhaitent l'autonomie dans le cadre irakien (à la manière des Länder allemands ou des provinces espagnoles). Ils demandent le maintien des puissances et troupes occidentales, cautions de leur liberté et de leur relative sécurité.

Ils veulent qu'on ne les oublie pas, dans leur pays de montagnes, complètement enclavé, « impraticable pour l'étranger puisqu'il n'existe ni carte, ni poteaux indicateurs... »

Le Nouveau Quotidien - 13 juin 1992

Les Kurdes de la CEI veulent un Etat

Ils revendiquent le corridor entre Arménie et Karabakh.

Une soixantaine de délégués kurdes de l'ex-URSS, réunis à Latchine (à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan), ont décidé de «rétablir un Etat kurde» en territoire azerbaïdjanais dans le corridor séparant l'Arménie du Nagorny-Karabakh, selon des participants à la réunion. Selon une participante arménienne d'origine kurde qui a tenu à conserver l'anonymat, l'Assemblée a élu comme président le leader du Mouvement de libération kurde, Vakim Moustafiaev, en attendant des élections présidentielles qui doivent se tenir le 19 juin. L'Assemblée a de plus lancé un appel aux quelque 150 000 Kurdes vivant dans les Etats de la CEI pour qu'ils viennent peupler l'ancien «Kurdistan rouge», une région créée après la Révolution de 1917 avec pour capitale Latchine. Les Kurdes comptent créer des «détachements d'auto-défense» de leur «indépendance», selon les participants interrogés.

La présidence arménienne a confirmé sans plus de précisions la tenue de cette réunion à Latchine, place forte azerbaïdjanaise prise par les Arméniens à la fin du mois de mai et qui a permis d'ouvrir la route séparant l'Arménie du Nagorny-Karabakh.

AFP

MEDIA

L'Aurore - 12 juin 1992

Turquie : encore un journaliste assassiné

Émotion en Turquie : depuis le début de cette année, cinq reporters ont été tués dans les régions kurdes du pays.

Le journaliste Hafiz Akdemir vient d'être abattu à Diyarbakir, chef-lieu du Kurdistan turc. Il savait à quoi s'en tenir ! Deux autres journalistes de l'hebdomadaire *Yeni Ulke* (« Nouveau Pays »), qu'il dirigeait jusqu'à son récent passage à *Gündem* (« Libre Ordre du jour »), ont été, eux aussi, assassinés cette année par des inconnus : Halit Güngen et Gencis Altun, qui enquêtait sur la mort du premier.

Hafiz Akdemir, qui est le cinquième journaliste tué cette année dans la région, avait reçu un « fax » annonçant que « *quiconque tuait un reporter de Yeni Ulke rendait service au Djihad islamique* ». « *Le Djihad islamique n'existe pas en Turquie* », nous faisait-il remarquer en avril dernier, dans son petit bureau de Diyarbakir.

Hafiz Akdemir avait dernièrement quitté *Yeni Ulke*, journal de langue turque défendant la cause des Kurdes de Turquie, pour le journal *Gündem*, lancé à Istanbul. Un

titre également considéré comme favorable aux Kurdes.

Depuis sa victoire aux élections d'octobre dernier, le premier ministre, Suleyman Demirel, a accordé à ses compatriotes kurdes une liberté de presse et d'expression sans précédent. Les cassettes de musique kurde et les journaux écrits en kurde — notamment *Welat* (« Le Pays ») et *Rosname* (« Nos Jours ») — sont en vente libre.

Mais cette évolution libérale est mal acceptée par une partie de l'administration locale. Et notamment par les policiers chargés de lutter contre la guérilla marxiste du PKK, qui a sa base dans la Bekaa libanaise, sous contrôle syrien. En avril, des diplomates occidentaux estimaient d'ailleurs à une quarantaine le nombre de Kurdes « exécutés » par des inconnus. Aucun coupable n'ayant été arrêté, la peur de ces mystérieux tueurs est aujourd'hui sensible dans le sud-est de l'Anatolie. Et l'assassinat d'Hafiz Akdemir ne peut évidemment que la renforcer.

Claude LORIEUX.

L'Humanité - 12 juin 1992

PERSONNALITES KURDES MENACEES

L'organisation Amnesty International s'inquiète des dangers qui pèsent sur la vie de 28 personnalités kurdes de Turquie ayant reçu, en mai, des menaces de mort signées par un groupe islamiste. Ce groupe a notamment distribué une liste de 28 noms au bas de laquelle il est écrit : « Le meurtre de telles personnes est justifié. » Parmi les personnes menacées figurent 20 députés kurdes de la Grande Assemblée de Turquie, des journalistes et des militants d'Associations de défense des droits de l'homme. Amnesty propose l'envoi de télégrammes à l'ambassade de Turquie pour que des mesures de protection soient prises en faveur des personnes visées.

Opinions

Fin de partie au Kurdistan

Par Jean-Christophe RUFIN

Le Quotidien de Paris - 13 juin 1992

C'est l'heure de vérité pour le Kurdistan. L'ultime dénouement de la guerre du Golfe est en vue. On se souvient que l'une des conséquences les plus dramatiques de cette guerre avait été l'exode par centaines de milliers des Kurdes d'Irak, fuyant en plein hiver les armées de Bagdad. Une immense mobilisation internationale avait alors permis d'éviter le pire. Permettre aux Kurdes de recevoir soins et nourriture, empêcher la constitution de camps permanents et la perpétuation de l'exode, diminuer les pertes humaines, telle avait été la première phase des opérations. Ensuite, il a fallu aider les populations à passer l'hiver, en construisant des abris, en distribuant médicaments et nourriture et, surtout, maintenir une protection internationale pour éviter de nouvelles attaques militaires contre la région.

Reconquête

Ce programme a été réalisé essentiellement par les ONG et, tout particulièrement par Médecins sans frontières, présent en Irak dès le mois de mars 1991. Les Nations unies ont accompli un considérable travail d'assistance et de reconstruction (sous l'égide du Haut Commissariat pour les réfugiés) et de protection (grâce à la présence des « gardes bleus »). Ce dispositif a permis d'assurer la paix dans la région. Les troupes de Bagdad stationnent sur une « ligne de front » qui n'a pas bougé depuis neuf mois.

Mais le Memorandum of understanding (MOU), base légale d'accord entre le gouvernement irakien et les Nations unies arrive à échéance fin juin. La négociation pour un nouvel accord se fait sur des bases très préoccupantes. L'essentiel, pour le gouvernement et pour la communauté internationale, semble être aujourd'hui la normalisation politique et, surtout, la reprise des relations commerciales. Les populations civiles et les ONG qui les assistent risquent d'être sacrifiées sur cet autel.

Le Haut Commissariat pour les réfugiés a cessé ses activités d'urgence et passé le relais à l'UNICEF et au représentant du secrétaire général adjoint des UN chargé des affaires humanitaires. Ce haut fonctionnaire ne s'est pas rendu une seule fois dans le nord du pays depuis sa nomination. Quant à la reprise des programmes du HGR

par l'UNICEF, elle est toujours attendue sur le terrain.

Le gouvernement de Bagdad semble avoir trouvé dans cette nouvelle négociation des partenaires plus compréhensifs que l'an dernier. Sa stratégie est désormais assez claire. Elle repose sur 4 points.

1 - Banaliser la situation du Kurdistan et des zones chiites du Sud.

2 - Démontrer que le pays dans son ensemble souffre des sanctions internationales, quitte à faire état de chiffres nutritionnels exagérés.

3 - Refuser l'assistance humanitaire (en particulier celle des ONG indépendantes), mais insister sur la nécessité de lever l'embargo et de reprendre les relations commerciales.

4 - Une fois débarrassé de la présence des témoins gênants que sont les ONG et les observateurs internationaux, procéder à une reconquête « définitive » du Kurdistan.

Assistance impossible

Il est capital de s'opposer à cette évolution et d'en souligner les dangers.

Contrairement à ce qu'affirment les autorités irakiennes, l'embargo est peu sensible dans la plus grande partie du pays. De nombreux moyens existent pour tourner les sanctions et permettre l'approvisionnement, et même l'exportation du carburant.

En revanche, les régions affectées restent celles sur lesquelles continue de peser une menace militaire. C'est le cas au sud dans la région des marais, où ont encore eu lieu la semaine dernière des affrontements sanglants. C'est le cas surtout au Kurdistan, victime, lui, d'un double embargo : celui de la communauté internationale et celui du gouvernement irakien, beaucoup plus violent.

Le spectacle de l'exclusion

Deux nouvelles expositions à l'Arche de la fraternité se répondent « Exclusion » et « Télévisions d'Europe et Immigration ». Celle-ci dure jusqu'au 14 juin et sera prolongée par une programmation quotidienne jusqu'au 28 juin sur six moniteurs dans la galerie Egar-Faure. L'exclusion fait l'exclusion raciale, l'exclusion sociale (incarcération mais aussi chômage et pauvreté) en passant par l'exclusion due à la santé (personnes âgées, handicapés moteurs, handicapés physiques). Pas un domaine de la société qui ne soit touché par l'exclusion des uns ou des autres. Au total, plusieurs millions d'exclus en France. La maladie elle-même n'est-elle pas une exclusion ? Tout cela est sobrement montré et exposé à l'Arche de la Défense avec des bandes sonores qui font entendre des hommes et des femmes qui disent ce que veut dire être exclu. Cette exposition est capitale en soi, elle est une sorte d'alerte maximum contre un état de fait qu'une société comme la nôtre ne peut pas prolonger sans en payer certainement les

dommages. La programmation sur Télévision et Immigration, organisée par l'association « Dialogue entre les cultures », apporte un juste complément. Le choix des organisateurs est de montrer une multiplicité de réalisations tant didactiques que pédagogiques. Ils ont bien fait. Comment parler aux enfants de l'exclusion de ce petit Kurde qui ne parle pas allemand, ou de ce boat-people qui a fait sienne la vie norvégienne ? L'autre intérêt de ce programme est qu'il montre la vie du village africain de Kimboo (FR3), pour faire sentir que « l'autre » a aussi une origine, des racines qui sont d'ailleurs et un pays qu'il a dû quitter contre son gré. Tous ces éléments sont essentiels pour une véritable pédagogie et nous les retrouvons transposés pour adultes dans des magazines spécifique valorisant les cultures d'origine, et favorisant l'intégration. Cette exposition, ces débats et ces émissions, à l'heure d'une prise de conscience mondiale sur l'avenir de notre planète, sont à ne pas manquer.

Philippe de SAINT-CHERON

MSF, qui maintient en Irak une équipe de seize expatriés, est particulièrement au fait des difficultés que rencontrent ces régions et de la nécessité d'y maintenir une assistance humanitaire. Mais, dans un communiqué publié mardi, la coordination européenne de l'association en appelle à l'opinion publique et accuse le gouvernement de Bagdad de vouloir asphyxier progressivement son action. Aucun nouveau visa n'a été accordé pour le renouvellement de ses équipes depuis février; ses responsables locaux sont maintenus en résidence obligatoire dans un hôtel de Bagdad, filés et surveillés constamment.

Peine perdue

L'organisation demande que lui soient donnés les moyens de poursuivre son action auprès des populations civiles. Faute d'en disposer, elle a dû interrompre la semaine dernière ses activités à Bassorah. Les mille enfants de ses centres nutritionnels sont désormais sans assistance.

Dans le nord du pays, l'approvisionnement en médicaments essentiels de près d'un million de personnes dépend de sa présence. Un retrait de cette organisation alors qu'aucune relève nationale ou internationale n'est en vue aurait des effets désastreux sur la population civile. En outre, en privant le Kurdistan de l'assistance et de la protection qu'apportent ses expatriés, ce retrait léverait l'un des derniers obstacles à une offensive contre la région. On risquerait alors de revoir les images atroces de l'hiver 1991 et tous les efforts de ces deux dernières années auraient été peine perdue.

Une telle issue serait, d'autant plus regrettable qu'une solution politique paraît aujourd'hui possible. Les Kurdes ont procédé à l'élection libre d'un Parlement autonome et doivent se doter d'un exécutif avec lequel des négociations seraient, sans doute possibles.

A Soulemaniyeh, Erbil et dans tout le Kurdistan, l'ambiance est celle d'une veillée d'arme. Le calme règne, les visages sont graves. On pourrait dire que l'ambiance est celle de la paix si les ONG n'étaient pas, les unes après les autres, en train de plier bagage et si, à cinquante kilomètres, une triple ligne de canons et de chars ne restaient pointées vers les belles montagnes kurdes jaunies par le soleil d'été.

Le dernier acte de la guerre du Golfe va commencer. Il tient aussi à nous qu'il soit pacifique ou, une fois encore, sanglant.

J.-C. R.

* *Vice-président de Médecins sans frontières, actuellement en mission au Kurdistan irakien.*

L'Humanité- 13 juin 1992

ETAT KURDE DANS L'EX-URSS?

Une soixantaine de délégués kurdes de l'ex-URSS, réunis mardi et mercredi à Latchine (à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan), ont décidé de « rétablir un Etat kurde » en territoire azerbaïdjanais dans le corridor séparant l'Arménie du Nagorny Karabakh. Selon une participante arménienne d'origine kurde qui a tenu à conserver l'anonymat, l'assemblée a élu comme président le leader du Mouvement de libération kurde, Vakim Moustafaïev, en attendant des élections présidentielles qui doivent se tenir le 19 juin. L'Assemblée a, de plus, lancé un appel aux quelque 150.000 Kurdes vivant dans les Etats de la CEI pour qu'ils viennent peupler l'ancien « Kurdistan rouge », une région créée après la Révolution de 1917 avec pour capitale Latchine.

Lyon Matin - 13 juin 1992

Les Kurdes veulent établir un Etat entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan

● Une soixantaine de délégués kurdes de l'ex-URSS, réunis mardi et mercredi à Latchine (à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan), ont décidé de « rétablir un Etat kurde » en territoire azerbaïdjanais dans le corridor séparant l'Arménie du Nagorny Karabakh. L'Assemblée a élu comme président le leader du Mouvement de libération kurde, Vakim Moustafaïev, en attendant des élections présidentielles qui doivent se tenir le 19 juin.

L'Assemblée a de plus lancé un appel aux quelque 150.000 Kurdes vivant dans les Etats de la CEI pour qu'ils viennent peupler l'ancien « Kurdistan rouge », une région créée après la Révo-

lution de 1917 avec pour capitale Latchine. Les Kurdes comptent créer des « détachements d'autodéfense » de leur « indépendance ».

Les délégués ont également décidé d'adopter les symboles, en particulier le drapeau, des autonomistes kurdes d'Iran.

La présidence arménienne a confirmé sans plus de précisions la tenue de cette réunion à Latchine, place-forte azerbaïdjanaise prise par les Arméniens à la fin du mois de mai et qui a permis d'ouvrir la route séparant l'Arménie du Nagorny Karabakh. La création de cet « Etat kurde » tampon en territoire azerbaïdjanais a été démentie par la représentation de Bakou à Moscou.

Midi Libre - 16 juin 1992

IRAK

Front anti-Saddam

■ Des opposants irakiens de divers horizons se rencontreront aujourd'hui à Vienne pour tenter de former un front dans le but de renverser le président Saddam Hussein, qui a survécu à sa défaite dans la guerre du Golfe, l'an dernier. Quelque 150 représentants de 40 groupes d'opposition, dont le leader kurde Jalal Talabani, doivent participer à cette conférence prévue pour durer quatre jours. Premier obstacle à surmonter : le manque de coordination. Les Kurdes, les nationalistes arabes, les chiites ou les communistes défendent en effet d'abord leurs positions.

Vendée Matin - 14 juin 1992

NE PAS OUBLIER LES KURDES

Une mission française revient du Kurdistan irakien. Un élu yonnais s'y trouvait. Il témoigne des difficultés de ces populations combattues par Saddam Hussein. Une conférence publique sera organisée le 22 juin.

M. Yves Rouleau, adjoint au maire de La Roche-sur-Yon, revient du Kurdistan irakien, où il s'est rendu grâce à la Fondation France Liberté, présidée par Danielle Mitterrand, dans le cadre d'une mission d'étude humanitaire.

Il s'agissait d'une petite délégation de six personnes, composée de deux élus locaux, et de représentants d'associations telles que Peuples solidaires, Maison du monde et Ligue des droits de l'homme.

« Aujourd'hui, le Kurdistan irakien demande l'aide de l'opinion publique internationale » déclare M. Yves Rouleau, encore sous le choc de ses découvertes, à travers les champs de ruines, les camps de réfugiés, les maisons reconstruites où s'entassent jusqu'à trente personnes...

« Les Kurdes ont besoin d'eau, d'électricité, d'écoles et de déminage. »

Le lundi 22 juin, à 21 h, au théâtre municipal de La Roche-sur-Yon (entrée libre), M. Yves Rouleau présentera une conférence sur la situation des peuples Kurdes. Un film vidéo et des diapositives seront projetées. Cette conférence se déroulera en présence de M. Bakhtiar Amin, membre de l'institut Kurde de Paris, et de M^{me} Françoise Brié, membre de France Liberté.

Villes rasées

Ce voyage d'observation s'est déroulé du 20 au 27 mai, quelques jours après le déroulement des premières élections libres en Kurdistan irakien. « Un soir que nous étions à Souleymania, principale ville du Kurdistan, le peuple a fait éclater sa joie. C'était des danses, des défilés dans les rues, des tirs d'armes aux balles traçantes... Très impressionnant. »

C'est Massoud Barzani, fils de l'ancien chef de la rébellion Kurde au début du siècle, qui a remporté ces élections. La délégation française a d'ailleurs été reçue par lui.

Les impressions ramenées sont tellement nombreuses que la conférence du 22 juin suffira, sans doute, à peine à les contenir.

« Les destructions de Saddam Hussein avaient débuté

Un élu yonnais en Iran : ne pas oublier les Kurdes

Yves Rouleau, adjoint au maire de La Roche-sur-Yon, revient du Kurdistan irakien où il s'est rendu, grâce à la Fondation « France Liberté », dans le cadre d'une mission d'étude humanitaire. Impressions de voyage.

bien avant la Guerre du Golfe, pendant la guerre Iran-Irak. Quatre mille villages ont été rasés, cent quatre-vingt-dix mille personnes ont disparu, huit cent mille personnes ont été déplacées. »

Une politique de reconstruction a été lancée grâce à trois organisations locales de reconstruction, aidées par les organisations internationales non-gouvernementales.

Les besoins

De simples abris sont construits, ou des maisons où s'entassent trente personnes. « Il n'y a rien dans les pièces. Le soir, on déroule matelas et couvertures. »

Au milieu des ruines de la ville de Sayyid Sadiq, autrefois ville de soixante-dix mille habitants, rasée, s'élèvent les bâtiments d'une école neuve construite par la Fondation Danielle Mitterrand : « C'est une vision totalement irréelle, insolite et symbolique. »

Que dire des conditions sanitaires, sinon qu'elles sont déplorables. « L'hôpital de Diyana n'a ni eau, ni électricité, ni médicaments. Même si l'impression générale est celle de la bonne volonté du personnel médical et para-médical. »

L'inflation atteint des proportions alarmantes : « Le prix du riz a été multiplié par trente-cinq, le litre d'essence par

soixante. »

Le Kurdistan irakien demande son autonomie, le maintien et même l'extension de la présence militaire occidentale (actuellement limitée au nord par le 36° parallèle). « Les femmes Kurdes veulent aussi savoir ce que sont devenus leurs maris, leurs fils disparus. »

Des actions concrètes seront évoquées, le 22 juin, lors de la conférence, comme le parrainage de villes européennes, la construction d'une école, l'aide au déminage, à la logistique de l'eau et de l'électricité, la fourniture d'appareils de reprographie. Les Kurdes ne veulent pas être oubliés par l'Histoire.

B.I.

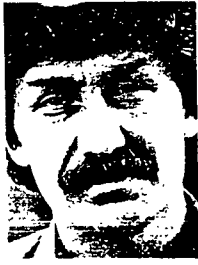


Dans ces maisons reconstruites où vivent trente personnes.

A.R.M. 15 juin 1992

J'AI APPRIS

Joseph Yacoub
Professeur à l'Institut
catholique de Lyon.
Observateur des élections
au Kurdistan pour
la Commission justice
et paix et le CCFD.



Kurdistan L'avenir des chrétiens assyro-chaldéens

Peuple désormais debout, les Kurdes ont, par leur participation massive aux élections du 19 mai 1992 (un million de votants sur trois millions d'habitants) plébiscité la démocratie, la liberté et l'autonomie, et condamné le régime de Saddam Hussein. Ces premières élections démocratiques se sont déroulées dans l'ordre et la calme, tant dans les villes que dans les campagnes. Aucune des deux principales formations politiques, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), n'a obtenu de majorité lui permettant de gouverner les 70% du territoire du Kurdistan sous contrôle kurde (55 000 km²). Elles se partagent cent des cent cinq sièges du Conseil national, réservés aux Kurdes et seront donc obligées d'administrer ensemble le pays.

Quant à l'élection "présidentielle", avec quatre candidats kurdes en présence, Massoud Barzani, leader du PDK, devance d'environ 25 000 voix son rival principal, Jalal Talabani, chef de l'UPK. Un second tour de scrutin est prévu dans deux mois, les deux dirigeants n'étant pas parvenus à recueillir une majorité absolue.

Quelle est la place des chrétiens assyro-chaldéens dans ce choix populaire? En vertu de l'article 22 de la loi adoptée par le Front du Kurdistan d'Irak, le 8 avril 1992, régissant l'élection du Conseil national kurde, toute minorité nationale vivant au Kurdistan (Turkmènes, Arabes, Assyriens...) a le droit de présenter des candidats sur l'ensemble du Kurdistan (1). Le même jour, le Front kurde promulguait un texte propre à la minorité nationale assyrienne (chaldéens catholiques, assyriens nestoriens, syriaques et les autres), réservant cinq sièges des cent cinq au peuple assyrien, représenté par ses candidats élus dans des circonscriptions électorales prévues à cet effet.

Il faut dire que les formations kurdes reconnaissent, dans leurs programmes électoraux, les minorités nationales et religieuses vivant au Kurdistan, mentionnent leurs droits et s'affirment disposées à les garantir. De plus, sur les cent candidats au "Parlement", figurent quelques noms de chrétiens assyriens et chaldéens.

Forts de cette reconnaissance juridique et politique, les assyro-chaldéens ont présenté quatre listes électorales pour briguer les cinq sièges réservés aux 150 000 personnes, membres de leur communauté, demeurant aujourd'hui dans cette zone du Kurdistan.

Quatre sièges ont été attribués au Mouvement démocratique assyrien (ADM), organisation politique combattante, fondée en 1979 dans la clandestinité. Pour cette formation, les Assyriens forment un peuple; elle accorde la priorité à la question nationale et subsequmment à l'aspect religieux. Son programme électoral est en conformité avec les spécificités nationales et culturelles. L'ADM exige la représentation proportionnelle de la minorité assyrienne à tous les niveaux du pouvoir local et central au Kurdistan, appelle à la reconstruction des cent cinquante églises et monastères et des deux cent soixante-quinze villages détruits par Bagdad depuis 1963. Elle se dit prête, en outre, à œuvrer en vue du retour des villageois assyriens ayant fui sous la répression irakienne.

Un autre siège a été attribué à la liste unifiée du Peuple chrétien du Kurdistan qui met l'accent sur l'enseignement religieux et linguistique (l'araméen), la reconstruction des églises, des monastères et des monuments démolis, et la participation des chrétiens au processus de prise de décision.

En ce qui concerne la législation, un progrès indéniable est réalisé et cet acte est perçu positivement par la communauté. Jamais au Moyen-Orient, les assyro-chaldéens n'ont obtenu une telle reconnaissance et n'ont participé, en toute liberté, à une manifestation populaire de cette envergure les reconnaissant dans leur identité nationale et religieuse. D'ailleurs, la joie se lisait sur les visages. Ayant visité plusieurs bureaux de vote, y compris dans les villages reculés, je puis en attester.

Cependant, quelques interrogations demeurent. Quand tout sera rentré dans l'ordre et les nouvelles institutions mises en place, quelle sera la traduction effective de ces droits? Selon la loi régissant ce "Parlement", le député représente «le peuple du Kurdistan d'Irak» (art. 3) et doit prêter serment «au nom de Dieu» pour «préserver l'unité du peuple et de la terre du Kurdistan d'Irak et ses intérêts supérieurs» (art. 47). On peut donc s'interroger sur l'identité de ces non Kurdes qui courent ainsi le risque d'être noyés dans la masse dominante. D'autre part, comment le kurde, érigé en langue officielle du Kurdistan, coexistera-t-il, sans trop de difficultés, avec des langues "minorisées" comme l'araméen? Cette question est d'autant plus importante que la loi en question énonce un principe non suivi de dispositions et dont les contours ne sont pas précisés. D'ailleurs, rien n'est clairement dit sur les droits des minorités. Aussi faudrait-il enrichir les abstractions de notions concrètes correspondant à des situations réelles et vécues.

La reconstruction des églises, des monastères et des communes dévastées et le retour des villageois est considéré comme une tâche urgente. A cette fin, les assyro-chaldéens comptent sur les garanties et l'aide internationale. Néanmoins, la chute démographique ne favorise pas une politique de retour. A présent, réduits à 150 000 individus, les assyro-chaldéens comptaient en 1961, un million de personnes dans cette région qui s'est progressivement vidée de sa population à cause de la politique répressive de Bagdad. Quelle perspective de retour pour cette diaspora rencontrée aujourd'hui dans la capitale irakienne (un demi-million), aux USA (200 000), en Australie (50 000), en Europe (50 000)?

La phase de l'enthousiasme passée, pouvons-nous formuler le souhait de voir se réaliser les revendications des assyro-chaldéens qui, eux aussi, ont énormément souffert et partagent avec les Kurdes un pays qui est aussi le leur? ■

1) Seule la minorité assyro-chaldéenne a présenté des candidats.

Expulsés de l'église Saint-Sever

Les Kurdes à l'hôpital, en attendant...

A 6 h hier matin, les forces de police ont investi l'église Saint-Sever, dans laquelle s'étaient réfugiés les 17 ressortissants kurdes en grève de la faim depuis le 15 mai pour obtenir le droit d'asile.

Après une rapide échauffourée avec une quarantaine de manifestants qui tentaient de s'opposer à l'entrée des forces de l'ordre, les policiers ont interpellé les grévistes et les ont fait transporter en ambulance au CHU de Rouen, à l'hôpital de Petit-Quevilly et à celui d'Elbeuf, où ils ont été placés en garde à vue.

Dans l'après-midi, Pierre Mirabeau, secrétaire général de la préfecture, a indiqué que le préfet devait hier soir notifier à 15 des 17 grévistes un arrêté de reconduite à la frontière. Il s'est en outre déclaré « *déçu devant le jusqu'au boutisme des grévistes* ». « *Nos propositions étaient sérieuses, et elles auraient sans doute abouti à quelques régularisations* ».

Désormais, les ressortissants turcs ont 24 heures pour déposer un recours devant le tribunal administratif. S'il est saisi, ce dernier aura 48 heures pour statuer. Quant aux deux autres grévistes, ils sont en situation régulière.

Bien entendu, l'intervention de la police n'a pas été sans soulever une vive émotion, exprimée par de nombreux représentants d'associations au cours d'un meeting qui s'est tenu vers 19 h place de la Cathédrale. Après que le père Lacroix ait lu un communiqué de l'archevêque de Rouen dans lequel ce dernier désapprouvait l'intervention de la police dans l'église Saint-Sever, M^r Lécésne, avocat des Kurdes et représentant de la Ligue des droits de l'homme, a dénoncé « *l'hypocrisie de la préfecture* ». « *On avait demandé l'engagement qu'ils ne retournent pas en Turquie, où ils seront emprisonnés, il a été refusé. Ces Kurdes font beaucoup parler d'eux, ils sont évidemment repérés par l'ambassade de Turquie en France. Enfin, leurs dossiers pouvaient être réexaminés il y a quinze jours, pourquoi ne pourraient-ils pas l'être maintenant ?* » A la suite du meeting, les participants ont ensuite manifesté en se rendant à la préfecture.

G. L.

La préfecture : une procédure judiciaire de flagrant délit

La préfecture communique :

« Jeudi 18 juin, seize ressortissants turcs ont été interpellés salle Galilée, à Saint-Sever, dans le cadre d'une procédure judiciaire de flagrant délit exercée sous le contrôle du procureur de la République, près le tribunal de grande instance de Rouen.

Une personne en situation régulière, n'a pas fait l'objet d'une interpellation.

Cette procédure intervient après la constatation par le préfet du refus systématique par les membres du comité de soutien et par ces personnes des propositions faites en vue du réexamen individuel de leur situation.

Le mouvement a commencé le vendredi 15 mai. Le collectif de soutien aux déboutés du droit d'asile n'a communiqué les identités des grévistes de la faim que le vendredi 29 mai soit quinze jours après le début de la grève de la faim.

Depuis lors, la préfecture a entamé, en liaison avec le ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique, une étude approfondie des dossiers de chaque personne. Cinq réunions se sont tenues à la préfecture avec les représentants du comité de soutien afin de trouver une solution qui allie respect du droit et humanité. Durant ces réunions, il a été rappelé aux membres de la délégation que d'une part, dans un état de droit, aucune régularisation ne pouvait être engagée à titre col-

lectif, chaque cas s'appréciant individuellement et, que d'autre part le réexamen des situations de chacun était conditionné par la cessation préalable de la grève de la faim.

Outre cette possibilité d'examen au cas par cas lors d'un entretien individuel, la personne pouvant être accompagnée du conseil de son choix et d'un interprète, le préfet a offert deux garanties supplémentaires à ces personnes :

— l'absence de reconduite à la frontière durant le réexamen de la situation de chaque étranger ;

— la possibilité, à titre exceptionnel, de quitter librement le territoire français dans un délai d'un mois en cas d'échec de la procédure de régularisation.

Les propositions de réexamen ainsi que les garanties qui les accompagnaient ont été confirmées dans une lettre adressée par le préfet à chaque intéressé le vendredi 12 juin. Toutes les personnes ont refusé d'accuser réception de la lettre.

Après avoir pris acte de ce refus et étant donné l'opposition systématique aux propositions faites par le préfet, il a été procédé ce matin à l'interpellation des seize personnes dans les conditions prévues par la loi. Elles ont été transférées à l'hôpital pour examen. A l'heure actuelle, les ressortissants turcs font l'objet d'une procédure judiciaire dont on ne peut préjuger du résultat ».

Le M.R.A.P. proteste

La Fédération de Seine-Maritime du M.A.R.P. communique :

« En envoyant les forces de police expulser les Kurdes qui observaient une grève de la faim, le gouvernement français montre son incapacité à régler de façon humaine le problème des demandeurs d'asile.

Le M.R.A.P. proteste vivement contre cette manière de traiter les ressortissants étrangers et envoie immédiatement un télégramme à la préfecture et au ministère de l'Intérieur ».

Enseignants de Wallon

« Les enseignants des écoles Wallon primaires et maternelle de Saint-Etienne-du-Rouvray condamnent fermement cette intervention policière et réaffirment leur soutien aux Kurdes déboutés du droit d'asile et à leur famille ».

Articles sur le même sujet :

Le Soir, 11 juin ; *Le Havre Presse*, 15 juin ; *Le Havre Libre*, 15 et 20 juin ; *Paris-Normandie*, 11, 13, 20 et 22 juin ; *Le Progrès de Fecamp*, 15 juin ; *AFP, Pays d'Auge*, 12 juin ; *Ouest-France*, 12 juin, *Le Parisien*, 10 juin ; *Pays Normandie*, 10 et 15 juin ; *Le Monde*, 19 juin ; *Libération*, 19 juin ; *L'Indépendant*, 19 juin ; *L'Alsace*, 19 juin ; *L'Humanité*, 22 juin ; *L'Echo Républicain*, 19 juin ; *Nice Matin*, 19 juin ; *Yonne Républicain*, 19 juin ; *La Nouvelle République du Centre*, 19 juin ; *Presse de la Manche*, 19 juin ; *Ouest France*, 20 juin 1992. etc.

Le Collectif : une intervention scandaleuse

« Le collectif contre le racisme et pour l'égalité des droits proteste contre l'intervention policière jeudi.

Cette intervention est d'autant plus scandaleuse et inacceptable qu'elle est intervenue alors que les grévistes étaient appelés à répondre aux convocations de la préfecture en vue d'un réexamen individuel de leur dossier jusqu'au vendredi 19 juin inclus.

Les grévistes étaient installés dans le chœur de l'église et, malgré le rappel par le curé de la paroisse de la tradition d'asile des lieux de culte, les forces de l'ordre aidées d'un serrurier ont forcé les portes de l'église.

De nombreux membres du

La L.C.R. : drôle d'Europe

La Ligue communiste révolutionnaire communique :

« Avec la même police aux ordres, la même justice, celle qui blanchit Touvier, la même administration servile, armée d'un arsenal juridique xénophobe qui n'a plus grand chose à envier au régime de Vichy, le gouvernement a célébré à sa façon le 50^e anniversaire de la rafle du Vél' d'Hiv : dix cars de C.R.S. pour les dix-sept grévistes de la faim kurdes de Rouen.

Dispersés dans des hôpitaux, en garde à vue, les déboutés du droit d'asile sont plus que jamais menacés d'être livrés à la dictature turque.

La voilà leur Europe de Maastricht et de Schengen : une Europe où la circulation des travailleurs et les droits des peuples sont soumis aux besoins du capital et au bon droit des Etats, une Europe policière, entourée de barbelés.

La L.C.R. appelle l'ensemble du mouvement ouvrier et démocratique à développer l'action de masse unie, au-delà des bonnes paroles, pour empêcher l'expulsion des dix-sept Kurdes vers la Turquie, pour le respect du droit d'asile.

comité de soutien ainsi que des avocats et les médecins du collectif qui assuraient le suivi médical étaient présents lors de cette intervention policière pour qu'elle se passe dans les meilleures conditions.

Cette mobilisation a permis que les grévistes soient pris en charge par le Samu et hospitalisés dans plusieurs services de la région. Ils sont actuellement

tous en garde à vue.

Le Collectif s'étonne qu'il faille mettre tout un quartier en état de siège pour évacuer 17 personnes sur des brancards.

Cette intervention s'est faite dans l'improvisation la plus totale puisque plus de 3 heures après le début de l'opération certains des grévistes étaient toujours en attente d'un hôpital d'accueil ».

C.F.D.T. : trop de temps perdu

La C.F.D.T. communique :

« Depuis le 14 mai, dix-sept Kurdes sont en grève de la faim à l'église Saint-Sever à Rouen, pour obtenir la régularisation de leur situation.

Ils réclament un droit fondamental : le droit d'asile politique en France pour échapper à la répression qui les menace en Turquie.

Depuis trente-six jours, les autorités ont répondu par le mépris à leur juste demande. Elles ont laissé se dégrader la situation et l'état de santé des grévistes.

Hier, la préfecture a fait intervenir la police pour les expulser

de l'église où ils avaient trouvé refuge.

La C.F.D.T. dénonce l'intervention policière.

Il y a eu trop de temps perdu, la C.F.D.T. exige des autorités (préfecture, ministère) la régularisation des dix-sept grévistes de la faim de Rouen.

La C.F.D.T. réaffirme son soutien total aux camarades kurdes jusqu'à la satisfaction de leur juste revendication.

La C.F.D.T. appelle ses adhérents et la population à renforcer la solidarité avec les dix-sept déboutés du droit d'asile ».

Les grévistes de la faim kurdes de Rouen refusent les propositions de la préfecture de Seine-Maritime

Les 17 grévistes de la faim kurdes de Rouen ont refusé les dernières propositions faites par la préfecture de Seine-Maritime et achevaient, dimanche, leur 32^e jour de grève de la faim, ont indiqué leurs proches.

A la suite d'une nouvelle intervention du comité de soutien aux déboutés du droit d'asile, la préfecture avait indiqué, vendredi, qu'elle continuait à conditionner le

réexamen individuel des dossiers des grévistes de la faim à la cessation préalable de leur mouvement.

Mais elle avait également offert comme « garanties » aux grévistes de la faim de ne pas entreprendre de reconduite à la frontière durant la période de réexamen et qu'en cas de non régularisation, un délai d'un mois serait offert à l'intéressé pour qu'il « quitte librement le territoire français ».

Quinze Kurdes de Rouen expulsés

La préfecture de Seine-Maritime devait notifier hier soir un arrêté de reconduite à la frontière à quinze des seize Kurdes de nationalité turque interpellés à Rouen alors qu'ils poursuivaient dans une église une grève de la faim pour obtenir l'asile en France.

Cet arrêté sera transmis aux intéressés, placés en garde à vue dans différents hôpitaux de la région de Rouen. Cette décision est susceptible d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de 24 heures. S'il est saisi, ce dernier a 48 heures pour statuer.

Le seizième kurde interpellé bénéficiera d'une « régularisation exceptionnelle » pour des raisons « humanitaires » car il séjourne en France depuis six ans, a précisé la préfecture. La police était intervenue dans l'église Saint-Sever de Rouen pour interpellier les grévistes. Cette décision a été prise parce « la situation était complètement bloquée » du fait du refus des Kurdes d'accepter « un réexamen individuel » de leur cas, précise la préfecture.

L'intervention des forces de police qui s'est déroulée vers 6h jeudi matin a été immédiatement réprouvée par les autorités religieuses et le comité de soutien mis en place à l'initiative de différentes organisations politiques et syndicales de gauche. Elle s'est produite alors que ces réfugiés en situation irrégulière entamaient leur 36^e jour de grève de la faim.

Dans la sacristie de l'église Saint-Sever où ils poursuivent leur mouvement, les Kurdes affichaient, hier, leur volonté de continuer leur mouvement « jusqu'à la régularisation de la situation de tous ». De son côté, le collectif de onze médecins contrôlant leur état de santé fait état de certains « symptômes inquiétants » et estime que de « très graves accidents de santé peuvent se produire ».

Le Nouveau Quotidien — 17 juin 1992

**B R E V E S
P L A N E T E**

TURQUIE

**COMBATS ENTRE KURDES
ET ARMÉE**

Douze rebelles kurdes et trois militaires turcs ont été tués lundi soir et mardi lors d'accrochages entre forces de l'ordre turque et rebelles kurdes dans le sud-est anatolien.

PRIX ZAZA

**JEAN-CLAUDE BUHRER
RÉCOMPENSÉ**

Le Prix Nouredine Zaza, qui récompense chaque année un journaliste dont le travail a contribué à sensibiliser l'opinion publique à la cause kurde, a été attribué à Jean-Claude Buhner, correspondant du Monde en Suisse.

LE COURRIER — 17 juin 1992

**TURQUIE. Onze rebelles kurdes
tués par l'armée**

● L'armée turque a répliqué mardi à une attaque menée par des séparatistes kurdes sur le poste de Sirkak (sud-est), faisant 11 morts. Les séparatistes avaient attaqué le poste en utilisant d'armes automatiques et de roquettes, tuant un soldat. Au cours de la contre-offensive, les soldats ont tué onze Kurdes. AP

Le Monde — 19 juin 1992

□ Le prix de l'Institut kurde décerné à Jean-Claude Buhner. — Le prix Nouredine Zaza, attribué chaque année par l'Institut kurde de Paris, à un journaliste de la presse francophone ayant contribué à sensibiliser l'opinion publique à la cause des Kurdes, a été décerné cette année à notre correspondant en Suisse Jean-Claude Buhner. Les précédents lauréats ont été successivement Antoine Bosshard, du Journal de Genève, Bernard Langlois de Politis, Marc Kravetz de Libération et Jean Gueyras du Monde.

Coop Presse - Basel — 17 juin 1992

Jean-Claude Buhner honoré

Vendredi 19 juin dernier, le Prix Nouredine Zaza a été décerné au journaliste Jean-Claude Buhner, en récompense "de la rigueur et de la fidélité avec lesquelles, depuis vingt-cinq ans, il a informé les lecteurs de Coopération en particulier, sur la réalité du peuple kurde."

Créé en 1989 par la famille de Nouredine Zaza (qui s'est battu jusqu'à sa mort en 1988 pour défendre la cause des Kurdes), conjointement avec l'Institut kurde de Paris "afin d'encourager les journalistes à ne pas oublier ce peuple méconnu de l'histoire ce prix d'une valeur de Fr. 1000 est attribué pour la cinquième année consécutive, dont les précédents lauréats ont été: Antoine Bosshard, du "Journal de Genève", Bernard Langlois, de "Politis", Marc Kravetz, de "Libération" et Jean Gueyras, du "Monde."

Rappelons que Jean-Claude Buhner, qui est correspondant en Suisse du journal "Le Monde", rédige la chronique de politique étrangère de "Coopération" depuis 1966. Il est aussi l'auteur de plusieurs ouvrages, dont le dernier "D'Asie et d'ailleurs" écrit avec son épouse, Claude B. Levenson.

Toutes nos félicitations à notre collaborateur.

Jean-Claude Nicolet

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, JUNE 17, 1992

Saddam Stronger Now Than a Year Ago, U.S. Intelligence Asserts

By Elaine Sciolino

New York Times Service

WASHINGTON — Despite stringent economic sanctions and diplomatic isolation, President Saddam Hussein of Iraq is stronger now than he was a year ago, according to a classified intelligence report that will be presented to President George Bush and his chief aides.

The interagency report, known as a National Intelligence Estimate, concludes that Mr. Saddam has begun to rebuild some of his country's infrastructure by importing goods from Jordan in violation of the UN-mandated sanctions and by tapping into hidden Iraqi reserves, said administration officials familiar with the report.

It also states that he is trying to reconstitute his military and is strengthening his political base by imposing more repressive measures on his population.

On the other hand, the report says that as long as the sanctions are in place, living conditions for most people in Iraq will continue to worsen and pressures on Mr. Saddam will increase.

The conclusions of the report reflect a change in nuance rather than a radical departure from previous intelligence analyses about Mr. Saddam's position.

Soon after the Iraqi leader suppressed rebellions by Kurds in the north and Shiite Muslims in the south, the CIA concluded that he could remain in power for years.

At the time, some senior White House, Pentagon, and State Department officials were portraying Mr. Saddam as getting weaker by the day.

"This is not a flip-flop in our thinking, but more a question of degree," an administration official said in describing the report.

"The main point is that Saddam is still there, and we expect him to stay. It used to be that people were saying that the sanctions were making him weaker. They're not saying that any more. He is clearly stronger than he was a year ago."

When asked last week about Mr. Saddam's ability to survive, James R. Lilley, the assistant secretary of defense for international security affairs, said: "As long as he's able to get his hands on enough stuff to buy off his cronies, the Republican Guard, his chances of staying in power are pretty good." He added: "From what I've seen recently, it doesn't look like he's going to fall any time soon."

The report, which reflects the thinking of CIA and other intelligence agencies, is scheduled to be distributed to Mr. Bush and senior officials this week.

Its timing is particularly embarrassing for Mr. Bush, who has had to defend his administration's conciliatory policies toward Iraq before its invasion of Kuwait against both Democratic critics in Congress and Ross Perot, who have accused him of appeasing Mr. Saddam and leading the United States into a war that might have been avoided.

One factor that has enhanced Mr. Saddam's

position is the widespread smuggling of construction materials, industrial, electrical and communications equipment, spare parts and luxury goods to Iraq from Jordan in violation of economic sanctions imposed soon after the August 1990 invasion of Kuwait. Intelligence officials also suspect illegal shipments of military-related equipment.

Under rules set up by the Security Council, Jordan sends large amounts of food and medicine to Iraq through its port at Aqaba and overland across its 100-mile (160-kilometer) border with Iraq.

Iraq has been allowed to set up a number of exporting offices in Amman, and satellite photos show virtually no large buildup of truck traffic at the border, indicating that

Jordan is doing little or nothing to stanch the flow of goods across the border, intelligence officials said.

Iraq is believed to have drawn on reserves from secret foreign bank accounts and sales of gold reserves to pay for the embargoed goods, senior UN officials say.

Mr. Bush is said to be particularly distressed at the scale of the smuggling, particularly because he received a pledge from King Hussein during his visit to the White House in March to abide by the international sanctions.

The CIA is seeking an additional \$40 million in fiscal 1993 for its covert program to overthrow Mr. Saddam, but there is serious disagreement there over the wisdom of a program that may have little chance of success.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, JUNE 24, 1992

Iraq: Plenty of Smoke

As even administration officials now concede, President George Bush's attempt to domesticate Saddam Hussein by giving him arms was bad policy. But was it a crime? Congressional hearings may shed more light on this question. Internal government memos suggest that American firms shipped technology to Iraq that could have been used to manufacture missiles and biological, chemical and nuclear arms. These shipments may have skirted the law, and the license records may have been criminally doctored. And Iraq may have diverted U.S. aid intended for other purposes to buy arms. There is also an underlying constitutional issue: Did the administration try to circumvent Congress? Given the gravity of these questions, hearings may not be enough. Congress would be amply justified in urging the attorney general to appoint an independent prosecutor.

During the Iran-Iraq war, the United States cynically helped arm both sides, but Baghdad was the main beneficiary. It got some arms via third-party transfers and manufactured others from U.S.-made dual-use equipment that the Commerce Department licensed for export. Licensing records, according to an internal Commerce Department memo, may have been doctored.

Iraq also got credits from the Export-Import Bank and the Commodity Credit Corporation. Mr. Bush, then vice president,

helped convince the Ex-Im Bank to put aside its doubts about Iraq's creditworthiness. Iraq may have used these credits to buy pesticides to use in chemical weapons.

As president, Mr. Bush continued to believe that he could bring Saddam Hussein around. He knew that Iraq had two pressing needs, aid and arms. In an effort to make Iraq dependent on the United States rather than on other countries, Mr. Bush decided to provide help. Although Iraq was too strapped to qualify for credits, the administration waived normal financial requirements. Providing military assistance was more problematic, since it would require congressional approval or notification.

At that point, the memos suggest, the administration resorted to the device of issuing licenses to U.S. firms to export materials to Iraq and allowing Iraq to divert commodity credits to pay for them. That would avoid having to notify Congress. The administration could have tracked the transactions because U.S. intelligence agencies had ties to some of the banks and exporters involved.

So far, the evidence that the administration was playing an extralegal game is circumstantial. But there is enough of it to warrant a thorough investigation to determine whether U.S. officials knowingly allowed the Iraqis to divert aid to arms — and if so, on what authority.

— THE NEW YORK TIMES.

Libération — 19 juin 1992

IRAK

L'opposition irakienne s'émancipe à Vienne

Réunis depuis mercredi, les adversaires de Saddam Hussein tentent de s'entendre loin de leurs tuteurs habituels, Damas, Riyad ou Téhéran.

Vienne, envoyé spécial

Le précédent conclave, en mars 1991, s'était déroulé à Beyrouth, à l'ombre des chars syriens et des milices du Hezbollah. Aujourd'hui, ce sont des militaires autrichiens qui patrouillent le long du Danube. Pour la première fois, les adversaires de Saddam Hussein se réunissent à l'abri de toute influence étrangère. Une indépendance peu appréciée par Téhéran, Damas et Riyad qui se disputent le rôle de tuteur de l'opposition irakienne.

Mollahs, chefs de tribus sunnites en keffieh et en abaya doré, peshmegas kurdes arborant le pantalon bouffant ceinturé d'une écharpe, hommes d'affaires en costume, islamistes, ex-communistes, anciens dirigeants baasistes, Assyriens... Toutes les tendances politiques, religieuses et ethniques de la diaspora irakienne étaient représentées. Soit quelque 150 délégués, rassemblés depuis mercredi à l'hôtel Scandic, un palace viennois en bordure du fleuve. Mais les Etats proche-orientaux, en ne parrainant pas cette rencontre, ont provoqué de nombreuses défections. Beyrouth avait été le sommet de la réconciliation. Au lendemain de la guerre du Golfe, chefs religieux chiïtes, dirigeants communistes et montagnards kurdes constituaient un front uni contre Saddam Hussein. Mais malgré leurs engagements proclamés pour la démocratie, ils n'étaient pas parvenus à obtenir le soutien des Etats-Unis. Washington craignait, en appuyant ces forces disparates — il existe près d'une soixantaine de partis irakiens en exil — de provoquer une révolution intégriste au sud de l'Irak et, au nord, l'avènement d'un Etat kurde indépendant.

Quinze mois après, aucun coup d'Etat, longtemps attendu par les Américains et les Saoudiens, n'est venu déposer Saddam Hussein. Le

soulèvement du printemps 1991 a échoué. Le Kurdistan, doté le mois dernier d'un Parlement démocratiquement élu, dispose d'une indépendance *de facto*. Et les opposants espèrent enfin gagner la confiance des Occidentaux.

« Cette conférence coïncide avec un tournant de la politique occidentale à l'égard du régime irakien », affirme Hoscyar Zebari, numéro deux du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani. « L'Ouest est arrivé à la conclusion que Saddam au pouvoir met en danger, non seulement la stabilité régionale, mais l'intégrité territoriale de son pays. » Une opposition enfin rassemblée, indépendante et garantissant l'unité de l'Irak, peut donc, selon lui, obtenir aujourd'hui la faveur des Américains, des Britanniques ou des Français. « Pour moi, le fait que l'Arabie Saoudite, la Syrie et l'Iran soient opposés à cette rencontre garantit notre crédibilité », insiste Kenaan Makiya, auteur, sous le nom de Samir Khalil, d'un des meilleurs ouvrages sur le régime baasiste, *la Machine infernale*.

Mais encore faut-il que cette opposition soit représentative. En s'émancipant, le cercle, constitué à Beyrouth, s'est resserré. Le Parti communiste irakien du docteur Abbas, devenu, avec l'effondrement du bloc socialiste très proche de la Syrie, n'a pas répondu à l'invitation. « Mais il ne représente plus rien. C'est un force du passé », assène l'un des organisateurs de la conférence, Ahmed Chalabi, homme d'affaires. Hafez el-Assad a aussi fait décommander les baasistes pro-syriens, tel le général Hassan Naqqib, ancien chef d'état-major, ou des nationalistes nassériens.

Surtout, les organisations islamiques chiïtes, qui sont toujours basées à Téhéran, manquent à l'appel. L'hod-

jatoleslam Mohamed Baqer al-Hakim, le président du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRII), tout en se déclarant favorable à la rencontre, selon Ahmed Chalabi, s'est excusé car « les puissances régionales n'avaient pas donné leur bénédiction ». Le groupe al-Dawa, qui a essayé au moins sept fois de tuer Saddam Hussein, a également refusé de venir.

Enfin, les Saoudiens prépareraient une nouvelle conférence, chez eux cette fois, pour le mois d'août. Un sous-secrétaire d'Etat américain, David Mack, aurait néanmoins « applaudi » l'initiative. La conférence doit former une délégation qui fera la tournée des capitales occidentales. L'enjeu est de taille. Washington a l'intention, selon l'*International Herald Tribune*, de mettre d'ici à 1993, 40 millions de dollars à la disposition des opposants au régime baasiste. Ces derniers réclament également une partie des avoirs irakiens en Occident, gelés depuis l'invasion du Koweït.

Pour devenir crédible, cette fois auprès de la résistance intérieure, l'opposition doit quitter son exil. « Il existe 75000 kilomètres carrés de terres libérées du joug de Saddam Hussein », a déclaré à la tribune un professeur de droit, Hassan Chalabi. « Utilisons ce territoire comme base de notre action pour renverser le régime. » Mais les Kurdes savent qu'une telle mesure reviendrait à déclarer la guerre à Bagdad. Aussi demandent-ils en échange de solides engagements sur les droits futurs du Kurdistan, garantissant à tout le moins la loi d'autonomie de 1970.

Une méfiance soulignée à la tribune par le président de l'Union patriotique du Kurdistan, Jalal Talabani. « Je vous le dis avec beaucoup de tristesse. Quand le monde entier se mobilisait en faveur du peuple kurde, les Arabes se sont contentés d'être de simples spectateurs (...), la plupart des nations et des partis nationalistes arabes se sont rangés aux côtés de la dictature irakienne durant ce génocide. » Après les fiançailles conclues à Beyrouth, les Kurdes veulent aujourd'hui un contrat de mariage en bonne et due forme.

Christophe BOLTANSKI

Saddam Must Go, and Ozal Isn't the Problem

By Flora Lewis

MARMARIS, Turkey — The CNN news showed Saddam Hussein, resplendent with medals and gracious smiles as he received some equally bedizened dignitaries, and the voice-over reported the latest CIA assessment from Washington. The Iraqi dictator, it said, is more securely in power than he was a year ago.

Then the Turkish news reported another attack by the Kurdish Marxist guerrilla group PKK, an ambush of a bus killing seven passengers. The report said that 265 people had been killed in fights with the PKK in the last month.

The two situations are connected, but intricately, not at all as Washington makes it appear when it warns of Turkish sensitivities about the Kurds.

Turkish Kurds have been oppressed for a long time and they are restive, as are Kurds in the neighboring countries they inhabit — Iraq, Syria, Iran, the former Soviet Union.

President Turgut Ozal of Turkey, recuperating at his summer bungalow near here from a prostate operation in Houston, points out that there has been a change in Turkey's policy, at last recognizing Kurdish ethnicity, permitting use of the language and according ethnic rights. Estimates of the number of Kurds in this country of 58 million range from 8 million to 10 million. There are many intermarriages, and long assimilation.

But, and this is the important point, the Iraqi Kurds who are seeking autonomy are not opposed by Turkey. Jalal Talabani, one of their two main leaders, was in Ankara last week to urge Turkish renewal of permission for U.S. forces to protect Iraqi Kurds from air bases in Turkey. Mr. Ozal said it will be granted.

The president recalled that when Saddam Hussein used chemical warfare against Kurdish villages in 1988, just after the Iran-Iraq War, Turkey opened its border and accepted 65,000 refugees.

After the Gulf War, when Iraqi Kurds, inspired by Bush administration rhetoric, rose against Saddam, more than 500,000 fled to the Turkish mountains to escape Baghdad's wrath. Poignantly relayed by television, their distress led to the establishment of the protected zone in Iraq. But nothing has been done toward settlement.

The Iraqi Kurds, who maintain the goal of autonomy in a democratic Iraq and not independence, are part of the Iraqi opposition that is still trying to catch Washington's eyes as the only decent and tolerable alternative to Saddam's regime. The opposition is composed of Shiites, Sunnis, even former army officers, as well as Kurds. Of course the spokesmen are all in exile. None would survive Saddam Hussein's terror inside Iraq, and some key figures have been murdered abroad.

But Washington keeps ignoring them as irrelevant. Meanwhile, it began leaking word of an impending big operation to dump Saddam. That was more than three months ago, and nothing happened. Washington then revealed that counterfeited Iraqi money had been pumped into the country to undermine the regime. Now it admits that Saddam is still firmly in charge, although draconian UN sanctions have caused severe shortages of food and medicine. Ordinary people hurt badly, not the regime.

The explanations offered for this peculiar policy, a sibling if not a twin of the pro-Saddam policy up to the invasion of Kuwait on Aug. 2, 1990, is that the obvious alternative of backing democrats would destabilize the region. Iran would control Iraq's Shiite majority, it is said, although the Arab Shiites fought for their country against the Persians for the eight years of the Iraq-Iran War.

It is said that Turkey cannot stand the idea of Kurdish autonomy in Iraq because it would stir new demands from its own minority and lead to a regional coalition to carve up borders for an independent Kurdistan. Anyway, the argument goes, those people would not know what to do with democracy. Not so, says Ankara.

Now it is time to listen to Mr. Ozal. He said to me: "I told President Bush before [that] the Iraqi Army could be defeated in three days. One more day and Saddam could be defeated. If you sent an armored division up the road to Baghdad, 100 miles away, Saddam would have fled the country when it was halfway there. Why was the war stopped?"

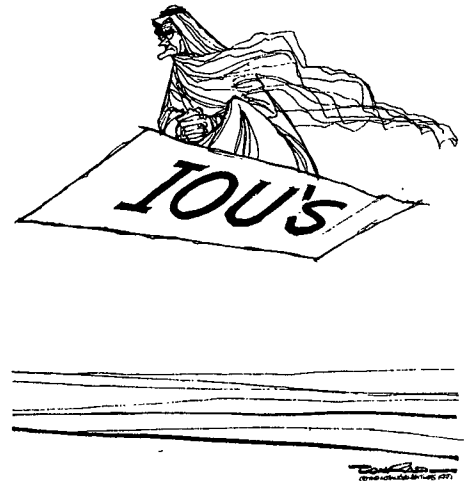
"When it was finished, I said to [Secretary of State James] Baker that the solution for Iraq is a democratic regime. He didn't believe it, he said they're not capable. Now I think I've been proved right; it is necessary to have a weak army. It is still a possibility. The UN should force such a regime on Iraq."

Why does the United States, which listens eagerly to Turkey on countering fundamentalism in Central Asia, refuse its advice to support democracy in Iraq? I suspect because it is listening to Saudi Arabia. The Saudis would like to see Saddam replaced, but with a clone, another minority military dictator.

American and Saudi interests are parallel on some things, but not on this. The issue is not democracy versus oil, democracy versus peace. Status quo is not stability.

The United States should not pretend that it is protecting Turkey from a democratic neighbor, which it would prefer. Saddam must go. The connection between Saddam and the PKK is most of all a cynical illusion. America could do better.

© Flora Lewis.



Midi Libre — 23 juin 1992

TURQUIE

Combats meurtriers dans les provinces kurdes

■ Vingt rebelles kurdes et cinq soldats turcs ont été tués hier lors de l'attaque d'un poste militaire à la frontière turco-iranienne, près d'Youksekova, dans le sud-est de la Turquie. Par ailleurs, cinq civils ont été tués et quatre autres enlevés dimanche par des combattants du Parti des travailleurs kurdes (PKK) qui ont attaqué le village d'El-masirti, province de Bingol. Il s'agit des affrontements les plus meurtriers depuis le début du mois dans le sud-est de la Turquie. Il y a eu 770 morts depuis janvier.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SATURDAY-SUNDAY, JUNE 20-21, 1992

Iraqi Opposition Chiefs Join to Confront Saddam

By Jonathan Randal

Washington Post Service

VIENNA — Independent Iraqi opposition leaders set up institutions here Friday for a future constitutional, democratic and pluralistic government in Baghdad amid appeals to the United States and other governments for help in overthrowing President Saddam Hussein's dictatorship.

Braving hostility from Baghdad as well as rival opposition groups in Iran, Saudi Arabia and Syria, participants at the newly formed Iraqi National Congress also overcame deep differences between its Kurdish and Arab wings that had threatened to abort the three-day meeting.

More than 170 delegates voted to set up a 87-member general committee and smaller executive and

leadership committees to direct efforts to topple the Baghdad regime with hoped-for Western support.

For the first time the Iraqi opposition also favored operating from inside northern Iraq, which for the last 15 months has been effectively free of Baghdad's control because of U.S., British and French air cover for the Kurds.

Echoing the sentiments of many delegates, Ahmad Chalabi, a moving force behind the conference, said: "If the U.S. wants to assist the Iraqi people in removing Saddam through their own efforts, the Bush administration now has a representative body of Iraqi opposition to deal with."

Conference sources said they hoped to send a delegation to Washington and other Western capitals to enlist support for what a

spokesman, Laith Kubba, hailed as a "turning point" in the opposition's long record of failure.

But first, they said, a delegation would go to Turkey to reassure Ankara that Iraqi Kurds were firmly committed to a united Iraq and opposed to a separate state bordering on Turkey's volatile southeast, where Kurds there are waging an increasingly violent war for independence.

Such a strategy, the sources added, could increase institutions' acceptability in Washington.

The Bush administration is known to be concerned about Turkish suspicions that the United States and its European allies are encouraging Kurdish separatism in Iraq.

In a departure from previous noncommittal — and sometimes

hostile — attitudes toward the Iraqi opposition, the administration in the past week repeatedly signaled its support for the Vienna meeting, and on Friday it sent a junior diplomat to attend the final session. A senior British official has been in attendance throughout.

Opposition leaders here have made no secret of hopes of receiving U.S. financing. They specifically called for unfreezing some Iraqi assets to help topple Mr. Saddam and provide food and medicine for humanitarian purposes inside Iraq.

Demands by the Kurdish minority for the principle of self-determination to be recognized were accepted only after heated opposition from predominantly Shiite Islamic and some Arab nationalist delegates.

Libération, 20 juin 1992 (même sujet, La Croix, 23 juin)

Un front anti-Saddam fait un programme commun

Des opposants au régime de Saddam Hussein, réunis à Vienne, sont parvenus hier à former un exécutif commun et à s'entendre sur un programme.

Un front anti-Saddam Hussein rassemble enfin les Kurdes, les Arabes démocrates et les islamistes modérés. Hier, à l'issue de trois jours de débat, les quelque cent soixante-dix délégués réunis dans la capitale autrichienne, ont réussi à former un exécutif commun et à s'entendre sur un programme. Cependant, on ne peut pas encore parler d'une union de l'ensemble de l'opposition irakienne, les principaux mouvements chiites ayant décidé de bouder ce congrès fondateur.

Les opposants au régime de Bagdad — anciens généraux de l'armée irakienne mis à la retraite, peshmergas, mollahs, baasistes devenus pro-syriens, ou démocrates réfugiés en Occident — étaient jusqu'à présent divisés,

incapables d'offrir une alternative crédible au régime de Saddam Hussein. Ils étaient de plus ballottés entre Damas, Téhéran et Riyad, chacune de ces capitales jouant un mouvement contre un autre au gré de ses intérêts du moment. Mais aujourd'hui, les différentes composantes de cette opposition disposent enfin d'une structure « unie et débarrassée de toute influence étrangère », s'est félicité l'un des organisateurs de la réunion, Leith Kubba, un ingénieur exilé à Londres (voir Libération de vendredi).

Les participants ont désigné hier une assemblée générale composée de vingt-quatre islamistes, vingt-cinq libéraux nationaux, seize Kurdes, deux Turkmènes et un chrétien assyrien. Ce mini-parlement devait élire dans la soirée un exécutif qui comprendra sept membres. Les absents du congrès, notamment le Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRI) et El-Dawa — les deux principaux partis islamistes chiites —, pourraient se voir attribuer des sièges ultérieurement. Les organisateurs n'ont en effet pas perdu l'espoir de rallier ces deux mouvements exilés à Téhéran. Même si le Conseil suprême

de la révolution islamique en Irak a renouvelé jeudi, dans un communiqué publié à Beyrouth, son opposition au congrès de Vienne.

Le statut futur du Kurdistan irakien, coupé du reste du pays depuis plus de quinze mois, a suscité les débats les plus houleux. Les dirigeants kurdes voulaient que cette conférence, basée cette fois sur une « libre association », soit « l'occasion de redéfinir les liens historiques » qui existent entre la montagne kurde et Bagdad. En face, les islamistes et les nationalistes exigeaient de leurs voisins du Nord l'engagement que l'intégrité du pays serait préservée. « Les Kurdes ne recherchent pas seulement l'autonomie, mais la séparation avec l'Irak. Cela nous ne pouvons pas l'accepter », dénonçait Mohammed el-Badri, membre d'un « bloc islamique » basé à Riyad, en Arabie Saoudite.

Le texte final, adopté par soixante-douze voix contre soixante-sept, reconnaît au peuple kurde « le droit à l'autodétermination », mais « pas à la sécession », et dans le cadre de « l'unité nationale irakienne ».

Christophe BOLTANSKI

Avanti! Dom. Lun., 21 e 22 Giugno 1992

Il vertice dell'opposizione irachena a Vienna

Uniti ma divisi contro Saddam

Tra curdi e sciiti intesa lontana

Mirella Galletti

Si è concluso con un nulla di fatto il Congresso nazionale iracheno che nei giorni scorsi a Vienna doveva porre le basi di un'azione comune dell'opposizione irachena.

Questo risultato era prevedibile fin dalla vigilia, malgrado la presenza di oltre 200 rappresentanti del Fronte del Kurdistan iracheno e di decine di gruppi di opposizione si scarsa rilevanza. Le assenze hanno avuto un peso determinante, malgrado la presenza di personalità curde di primo piano del Fronte quali Gialal Talabani, segretario generale dell'Unione Patriottica del Kurdistan (UPK) e di Hoshwar Zibari, rappresentanti in Europa del Partito Democratico del Kurdistan (PDK).

Il documento programmatico del Congresso conteneva tutti gli elementi affinché venisse rigettato in blocco dalle forze laiche e islamiche dell'opposizione irachena non legata al movimento nazionale curdo.

Le assenze sono state più pesanti di macigni.

Tradizionalmente l'opposizione irachena poggia su: curdi, sciiti capeggiati dal Consiglio Supremo della Rivoluzione Islamica in Irak (SAIRI) di cui è leader Muhammad Bakr Al-Hakim con base a Teheran, laici rappresentati dal Partito Comunista Iracheno (PCI) e dai bathisti filosiriani con base a Damasco.

Al Congresso non hanno messo piede né il SAIRI, né i bathisti filosiriani, né il PCI. Dal documento programmatico emergono le chiavi di lettura di questa presenza di distanza delle forze dell'opposizione non curda. Tutti sono d'accordo per l'abbattimento del regime di Saddam Hussein, sulla necessità di un'azione comune e di un comando politico unitario, sull'appello ai militari affinché abbandonino il regime

di Saddam per stare a fianco del popolo, sull'appello agli Stati arabi, mediorientali e internazionali affinché non riconoscano più alcuna legittimità al regime bathista.

Il IX punto ha indubbiamente scatenato le ire dell'opposizione non curda, in quanto sancisce che l'Irak è costituito dalle due principali comunità nazionali: quella araba e quella curda e che la costituzione di un Irak libero deve decretare l'unità volontaria allo Stato con la garanzia per il popolo curdo di poter ricorrere all'autodeterminazione. L'autodeterminazione è un eufemismo per indicare l'indipendenza del Kurdistan. Finora in tutti i documenti precedenti siglati dall'opposizione irachena era sempre fatto unico riferimento alla indivisibilità dello Stato iracheno e all'inviolabilità delle frontiere, clausola molto rilevante in quan-

to vengono bloccate le spinte indipendentiste curde.

Risulta quindi evidente che il documento è stato pesantemente elaborato dal Fronte che attualmente gode di una posizione «privilegiata» rispetto alle altre forze dell'opposizione. Il Fronte controlla oltre il 60% del territorio curdo grazie alla presenza della forza di pronto intervento multinazionale che è di stanza in Turchia sotto l'egida dell'ONU. Le elezioni tenute un mese fa nel «Kurdistan libero» hanno sancito la legittimità del Fronte e una sorta di Stato nello Stato, in bilico tra l'autonomia e l'indipendenza.

L'opposizione curda si trova quindi in una situazione di forza rispetto alle altre organizzazioni dell'opposizione irachena ed ha cercato di forzare la mano in un momento in cui gli altri gruppi sono estremamente indeboliti. Nelle elezioni in Kurdistan il PCI è stato vistosamente battuto, ottenendo solo il 2% dei voti. Inoltre, presentandosi come un partito con forte preponderanza curda, ha indispettito i comunisti iracheni non curdi.

Il SAIRI dipende fortemente da Teheran e attualmente centinaia di migliaia di sciiti sono assediati dalle truppe di Saddam nelle paludi del sud del Paese.

In questa situazione è emersa in maniera eclatante la diversificazione degli obiettivi dei diversi gruppi.

L'unità dell'opposizione irachena è stata rimandata ad occasioni più propizie quando tutte le forze in campo saranno più disponibili sia al dialogo che al compromesso.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE - June 27, 1992

Kurd Rebels Said to Slay 10 At Turkish Village Mosque

Reuters

ANKARA — Rebel Kurds killed 10 worshippers at a mosque in southeastern Turkey, and five villagers died in a land-mine blast, the Anatolian news agency reported on Friday.

It said about 30 gunmen from the Kurdish Workers Party drove men from a mosque in Yolac village in Diyarbakir Province late Thursday. The rebels tied their hands and made them lie down before shooting them with automatic weapons, it said. Three persons were wounded in the incident, the latest in a series of reported party attacks on civilian targets this month.

Officials in the southeast said a tractor carrying villagers to work hit a mine planted by the Kurdish party near Tepe village in Sirnak Province, killing 5 and wounding 10.

A senior military official, who asked not to be named, said the party had switched to civilian targets because it had suffered heavy losses in assaults on military border posts.

FRA0482 4 I 0213 FRA /AFP-WC21
Irak-humanitaire
MSF contraint de quitter l'Irak

PARIS, 25 juin (AFP) - L'organisation humanitaire Médecins sans Frontières (MSF) a annoncé jeudi qu'elle était contrainte de quitter l'Irak suite au refus du gouvernement de Bagdad de renouveler les visas de séjour de ses membres.

L'organisation non gouvernementale précise cependant qu'elle a décidé de poursuivre "dans la clandestinité" ses actions dans le nord du pays, auprès des Kurdes. 15 volontaires de MSF y assurent le bon fonctionnement de dispensaires et hopitaux de campagne.

MSF, qui opérait en Irak sous contrat avec le HCR, a dû retirer 4 personnes de Bassorah au sud et 2 responsables de Bagdad. "MSF souhaite que les Nations Unies fassent preuve de détermination dans la poursuite des actions humanitaires entreprises sur l'ensemble du territoire, en particulier dans le nord du pays et dans la région de Bassorah", affirme un communiqué de MSF.

L'Irak refuse pour le moment le renouvellement d'un accord avec l'ONU arrivant à expiration le 30 juin et autorisant la présence de quelque 400 "bérêts bleus" au Kurdistan et de plusieurs fonctionnaires internationaux dans le pays, afin de surveiller la distribution de l'aide humanitaire et de prévenir toute reprise des combats au nord de l'Irak.

pjt/bmk

AFP 251841 JUN 92

Journal du Dimanche 21 juin 1992

Le restaurant du dimanche

Connaissez-vous la cuisine kurde? Elle plonge ses racines dans la tradition orientale, elle est variée et savoureuse, très proche de l'exquise cuisine turque riche en légumes et viandes ou poissons grillés.

Un modeste estaminet des Halles, le **Dilan**, propose un éventail de plats et de recettes issues au Kurdistan, mitonnées par un authentique cuisinier kurde qui a tenu les fourneaux du **Palet**, une bonne table d'Istanbul.

Tout commence par le yaourt nature et par la soupe de lentilles ou de légumes (20 F). Puis c'est le tarama qu'on tartine sur le pain blanc, le beurek, ce feuilleté diaphane au fromage si fragile, délicate mise en bouche. Avant les boulettes de viandes farcies.

Les poissons ignorés, c'est la viande présentée en brochettes (kebabe) grillées d'agneau, de

boeuf ou de poulet qui forment le centre du repas. L'agneau juste saisi peut aussi être accommodé d'une sauce épaisse au fromage blanc qui comblera les affamés. Piments, ail, tomates, concombres font escorte à tous les plats (45 F).

Les patrons sont généreux, souriants et serviables. Le décor est dépouillé, avec aux murs des toiles figuratives kurdes. Bernard Kouchner est un fidèle de cette adresse secrète qui mérite une visite. Très courte carte des vins de France, dont un petit bordeaux de 89 (grande année) à 60 F. Le rouge du Kurdistan, le buzbag, fruité et séveux, doit être bu frais, comme un gamay. Addition très honnête, 150 F en moyenne. Réserver le soir, surtout le dimanche, pour le dîner.

Dilan, 11-13, rue Mandar, 2^e. Tél. : 42-21-46-38. Ouvert dimanche soir.

Le Courrier — 24 juin 1992

ANATOLIE

Choc meurtrier entre Kurdes et militaires

Plus de 40 personnes tuées en deux jours de combats entre villageois et l'armée turque.

Plus de 40 personnes, militaires, combattants kurdes et villageois, ont trouvé la mort dans l'est et le sud-est anatoliens depuis dimanche, a-t-on appris de sources officielles mardi à Ankara. Vingt combattants kurdes et six gendarmes turcs ont été tués lundi matin lors d'une attaque kurde contre le poste frontalier de Perihan selon la super-préfecture de Diyarbakir. Cette dernière est responsable de 13 provinces sous état d'urgence depuis 1987 dans l'est et le sud-est anatoliens, région à majorité kurde.

Dimanche soir, cinq villageois, dont un milicien kurde progouvernemental «protecteur de village», ont été abattus par des inconnus à Elmasirti, au sud-est du pays, selon l'agence semi-officielle turque Anatolie. (ATS)

Desert Scam : Not One Mobile Scud Launcher Was Destroyed

By Mark Crispin Miller

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, JUNE 25, 1992

BALTIMORE — Those who watched the Gulf War on CNN will recall the general jubilation and relief when, shortly after 10 P.M. on Jan. 16, 1991, all that good news came pouring in: Iraq's airfields, wrecked, the Republican Guard decimated, no coalition casualties — and the Scud missile sites "destroyed." Wolf Blitzer told us, "by the U.S. fighter aircraft that went into Iraq in the initial assault."

Viewers who thrilled to those reports may recall their shock and dis-

'There's a little argument in the community as to how much damage we did in this film,' Schwarzkopf said.

appointment a day later when it turned out that the Scuds had not been disabled after all — seven of them having just smashed into Tel Aviv, Haifa and other sites in Israel.

While that missile assault seemingly took no lives, it did shake the confidence of American viewers and caused a crisis in Israel and Washington. Any retaliation by Israel may have shattered the U.S.-led coalition. And so to keep Israel out of the war and to reassure viewers at home, the Pentagon undertook an air campaign — "Counter-Scud" — to destroy Iraq's remaining Scud launchers.

The campaign soon yielded gladdening news. On Jan. 20, General Norman Schwarzkopf, commander of the U.S. forces in the Gulf, announced that "we have managed to destroy all of their fixed sites, 30 fixed sites" — a claim he soon repeated. He also reported that "as many as 16 mobile launchers," of an estimated 20, had been destroyed. With the bombing of the 30 fixed sites, this brought the total of destroyed launchers to 46.

Additional reports of the destruction of mobile launchers, issued by U.S. military briefers from Jan. 30 to Feb. 27, added up to total victory, and then some: Of the 50 Scud launchers (30 fixed, 20 mobile) Iraq was said by General Schwarzkopf to have had when the war started, 81 had reportedly been wiped out by the war's end.

All those upbeat claims must make the truth now seem incredible. In fact, U.S. forces did not destroy a single mobile launcher.

"No mobile Scud launchers were destroyed during the war," said Scott Ritter, a former Marine Corps captain and now a ballistic-missile analyst with the United Nations Special Commission charged with supervising

the destruction of Iraq's weapons.

The U.S. forces were not much more adept at wiping out Iraq's fixed-site launchers. After the war, the commission determined that Iraq had possessed 28 fixed-site launchers, not 30. Of those, two were in such pristine condition that, according to Douglas Englund, the commission's director for operations and a colonel in the U.S. Army, they were gleaming as if freshly painted. Of the remaining 26, 14 were only slightly damaged. Thus Central Command actually destroyed only 12 fixed-site launchers.

Counter-Scud did virtually no damage to the Scuds themselves. Aside from five nonoperational missiles that were bombed in storage, and those fired during the war, Iraq's Scuds remained unscathed. "All evidence indicates," said Mr. Ritter, "that no missiles were destroyed by allied bombing during the war."

Perhaps the most glaring instance of military invention came on Jan. 30 when General Schwarzkopf supervised a briefing from Riyadh. Describing the destruction of Iraq's Scud missiles, he turned to Brigadier General Buster Glosson, a principal architect of the air war, to present "some film that I think will speak for itself."

Poised before a large TV monitor with the legend "Mobile SCUD Destruction 28 Jan 91" glowing on the screen, General Glosson began as if pitching a screenplay: "I will put you in the cockpit of an F-15E for an air-to-ground sortie, and ... let you look into the night sky of Iraq as we are attacking mobile Scuds."

The monitor showed grainy footage of a long white highway and then a closer shot of seven small, dark objects beside the road. The dark images were "erector launchers — mobile Scuds," General Glosson said. "There are a total of 11 vehicles in this area and all these are already loaded with Scud missiles." There was then a billowing fireball and then another, which the general replayed in slow-motion, "so you can actually see the bombs impacting."

"There's a little argument in the community as to how much damage we did in this film," added General Schwarzkopf. "The minimum damage we did on the 11 vehicles has been confirmed. We have knocked out at least three mobile erector launchers, four Scud missiles on Scud-servicing vehicles and three more Scud-servicing vehicles.

"The other possibility is that we knocked out as many as seven mobile erector launchers in just that one strike. ... I have a high degree of confidence that we're getting better and better at our ability to find them [the Scuds] and — I think this tape speaks for itself — in our ability

to find them and destroy them."

It made for great television. But while the footage was authentic, the presentation was sheer fantasy. According to an allied military analyst, who insisted on anonymity, those bombed targets were not Scud launchers but field trucks, probably smuggling fuel from Jordan. The pilots thought the trucks looked suspicious — three had been driving with their lights out — and vaporized them with precision-guided munitions and cluster bombs.

Right after the bombing, Lieutenant General Charles Horner of the air force brought the videotape to a top-level military meeting in Riyadh. Here took place what General Schwarzkopf called "a little argument in the community as to how much damage we did." That argument did not, however, concern the number of bombed launchers, as the general implied, but the more important question of whether the targets had in fact been Scud launchers at all.

According to the military source, who participated in the meeting, two specialists — an expert on Scuds and a photo analyst — insisted that the F-15Es had bombed several trucks. Because of what this source calls the generals' "wishful thinking," the dissenters were overruled — and several other analysts supported the official view. "When you've got a three-star air force general, whom you work for, telling you, 'God damn it! These are Scuds!', you have a tendency to say, 'Yes, sir.'"

The dissenters were soon vindicated. The disputed tape was sent on to a U.S. intelligence agency, which used computers to enhance the images. And, said the source, the agency reported back that the vehicles were indeed trucks. "But because General Schwarzkopf had gone on national TV and said that they were destroyed Scuds, the official line never changed."

In managing viewers' vision of the war, the military used television with new sophistication. Although the camera did not lie, its eerie revelations were distorted by expert speakers.

The story of Counter-Scud — like the deaths from "friendly fire," the Iraqi killing fields and the actual failures of the Patriot missile — suggests that the Gulf War was not the high-tech triumph the government concocted. It was instead a victory for overpowering force and well-aimed propaganda.

The writer, professor of media studies at The Johns Hopkins University, is author of the forthcoming "Spectacle: Operation Desert Storm and the Triumph of Illusion." He contributed this comment to The New York Times.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, JUNE 25, 1992

Saddam and UN Head for Clash on Aid

By Paul Lewis

New York Times Service

UNITED NATIONS, New York — A new confrontation appears to be looming between President Saddam Hussein and the Security Council as a result of a threat by Iraq to expel at the end of this month about 1,000 United Nations officials working there.

The UN humanitarian relief coordinator, Jan Eliasson of Sweden, had planned to leave for Baghdad on Tuesday night in an 11-hour effort to persuade the authorities there to extend the agreement, expiring next Tuesday, under which about 500 UN aid workers are delivering assistance to needy Iraqis protected by a similar number of UN guards.

But Mr. Eliasson postponed his trip at the last minute after Iraq said it was not ready to receive him. The Iraqi authorities had assert-

ed earlier that this year-old agreement is now unnecessary, implying that they did not want to see it extended any further and that the UN personnel must leave next week.

The United States, Britain and France, the three principal partners in the armed coalition that defeated Iraq in the Gulf War, all want the UN to maintain its presence in Iraq as does a majority of the Security Council, diplomats said.

They argued that the United Nations still has an important humanitarian mission to accomplish, particularly among the Kurds in the northern part of the country, who are suffering from an economic embargo imposed by Baghdad, as well as among the Shiite Muslims in the south, where military activities continue.

The 500 lightly armed UN guards, who

have established posts around much of the country, also provide a ready flow of information about domestic conditions in Iraq, and their presence may deter further attacks by the Iraqi Army against the Kurds and Shiites.

■ Saddam Scorns UN

Mr. Saddam said the UN and the Security Council had no more credibility because of the embargo imposed on Iraq, Reuters reported from Baghdad.

"The United Nations and the Security Council have lost their value. They have become names without meaning," Mr. Saddam said in remarks published in Wednesday's newspapers. "They lost all credibility when the United States started imposing its will on them."

Missile Expert Says U.S. Failed to Destroy Iraq's Scud Mobile Launchers

By Eric Schmitt

New York Times Service

WASHINGTON — Contradicting assertions by U.S. military commanders during the Gulf War a missile expert working for the United Nations says U.S. aircraft failed to destroy any of Iraq's mobile launchers for Scud missiles.

In an article printed Wednesday on the Op-Ed Page of The New York Times, Scott Ritter, a former U.S. Marine Corps captain, who now is a ballistic-missile analyst with the UN commission supervising the destruction of Iraqi weaponry, is quoted as having said: "No mobile Scud launchers were destroyed during the war."

Mr. Ritter's remark is in an article by Mark Crispin Miller, a media studies professor at Johns Hopkins University and author of a forthcoming book on the Gulf War. (Page 6.)

Within the military and U.S. intelligence agencies, there are sharp disagreements over the effectiveness of the anti-Scud campaign carried out by aircraft and special assault units on the ground.

The U.S. Air Force and Special Operations Command insist that they destroyed many Scud missiles and mobile launchers. Intelligence agencies, relying largely on satellite photographs, do not confirm such destruction.

Since the end of the war, the military has significantly revised the glowing performance records of weapons like the Patriot anti-missile missile, inviting criticism that the Pentagon misled the public to win support for its war effort.

Much of what military briefers presented, particularly in the early days of the war, consisted of combat reports by troops in the field. These were not examined closely until the fighting ended.

The Op-Ed article in The New York Times cites several statements by high U.S. military officers during the war indicating success against the Scuds.

General H. Norman Schwarzkopf, the coalition commander, said on Jan. 20, three days after the air war started, that "30 fixed sites"

and "as many as 16 mobile launchers" — out of Iraq's total of 20 — had been destroyed.

Mr. Miller said UN officials, in 13 inspections beginning in June 1991, determined that only 12 fixed sites had been destroyed.

The military determined already during the war that Iraq did not fire Scuds from the fixed sites.

U.S. officers, defending their assertions of success, said that UN inspectors visited Iraq at least four months after the war and, in most cases, were shown only what the Iraqis wanted them to see.

The officers said the anti-Scud campaign had suppressed missile firings.

At a Jan. 30 briefing, General Schwarzkopf said that 11 vehicles carrying Scuds were bombed. According to an interview with an allied intelligence analyst, Mr. Miller said the targets were probably carrying fuel, not Scuds.

U.S. commanders said after the war that hundreds of planes had been diverted from other combat missions to search for the Scuds largely to head off Israel from entering the war.

Israeli military action against Iraq, it was felt, would have threatened the unity of the U.S.-led coalition, which included Arabs.

Surrendering Kurds offered free pardon

INTERIOR Minister Ismet Sezgin chose a meeting in the troubled southeastern area of the country to announce plans to pardon Kurdish guerrillas who renounce violence.

At a weekend rally in the town of Mus, Sezgin said: "We are going to enact a new law. The state will pardon all those who want to escape from this quagmire and return to the light."

More than 3,800 people have been killed in fighting since the outlawed Kurdish Workers' Party (PKK)



began pressing for an independent state in the southeast in 1984.

Sezgin said the state would defeat terrorists within the framework of respect for human rights, law and democracy.

"If they insist on committing terrorist acts with foreign support, they will never get anywhere," he said. "No one is a match for the state."

Bargaining chip: Premier Suleyman Demirel told Armenian President Levon Ter-Petrosyan that ties between the two countries hinge on Armenia's peaceful relations with Azerbaijan.

Demirel, who outlined Turkey's position on the matter when he met the Armenian leader in Rio de Janeiro at the closing of the Earth Summit, said: "It is impossible for the Armenians to acquire territory through the use of force."

"Good relations with Turkey are only possible if they are at peace with Azerbaijan," he said. He

added that his government had turned down an Armenian request for the establishment of diplomatic ties, but did not say when the request was made.

Foul play: Three people were killed and 20 injured in a brawl after a local football match in the city of Manisa in western Turkey on Sunday.

Police detained 16 people after members of the rival Uckan and Ozdemir families attacked each other with knives and clubs. Seven of the injured fans were reported to be in a critical condition.

In the pipeline: Turkey and the former Soviet republic of Kazakhstan plan to open talks on building a pipeline from Kazakh oilfields to terminals at Doryol on Turkey's Mediterranean coast.



Fighting chance: PKK guerrillas are battling Turkey for an independent Kurdish state.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, JUNE 26, 1992

Iraq: The System Punishes Scam Plus Cover-Up

By William Safire

WASHINGTON — On Oct. 13, 1989, a young Foreign Service officer sent a memo to his bosses warning of multiple investigations into the corrupt diversion of U.S. grain money for Saddam Hussein's nuclear bomb.

Two weeks ago, in preparation for a hearing of the House Judiciary Committee considering the need for a special Iraqgate prosecutor, that FSO, Frank Lemay, asked for a State Department copy of his memo and was surprised to see a cover note that had been attached: "Not in the system."

That meant that somebody at State saw the significance of his red-hot warning at the time and restricted the distribution.

Why was the report withheld from normal channels? Because somebody knew that Secretary James Baker wanted to speed another billion dollars in backdoor foreign aid to Saddam, under the improper guise of grain guarantees, and it was important to suppress internal discussion of the spreading scandal.

Little details of bureaucratic deception like that form a mosaic of cover-up: first, in State perverting the use of Agriculture's farm export guarantees; second, in Commerce doctoring documents to mislead Congress; finally, in the Department of Justice delaying prosecution of a huge Iraqi fraud.

At the Judiciary Committee hearings this week, the crusty chairman, Jack Brooks ("Been reading your hokum for years, but you're on to something here," he tells me), laid part of the groundwork for requesting a prosecutor not beholden to Justice.

President Bush has resisted sending high-level officials to testify; but on Tuesday the White House wisely notified relevant departments to respond to Judiciary's request for documents, sending copies to the National Security Council to keep the president one jump ahead of surprises.

At the hearing, a misfeasant Commerce Department inspector general sought to minimize or justify some 60 alterations of documents — changing the word "military" to "commercial," for example — digging that department into a deeper hole.

Chairman Brooks put into the record a letter from Atlanta's U.S. District Court Judge Marvin H. Shoob calling for a special prosecutor in the long-botched Lavoro Bank case — in which Federal Reserve oversight also broke down.

The judge, a Sirica type, wants the local bank manager pleading guilty to come clean, naming officials and companies who profited from his Iraqi scam. But a prosecutor sent from Washington arranged a last-minute plea bargain reducing the counts from 347 to 60 and permitting months more of his silence. Judge Shoob told the lawyers that he suspects "an effort here to extend the sentencing hearing until after the elections."

The Criminal Division chief, Robert Mueller, informs me that the judge's letter complaining about this last-minute shuffle is "inaccurate." But Justice's own submission to the committee about the Lavoro case is unintentionally damning.

In January of 1990, with U.S. funds flowing to Iraq, the Atlanta prosecutor Gale McKenzie was ready to bring an indictment against Lavoro's local manager, revealing his corruption by Iraq and not

focusing on the bank headquarters in Rome. But that would have ruined the Bush-Baker backdoor financing of Saddam. Justice's Mr. Mueller sent a man down to Atlanta with a different theory of the case: that the Italians at bank headquarters were the real villains, and we shouldn't be so beastly to the Iraqis.

That obfuscation successfully delayed indictment by one full year. Finally, when Desert Storm was over, Washington let Ms. McKenzie indict, largely on her original theory. As Justice admitted this week, "we concluded that the essential purpose of the scheme was to benefit Iraq — not BNL or the Italian government."

Stupidity or venality? A majority of the committee thinks that the long delay and the current silencing by Justice cannot be investigated by Justice. I think a request for independent counsel will be voted; if Attorney General William Barr, to protect his colleagues, pretends to find no credible evidence for seeking court-appointed counsel, we will have the impeachment of a misfeasant attorney general.

That's the system, which works. Nobody puts on a cover sheet: "Not in the system."

The New York Times.

The Financial Times - June 26, 1992

Turks to debate air cover for Kurds

By John Murray Brown in Ankara

THE Turkish parliament is today to debate whether to renew the allied air umbrella which has been vital for the security of the Iraqi Kurds.

The count is expected to be close, despite calls to extend air cover from Mr Suleyman Demirel, the coalition prime minister, and a recommendation from the National Security

Council on Tuesday. Under the present agreement, US, French and British fighter aircraft based at a Turkish-US base 310 miles from the Iraqi border police the skies over northern Iraq to protect Kurds from Iraqi military attack.

Together with the Kurdish Pesh Mergas guerrillas, the allied air threat has been the main deterrent to President Saddam Hussein since western forces left northern Iraq last July. Their departure followed a relief operation to establish safe havens for the Kurds after the Gulf war.

The allied presence is credited with preventing a repeat of last year's refugee exodus, which is still Ankara's main concern and persuaded Turkey to back allied moves to set up the "safe haven".

Turkish nationalists on both

the conservative and left wings remain opposed to the presence of any foreign troops on Turkish soil. The Social Democratic Populists (SHP), now the junior coalition partners, spoke against the accord when it was introduced during the former Motherland party government. "We didn't ask them to come here," said Mr Erdal Inonu, the deputy prime minister and SHP leader. "Nevertheless we will be responsible for the consequences."

When the protocol was rolled over last December, Mr Demirel said it would be for the last time. The prime minister also promised any decision would depend on parliament's sanction, whereas previously the government used special powers granted during the Gulf crisis.

Iraq's Game Won't Fool The UN Eye

By Gary Milhollin

WASHINGTON — With little fanfare, the United Nations has dramatically increased its effort in Iraq to detect stockpiles and production sites of weapons of mass destruction still hidden by Saddam Hussein's regime in Iraq.

The United Nations has begun unannounced helicopter flights to suspected sites for the first time in the effort to decapitate the mass-weapons complex. The intensified inspections were initiated because inspection teams are running out of intelligence leads and time and still have not found all of Iraq's nuclear, chemical, biological and missile sites.

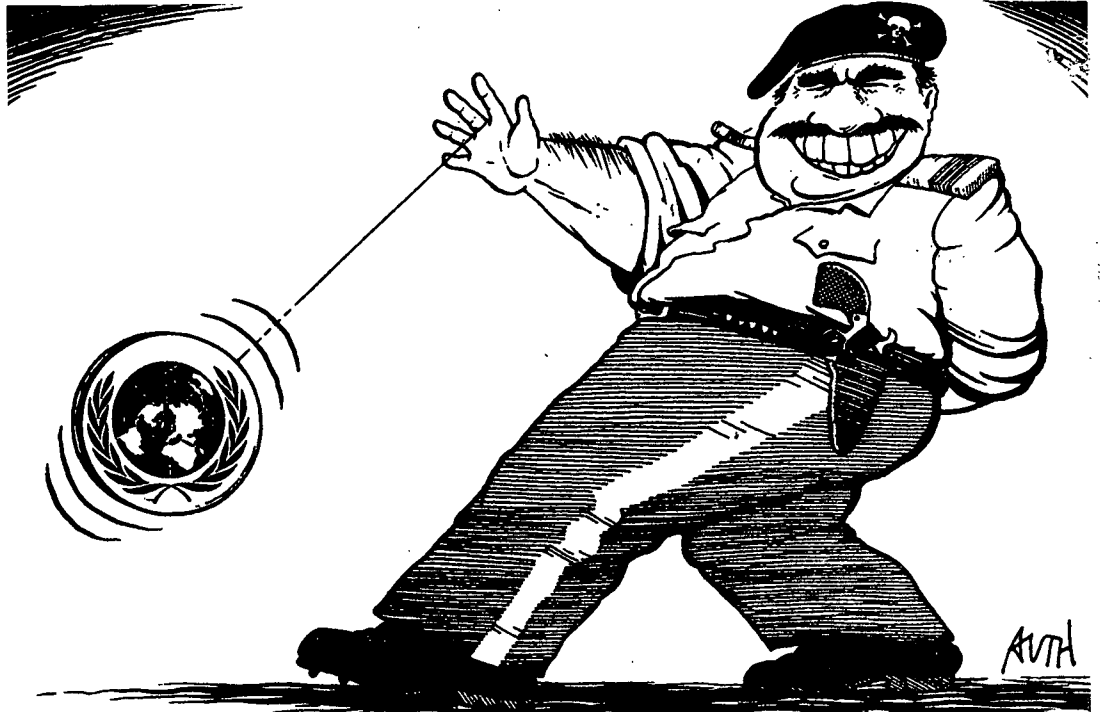
The inspectors' success has always depended on intelligence, such as a defector's tip or a satellite photo. But as Iraqi concealment has intensified, such leads have dried up. A UN official told me he'd send in a team every week if he could, but that he didn't know where to tell them to go.

And as the visits yield ever more meager results, pressure is building within the United Nations to stop looking for new sites and simply monitor what has been found.

The International Atomic Energy Agency, which visits the sites the United Nations designates, is part of this pressure. Maurizio Zifferero, who leads the IAEA's Iraq visits, says: "Practically the largest part of Iraq's nuclear program has now been identified. Probably what is missing is just details." But Rolf Ekeus, who heads the UN inspection effort, disagrees. He has said that vital parts of the nuclear program are still to be found.

UN inspectors believe Iraq has built an undetected experimental array of centrifuges called a cascade to purify uranium to weapons grade level. The inspectors are also looking for missiles. They know that of the 819 Scud missiles Iraq bought from the Soviet Union, 487 were fired in battle, used in tests, or otherwise destroyed, including 93 fired in the Gulf War. But Iraq refuses to reveal launch records, so the overall number of expended rockets cannot be verified. The CIA is known to believe 200 or more Iraqi Scuds are still hidden.

Part of the cause for concern is the recent belief in Washington that despite Pentagon claims of having destroyed numerous mobile Scud launchers and support vehicles, it is now thought that U.S. Air Force fighter-bombers failed to bomb any Scud missiles during Desert Storm's air campaign. Neither UN inspectors nor Pentagon spokesmen can now confirm that a single operational



Iraqi Scud was hit by an American bomber. U.S. pilots did destroy some fixed Scud launchers in the desert, but no missiles were near them.

The UN inspectors are also looking for a second Iraqi missile, the Badr-2000, better known as the Condor 2. It can fly 600 miles, three times farther than the Scud, and is big enough to carry nuclear warheads. UN inspectors report finding the factory where the first stage was built but have no information about second stage or guidance system production.

Egypt and Argentina, which joined with Iraq to develop the missile in the 1980s, could shed light on the program, but inspectors say they have received no help.

Chemical weapons also are a worry, but the inspectors found that Iraqi nerve gas was only 2 percent to 7 percent pure (by comparison, U.S. gas is over 90 percent pure) and degrades rapidly. But U.S. intelligence sources say the making of biological weapons, which unlike lethal chemical weapons can be produced in small spaces without elaborate apparatus, may already have resumed at sites the United Nations has not visited since last summer. There are also thousands of buildings and bunkers in Iraq that have never been inspected.

Invasive new inspection tactics attack such problems. The plan's advocates envision inspectors living in Baghdad semi-permanently, instead of the customary periodic arrivals on two days' notice. From there they can make daily helicopter flights to suspected weapons sites, rendering concealment and manufacture difficult.

Only two or three inspectors have moved to Baghdad, with more likely to follow. UN officials worry about ques-

tions of control and logistic support. The United Nations now has secure telephones, so New York managers can talk to inspectors in the field. But the inspectors have complained that Iraq's electronic bugging makes secure communications impossible.

The Bush administration wants the United Nations to set up a secure office complex near an Iraqi airport, with support personnel for a score or more inspectors and rooms shielded from bugging. The United Nations has moved 35 German airmen and their helicopters to Baghdad, enough to keep several inspectors flying every day. "The Iraqis," said an inspector, "really hate the helicopters."

U.S. officials say that a score of inspectors in Baghdad could saturate the few areas where there is enough industrial infrastructure for Iraq to mount a major missile or nuclear production. The theory is that continuous inspection would force Iraq to move equipment — and be detected.

Thus, Saddam Hussein could be convinced that continued resistance to the inspections will only prolong the embargo for nothing.

Iraq still rejects the Security Council resolutions requiring full disclosure and long-term monitoring of its mass-weapons programs. Baghdad recently filed what it called "full, final and complete" disclosure, but the inspectors found little new in it. They are certain there is a lot more to be found.

The writer is director of the University of Wisconsin Law School's Wisconsin Project on Nuclear Arms Control. He contributed this comment to The Washington Post.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, JUNE 30, 1992

ACP - Agence Centrale de Presse - A.C.P. - Agence Centrale de Presse - A.C.P. - Agence Centrale de Presse -

ACPO90 PR:03 IGN W TELEX
BREVES

327

ACP/TELPRESSE

Paris, 26 juin

Turquie: prolongation de l'état d'urgence en région kurde
Le Parlement turc a voté vendredi la prolongation de l'état d'urgence dans les territoires à prédominance kurde, dans l'est et le sud-est de l'Anatolie, pour une période de quatre mois. Ces dernières années, près de 4 000 personnes auraient été tuées lors des combats entre les forces gouvernementales et le Parti marxiste des travailleurs kurdes (PKK). 223 parlementaires turcs ont voté en faveur de l'extension, et 37 ont voté contre. Des parlementaires du parti d'opposition de la Mère Patrie et du parti pro-islamique du Bien-être se sont abstenus.

Le Monde - 29 juin 1992

TURQUIE

Les forces alliées autorisées à rester six mois de plus

Pour la deuxième fois, le Parlement turc, en accord avec le gouvernement, a prolongé de six mois, vendredi 26 juin, la durée de stationnement des forces alliées sur son territoire, dans le cadre de l'opération « Provide Comfort » destinée à assurer la protection des populations kurdes du Nord irakien, a indiqué l'agence de presse turque semi-officielle Anatolie. Cette force multinationale, en particulier aérienne, est stationnée sur la base aérienne turco-américaine d'Incirlik (près d'Adana, dans l'Est)

depuis le retrait des forces alliées du Nord irakien.

D'autre part, la même agence rapporte que, dans le sud-est anatolien de la Turquie - où des séparatistes kurdes, essentiellement du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), de tendance marxiste-léniniste, mènent une guérilla, - un groupe de rebelles a tué à la mitraille dix personnes après les avoir fait sortir de la mosquée de leur village. Cinq autres civils ont trouvé la mort en sautant sur une mine. - (AFP, Reuter.)

HUNGER FOR FAMILY

On 4th June the seven remaining Kurdish Alevi asylum seekers ended their hunger strike. 62 Kurds began the hunger strike on 1st May, a continuation of a previous 17-day strike. The hunger strike was primarily aimed at persuading the Home Office delays to allow their families to join them quickly, and also to reduce the delays in determining their asylum applications.

Refugee Council Director Alf Dubs, who visited the hunger strikers on two occasions, raised their grievances with the Home Office. Some concessions have been made. Charles Wardle, the

Immigration Minister, agreed that children in Turkey whose parents are both in Britain would be given leave to enter the country on compassionate grounds. He also promised to look at outstanding applications, and to look "with urgency" at all applications dated back longer than 18 months.

The Refugee Council will continue to press the Home Office to act on the concerns raised by the hunger strikers. It has long made representations to Government ministers that people with Exceptional Leave to Remain should be given a right to quick family reunion.

exile - June '92 n° 60

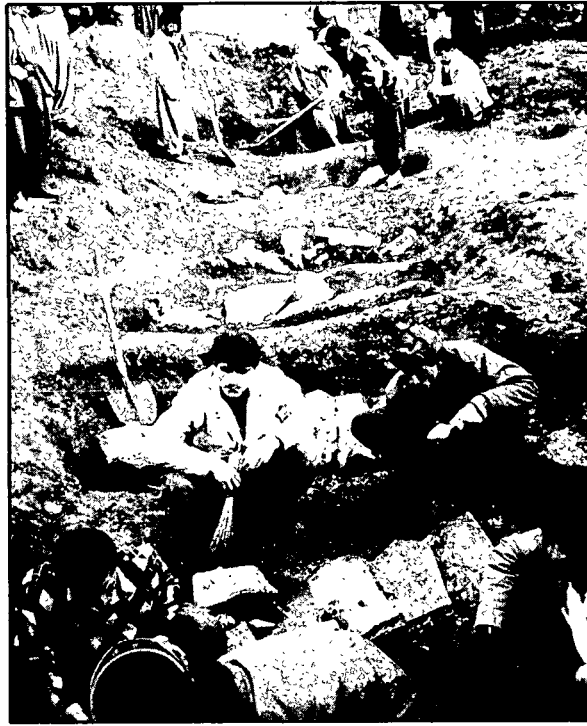
Iraq: Forensic Team Assists in Uncovering Crimes Against Kurds

The Iraqi government called it the "Anfal," and when the secret campaign ended in the late 1980s, tens of thousands of Kurds had disappeared. Now, a growing body of evidence suggests that many of the "disappeared" were executed and buried in both single and mass graves in northern and southern Iraq.

PHR and Middle East Watch, in a week-long mission to Iraqi Kurdistan in late December 1991, documented scores of incidences of government-sponsored killings and hasty burial and have published a 41-page report of the horrors of the Anfal campaign. "*Unquiet Graves: The Search for the Disappeared in Iraqi Kurdistan*" describes the brutal repression of the Kurds by Saddam Hussein and the ruling Ba'ath Party and calls on the United Nations to ensure further investigation.

In the aftermath of the Gulf War in March 1991, Kurdish resistance fighters liberated military and government installations in Northern Iraq and began to uncover evidence of the atrocities. The Kurdish "peshmerga" fighters recovered thousands of documents detailing abuses carried out by military intelligence units and the secret police over the last two decades. In the files, the peshmerga found long lists of the disappeared and political prisoners executed or killed under torture and evidence that nearly 4,000 Kurdish villages had been forcibly evacuated. The discovery of the files—including videotapes and photographs of executions—coupled with gravediggers now free to tell their stories and the Kurds' unearthing of dozens of mass graves, suggests that human rights abuses in Iraq during the Anfal were of an immense scale.

The mission team included Clyde Collins Snow, a forensic anthropologist



Hundreds of Kurds gather as the forensic team begins unearthing unmarked graves in Sulaymaniyah's Sawyan Cemetery.

and consultant to the Medical Examiner's Offices of Oklahoma City, Oklahoma, and Cook County, Illinois; Burney B. McClurkan, an archaeologist with the Arkansas State Highway and Transportation Department; Karen Burns, a forensic anthropologist at the Center for Archaeological Sciences, University of Georgia; and Eric Stover, a consultant to PHR and Human Rights Watch.

In Iraqi Kurdistan the team interviewed relatives of the disappeared, former political prisoners, Kurdish investigators and political leaders.

The team also interviewed a 15-year-old boy who claims to have survived a massacre of forcibly-uprooted Kurds in Southern Iraq—and whose testimony may point to the fate of the tens of thousands of the disappeared.

In Sulaymaniyah, the team uncovered physical evidence, took testimony, and were given photographs that

attest to the use of torture and the existence of executions in that city's two police stations. At the city's secret police headquarters, large steel hooks from which detainees were hung during torture sessions were still present. On the outskirts of Sulaymaniyah, at the Emergency Police Headquarters, five tires filled with cement mark the spot where hundreds of people were reportedly executed. Prisoners, blindfolded and with their hands tied behind their backs, were strapped to poles planted in the cement and shot.

At the Sawyan Cemetery in Sulaymaniyah, the team interviewed a 63-year-old gravedigger, Sadik Essa, who said that he had buried nearly 600 persons killed by Iraqi police between 1985 and 1989. With Essa's assistance, the team exhumed four graves. Forensic anthropologists Snow and Burns documented signs of violent trauma in two

of the dead—gunshot wounds to the head. A third skeleton was identified as a woman who had allegedly been strangled to death in secret police custody. Similar evidence was recovered from exhumations in the city of Erbil.

Precise archaeological methods were applied to the exhumation of the graves, yielding clues that helped identify the disappeared. Skeletal and dental descriptions were recorded, and handedness, race, sex, age, and stature were determined. Post-mortem disease and post-mortem trauma were also determined and recorded, helping identify cause of death and in some cases the victim's identity.

"Why investigate the graves of extra-legal killings?" asks the report, which was written by Stover. "From a humanitarian perspective, families

Continued on Page 4

will finally know the fate of their loved ones and be able to give them a proper burial. To the extent possible, the identification and determination of the cause and manner of death of even a small portion of the disappeared could provide the international com-

munity with objective and scientific evidence critical to the identification, stigmatization and conviction of those responsible for these crimes. In addition, through forensic documentation and subsequent litigation, the knowledge that governments can be held accountable for their actions may deter such practices in the future, both

in Iraq and elsewhere."

Team member Snow returned in February with the CBS *Sixty Minutes* film crew. Snow was taken by Kurds to a demolished village near the city of Dehok. There he found a mass grave containing the bodies of 28 young men who had been executed by Iraqi troops in August 1988. ■

PARLEMENT EUROPEEN - 8-12 juin 1992

DROITS DU PEUPLE KURDE

(Rapport GAWRONSKI - doc. A3-192/92)

9.06 - Pour le rapporteur, M. Jas GAWRONSKI (LDR, I), la notion de droit d'intervention trouve son origine dans les répressions violentes perpétrées contre le peuple kurde par l'armée de Saddam HUSSEIN. Et de féliciter le peuple kurde qui malgré l'instabilité régnant en Irak a réussi à organiser des élections; la modération des revendications kurdes démontre même la "démocraticité de ce peuple". Le rapporteur insiste sur l'objectif de la présente résolution, à savoir qu'il serait tout à fait irréaliste et irresponsable de revendiquer un Kurdistan indépendant. En effet, si le Parlement européen soutenait une telle revendication, le déchirement au sein du pays risquerait d'être encore plus grand. La Communauté doit soutenir le peuple kurde par l'envoi d'aide humanitaire mais ne doit surtout pas susciter l'illusion d'un quelconque soutien à une revendication indépendantiste par des déclarations qui pourraient faire naître des espoirs irréalisables.

M. François GUILLAUME (RDE, F) regrette que le véritable problème de fond ne soit pas abordé dans le rapport. Et de s'interroger: en fin de compte, quelle solution préconise-t-on pour le peuple kurde? Il est urgent qu'une solution politique puisse être trouvée au problème kurde.

Face à la description d'un peuple kurde auréolé de toutes les vertus, M. Bernard ANTONY (DR, F) souhaite tout de même rappeler que les Kurdes furent parmi les acteurs actifs du massacre des Arméniens. Le rapport n'esquisse aucune solution concrète au problème kurde et pour l'orateur il faut clairement

proclamer le droit à l'autodétermination de ce peuple et le droit à la création d'une nation pour les Kurdes.

Le commissaire MATUTES rappelle que la Commission a octroyé en avril 1991 une aide qui se chiffre à 105 millions d'écus sous forme d'aide aux Kurdes et que 5 millions d'écus supplémentaires sont prévus. Outre l'envoi de médicaments, la Commission souhaite que le déminage des zones dangereuses se poursuive. Faisant allusion à la possibilité d'aide de type structurel, le commissaire indique que la réflexion est engagée mais que tant que la situation n'est pas stabilisée, ce type de solution ne peut être envisagé.

VOTE

12.06 - Le Parlement européen a adopté, avec de nombreux amendements, le rapport de M. Jas GAWRONSKI (LDR, I) sur les droits du peuple kurde.

Le Parlement européen est convaincu que la sécurité durable des populations kurdes d'Irak, d'Iran, de Turquie et de Syrie passe inmanquablement par la reconnaissance de leurs droits culturels, sociaux et politiques.

Il demande aux Nations-unies, à la Communauté et aux Etats membres de souscrire activement et à tous les niveaux politiques aux revendications d'autonomie des kurdes d'Irak et de garantir leurs droits sur le plan international. Il appelle à un dialogue politique entre le gouvernement turc et les représentants élus du peuple kurde, seule voie de règlement possible du problème kurde en Turquie. Enfin, il demande pour les populations kurdes d'Iran et de Syrie le respect des droits de l'homme dans toutes ses implications.

Kurdistan : l'école retrouvée

Le Monde de l'éducation

N° 195 - JUILLET-AOÛT 1992



Frédérique Le Brun

LES écoliers du Kurdistan irakien (ici, dans le gouvernorat de Dohouk) ont passé à la fin du mois de mai les examens d'entrée au collège et au lycée. Cette région, qui revendique son autonomie, est coupée du gouvernement central de Bagdad, qui refuse de reconnaître la validité des diplômes délivrés par les autorités kurdes. Celles-ci ont demandé à l'ONU de déclarer valables les examens organisés, malgré des conditions matérielles difficiles, selon des critères légaux (sujets scellés, anonymat, double correction...). L'année scolaire devrait reprendre en octobre.

De son côté, l'Institut kurde de Paris, avec l'association France Libertés et le Norwegian Labour Movement, a réédité et distribué plus de 300 000 manuels scolaires en langue kurde. Financée par des dons privés, cette opération a permis la reconstruction d'écoles et le paiement des salaires de quelque 300 enseignants kurdes (Institut kurde de Paris, 106, rue La Fayette, 75010 Paris. Tél. : (1) 48-24-64-64 ; fax : (1) 47-70-99-04).

ACP - Agence Centrale de Presse - A.C.P. - Agence Centrale de Presse - A.C.P. - Agence Centrale de Presse -

ACPD46 PR:03 IGNEFIW JUSTICE

385

DASSAULT-CASSATION-KURDES

PAPIER PREVU

ACP/TELPRESSE

UN ARRET DE LA COUR DE CASSATION

LES CONTRATS D'ARMEMENT NE SONT PLUS AU DESSUS DES LOIS

Paris, 1er juillet - Les victimes Kurdes, ou leurs familles, gazées en 1988 par l'aviation irakienne pourraient se retourner contre Dassault. En effet, l'industriel français a poursuivi la livraison de matériels militaires malgré la dénonciation de l'Irak par les organisations internationales. Dassault ne peut plus se retrancher derrière un "acte de gouvernement". C'est une des conséquences de l'arrêt rendu mardi par la cour de Cassation.

Les 17 et 18 mars 1988, l'aviation irakienne bombardait à l'arme chimique un village kurde de la région d'Halabja, causant la mort par asphyxie d'au moins cinq mille civils. L'association "Droit contre raison d'Etat", qui mène croisade pour faire respecter le droit international public et humanitaire, assignait en justice la société Dassault, à laquelle elle reprochait d'avoir poursuivi les livraisons à l'Irak d'avions de combat "Mirage" et de pièces détachées, alors même que ce pays avait été dénoncé par le conseil de Sécurité de l'ONU et par la Croix Rouge pour violation des lois et conventions de la guerre. L'association, animée par des professeurs de droit et de philosophie, demandait qu'un expert soit nommé pour déterminer qui, parmi les dirigeants de Dassault, avait décidé de continuer les relations commerciales avec l'Irak malgré les condamnations internationales.

Un verrou a sauté

Déboutée de son action et condamnée pour "procédure abusive et vexatoire" par le tribunal de Nanterre, "Droit contre raison d'Etat" a fait appel. Pour se disculper, l'avionneur français faisait valoir que la firme détenait une autorisation du gouvernement pour livrer du matériel à l'Irak de 1984 à 1988. La cour d'Appel de Versailles l'a suivi sur ce terrain et s'est déclarée incompétente: il s'agissait pour elle de l'exécution d'un "acte de gouvernement, relevant de la politique nationale".

La cour de Cassation a donc affirmé mardi, en censurant les juges versaillais, qu'un contrat d'armement ne saurait être au-dessus des lois. Dont acte. Un verrou théorique a sauté. Les vendeurs d'armes ne sont pas irresponsables et la justice a voix au chapitre. Ce que l'association cherchait à faire reconnaître. Selon un de ses membres, cette décision rend désormais possible, à l'encontre des sociétés fournissant de l'armement en violation flagrante du droit international, une action en réparation des préjudices subis par les victimes de guerre.

EP/DC/JLP

01-07-92 16:19

ACP - Agence Centrale de Presse - A.C.P. - Agence Centrale de Presse - A.C.P. - Agence Centrale de Presse -

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, JULY 1, 1992

Iraq Puts the 'New Humanitarian Order' to the Test

By Larry Minear and Thomas G. Weiss

PROVIDENCE, Rhode Island — A showdown is at hand between Iraq and the United Nations. Arrangements governing UN humanitarian activities in Iraq expired at midnight Tuesday. Given the UN's reluctance to maintain its personnel in a country against the government's wishes, the future is uncertain for about 600 UN aid personnel and 500 blue-capped UN guards who have provided symbolic protection.

Iraq is not the only place where UN operations are encountering resistance; cauldrons still boil in Yugoslavia, Somalia and Cambodia. Yet a retreat of UN aid personnel from Iraq would set back the celebrated cause of humanitarian intervention — and the well-being of Iraqis benefiting from UN protection and assistance.

When allied coalition troops rescued Kurds from Iraqi attack, then turned their aid activities over to UN officials, it was heralded as a harbinger of a "new humanitarian order": governments would no longer be allowed to abuse their people with impunity.

UN Security Council Resolution 688, approved in April 1991, viewed the distress of the Iraqi population as a

threat to international peace and security and insisted the government provide international access to civilians. UN officials moved quickly to negotiate with Baghdad a framework within which international personnel, with government consent, would aid Kurds in the north and Shiites in the south. As a result, Unicef, the World Food Program, the UN High Commissioner for Refugees, and other UN-associated and private relief efforts were able to proceed apace.

It would be easy to dismiss out of hand Baghdad's reluctance to extend the UN agreement. This is, after all, a regime whose abuses against its minority populations are well documented. Behind the current impasse, however, is a backlash against an assertive style of humanitarianism that raises questions for future interventions.

Iraqi Ambassador Riyadh al-Qaysi told us in Baghdad that throughout the Gulf crisis, "political considerations and interests were the prime motivation for the aid that was given, articulated and implemented by the international community." This aid,

he said, entered from across the Turkish border without Iraqi government consent; it sought out minority populations in revolt against Baghdad, not serious needs elsewhere in the country; it came from the same United Nations that blessed the war and that now seeks concessions from the Iraqi government across a range of political, military, geographical — and humanitarian — matters.

Given Baghdad's view of UN aid as more political than humanitarian, it is too early to tell how this particular showdown will end. Anxious to get itself out from under Security Council resolutions, the government may agree to a limited extension.

Whether UN aid personnel stay or leave, however, the international community would do well to scrutinize the underlying issues on their merits. Can humanitarian intervention be pursued in association with a political-military strategy without creating problems that the international community may lack the patience to resolve? Ongoing humanitarian sustenance, it appears, is

difficult to ensure without the consent of the authorities, unless backed by military force.

Or would the world's vulnerable populations be better served by humanitarian action thoroughly divorced from political objectives? That is, can UN-orchestrated humanitarian assistance be more thoroughly insulated from the world organization's political agenda in order to minimize the potential backlash?

Can the future use of economic as well as military force, even in support of humane values, be expected to create more problems for civilians than it solves? Or are there occasions on which the application of greater force might better protect human dignity? Would force exercised under United Nations command and control enjoy greater international support and moral authority?

The jury is clearly still out.

The writers, co-directors of the Humanitarianism and War project of Brown University's Watson Institute for International Studies and the Refugee Policy Group. They contributed this to the International Herald Tribune.

politica interna

□ la Repubblica
mercoledì 8 luglio 1992

Dopo l'attentato in Kurdistan

E Danielle torna al sicuro in Francia

nostro servizio

ANKARA - Danielle Mitterrand, moglie del presidente francese, scampata ieri l'altro insieme al ministro della Sanità e degli Affari umanitari Bernard Kouchner ad un attentato nel Kurdistan iracheno, ieri ha fatto scalo in Turchia prima di ripartire alla volta di Parigi. L'elicottero dell'esercito americano su cui viaggiavano la signora Mitterrand, Kouchner e funzionari francesi è atterrato all'aeroporto di Diyarbakir dove li attendeva un aereo privato per riportarli in Francia. Nell'attentato di lunedì (un'auto bomba esplosa nei pressi di Sulaimaniya al passaggio del convoglio di aiuti umanitari per il popolo

curdo, guidato dalla first lady francese) sono morte quattro persone - tre separatisti curdi incaricati di proteggere madame Mitterrand e un bambino di dieci anni che era lì per caso - e ne sono state ferite diciannove, tra cui un funzionario delle Nazioni Unite ed una giornalista tedesca.

Il ministero degli Esteri francese ha ieri tenuto a sottolineare il carattere "privato" della visita nel Kurdistan iracheno della signora Mitterrand. «La visita è stata decisa dalla fondazione France-Libertés, di cui la signora Mitterrand è presidente», ha precisato un portavoce del ministero. Al suo arrivo all'aeroporto di Diyarbakir, Danielle Mitterrand non ha rilasciato alcuna dichiarazione, ma è apparsa in buone condizioni di salute e di spirito. Dal canto suo il ministro della Sanità e degli Affari umanitari francese Bernard Kouchner, in viaggio con lei, ha detto che si sarebbe fermato ad Ankara per colloqui con il ministro degli Esteri turco Hikmet Cetin.

«E' stato giusto venire - ha detto inoltre il ministro Kouchner - è stato un viaggio umanitario necessario. I curdi devono superare i prossimi sei mesi. L'inverno sta arrivando e sarà molto, molto difficile». Intanto la stampa iraniana, in particolare il filo-governativo *Teheran Times*, ha criticato il viaggio della moglie del presidente francese, bollandolo come un tentativo occidentale di creare divisioni in Iraq. «Giocare con i problemi curdi per dar fastidio ad altri paesi è un gioco estremamente pericoloso che deve essere fermato senza indugio», ha scritto il quotidiano in lingua inglese della capitale.

IRAK : l'arsenal militaire avant la guerre du Golfe

M. Bush affirme que les Etats-Unis n'ont pas aidé Bagdad à se doter d'armement

Les quatre cents « bérêts bleus » et quelque sept cents fonctionnaires de l'ONU chargés de l'aide humanitaire aux populations irakiennes ont entamé, mercredi 1^{er} juillet, leur deuxième année d'activité en Irak, alors que les négociations pour le renouvellement de l'accord régissant leur présence dans ce pays - et venu à expiration mardi - n'ont pas encore abouti. Le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, s'attend néanmoins « très prochainement à une réponse

positive » à ce sujet de la part des autorités irakiennes. Par ailleurs, dans un entretien à la chaîne de télévision CBS, le président George Bush a démenti que son administration ait aidé l'Irak à se doter d'armes de destruction massive.

NEW-YORK

de notre correspondant

Répondant à « ces révisionnistes qui étaient contre nous lors de l'opération « Tempête du désert » et qui tentent maintenant d'apparaître sous un jour favora-

ble à l'approche des élections », M. Bush a accusé ses rivaux politiques de répandre « de fausses accusations ». « Nous ne sommes pas allés renforcer les capacités nucléaires, biologiques ou chimiques irakiennes. Nous n'avons pas fait cela. Vous répétez ce qui est faux », a répondu M. Bush au présentateur.

Ce dernier l'interrogeait sur les garanties de crédit accordées à l'Irak pour l'achat de denrées agricoles et dont le produit avait été détourné par Bagdad pour financer notamment son programme nucléaire, selon le témoignage fourni la semaine dernière devant la commission judiciaire de la Chambre des représentants par M. Frank Lemay. Ce haut fonctionnaire du département d'Etat avait indiqué aux parlementaires qu'il avait

informé ses supérieurs de ses constatations. En vain.

Plusieurs commissions du Congrès ont entrepris une enquête pour déterminer si les administrations Reagan, puis Bush, ont volontairement ignoré la menace que constituait le développement du complexe militaro-industriel irakien, réalisé en partie grâce aux quelque 5,5 milliards de dollars de garanties d'emprunts (sur lesquelles 1,3 milliard n'ont pas été remboursés), obtenues des Etats-Unis par le président Saddam Hussein entre 1983 et 1990.

Washington avait justifié cette aide comme étant le seul moyen de contrer la montée en puissance de l'Iran.

SERGE MARTI

International Herald Tribune - juillet 1992

Hired U.S. Sleuths Say Iraqis Did Kill Babies

By Dana Priest
Washington Post Service

WASHINGTON — Private investigators hired by the Kuwaiti government have reported that at least seven Kuwaiti babies died during the Iraqi occupation because soldiers removed them from incubators or ventilators.

More than 90 infants died because they received poor medical care or no care, the investigators said after scientific examination of mass graves.

"Some premature babies were discharged from hospitals earlier than they otherwise would have been," said the investigators in the report, prepared by Kroll Associates Inc., a New York investigative agency.

"Others were never brought to the hospitals because of parents' anxieties regarding hospital conditions and the risk of traveling to hospitals through Iraqi military checkpoints."

The 93-page report by Kroll stated that Iraqis had stolen equipment from hospitals and turned off electricity at night, rendering remaining equipment inoperable. Blood and food were often in short supply or not available after the August 1990 invasion.

The Kuwaiti government hired Kroll to gather information on reported deaths of babies at three Kuwaiti hospitals — Al Jahra, Al Adan and Al Sabah Maternity — after human rights groups disputed the allegations.

Kroll's 16 investigators conducted 250 interviews in Kuwait and elsewhere and also reviewed Iraqi documents and Kuwaiti hospital and cemetery records.

The report, a copy of which Kroll turned over to The Washington Post, dealt with testimony to Congress by the daughter of the Kuwaiti ambassador to Washington, Sheikh Saud Nasir Sabah. She testified two months after the invasion.

Nayirah Sabah, then 15, told the Congressional Human Rights Caucus that while she was a volunteer in Al Adan Hospital, she saw Iraqi soldiers who "took the babies out of the incubators, took the incubators and left the children to die on the cold floor."

The girl's identity was withheld for what were called security reasons. But the caucus co-chairman, Tom Lantos, Democrat of California, knew who she was.

The investigators' report included gripping interviews with hospital staff members. Al Adna's head nurse, Salwa Ali Ahmed, was on duty when armed Iraqis entered the room, according to the report. One Iraqi told her: "Stop these ventilators, stop these incubators. Take the baby outside."

The nurse refused, pleading that the babies would not survive, according to her account. The Iraqi opened the lid of an incubator, pulled an infant out and thrust it at her. He removed others as well, she told the investigators.

On Iraqi Embargo, U.S. May Decide to Circumvent Jordan

By Patrick E. Tyler
New York Times Service

WASHINGTON — Jordan's refusal to cooperate in enforcing the United Nations trade embargo against Baghdad has led the United States to consider a plan that would involve the searching of vehicles inside Iraq, according to U.S. officials.

The intensified planning represents a White House attempt to increase the economic pressure on President Saddam Hussein. In this U.S. election season, Mr. Saddam's survival since the Gulf War continues to be politically embarrassing to President George Bush.

Democrats' criticism of Mr. Bush's handling of Iraq before the invasion of Kuwait has tarnished the Gulf victory as a campaign asset for the president. In recent weeks, U.S. intelligence has concluded that Mr. Saddam is strengthening his position with the help of a growing volume of critical supplies and other goods entering Iraq from Jordan, in violation of the 22-month-old trade embargo.

According to a recent National Intelligence Estimate, up to 30 percent of the cargo crossing into Iraq from Jordan violates the trade embargo.

As a result, the White House last week dispatched Robert M. Gates, the CIA director, to Jordan to press for King Hussein's cooperation in placing UN inspectors at the Red

The senior administration official, acknowledging the failure of the Gates mission, said: "In the wake of that, we are in the process of thinking what our options are in this particular hole in the sanctions net. No decisions have been made."

But other administration officials said the White House was preparing a plan under which UN policemen inside Iraq would search the hundreds of trucks that enter from Jordan every week. Food and medicine would be allowed to proceed; material banned by the embargo would be turned back. Sea port of Aqaba to turn back Iraq-bound cargo, administration officials said.

A senior administration official said Jordanian officials were presented with "evidence about sanctions violations that originated in Jordan and their significance for Iraq's economy."

"We essentially made the case for a strengthened United Nations regime," the official said. "At the end of the day it was no sale — the Jordanians felt they couldn't go along."

Jordan's position contrasted with its cooperation in the autumn of 1990, when U.S. Embassy personnel in Jordan were allowed to take up positions on the border crossing with Iraq, where they checked Iraq-bound trucks to affirm Jordan's compliance with the embargo

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, JULY 3, 1992

Iran Said to Print Phony \$100 Bills

Aim Is to Destabilize U.S. Economy, a House Report Says

Compiled by Our Staff From Dispatches

WASHINGTON — Iran is printing and circulating billions of dollars of counterfeit U.S. \$100 bills, according to a congressional report.

The counterfeit bills, described as "nearly perfect," are being circulated with the help of Syria through the international terrorist network and are showing up in Europe, Asia, Africa and the former Soviet republics, according to the report, issued by a panel of Republican House members.

The aim is to destabilize the U.S. economy while easing Iran's deficit and buying influence around the world, the report alleged.

While it could not be determined exactly how much fake U.S. money Iran has placed into circulation, Iran's goal appeared to be to counterfeit about \$12 billion a year, said Representative Bill McCollum, Republican of Florida, chairman of the Task Force on Terrorism and Unconventional Warfare.

"I believe there is the potential for billions of dollars of counterfeit U.S. currency to soon be in circulation, mainly outside of the U.S. banking system," Mr. McCollum said. "Evidence in this report supports estimates that such sums may already be in circulation. The implications for the dollar's role as the international medium of exchange could be serious."

While most Americans rarely handle \$100 bills, they are commonly used in transactions abroad, and officials said they often are the preferred currency for bribes, money laundering and drug deals.

The Secret Service, which investigates counterfeiting of U.S. money, refused to comment. The task force, an arm of the House Republican caucus, said that it was issuing the report in response to erroneous information in Iranian English-language newspapers that

the counterfeit bills were being produced by U.S. authorities.

The report said that Iran was manufacturing the counterfeit money with U.S.-built printing presses at the national mint in Tehran, using U.S.-trained chemists and expertise obtained from the United States by Iran during the reign of the shah. It said that the bills were being printed on a combination of locally manufactured paper and paper that could be "acquired only by governments."

Vaughn Forrest, the task force chief of staff, said the report was based on information from reliable sources in Iran and Syria.

The bills are being circulated worldwide with the help of Syria, which has been receiving weekly shipments by air from Tehran, the report said. In Syria, it said, the bills are packed in small quantities for distribution by drug networks in Lebanon, where they are exchanged for a much as 40 cents to 60 cents on the dollar. (AP, LAT)

Compiled by Our Staff From Dispatches

LONDON — A mechanized brigade of Iraq's elite Republican Guards tried to overthrow President Saddam Hussein earlier this week, Iraqi dissidents said Thursday. If confirmed, the coup attempt would be the first reported in more than a year. It follows reports of intensified covert U.S. aid to Mr. Saddam's opponents.

The Republican Guards are a pillar of the Baghdad government. If one of their units did indeed attempt a coup it would mark a serious weakening of support for the Iraqi ruler within the military.

The opposition Iraqi National Congress said in a statement issued at its London headquarters that the brigade, commanded by Brigadier General Sabri Mahmoud, moved toward Baghdad but was defeated in a battle on the northwestern outskirts of the capital on Monday.

The report could not be independently confirmed. The Baghdad government has banned most foreign news organizations. However, a senior Kurdish rebel source, speaking on condition of anonymity, said that he had received similar reports from Iraqi contacts in Jordan and Turkey, and said he had reports of arrests in the aftermath of the coup attempt.

The statement from the congress made no mention of casualties in the fighting. But it said that General Mahmoud, from the northern oil city of Mosul, was killed when his men were intercepted by Mr. Saddam's Special Security battalions.

These are led by General Kamal Mustafa, a relative of the Iraqi president from his hometown of Tikrit, north of Baghdad.

The congress, quoting unidentified Iraqi military sources, asserted that "many of the coup planners remain

Saddam Quelled Guards' Putsch, Dissidents Assert

in a position to continue their efforts." It did not elaborate.

The congress statement said: "The coup attempt is certain to sow discord among the ranks of the Tikritis supporting Saddam. The commander of the division which the rebel brigade belongs to is a Tikriti general and Saddam will suspect this general of being among the coup planners."

An Iraqi mechanized brigade usually has around 4,000 men in four combat battalions, with about 150 armored personnel carriers, and often some T-54 or T-62 tanks.

It was not clear why a single brigade, with little heavy armor, would move against Mr. Saddam in his heavily defended capital, which diplomatic and other sources have said is ringed by two Republican Guard divisions, totaling 25,000 men with hundreds of top-line T-72 tanks and helicopter gunships.

There are also large numbers of troops from the Popular Army, the

Ba'ath Party militia, as well as the Special Security battalions. These were formed late last year to protect Mr. Saddam, his palaces and key centers against an uprising.

Diplomatic sources said the special force comprises 13 battalions of soldiers drawn from the five or six Republican Guard divisions that survived the Gulf War. The estimated 10,000 troops are staunch loyalists and overwhelmingly from the region of Mr. Saddam's hometown.

The Iraqi National Congress was set up last month during a meeting in Vienna in an attempt to weld the fragmented opposition groups into a cohesive front. But only a few of the exiled opposition groups take part in the congress. Major groups, including the two biggest Kurdish factions and the Shiite Muslim Supreme Assembly of the Islamic Revolution in Iraq, failed to attend the meeting. (AP, AFP)

Ouest France - juillet 1992

Irak : un gouvernement kurde dans le nord

Fouad Maasoum, membre du bureau politique de l'Union patriotique du Kurdistan de Jalal Talabani a formé samedi son gouvernement à Erbil, dans le nord de l'Irak. Y figurent des hommes de Massoud Barzani, le leader du Parti démocratique du Kurdistan (PDK). Les 105 sièges du parlement issu des élections du 19 mai, comprennent 50 députés UPK, 50 PDK et cinq chrétiens. Premier visiteur étranger à être reçu par Fouad Maasoum, M^{me} Danielle Mitterrand, présidente de France-Libertés, actuellement au Kurdistan.

Le Dauphiné Libre - juillet 1992

Gouvernement kurde

ERSIL (Irak). Le premier gouvernement kurde a été formé samedi en Irak du nord sous la direction du Premier ministre Fouad Maassoum, membre du bureau politique de l'Union patriotique du Kurdistan de M. Jalal Talabani. Ce cabinet est le premier de l'histoire d'Irak. Quelques heures après sa formation, M^{me} Mitterrand, accompagnée du ministre de la Santé et de l'Action humanitaire Bernard Kouchner, était très chaleureusement accueillie par les parlementaires kurdes devant lesquels elle a dressé une rétrospective de l'action de son association.

La Montagne - juillet 1992

KURDISTAN L'impasse

PARIS. — Seize mois après la défaite de l'Irak dans la guerre du Golfe et la répression de la révolte kurde contre le pouvoir de Bagdad qui a suivi, la question kurde reste plus que jamais bloquée par l'absence de consensus entre les diverses factions kurdes, le blocus de la région imposé par Bagdad et le maintien au pouvoir de Saddam Hussein.

L'attentat perpétré, hier, sur le parcours de Danielle Mitterrand, est ainsi venu rappeler à l'Occident la permanence du problème kurde et la susceptibilité des autorités de Bagdad à tout ce qui y touche.

La presse officielle de Bagdad a vivement réagi à la visite de « soutien au peuple kurde » de Danielle Mitterrand, fondatrice de l'association humanitaire France-Libertés, dénonçant son « entrée illégale » en provenance de Turquie.

L'agacement des autorités de Bagdad tient notamment à ce

qu'elles n'ont reconnu ni les élections législatives qui se sont déroulées en mai dernier au Kurdistan, ni le gouvernement kurde qui vient d'être constitué en territoire irakien et dont l'objectif est d'administrer les quelque quatre millions de Kurdes d'Irak, que la communauté internationale a protégés contre la répression dans le cadre de l'opération « Provide comfort ».

Négociations au point mort

Mais alors même que les Kurdes tentent, avec difficulté, de mettre en place des institutions qui leur sont propres, les négociations sur l'autonomie du Kurdistan entre les dirigeants kurdes et le régime de Bagdad sont depuis longtemps au point mort.

Le gouvernement kurde, le premier de l'histoire du Kurdistan d'Irak, a été formé samedi sous la direction du premier ministre Fouad Maassoum, membre du Parlement kurde et du bureau politique de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani.

Sur le plan humanitaire, l'ONU continue de négocier « très difficilement » avec Bagdad, qui

maintient un blocus, le renouvellement jusqu'à décembre prochain de l'accord sur l'aide alimentaire aux populations d'Irak.

Un million de Kurdes ont été déplacés notamment vers la Turquie, à la suite de l'insurrection fortement réprimée par l'armée irakienne. L'intensification des accrochages entre les autorités turques et les Kurdes au sud de la Turquie ne joue pas en faveur d'une stabilisation de la situation.

Plusieurs organisations internationales poursuivent néanmoins leurs missions d'aide aux réfugiés. Cependant, le programme d'assistance humanitaire de l'ONU dans le nord de l'Irak est en train de changer de nature pour passer « de la réinstallation et de la survie » gérée par le HCR à la réintégration des populations dans la vie active par d'autres agences spécialisées (OMS, UNICEF etc.), selon un responsable de l'ONU à Genève.

Ainsi, après avoir pu réinstaller 400.000 réfugiés kurdes depuis avril 1991, le Haut Commissariat pour les réfugiés va fortement réduire son personnel, selon ce responsable. La nouvelle action de l'ONU, actuellement sous examen, va désormais porter sur des domaines tels que la santé, l'éducation et l'agriculture.

A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France

ECFD100 4 F D338 RFA /AFP-ST64

Eco.

Kurdistan d'Irak: priorité à l'économie, déclare le Premier ministre

ERBIL (Irak), 6 juil (AFP) - La remise en route de l'économie est la priorité du gouvernement du Kurdistan d'Irak, a déclaré le Premier ministre kurde Fouad Maassoum à l'issue de la première réunion, dimanche, de son cabinet qui doit recevoir l'investiture du parlement jeudi à Erbil, dans le nord irakien, sous contrôle des peshmerga (combattants).

Le gouvernement kurde s'est donné trois priorités: "la remise en marche de l'économie afin de ne faire appel à l'étranger que pour ce qui ne peut être trouvé sur place", le vote de lois pour rétablir l'ordre et la mise en place de l'administration, a précisé M. Maassoum à l'AFP.

"Le Kurdistan est un pays très riche notamment en ressources minières et pétrolières", a-t-il dit. Il faut remettre en fonctionnement les usines arrêtées depuis plus d'un an, remettre au travail la population, y compris une partie des milices kurdes qui devraient être réunies dans un grand corps des peshmerga et une police intérieure et des frontières, a-t-il souligné.

"Il nous faut d'abord compter sur nous mêmes" et ne demander l'aide de l'étranger que sur des cas précis. Il a ainsi demandé à la France, samedi soir, une "petite raffinerie" lors d'un entretien avec Mme Danielle Mitterrand et le ministre français de la Santé et de l'Action humanitaire Bernard Kouchner, dont la visite au parlement kurde, la première d'hôtes étrangers, a coïncidé avec son élection.

En attendant l'adoption d'une constitution par les 105 députés, le parlement et le gouvernement issu des élections du 19 mai dernier, "feront ce qui leur est généralement dévolu" dans les pays étrangers, a ajouté le Premier ministre. Il n'a pas précisé quel type de constitution avait été choisi comme modèle pour le Kurdistan, qui fait toujours partie de l'Irak, dont les dirigeants ont gelé les négociations d'autonomie avec Bagdad depuis le blocus du nord à majorité kurde par l'armée irakienne, en octobre dernier.

AL/em

République du Centre- 7 juillet 1992

COMBAT

DANIELLE Mitterrand l'a échappé belle. Et Bernard Kouchner, le turbulent spécialiste des urgences humanitaires, également. L'épouse du chef de l'État est en effet sortie indemne d'un attentat qui a fait cinq victimes au nord de l'Irak, près de Soulemanieh. Une voiture piégée a explosé quelques secondes après le passage du véhicule à bord duquel se trouvait la présidente de France-Libertés venue au Kurdistan pour évaluer les besoins de la population.

En dépit de l'irritation que provoque la propension du couple élyséen à mener une généreuse action hors frontières quand tant de

choses semblent négligées à l'intérieur du pays, il ne saurait être question de contester la valeureuse intrépidité des Mitterrand. Car que ce soit sous les obus de Sarajevo ou les bombes irakiennes, les missions humanitaires s'apparentent souvent à des missions périlleuses.

On le concédera d'autant plus volontiers pour Danielle Mitterrand que son séjour au Kurdistan s'effectuait dans la plus totale discrétion, loin des objectifs des caméras. Il n'y avait, dans cette démarche, aucune recherche d'un effet médiatique. Rien à voir avec le voyage promptement « organisé » du président de la République en Yougoslavie, il y a une semaine.

Entre les « expéditions »

yougoslave et irakienne, il y a cependant un point commun: l'omniprésence de Bernard Kouchner sur le terrain. Le « french doctor » conduisait les pas de François Mitterrand à Sarajevo. Il soutenait également l'engagement de Danielle Mitterrand au Kurdistan. C'est lui qui, à force de volonté, a dicté aux politiques les impératifs du droit d'assistance humanitaire. C'est lui qui les a entraînés sur les chemins minés du devoir d'ingérence en bousculant les usages d'une diplomatie frileuse.

L'attentat d'hier nous rappelle simplement qu'au-delà d'une publicité parfois intempestive, le combat sans armes de Bernard Kouchner n'est pas un combat dépourvu de dangers.

Jacques CAMUS.

Seize mois après la guerre du Golfe, le Kurdistan dans l'impasse

Seize mois après la défaite de l'Irak dans la guerre du Golfe et la répression de la révolte kurde contre le pouvoir à Bagdad qui a suivi, la question kurde reste plus que jamais bloquée par l'absence de consensus entre les diverses factions kurdes, le blocus de la région imposé par Bagdad et le maintien au pouvoir de Saddam Hussein.

L'attentat perpétré hier sur le parcours de Danielle Mitterrand, épouse du président de la république, dans le Kurdistan — faisant quatre tués parmi les membres kurdes de l'escorte — est ainsi venu rappeler à l'Occident la permanence du problème kurde et la susceptibilité des autorités de Bagdad à tout ce qui y touche.

La presse officielle de Bagdad a vivement réagi à la visite, de "soutien au peuple kurde" de Danielle Mitterrand, fondatrice de l'association humanitaire France-Libertés, dénonçant "l'entrée illégale", en provenance de Turquie, de Mme Mitterrand (dont c'est la deuxième visite dans le Kurdistan depuis le printemps 1991). L'agacement des autorités de Bagdad tient

notamment à ce qu'elles n'ont reconnu ni les élections législatives qui se sont déroulées en mai dernier au Kurdistan ni le gouvernement kurde qui vient d'être constitué en territoire irakien et dont l'objectif est d'administrer les quelque quatre millions de kurdes d'Irak, que la communauté internationale a protégés contre la répression dans le cadre de l'opération "provide comfort".

Négociations au point mort

Mais alors même que les Kurdes tentent, avec difficulté, de mettre en place des institutions qui leur sont propres, les négociations sur l'autonomie du Kurdistan entre les dirigeants kurdes et le régime de Bagdad ont depuis longtemps au point mort.

Le gouvernement kurde, le premier de l'histoire du Kurdistan d'Irak, a été formé samedi sous la direction du premier ministre Fouad Maassoum, membre du parlement kurde et du bureau politique de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani. La nomination de M. Maassoum

a été interprétée par certains diplomates comme une solution de compromis entre les deux principales composantes politiques kurdes — l'UPK de M. Talabani et le PDK (parti démocratique kurde) de M. Massoud Barazani —, après le blocage intervenu à l'issue des législatives du 19 mai. Ces deux partis se sont partagé à égalité 100 des 105 sièges du parlement.

La présidence du parlement a néanmoins été confiée à un membre du parti de M. Barazani. Un second tour des élections législatives doit en principe être organisé prochainement au Kurdistan mais aucune date n'a été fixée jusqu'à présent.

Sur le plan humanitaire, l'ONU continue de négocier "très difficilement" avec Bagdad, qui maintient un blocus, le renouvellement jusqu'à décembre prochain de l'accord sur l'aide alimentaire aux populations d'Irak.

Un million de kurdes ont été déplacés notamment vers la Turquie, à la suite de l'insurrection fortement réprimée par l'armée irakienne. L'intensification des accrochages entre les autori-

tés turques et les Kurdes au sud de la Turquie ne joue pas en faveur d'une stabilisation de la situation. Plusieurs organisations internationales poursuivent néanmoins leurs missions d'aide aux réfugiés. Cependant, le programme d'assistance humanitaire de l'ONU dans le nord de l'Irak est en train de changer de nature pour passer "de la réinstallation et de la survie" gérée par le HCR à la réintégration des populations dans la vie active par d'autres agences spécialisées (OMS, UNICEF etc...), selon un responsable de l'ONU à Genève.

Ainsi, après avoir pu réinstaller 400.000 réfugiés kurdes depuis avril 1991, le Haut Commissariat pour les réfugiés va fortement réduire son personnel, selon ce responsable. La nouvelle action de l'ONU, actuellement sous examen, va désormais porter sur des domaines tels que la santé, l'éducation et l'agriculture.

L'ONU maintient dans le nord du pays quelque 400 "gardes bleus" chargés de protéger les fonctionnaires des Nations-unies et d'escorter les convois humanitaires

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

TUESDAY, JULY 7, 1992

Iraqi Military Purge Is Said to Follow Failed Coup Bid

By Patrick E. Tyler
New York Times Service

WASHINGTON — A major purge has begun in the Iraqi military after reports of a coup attempt against President Saddam Hussein last week, administration officials say.

The reports of the purge of Iraq's officer corps have added details to sketchy descriptions of unrest in Baghdad that came last week.

Administration officials said Sunday that the reports, which have been denied by Baghdad, have caused the United States and its allies to intensify planning to further weaken Mr. Saddam, and one official said the United States was involved in the coup plot.

The White House instructed senior officials to neither confirm nor deny the coup reports, but to predict that other attempts would follow because of lack of support for Mr. Saddam, apparently using the episode as part of its effort to undermine or rattle Mr. Saddam.

President George Bush has come under fire from critics who have suggested that his policy toward Iraq before it invaded Kuwait in August 1990 was misguided and had been motivated by a desire to appease Mr. Saddam. The president is thought to want to consolidate his February 1991 combat victory in the Gulf by removing Mr. Saddam from power.

[The Iraqi press agency, INA, quoted a government spokesman as saying the report of a coup attempt and purge was mere fabrication, Reuters reported Monday from Baghdad. "It is part of the distortion campaign mounted by the American media under guidance of the Central Intelligence Agency," the spokesman said.]

Since late last year, the CIA has been authorized to step up efforts to destabilize the Iraqi government, including making covert contacts with Iraqi citizens and officials.

Administration officials said the purge was set off last week by Mr. Saddam's discovery of a coup plot that, in a meeting with officers, he attributed to the United States and Jordan. His remarks implied that he could seek retribution for the "collusion" against him, which if confirmed would represent the largest fracture in his power base since the end of the war.

An intelligence report from a sensitive channel inside Iraq describing Mr. Saddam's meeting with his officers touched off a security alert in Jordan, where the royal palace and the U.S. Embassy braced for a possible retaliatory terrorist attack from Baghdad, officials said.

A U.S. official said the intelligence report, and separate reports of a coup attempt from Iraqi opposition figures, were related.

An opposition figure, Ahmed Chalabi, said he received reports in London indicating that a

mechanized brigade from Iraq's Republican Guard was "pounced on" by other security forces as it was attempting to lead or join a revolt.

One official said the United States was involved in the plot against Mr. Saddam but would provide no details.

Mr. Saddam reportedly told his officers that a group of conspirators in the upper reaches of the Iraqi military had been detected, arrested and tortured.

He said they confessed to being involved in a Jordanian-American conspiracy to overthrow him. One official said that many more people had been executed than just the commander of the unit involved.

The official who mentioned the American role said, "There is a major purge going on."

"There was a plot," he added. "We were involved."

The official said that Mr. Saddam was citing a role by Robert M. Gates, the director of central intelligence — in shorthand, the DCI.

"Saddam is linking the coup attempt to the DCI's visit to Jordan, and he's saying that King Hussein is in collusion with us," the official said.

Mr. Gates made an unannounced visit to Jordan late last month, seeking unsuccessfully to persuade King Hussein to let United Nations inspectors take up posts at the port of Aqaba to keep goods from reaching Iraq in violation of the 23-month-old trade embargo.

Faced with the prospect of being seen as openly cooperating with Washington and the United Nations against Baghdad, the king was said to have demurred. But he

pledged unspecified continuing cooperation to Mr. Gates in the efforts to topple Mr. Saddam, officials said.

Among other things, the king has approved a much larger CIA presence in Jordan.

The stepped-up planning against Mr. Saddam would seek Security Council support to set up a UN roadblock just inside the Iraqi border in the desert no-man's-land near the Jordanian frontier post of Trebil. The post would be manned by UN guards currently in Iraq.

Last week, U.S. officials circulated to some allies a proposal for a message to Baghdad with which the UN could assert its authority under existing resolutions to tighten the monitoring of cargo going into Iraq from Jordan.

Iraq Defies UN Order to Let Arms Experts Inspect Building

Agence France-Presse

BAGHDAD — Iraq defied the UN Security Council on Tuesday, refusing for the third day to allow a team of chemical-weapons experts to search the Ministry of Agriculture headquarters.

"The Iraqi position has not changed and we shall not authorize the mission to enter the ministry," said a Baghdad official who requested anonymity.

The Security Council demanded Monday that Iraq immediately stop obstructing the inspectors, who are camped out in five air-conditioned vehicles.

The team, made up of 16 chemical weapons experts and led by an American, Karen Jansen, was barred from entering the ministry Sunday morning. The weapons experts remained outside the building to monitor people entering and leaving.

The inspectors spent Tuesday reading newspapers and books in their vehicles while ministry employees and visitors entered and left freely.

The atmosphere was relaxed.

Rolf Ekeus, head of the UN Special Commission supervising the destruction of Iraqi weapons of mass destruction, has ordered the team to stay in place until it is allowed in. Iraq says a search would violate its sovereignty.

At United Nations headquarters in New York, the president of the Security Council, José Luis Jesús, said the council had demanded that Iraq allow the commission's teams "immediate, unconditional, and unrestricted access to any and all areas, facilities, equipment, records and means of transportation which they wish to inspect."

Under the terms of UN Resolution 687, adopted in April 1991 in the aftermath of Iraq's defeat in the Gulf War, Baghdad was ordered to assist UN inspection teams in efforts to eliminate weapons of mass destruction, including biological, chemical

and nuclear weapons and delivery systems.

In a similar case, a team of inspectors spent four days in a parking lot last September in a standoff over nuclear documents.

Mr. Jesús said the Iraqi refusal to permit the search was an "unacceptable" breach of the resolution, and he read out the Security Council warning to an Iraqi representative, Samir Nima.

Mr. Nima countered that there was "nothing in that building" that pertained to the UN resolution. "It's a ministry and it's a symbol of sovereignty," he said in explaining why the inspectors had been barred. The inspection mission was made an issue, he charged, "to insult and to humiliate."

Meanwhile, Al Thawra, organ of Iraq's ruling Arab Ba'ath Socialist Party, said Tuesday that Ms. Jansen, the UN inspection team leader, was an officer in the U.S. military and had served in Saudi Arabia during the Gulf crisis.

Hussam Mohammed Amin, head of an Iraqi group that accompanies the arms inspectors, told Al Thawra that the present search mission was the 10th by the team since it arrived on June 26. The team found nothing that violated the UN resolution, he said.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, JULY 8, 1992

LIBERATION-8 juillet 1992

Bagdad rejette encore l'inspection de l'ONU

L'Irak a refusé hier l'entrée du ministère de l'Agriculture à une mission de contrôle des experts des Nations unies.

Le régime irakien s'est lancé dans une nouvelle épreuve de force contre l'ONU. Cette fois, il refuse l'accès du ministère de l'Agriculture à des experts d'une mission chimique de l'ONU qui souhaitent l'inspecter à Bagdad. Hier, malgré une demande formulée par le Conseil de sécurité, les dirigeants irakiens n'ont pas cédé, une telle inspection constituant « une atteinte à leur souveraineté » et aux « principes du droit international ».

C'est donc un refus ferme que l'Irak oppose à l'avertissement tout aussi ferme lancé par le président en exercice du Conseil de sécurité, José Luis Jesus (Cap Vert).

En attendant, les seize experts de l'ONU assurent depuis dimanche matin une présence permanente devant les bâtiments qu'ils soupçonnent « d'abriter des données sur l'arsenal chimique irakien ». Conformément à la résolution 687 adoptée en avril 1991 après la guerre du Golfe, l'Irak doit faciliter l'accès des missions de l'ONU chargées de superviser l'élimination de ses armes de destruction massive — biologiques, chimiques, balistiques ou nucléaires — dans tout site lié à leur production. Jusqu'alors, Bagdad a toujours été contraint d'accepter de telles inspections, mais cela n'est pas allé sans incident. En septembre, la saisie de documents par des experts nucléaires avait provoqué un bras de fer entre les autorités irakiennes et l'équipe de l'ONU, restée bloquée pendant quatre jours sur un parking de la capitale.

Ce nouveau durcissement des relations entre Bagdad et l'ONU intervient alors que deux autres aspects du dossier irakien — le renouvellement de l'accord régissant la présence de l'ONU en Irak et la reprise limitée de ses exportations de pétrole — demeurent en suspens. Les 400 « Bérets bleus » déployés dans le Kurdistan et les régions chiïtes ont été maintenus sur place par décision du secrétaire général, Boutros Boutros-Ghali, malgré l'expiration, samedi, de l'accord. Bagdad tente de lier le renouvellement de cet accord à l'acceptation, par les Nations unies, de concessions quant à l'exportation de son pétrole.

La fermeté de Bagdad surprend. Certes, après le démantèlement de ses programmes nucléaires et balistiques, l'Irak pourrait essayer de sauvegarder

Le Quotidien de Paris — 8 juillet 1992

Après l'attentat contre Danielle Mitterrand

Les rappels du Quai d'Orsay au sujet d'un État kurde

Mme Danielle Mitterrand qui a échappé, lundi, à un attentat au Kurdistan irakien, devait regagner Paris hier soir après avoir poursuivi son voyage dans le nord de l'Irak et en Turquie. A Paris, le quai d'Orsay a rappelé que la France n'est pas favorable à la création d'un État kurde.

Au lendemain de l'attentat auquel elle a échappé dans la région du Kurdistan, Danielle Mitterrand a poursuivi son voyage dans le nord de l'Irak et en Turquie, avant de regagner Paris hier soir. Bernard Kouchner qui accompagnait l'épouse du chef de l'État devait demeurer à Ankara pour y rencontrer le ministre turc des Affaires étrangères, Hikmet Cetin. Mme Mitterrand et le ministre de la Santé et de l'Action humanitaire sont arrivés en milieu de journée à Ankara après avoir fait une escale à Diyarbakir, au sud de la Turquie.

Lundi, après l'attentat, Mme Mitterrand qui avait décidé de poursuivre son périple au Kurdistan irakien s'est rendue dans l'après-midi à l'hôpital de Souleimanieh où elle a rendu visite aux quatorze blessés de l'explosion à la voiture piégée qui a fait par ailleurs cinq tués. Au cours de son voyage — qualifié par Bagdad de « grossière violation de la dignité de la souveraineté nationale » — la présidente de France-Libertés a rencontré des représentants kurdes et visité le Parlement kurde au moment de l'annonce de la formation du premier gouvernement de la région située en Irak au nord du 36° parallèle et qui échappe au

contrôle de Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe, en mars 1991.

A Paris, le ministère des Affaires étrangères a souligné le caractère « privé » de la visite de Mme Mitterrand au Kurdistan et rappelé que la France n'est pas favorable à la création d'un État kurde.

Interrogé hier sur un éventuel changement de la position française sur la question kurde, le porte-parole adjoint du quai d'Orsay, Maurice Gourdault-Montagne, a déclaré « que les actions humanitaires menées par Mme Mitterrand envers les populations kurdes se placent sur un plan qui n'est pas celui de la position française sur les Kurdes ». Le porte-parole a rappelé à ce propos les déclarations du président François Mitterrand lors de son voyage en Turquie en avril dernier. M. Mitterrand avait notamment déclaré que la France a « de l'amitié pour le peuple kurde » mais que « c'est un peuple qui n'a jamais réalisé son unité au sein d'un État ». La France, avait-il ajouté, « n'a pas à troubler davantage le climat de cette région difficile en encourageant les Kurdes à revendiquer un État ».

ce qu'il peut de sa capacité chimique. Autre hypothèse: les difficultés du régime sur le front intérieur pourraient l'avoir incité à choisir une logique d'affrontement avec l'ONU en jouant une nouvelle fois la carte du nationalisme.

En effet, les rumeurs faisant état d'une tentative de coup d'Etat, la semaine dernière à l'initiative de l'armée, semblent avérées. Un dirigeant de l'opposition irakienne à Londres,

Ahmed Chalabi, avait même assuré qu'une unité mécanisée des célèbres Gardes républicains (les forces d'élite du régime) avait participé à la révolte ou en avait pris la tête. Selon la presse américaine, qui cite des officiels, ce soulèvement aurait provoqué une vaste purge dans l'appareil militaire, les auteurs de la conspiration ayant été arrêtés et torturés.

J.P. PERRIN (avec AFP)

LUNDI 6 JUILLET 1992 — CTD FRANCE-SOIR ACTUALITÉ

POLITIQUE

ELLE SE TROUVAIT AVEC KOUCHNER
EN MISSION HUMANITAIRE PRIVÉE

Danielle Mitterrand a échappé à un attentat

**C'est au nord
de l'Irak que
la tentative
a eu lieu.
Quatre morts,
19 blessés graves**

Danielle Mitterrand a échappé, ce matin, à un attentat à la voiture piégée au Kurdistan irakien. L'épouse du chef de l'Etat français et Bernard Kouchner, le ministre de la Santé et de l'Action humanitaire, qui l'accompagnait dans ce déplacement privé dans le nord de l'Irak n'ont pas été blessés mais quatre peschmergas (combattants kurdes) sont morts et dix-neuf autres blessés. Parmi ces derniers, un journaliste allemand serait gravement touché.

L'attentat est survenu à 08 h 45 locales entre Soulemanieh et Hawana. Une voiture chargée d'explosifs a sauté peu après le passage du cortège ont annoncé les représentants de l'ONU dans la région. Selon les premières informations « des témoins ont vu une voiture tout terrain de marque Toyota exploser dans une boule de feu qui s'est élevée à 20 mètres de hauteur, au moment où passait la dernière voiture du convoi qui transportait Danielle Mitterrand ». Des informations non confirmées la voiture piégée portait l'écusson des Nations Unies.

POPULATIONS KURDES. Danielle Mitterrand, âgée de 67 ans, présidente de la Fondation France-Libertés qu'elle avait créée après l'arrivée au pouvoir de son mari, avait l'intention de se rendre auprès des popula-

tions kurdes réfugiés dans le nord de l'Irak.

Militante de longue date, particulièrement sensible aux problèmes des Droits de l'Homme, Danielle Mitterrand se bat avec force et discrétion pour les minorités abandonnées. C'est ainsi le 26 février dernier, elle dénonçait devant la commission des Droits de l'Homme de l'ONU le sort des peuple tibétain, timorais et kurde.

A propos des Kurdes, « peuple martyr », elle dénonçait « le désastre causé par l'embargo organisé par les dirigeants irakiens eux-mêmes à l'encontre d'une partie de leur population » et « la destruction systématique des villes et des villages ».

SOUTIEN. C'est pour manifester son soutien à ces populations dont elle disait « qu'elles devraient avoir la garantie de pouvoir retourner librement dans leur pays » que l'épouse du président de la République avait décidé de se rendre sur place et de leur apporter, outre sa présence effective, des denrées de premières nécessités.

Danielle Mitterrand est coutumière de ce genre de voyages qu'elle accomplit en dehors de toutes les protections que pourrait lui offrir l'Etat français. Au grand dam des services de sécurité de l'Elysée qui craignent pour sa sécurité - avec raison, on le voit aujourd'hui -, et des ambassadeurs de France à l'étranger, pour qui parfois, l'action de l'épouse du chef de l'Etat pose problème.

C'est ainsi que Danielle Mitterrand a dû renoncer parfois, raison d'Etat oblige, à des voyages qu'elle voulait accomplir, comme l'année dernière, auprès des Touaregs, dans le grand sud algérien.



Une mission humanitaire qui a failli être fatale à l'épouse du président de la République

Photo FRANCE-SOIR (Michel Pansu)

● SA FONDATION : FRANCE LIBERTÉS

France Libertés, tel est le nom de la fondation créée au printemps 1986 par Danielle Mitterrand. Elle a toujours éprouvé le besoin d'aider et « sa qualité d'épouse du président de la République l'a placée au carrefour d'appels innombrables d'hommes et de femmes opprimés ». Installée place du Trocadéro, France Libertés s'est donné comme emblème le chêne et l'olivier mêlés, « l'emblème de François », précise l'épouse du chef de l'Etat. Danielle Mitterrand multiplie

donc les initiatives humanitaires. De l'Afrique du Sud au Tibet, en passant par l'Argentine et les Indiens du Canada, elle choisit seule ses combats sans demander l'aval présidentiel. Déjà en 1989, elle organisait à Paris un séminaire sur les Kurdes après avoir visité des camps de réfugiés en Irak. Elle s'était rendue à plusieurs reprises au Kurdistan, notamment au printemps 1991, et avait approuvé la décision de l'ONU en faveur du peuple kurde.

Attentat contre un convoi officiel : M^{me} Mitterrand échappe à la mort

Danielle Mitterrand, épouse du chef de l'Etat français, a échappé de quelques secondes à la mort hier lorsqu'un attentat à la voiture piégée a été perpétré au moment du passage de son cortège dans les faubourgs de Souleimanieh, dans le nord de l'Irak.

Cet attentat a fait cinq morts et 15 blessés, selon les autorités kurdes qui contrôlent cette région du nord de l'Irak.

Selon les enquêteurs du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK), une charge explosive de forte puissance avait été placée à bord d'une voiture garée sur le bas-côté de la route.

Ce véhicule a explosé quelques secondes après le passage de la tête du cortège dans lequel se trouvaient M^{me} Mitterrand et le ministre de la Santé et de l'Action humanitaire Bernard Kouchner et qui se dirigeait vers la ville kurde de Halabja.

Les enquêteurs ont précisé que le cortège allait très vite au moment de l'attentat dont ils rejettent la responsabilité sur le gouvernement irakien. Les premiers témoignages recueillis sur place par l'envoyé spécial de l'AFP arrivé sur les lieux quelques minutes après le drame, avaient indiqué que c'était une voiture de l'escorte de M^{me} Mitterrand qui avait été piégée et qui avait explosé.

Le fait qu'un véhicule de l'escorte, atteint de plein fouet et à grande vitesse par l'explosion, ait été projeté à 150 mètres contre une dune où il a brûlé, avait en effet fait croire aux premiers témoins que c'était une voiture des Peshmergas (combattants kurdes) de l'es-



M^{me} Mitterrand est sortie indemne de l'attentat

corte qui avait été piégée et avait explosé en chemin.

Ce n'est qu'après avoir écarté la foule qui s'était rassemblée sur les lieux de l'attentat que les enquêteurs ont découvert un cratère sur le bas-côté gauche de la route, indiquant le lieu de l'explosion du véhicule piégé en stationnement.

Selon le PDK, la voiture piégée était une Toyota Land Cruiser sur laquelle s'étaient activées deux personnes qui semblaient changer une roue et qui ont pris la fuite peu avant l'arrivée du cortège.

Il s'est écoulé un peu plus de deux secondes entre le passage de la voiture de tête du cortège qui allait très vite, et celui du véhicule qui fermait le convoi, selon les enquêteurs. Ils estiment qu'il peut s'agir d'un attentat d'avertissement » don-

les auteurs ont délibérément raté leur cible en tête du convoi ou d'un défaut de mise à feu dû à l'utilisation de poudre ».

La voiture de l'escorte qui a été atteinte de plein fouet était la huitième du convoi, M^{me} Mitterrand ayant pris place dans un véhicule de tête avec Bernard Kouchner. A son bord se trouvaient neuf peshmergas en armes, dont quatre sont morts.

Un autre véhicule de l'escorte a également souffert de l'explosion et une journaliste allemande qui se trouvait à bord a été légèrement blessée au bras.

Un minibus rempli de passagers a effectué plusieurs tonneaux et un jeune enfant qui se trouvait à bord a été tué.

M^{me} Mitterrand dont le convoi s'est brièvement arrêté après l'attentat a déclaré avoir ressenti le choc de l'explosion.

La lutte pour la justice

Quitte à bousculer les usages diplomatiques, l'épouse du président de la République, Danielle Mitterrand, qui vient d'échapper à un attentat dans le Kurdistan irakien, a multiplié les actions humanitaires à la tête de l'association « France-Libertés ».

Qu'il s'agisse de lutter contre la progression du SIDA, de réconforter les déshérités du Chaudron à Saint-Denis de la Réunion ou de défendre les droits du peuple Kurde « opprimé », M^{me} Mitterrand aime à souligner que « La liberté et la justice sont des principes qui n'admettent pas de compromis ».

Le but affiché par son association non gouvernementale, créée en 1986, est de défendre « exclusivement des causes justes » sur le terrain, au Bangladesh dévasté par la mousson, au côté du père Aristide en Haïti, dans les townships, les favelas et dans les camps de réfugiés. L'action multiforme vise à construire des écoles, des centres de soins, à distribuer des couvertures ou à préconiser le recours au préservatif.

Dans ce cadre humanitaire, l'ancienne résistante se veut « libre d'agir comme n'importe quelle citoyenne ». « Constitutionnellement, l'épouse du président de la République n'existe pas » soutient-elle.

Ses initiatives n'en ont pas moins soulevé dans le passé bien des protestations de la part de gouvernements étrangers peu enclins à faire le distinguo entre l'épouse du Président et la militante engagée dans la défense des droits de l'homme et du tiers-monde. Elles ont parfois placé le quai d'Orsay un peu en porte-à-faux.

C'est ainsi que le régime chinois lui a verbalement reproché d'avoir déroulé le tapis rouge en 1989, l'année de Tian Anmen, en l'honneur du Dalaï Lama combattu par Pékin comme « un dangereux agitateur et séparatiste ». Le gouvernement sud africain s'est indigné de son soutien au Congrès national africain (ANC), du temps où il lutait contre l'apartheid les armes à la main. Et les dirigeants argentins ont mal accepté qu'elle s'autorise à critiquer la loi d'amnistie en faveur des auteurs de violations des droits de l'homme.

Le Maroc s'est en son temps élevé contre le soutien de France-Libertés au Front Polisario et la Turquie a dénoncé son « parti pris en faveur des Kurdes ».

De même, les déclarations de M^{me} Danielle Mitterrand à l'issue d'un voyage sur l'île de la Réunion au sortir d'émeutes en mars 1991 ont été entendues comme une condamnation à peine voilée de l'action gouvernementale. Mais de tous les combats humanitaires, c'est celui en faveur du peuple kurde qui l'a le plus mobilisée depuis 1982.

Son action a conduit dès l'année suivante à l'ouverture à Paris d'un institut kurde, premier du genre en Europe. En 1988, elle condamnait avec vigueur le bombardement chimique de la ville de Halabja. En 89, elle ramenait 300 enfants kurdes de retour d'une visite dans un camp de réfugiés.

Le Kurdistan dans l'impasse

Seize mois après la défaite de l'Irak dans la guerre du Golfe et la répression de la révolte kurde contre le pouvoir à Bagdad qui a suivi, la question kurde reste plus que jamais bloquée par l'absence de consensus entre les diverses factions kurdes, le blocus de la région imposé par Bagdad et le maintien au pouvoir de Saddam Hussein.

L'attentat perpétré lundi sur le parcours de Mme Danielle Mitterrand, épouse du président de la République, dans le Kurdistan, est ainsi venu rappeler à l'Occident la permanence du problème kurde et la susceptibilité des autorités de Bagdad à tout ce qui y touche.

La presse officielle de Bagdad a vivement réagi à la visite, de « soutien au peuple kurde » de Mme Mitterrand, fondatrice de l'association humanitaire France-Libertés, dénonçant « l'entrée illégale », en provenance de Turquie, de Mme Mitterrand (dont c'est la deuxième visite dans le Kurdistan depuis le printemps 1991).

L'agacement des autorités de Bagdad tient notamment à ce qu'elles n'ont reconnu ni les élections législatives qui se sont déroulées

en mai dernier au Kurdistan ni le gouvernement kurde qui vient d'être constitué en territoire irakien et dont l'objectif est d'administrer les quelque quatre millions de Kurdes d'Irak, que la communauté internationale a protégés contre la répression dans le cadre de l'opération « Provide comfort ».

Mais alors même que les Kurdes tentent, avec difficulté, de mettre en place des institutions qui leur sont propres, les négociations sur l'autonomie du Kurdistan entre les dirigeants kurdes et le régime de Bagdad sont depuis longtemps au point mort.

Le gouvernement kurde, le premier de l'histoire du Kurdistan d'Irak, a été formé samedi sous la direction du Premier ministre Fouad Maassoum, membre du parlement kurde et du bureau

politique de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK)

La nomination de M. Maassoum a été interprétée par certains diplomates comme une solution de compromis entre les deux principales composantes politiques kurdes — l'UPK de M. Talabani et le PDK (parti démocratique kurde) de M. Massoud Barazani — après le blocage intervenu à l'issue des législatives du 19 mai. Ces deux partis se sont partagé à égalité cent des cent cinq sièges du Parlement. La présidence du parlement a néanmoins été confiée à un membre du parti de M. Barazani.

Un second tour des élections législatives doit en principe être organisé prochainement au Kurdistan, mais aucune date n'a été fixée jusqu'à présent

Danielle Mitterrand poursuit son action

L'épouse du président de la République, Danielle Mitterrand, a qualifié mardi soir de « crime » l'attentat qui a visé lundi au Kurdistan irakien le convoi de son organisation humanitaire France-Liberté faisant sept morts selon elle.

« Quatre peshmergas sont morts sur le coup, un autre est décédé un peu plus tard et deux sont morts dans la nuit » de lundi à mardi, a déclaré Mme Mitterrand, souriante mais visiblement émue, peu après son arrivée en fin d'après-midi à l'aérodrome de Villacoublay, de retour d'un séjour de 4 jours au Kurdistan.

« C'est un crime. Ce sont d'autres victimes qui étaient visées. Mais de toute façon, c'est un crime », a affirmé la présidente de France-Liberté qui a regagné son domicile parisien de la rue de Bièvre où elle est arrivée vers 19h20.

« Cela ne fait pas de doute, c'est notre convoi qui était visé », a-t-elle souligné avant d'ajouter : « On est dans un pays en guerre. Continuellement il y a des attentats. On

court le risque ».

Commentant sa mission, elle a affirmé qu'elle consistait « à témoigner des difficultés à vivre pour ce peuple kurde quotidiennement menacé ». « Cet attentat, commis à l'encontre de notre délégation, en est un témoignage et nous engage à renforcer notre solidarité auprès de ces familles éprouvées et de ce peuple courageux », a-t-elle dit.

Mme Mitterrand a également insisté sur le rôle et l'action des ONG (Organisations non gouvernementales) présentes au Kurdistan et qui sont « confrontées à de multiples entraves pour continuer leur travail humanitaire ». Elle s'est d'autant plus montrée déterminée à « mener une campagne pour faciliter le travail des ONG qui est actuellement impossible là-bas ».

Enfin, interrogée sur un abandon éventuel de son action humanitaire, Mme Mitterrand s'est exclamée : « Est-ce que je suis une fille à renoncer ! », avant d'indiquer qu'elle comptait se rendre en septembre au Brésil.

A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France

ECF0086 2 F 0130 EXT /AFP-SP86

Actu.

Mme Danielle Mitterrand a échappé à un attentat à Soulemanieh

GENEVE (Nations Unies), 6 juil (AFP) - Mme Danielle Mitterrand, l'épouse du chef de l'Etat français, a échappé de peu à un attentat à la voiture piégée lundi près de Souleymanieh (Kurdistan irakien) qui a fait au moins deux morts, a-t-on appris de source officielle à l'ONU à Genève.

Selon des informations transmises par les représentants de l'ONU dans la région, l'attentat est survenu à 08H45 locales entre Souleymanieh et Hawana. Une voiture chargée d'explosifs a sauté peu après le passage du cortège. Ni Mme Mitterrand ni le ministre français de la Santé et de l'Action humanitaire Bernard Kouchner qui l'accompagnait dans ce déplacement privé dans le nord de l'Irak, n'ont été blessés.

phd/tj

AFP 061125 JUL 92

GLGL

ECF0123 2 F 0123 GRB /AFP-SY34

Actu.

Attentat/Mme Mitterrand: 4 tués, 19 blessés graves, selon l'opposition kurde

LONDRES, 6 juil (AFP) - L'attentat à la voiture piégée contre Mme Danielle Mitterrand, lundi matin au Kurdistan irakien, a fait 4 tués et 19 blessés graves, dont un journaliste allemand, a affirmé dans un communiqué à Londres le Congrès national irakien (CNI), qui prétend regrouper l'ensemble de l'opposition kurde en Irak.

Selon ce communiqué envoyé à l'AFP, qui confirme que l'épouse du président français n'a pas été touchée, "des témoins ont vu une voiture tout terrain de marque Toyota exploser dans une boule de feu qui s'est élevée à 20 mètres de hauteur, au moment où passait la dernière voiture du convoi" transportant Mme Mitterrand.

phv/tj

AFP 061206 JUL 92

AGENCE CENTRALE DE PRESSE- AGENCE CENTRALE DE PRESSE- AGENCE CENTRALE DE PRESSE- AGENCE

7 JUILLET 1992

- L'ATTENTAT CONTRE DANIELLE MITTERRAND: LES KURDES ACCUSENT BAGDAD. Pour le chef de file de l'Union patriotique du Kurdistan, Jalal Talabani, l'attentat qui a visé l'épouse du président et le ministre de la Santé et de l'Action humanitaire, Bernard Kouchner, dans le Kurdistan irakien, est "un crime contre le peuple kurde". Il a accusé Saddam Hussein, le président irakien, d'avoir commandité l'attaque, qui a fait cinq morts.

LE PROGRES-7 juillet 1992

Voyage humanitaire à haut risque

Danielle Mitterrand et Bernard Kouchner en mission chez les kurdes ont échappé de justesse hier à un attentat

Un attentat contre l'escorte de l'épouse du chef de l'État français a fait quatre morts et 14 blessés hier matin près de Souleimanieh, dans le nord de l'Irak sous contrôle kurde, sans toucher le véhicule où se trouvait Danielle Mitterrand.

L'explosion a projeté le véhicule piégé des peshmerga (combattants kurdes) de l'escorte, dans une dune de sable où elle a pris feu, tuant sur le coup trois de ses occupants.

Soufflé par l'explosion, un minibus rempli de passagers a fait plusieurs tonneaux sur le bas côté, tuant un enfant de deux ans et blessant ses occupants. Un des blessés hospitalisés à Souleimanieh est mort à la suite de brûlures.

Le ministre français de la Santé et de l'Action humanitaire Bernard Kouchner, qui accompagnait Mme Mitterrand, n'a pas été touché. En revanche, une journaliste allemande a été touchée par des éclats de verre à un bras. Elle a été hospitalisée pour les premiers soins, avant d'être prise en charge par l'ONU dans la ville.

Selon les peshmerga, une charge de TNT, placée sous une des voitures de l'escorte suivant Mme Mitterrand et sa délégation, serait à l'origine de l'explosion.

Paris et Londres ont fermement condamné cet attentat ; Bagdad, de son côté, dénonçait la visite de Mme Mitterrand, la qualifiant "d'acte stupide" et de "violation de la souveraineté d'un pays libre, membre des Nations unies".

Le convoi de Mme Mitterrand et M. Kouchner, arrivés samedi dernier en Irak, a continué sa route vers Halabja où était programmée une visite des écoles et des chantiers de la fondation "France Libertés", présidée par l'épouse de M. François Mitterrand. Ce dernier a été averti de l'attentat alors qu'il se trouvait à Munich pour l'ouverture du sommet du G7. Il a pu la rejoindre dans l'après-midi par téléphone. Hier soir, Danielle Mitterrand et Bernard Kouchner se sont rendus au chevet des blessés.

Les causes humanitaires de Danielle Mitterrand

Quite à bousculer les usages diplomatiques, l'épouse du président de la République, Danielle Mitterrand a multiplié les actions humanitaires à la tête de l'association "France-Libertés".

Le but affiché par son association non gouvernementale, créée en 1986, est de défendre "exclusivement des causes justes" sur le terrain, au Bangladesh dévasté par la mousson, au côté du père Aristide en Haïti, dans les townships, les favelas et dans les camps de réfugiés. L'action multiforme vise à construire des écoles, des centres de soins, à distribuer des couvertures ou à préconiser le recours au préservatif.

Les initiatives de la première dame de France n'en ont pas moins soulevé dans le passé bien des protestations de la part de gouvernements étrangers peu enclins à faire le distinguo entre l'épouse du Président et la militante engagée dans la défense des droits de l'homme et du tiers-monde. Elles ont parfois placé le quai d'Orsay un peu en porte-à-faux.

C'est ainsi que le régime chinois lui a ouvertement reproché d'avoir déroulé le tapis rouge en 1989, l'année de Tian Anmen, en l'honneur du Dalai Lama combattu par Pékin comme "un dangereux agi-



Danielle Mitterrand, une ambassadrice humanitaire

tateur et séparatiste Le gouvernement sud africain s'est indigné de son soutien au Congrès national africain (ANC), du temps où il luttait contre l'apartheid les armes à la main. Et les dirigeants argentins ont mal accepté qu'elle s'autorise à critiquer la loi d'amnistie en faveur des auteurs de violations des droits de l'homme.

Le Maroc s'est en son temps élevé contre le soutien de France-Libertés au Front Polisario et la Turquie a dénoncé son "parti pris en faveur des Kurdes"

Mais de tous les combats humanitaires, c'est celui en faveur du peuple kurde qui l'a le plus mobilisée depuis 1982.

Les Kurdes, entre soutien et oubli

Depuis la fin de la guerre du Golfe, la communauté internationale hésite sur les moyens d'intervention

Seize mois après la défaite de l'Irak dans la guerre du Golfe et la répression de la révolte kurde contre le pouvoir à Bagdad qui a suivi, la question kurde reste plus que jamais bloquée par l'absence de consensus entre les diverses factions kurdes, le blocus de la région imposé par Bagdad et le maintien au pouvoir de Saddam Hussein.

L'attentat perpétré hier sur le parcours de Danielle Mitterrand dans le Kurdistan est ainsi venu rappeler à l'Occident la permanence du problème kurde et la susceptibilité des autorités de Bagdad à tout ce qui y touche.

L'agacement dont ont fait preuve les autorités de Bagdad tient notamment à ce qu'elles n'ont reconnu ni les élections législatives qui se sont déroulées en mai dernier au Kurdistan ni le gouvernement kurde qui vient d'être constitué en territoire irakien et dont l'objectif est d'administrer les quelque quatre millions de kurdes d'Irak, que la communauté internationale a protégés contre la répression dans le cadre de l'opération "provide comfort".

De son côté, le gouvernement kurde, le premier de l'histoire du Kurdistan d'Irak, a été formé

samedi sous la direction du premier ministre Fouad Maassoum, membre du parlement kurde et du bureau politique de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani.

La nomination de M. Maassoum a été interprétée par certains diplomates comme une solution de compromis entre les deux principales composantes politiques kurdes - l'UPK de M. Talabani et le PDK (parti démocratique kurde) de M. Massoud Barazani -, après le blocage intervenu à l'issue des législatives du 19 mai. Un second tour des élections législatives doit en principe être organisé prochainement au Kurdistan mais aucune date n'a été fixée jusqu'à présent.

Sur le plan humanitaire, l'ONU continue de négocier "très difficilement" avec Bagdad, qui maintient un blocus, le renouvellement jusqu'à décembre prochain de l'accord sur l'aide alimentaire aux populations d'Irak.

Après avoir pu réinstaller 400.000 réfugiés kurdes depuis avril 1991, le Haut Commissariat pour les réfugiés va fortement réduire son personnel. La nouvelle action de l'ONU, actuellement sous examen, va désormais porter sur des domaines tels que la santé, l'éducation et l'agriculture.

L'ONU maintient dans le nord du pays quelque 400 "gardes bleus" chargés de protéger les fonctionnaires des Nations unies et d'escorter les convois humanitaires.

Les Echos - 7 juillet 1992

A L'ETRANGER

Mme Mitterrand échappe à un attentat au Kurdistan irakien

Un attentat à la voiture piégée contre l'escorte de Mme Danielle Mitterrand a fait 5 morts et 14 blessés hier matin près de Soulemanieh, dans le nord de l'Irak sous contrôle kurde, sans toucher son véhicule. L'explosion a projeté le véhicule où se trouvaient six peshmergas (combattants kurdes) chargés de la sécurité de la visite de Mme Mitterrand dans une dune de sable où il a pris feu. Trois de ses occupants ont été tués sur le coup. Un minibus rempli de passagers, soufflé par l'explosion, a fait plusieurs tonneaux sur le bas-côté, tuant un enfant et un adulte.

Le ministre de la Santé, Bernard Kouchner, qui accompagnait Danielle Mitterrand, n'a pas été

blessé. En revanche, la correspondante de la télévision allemande à Paris, Sabine Roulbert, a été touchée par des éclats de verre à un bras.

Son véhicule se trouvait immédiatement devant la voiture piégée qui fermait le convoi.

Selon les peshmergas, une charge de TNT avait été placée dans ce véhicule, tandis que, selon l'agent de liaison de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) à Ankara, l'attentat serait dû à « un engin explosif télécommandé ».

A Bagdad, le quotidien « Al-Qadissiyah », édité par le ministère irakien de la Défense, avait dénoncé hier la visite de Mme Mitterrand, la qualifiant de « stupide » et de « violation de la souveraineté d'un pays libre membre des Nations unies ».

Le convoi de Mme Mitterrand et de Bernard Kouchner a continué sa route vers Halaja, ville kurde bombardée à l'arme chimique en 1988, pour y visiter des écoles et des chantiers de la fondation France Libertés.

Era in missione umanitaria tra i curdi

LA STAMPA Martedì 7 Luglio 1992

Iraq, autobomba contro la moglie di Mitterrand

Cinque morti e 19 feriti nel corteo Baghdad: una visita provocatoria



BAGHDAD. Danielle Mitterrand, 67 anni, moglie del Presidente francese, è scampata miracolosamente a un attentato avvenuto ieri nel Kurdistan iracheno. Un'autobomba è esplosa pochi istanti dopo il passaggio dell'auto sulla quale viaggiava la first lady, da un paio di giorni in Iraq per controllare, come presidente di un'organizzazione umanitaria, gli aiuti al popolo curdo.

La deflagrazione ha investito un'auto della scorta, un pullman e alcune vetture in sosta. Cinque i morti (fra cui un bambino di 10 anni), 19 i feriti. Il regime di Baghdad aveva definito il viaggio un'iniziativa «sciocca e illegale» e aveva accusato la moglie di Mitterrand di intrattenere «profondi contatti con le forze ribelli».



Un'auto esplode al passaggio del corteo: illesa la moglie di Mitterrand, 5 morti e 19 feriti

Bomba per Danielle sul fronte curdo

*Baghdad aveva avvertito: una visita sciocca e illegale
Il capo dello Stato le telefona dal vertice di Monaco*

BAGHDAD. Un'autobomba, una violentissima esplosione con fiammate alte venti metri e la morte evitata per un pugno di secondi. Danielle Mitterrand, 67 anni, moglie del Presidente francese, è scampata davvero miracolosamente a un attentato nel Kurdistan iracheno. La deflagrazione è avvenuta proprio pochi attimi dopo il passaggio dell'auto con a bordo la first lady, ma ha investito altre vetture del corteo. Grave il bilancio: 5 morti, 19 feriti.

Danielle Mitterrand era arrivata in Iraq sabato. Una missione di tre giorni, per controllare lo stato degli aiuti al popolo curdo a nome dell'organizzazione umanitaria «France-Libertés» che presiede. Un viaggio criticato dal regime di Baghdad, che alla moglie del Presidente francese ha dedicato ieri un duro editoriale sul quotidiano «Al-Qadissiyah», edito dal ministero della Difesa. Un «gesto sciocco», una «violazione della sovranità di un Paese libero, membro delle Nazioni Unite»: queste alcune delle espressioni usate nell'articolo, in cui si definisce sorprendente il fatto che la first lady «non abbia mostrato sensibilità per migliaia di altri casi umanitari nel mondo», in particolare nei confronti «della morte dei bambini iracheni privati di latte e medicinali dall'embargo economico contro l'Iraq» e nei confronti

«della condizione dei bambini e delle donne palestinesi» nei Territori occupati da Israele. «L'ingresso illegale» nel Kurdistan della signora Mitterrand, scrive ancora «Al-Qadissiyah», rappresenta «un grave precedente nella storia dei popoli e un attentato contro la carta delle Nazioni Unite». Non basta. Il giornale del regime accusa anche Danielle Mitterrand di intrattenere «profondi contatti con i ribelli del Nord».

E' Sulaimaniyeh, nell'Iraq meridionale, il teatro dell'attentato. Sono le 8,45 quando scatta il comando a distanza per l'esplosivo piazzato su un fuoristrada Toyota parcheggiato a bordo strada. Secondo un poliziotto l'auto recava le insegne dell'Onu, altri testimoni parlano invece di un'organizzazione umanitaria privata. La deflagrazione è violentissima: uccide i tre guerriglieri curdi del servizio di sicurezza a bordo dell'ultima auto di scorta e un bambino di 10 anni, che osserva il passaggio del corteo. Ma investe anche un pullman che transita in quel momento, incendia altre auto, scaglia i rottami della Toyota fino a 50 metri di distanza. I feriti si contano fra i passanti e i passeggeri del pullman. Molti sono in gravi condizioni: uno muore dopo il ricovero in ospedale. Restano colpiti anche una giornalista della televisione tedesca e un

funzionario dell'Onu.

Il bilancio rischia però di essere provvisorio, mentre anche altri particolari attendono di essere chiariti. Secondo alcune fonti, infatti, l'esplosivo sarebbe stato sistemato sotto l'auto di scorta e non sulla vettura parcheggiata.

Danielle Mitterrand è comunque illesa, salvo anche il ministro della Sanità che l'accompagna, Bernard Koucher, reduce dal viaggio a Sarajevo al fianco del Presidente. La first lady resta a lungo sul luogo della tragedia. Poi il convoglio (ridotto a sei auto) riprende il viaggio verso Halabja, città nei pressi della frontiera iraniana, in passato oggetto dei bombardamenti chimici dell'esercito iracheno. Da Monaco, dove è impegnato nel vertice dei G7, François Mitterrand riesce a telefonare alla moglie. Il commento sul colloquio del portavoce dell'Eliseo, Jean Musitelli, è ridotto all'osso: «La moglie del Presidente è rimasta scossa, ma sta bene», si limita a dire.

Poco dopo, da Parigi arriva una comunicazione ufficiale dal portavoce del ministero degli Esteri, Daniel Bernard: «Noi condanniamo questo genere di attentato con la più grande fermezza», dice senza muovere accuse sulla paternità dell'attentato. Sembrano infatti non esserci certezze in merito all'organizzazione responsabile

dell'agguato. Non ha dubbi soltanto il Congresso nazionale iracheno, che raggruppa i movimenti di opposizione del Paese. In un comunicato diffuso a Londra, il Congresso non esita a individuare il colpevole: Saddam Hussein.

Crociate private per la first lady

PARIGI

DAL NOSTRO CORRISPONDENTE

«The Queen of the Kurds», la regina dei curdi. «Newsweek» titolava così - l'anno scorso - una lunga intervista a Danielle Mitterrand, first lady da 11 anni ma terzomondista da sempre. La fondazione che presiede, «France-Libertés», non conosce limiti geografici o barriere ideologiche per erogare i 7 miliardi in bilancio. Ma lei rifiuta ogni etichetta filantropica. Il suo modello non è la beneficenza ottocentesca ma l'interventismo, l'azione in presa diretta, il blitz umanitario. Se il Quai d'Orsay, e magari l'Eliseo, non sono d'accordo, poco importa.

Tante buone cause, dal popolo saharai agli indios centro-america, ma una su tutte: i curdi. Nel '89 visita un campo-profughi in Turchia. Alcuni bimbi, racconterà, le gridano: «Non lasciarci, il silenzio uccide». A caldo, decide che bisogna portarli in Francia. «Ne volevo tremila, me ne hanno dati 300». Le autorità transalpina si ritrovano un

inatteso fardello, ma dire no quando la richiesta giunge da una primadonna è sempre difficile. Così i piccoli e le loro famiglie vengono installati nelle campagne d'Alvernia.

E' solo un episodio, tuttavia ben descrive la carica emotiva della signora Mitterrand, che nel ministro Bernard Kouchner trova un formidabile alleato. Già il suo curriculum ne mostra peraltro la grinta. A 17 anni (oggi sono 50 di più) Danielle Gouze lasciava i familiari agi borghesi per scendere in campo con i maquis. Svolse incarichi modesti, ma d'alto rischio, che richiedevano buoni nervi e rapidità. Altra azione fulminea, proprio negli stessi mesi, il matrimonio con François. Si sposano nel '44. L'aneddoto vuole che il futuro leader socialista la notasse su una fotografia. «Chi è?» domandò a Christine Gouze, di cui era amico. «Mia sorella» fu la risposta. «Bene, la sposa».

Bruna, occhi azzurri, viso dalle fattezze irregolari ove balena quasi una luce d'Oriente, Danielle era - e resta - una donna



Danielle Mitterrand e il marito a una cerimonia ufficiale. Si sono conosciuti durante la lotta partigiana

(FOTO AP)

charmante. Avere per consorte un sottosegretario, quindi ministro, poi ideologo ps, infine anti-De Gaulle nel ballottaggio presidenziale del '65 è arduo per chi ama l'indipendenza. I due figli, Gilbert e Jean-Cristophe, non esaurivano le sue aspirazioni. Nondimeno, rimase a lungo defilata, malgrado già coltivasse con slancio l'impegno verso gli «ultimi», fossero i poveri di Francia, le etnie oppresse o i popoli senza democrazia. «François è mitterrandista, io mi limito a credere nel socialismo senza aggettivi» ama ripetere.

Il primo quadriennio la coglie ancora in secondo piano. Mitterrand ha già per nomignolo

«Tonton» (lo Zio), ma lei non è ancora «Tatie Danielle», la zietta: l'appellativo le cade irrimediabilmente addosso solo due anni fa, quando esce a Parigi il film omonimo su una bisbetica, demoniaca zitella. Come la protagonista, madame Mitterrand è ormai una pugna combattente a oltranza. «France-Libertés», non poche sovvenzioni pubbliche, tuttavia resta «organizzata, ma non governativa», dunque libera. Eppure nessuno all'estero, vuole crederci. Pensano sia la «longa manus» di François, una sorniona politica diversificata. Così, quando vede il Dalai Lama, l'ambasciatore cinese a

Parigi avanza una protesta ufficiale per «interferenze». «E' lei che interferisce, non io», gli ribatte secca la First Lady. Ma la volta che re Hassan II minaccia rotture per un «viaggio di solidarietà» nel Sahara marocchino, la fanno desistere. E deve pigiarsi.

Salvo ripartire sempre alla carica. «Se dò fastidio a mio marito, poco male: sono una cittadina francese, e rivendico questa libertà». Ogni giorno riceve lettere a decine. «Qualcuno mi chiede di candidarmi per l'Eliseo. Non potrei mai. Però so fare quel che faccio».

Enrico Benedetto

PARIS-NORMANDIE—7 juillet 1992

Attentat contre Mme Mitterrand : à deux secondes de la mort

Danielle Mitterrand, épouse du chef de l'Etat français, a échappé de quelques secondes à la mort hier lorsqu'un attentat à la voiture piégée a été perpétré au moment du passage de son cortège dans les faubourgs de Souleimanieh, dans le nord de l'Irak.

Cet attentat a fait cinq morts et 15 blessés, selon les autorités kurdes qui contrôlent cette région du nord de l'Irak. Selon les enquêteurs du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), une charge explosive de forte puissance avait été placée à bord d'une voiture garée sur le bas-côté de la route.

Ce véhicule a explosé quelques secondes après le passage de la tête du cortège dans lequel se trouvaient Mme Mitterrand et le ministre de la Santé et de l'Action humanitaire Bernard Kouchner et qui se dirigeait vers la ville kurde de Halabja.

Les enquêteurs ont précisé que le cortège allait très vite au moment de l'attentat dont ils rejettent la responsabilité sur le gouvernement irakien.

Les premiers témoignages recueillis sur place par l'envoyé spécial de l'AFP arrivés sur les lieux quelques minutes après le drame, avaient indiqué que c'était une voiture de l'escorte de Mme Mitterrand qui avait été piégée et qui avait explosé.

Le fait qu'un véhicule de l'escorte, atteint de plein fouet et à grande vitesse, par l'explosion, ait été projeté à 150 mètres contre une duré où il a brûlé, avait en effet fait croire aux premiers témoins que c'était une voiture des Peshmergas (combattants kurdes) de l'escorte qui

avait été piégée et avait explosé en chemin.

Ce n'est qu'après avoir écarté la foule qui s'était rassemblée sur les lieux de l'attentat que les enquêteurs ont découvert un cratère sur le bas-côté gauche de la route, indiquant le lieu de l'explosion du véhicule piégé en stationnement.

Elle continue

Selon le PDK, la voiture piégée était une Toyota Land Cruiser sur laquelle s'étaient activées deux personnes qui semblaient changer une roue et qui ont pris la fuite peu avant l'arrivée du cortège.

Il s'est écoulé un peu plus de deux secondes entre le passage de la voiture de tête du cortège qui allait très vite, et celui du véhicule qui fermait le convoi, selon les enquêteurs. Ils estiment qu'il peut s'agir d'un « attentat d'avertissement » dont les auteurs ont délibérément raté leur cible en tête du convoi ou d'un « défaut de mise à feu dû à l'utilisation de poudre ».

La voiture de l'escorte qui a été atteinte de plein fouet était la huitième du convoi, Mme Mitterrand ayant pris place dans un véhicule de tête avec Bernard Kouchner. A son bord se trouvaient neuf peshmergas en armes, dont quatre sont morts.

Un autre véhicule de l'escorte a également souffert de l'explo-



Déjà, en janvier 91, Danielle Mitterrand s'était rendue dans un camp de réfugiés kurdes en Iran (AFP)

sion et une journaliste allemande de qui se trouvait à bord a été légèrement blessée au bras. Un minibus rempli de passagers a effectué plusieurs tonneaux et un jeune enfant qui se trouvait à bord a été tué.

Mme Mitterrand dont le convoi s'est brièvement arrêté après l'attentat a déclaré avoir ressenti le choc de l'explosion, comme si son véhicule avait « heurté quelque chose sur la route ». Elle a indiqué s'être retournée et avoir vu la fumée dégagee par l'explosion. Elle a décidé de ne pas interrompre son voyage humanitaire à Halabja qui avait été bombardé à l'arme chimique par l'aviation irakienne en 1988. Ce bombardement avait fait 5.000 morts.

Libération - 7 juillet 1992

KURDISTAN IRAKIEN

AU KURDISTAN, LA MORT FROLE DANIELLE MITTERRAND

Un attentat à la voiture piégée, hier matin à Souleimanieh, a touché le cortège de Danielle Mitterrand et de Bernard Kouchner, en mission humanitaire au Kurdistan depuis trois jours. Chez les responsables kurdes, nul ne doute que l'explosion, qui a fait au moins cinq morts et quinze blessés, est l'œuvre de Bagdad.

Souleimanieh (Kurdistan irakien),
envoyé spécial

Danielle Mitterrand et Bernard Kouchner ont échappé de très peu, lundi matin, à un attentat à la voiture piégée, qui a fait au moins cinq morts et quinze blessés. L'explosion — qui a eu lieu peu après 8h30 du matin au passage du cortège des visiteurs français, composé d'une dizaine de voitures, sur une grande route à la sortie Est de Souleimanieh —, s'est produite au niveau des trois derniers véhicules, occupés essentiellement par des peshmergas — combattants kurdes — chargés d'escorter le convoi. Trois d'entre eux ont été tués sur le coup, un autre devait décéder dès son admission à l'hôpital. Plusieurs souffrent de brûlures graves et deux autres se trouvaient dans un état critique. Au même moment, le souffle et les éclats de l'explosion renversaient un minibus qui allait s'écraser sur le bas-côté. Un enfant de 10 ans est mort à son arrivée à l'hôpital, où plusieurs passagers du bus ont été admis, certains grièvement blessés. Par ailleurs, une journaliste de la télévision allemande qui se trouvait à la fin du cortège a été légèrement blessée au bras.

Selon les services locaux de sécurité, l'explosion aurait été provoquée par une charge de forte puissance placée dans une Toyota de type « Land-Cruiser », le même modèle que celui utilisé par les milices kurdes de l'escorte. Dans un premier temps, il semblait que c'était justement l'une de ces voitures d'accompagnement qui avait été piégée — en particulier sur la foi d'un témoin direct, le chauffeur de la voiture qui suivait immédiatement celle qui a été entièrement détruite dans l'attentat, la sienne propre faisant plusieurs tonnes. Mais les mêmes sources de Souleimanieh assurent avoir récupéré les débris de deux véhicules semblables répartis sur plusieurs centaines de mètres.

L'un des responsables de la ville précisait que, d'après les premiers éléments de l'enquête technique, la charge de la voiture piégée avait été mise à feu vraisemblablement par un système manuel, à l'aide de poudre,

supposait-il, parce que les auteurs de l'attentat n'avaient pas réussi à faire fonctionner un système de télécommande. Si cette hypothèse se confirmait, il serait alors certain que l'attentat avait clairement pour but d'atteindre Danielle Mitterrand et Bernard Kouchner, moins de 10 secondes les séparant du lieu de l'explosion.

Lundi, au troisième jour de leur visite au Kurdistan d'Irak, la présidente de la fondation France-Liberté et le ministre français de la Santé et de l'Action humanitaire venaient de quitter Souleimanieh, la capitale historique



du Kurdistan irakien, pour se rendre à Halabja, la ville martyre, gazée en 1988 puis détruite par l'armée de Saddam Hussein. L'attentat n'a rien changé au programme prévu, même si l'émotion était visible chez les deux personnalités françaises.

Dès leur retour de Halabja, Bernard Kouchner et Danielle Mitterrand se sont rendus au chevet des blessés, dont la majorité présentent des brûlures profondes ou des traumatismes crâniens. M^{me} Mitterrand n'a pu retenir ses larmes, quand, de salle en salle, ceux qui pouvaient parler, la reconnaissant, se dressaient sur leur lit pour dire « merci, merci de ce que vous avez fait pour les Kurdes et le Kurdistan ». Un jeune homme, dont le frère cadet, blessé dans le minibus, venait de subir une ablation de la rate, ajoutait même, la voix tremblante, qu'il aimerait « donner sa vie pour les Français, après tout ce qu'ils ont fait pour nous ». Sa mère, gravement touchée à l'œil et à l'oreille, et sa sœur, dont le corps montrait de multiples brûlures, reposaient sur les lits voisins. Dans une

autre salle, un peshmerga, lui aussi gravement brûlé, affirmait que « les Français et nous sommes du même côté de Dieu, car Dieu sait et nous savons tous qui est le responsable de ces horreurs ». Ensuite, Bernard Kouchner et ses collaborateurs sont allés s'incliner à la morgue de l'hôpital devant les trois corps calcinés des peshmergas tués immédiatement dans l'attentat.

Si les circonstances de l'explosion ne sont pas encore toutes éclaircies, nul ne doute à Souleimanieh que « l'ordre est venu de Bagdad ». Pour Jalal Talabani, le président de l'Union patriotique kurde (UPK), « ce crime grossier porte la marque du régime terroriste de Bagdad et des agents irakiens. Nous avons déjà arrêté un suspect et nous espérons pouvoir bientôt exposer au monde entier les méthodes de Bagdad, pour ce crime comme dans bien d'autres qui l'ont précédé ».

Attentat à la grenade, bombes et voitures piégées ponctuent en effet la liberté recouvrée des Kurdes d'Irak depuis l'automne dernier. Il y a un peu plus d'une semaine, une grenade était lancée contre les locaux du haut-commissariat aux réfugiés des Nations unies. Il ne fait guère de doute que Saddam Hussein ne peut accepter la situation créée par les élections kurdes de mai dernier, suivies par la nomination, le samedi 4 juillet, du premier gouvernement du Kurdistan libre d'Irak. La visite de Danielle Mitterrand, certes au titre d'une fondation privée mais néanmoins épouse du président de la République, comme celle de Bernard Kouchner, certes sympathisant de la cause kurde depuis bientôt deux décennies mais aujourd'hui ministre du gouvernement français, ne pouvait résonner que comme une provocation dans la vision de Bagdad. Au point de tuer ? S'agissant des Kurdes et de quiconque s'intéresse à eux, le régime, qui n'a pas hésité à utiliser les armes chimiques contre des civils, ne reculerait vraisemblablement devant rien. Même si l'attentat de lundi matin ne voulait être qu'un avertissement, il fut sanglant et le risque était énorme. Il s'en est fallu de quelques secondes...

Marc KRAVETZ

La moglie del presidente francese è scampata a un attentato dinamitardo nel Nord dell'Irak

Bomba contro madame Danielle

Distrutta un'auto di guerriglieri curdi che scortava la signora Mitterrand in missione umanitaria. E' stata una strage: cinque persone dilaniate, 14 feriti. I sospetti sul regime di Saddam Hussein

DAL NOSTRO INVIATO

PARIGI — La moglie del presidente della Repubblica francese, Danielle Mitterrand, è scampata alla morte, ieri mattina, nel Kurdistan iracheno, dove si trova — in missione umanitaria — assieme al ministro della Sanità Bernard Kouchner. Un'autobomba è esplosa al passaggio del corteo e ha trasformato una delle vetture della scorta in una palla di fuoco. Cinque morti e 14 feriti. Una strage.

Forse i terroristi volevano eliminare la scomoda «socialista dura e pura» che si batte per il rispetto dei diritti dell'uomo, ovunque siano calpestati. Forse volevano soltanto sfiorarla e spaventarla, con l'obiettivo di lanciare un messaggio mafioso al suo potente marito.

È curioso che proprio ieri mattina, a Bagdad, poche ore prima del sanguinoso attentato, il quotidiano delle Forze armate, *Al Qadisiya*, che riproduce fedelmente le opinioni del dittatore Saddam Hussein, si sia scagliato contro la presenza nelle regioni curde della signora Mitterrand: «Una visita stupida che viola la sovranità di un Paese libero e membro delle Nazioni Unite».

La visita che i portaborse di Saddam definiscono «stupida» non è la prima di Danielle Mitterrand nella regione. Come presidentessa dell'Associazione umanitaria «France-Libertés» (Francia-le libertà), ha già avuto la possibilità di aiutare e confortare i patrioti curdi e soprattutto i sopravvissuti allo spaven-



PARIGI — Mitterrand con la moglie Danielle durante una cerimonia ufficiale

to bombardamento chimico del villaggio di Halabja dove i soldati di Saddam nell'88 sterminarono oltre 5000 civili.

Danielle Mitterrand ieri si trovava a Suleymanieh, in attesa di raggiungere e incontrare uno dei leader della resistenza curda, Jalal Talabani. L'automobile sulla quale era salita assieme al ministro Kouchner era la seconda di un corteo di sei vetture. Su quella di coda, una Toyota Land Cruiser, avevano preso posto tre guardie del corpo: «peshmerga» dell'Unione patriottica del

Kurdistan, appunto l'Upk di Talabani. Poco più avanti, le guardie del partito democratico, il Pdk di Massud Barzani, come per indicare l'aprezzamento universale per la missione della moglie del presidente francese.

Il corteo è stato costretto a rallentare per via di un posto di blocco e i sicari, con un telecomando, hanno fatto saltare il carico di tritolo. Vi sono due ipotesi: che l'esplosivo fosse stato nascosto sotto la Toyota; oppure su una vettura parcheggiata poco di-

stante. L'auto della scorta si è trasformata in una palla infuocata e, dopo un volo di venti metri, è precipitata in un fosso.

Un autobus carico di ragazzini, che stava incrociando il corteo, è stato scaraventato dallo spostamento d'aria in mezzo alla strada, dopo due spaventosi ribaltoni. Un bimbo di due anni e mezzo è morto sul colpo; un ragazzo di 10 è deceduto all'ospedale. Tutti gli altri sono rimasti feriti. Tra le vittime dell'attentato anche Sabine Roulbert, corrispondente da Parigi della televisione tedesca, colpita da una scheggia.

La signora Mitterrand, dopo una breve sosta, è ripartita verso Halabja. La notizia dell'attentato è entrata nelle case dei francesi all'ora di pranzo, in apertura di telegiornale. Parole di dura condanna del portavoce governativo. Il numero due del Partito socialista, Gérard Lindeperg, ha elogiato «le coraggiose iniziative della signora Mitterrand e della sua associazione, e l'opera, a volte accompagnata da rischi mortali, svolta al servizio dei diritti dell'uomo».

Chi ha compiuto l'attentato? Secondo il «Congresso nazionale iracheno», che pretende di rappresentare tutti gli esiliati del Paese e ha sede a Londra, non è «difficile risalire al mandante», lasciando quindi intendere il regime di Bagdad. Ma non si possono escludere altre ipotesi: il Kurdistan è un nodo delicatissimo e ribolle di intrighi.

Antonio Ferrari

PARIGI — I socialisti francesi più duri, quelli che ancora sognano la giustizia sociale, non amano i rampanti ed evitano i progressisti del business, la considerano «l'unica vera socialista della famiglia». Due giornalisti, mandati a intervistarla, forse con l'obiettivo di scovarne aspetti discutibili, sono tornati con il ritratto di una «donna verticale», seria, convinta e appassionata.

Di certo, Danielle Mitterrand ha una personalità assai diversa da quelle delle first lady francesi che l'hanno preceduta. «È una donna che ha idee proprie, e che non farà la presidentessa e basta», ha scritto il *Washington Post*, riconoscendole un notevole fascino e rendendo un tributo speciale alla sua bellezza appena appassita: l'ha paragonata a Leslie Caron.



Danielle Mitterrand

La prima donna di Francia è arrivata all'Eliseo senza programmi e senza ambizioni. Si è fatta un punto d'onore di «non intralciare mai il marito»: nessuna interferenza, anche perché tra i due c'è un saldo rapporto di coppia, a prova della piena libertà di entrambi. Un rapporto cementato dagli anni della Resistenza, vissuti assieme.

Danielle dice: «Sono

IL RISCHIO E' IL SUO MESTIERE

DAL NOSTRO INVIATO

politicizzata, non una donna politica». Spiega: «Non ho nessun potere, se non quello dell'indignazione». Rifiuta l'etichetta di «pasionaria», ma poi precisa: «Se essere militante significa lottare contro l'ingiustizia, allora sono una militante. Se militante significa ribellarsi davanti a uomini colpiti perché difendevano le loro idee, ancora sì, sono una militante. Sono cresciuta così. Mio padre mi ha insegnato a rispettare gli altri e a mettermi a loro disposizione».

Ed è con grande umiltà — lo sostengono i suoi collaboratori — che conduce l'Associazione «France-Libertés». Quando c'è in vista una missione, anche rischiosa, non si ritrae. «Al contrario, si esalta», racconta una sua amica.

A. F.

CORRIERE DELLA SERA

MARTEDÌ 7 LUGLIO 1992

Strage al passaggio dell'auto con la moglie del presidente in missione umanitaria nell'Irak

Attentato a Danielle Mitterrand

Autobomba in Kurdistan, salva per miracolo la first lady francese

PARIGI — Danielle Mitterrand, moglie del presidente francese, è passata a pochi metri dalla morte. In missione umanitaria tra la popolazione del Kurdistan iracheno, la signora è sfuggita per un soffio a un attentato dinamitardo: una bomba è stata fatta esplodere mentre passava il piccolo corteo di auto che la portava verso Halabja, la cittadina «gasata» dagli iracheni nel 1988. E' stata una strage: 5 morti e 14 feriti.

L'ultima auto del convoglio è stata colpita in pieno e si è trasformata in una bara di fuoco: tre guerriglieri curdi che scortavano la first lady sono rimasti uccisi, altri sei feriti.

L'onda d'urto dell'esplosione ha investito un autobus carico di civili che passava in senso opposto: due bambini sono morti e altre sette persone sono rimaste ferite, alcune in modo molto grave. E' stata colpita anche

una giornalista tedesca.

Secondo le prime ricostruzioni l'attentato sarebbe stato compiuto con la tecnica dell'autobomba.

Danielle Mitterrand è rimasta illesa e ha potuto proseguire la sua missione di soccorso tra le popolazioni curde schiacciate dalla repressione di Bagdad.

Proprio ieri la stampa del regime iracheno aveva lanciato accuse roventi alla signora, definendo la sua visita nella regione settentrionale «una sciocchezza che viola la sovranità di un Paese libero e membro delle Nazioni Unite». Alla moglie del presidente francese i giornali di Saddam Hussein hanno anche rimproverato di intrattenere «relazioni profonde con i ribelli del Nord».

Secondo l'opposizione irachena in esilio, con questi indizi «non è difficile risalire al mandante dell'attentato».

A. Ferrari a pagina 11



Danielle Mitterrand, moglie del presidente francese, in un campo di rifugiati curdi

Danielle Mitterrand entgeht im Irak unverletzt einem Anschlag

Dienstag, 7. Juli 1992
Nr. 156



Seit Jahren setzt sich die Gattin des französischen Präsidenten für die Kurden ein. So besuchte sie im Januar 1991 ein kurdisches Flüchtlingslager im Iran. Foto Keystone

Basler Zeitung

Genf/London/Bagdad. AFP. Die Frau des französischen Staatschefs, Danielle Mitterrand, ist am Montag bei einem Besuch im irakischen Kurdengebiet nur knapp einem Attentat entgangen. Beim Anschlag durch eine Autobombe in der Nähe der Stadt Sulejmanijah wurden nach Angaben von Vertretern der Vereinten Nationen fünf Menschen getötet; 14, nach andern Angaben 19, weitere wurden verletzt.

Noch am Montag hatte die Führung in Bagdad die Reise der Präsidentengattin, die sich als Vorsitzende der Menschenrechtsstiftung France Liberté schon seit Jahren aktiv für die Kurden einsetzt, scharf kritisiert. Während sich Mitglieder der UNO-Truppen vor Ort zu den möglichen Urhebern des Anschlags nicht äussern wollten, machte die irakische Opposition den Geheimdienst von Präsident Saddam Hussein dafür verantwortlich.

Nach Angaben des UNO-Hochkommissariats für Flüchtlinge in Genf ereignete sich der Anschlag auf der Strasse zwischen Sulejmanijah und Hawana kurz vor einem Kontrollposten irakischer Sicherheitskräfte. Frau Mitterrand und der sie begleitende französische Minister für Gesundheit und humanitäre Aktion, Bernard Kouchner, blieben unverletzt und setzten ihre Reise nach dem Anschlag fort.

Nach Angaben eines AFP-Korrespondenten war die Bombe unter dem letzten Fahrzeug der Kolonne, einem Geländewagen mit kurdischen Leibwächtern, angebracht. Von der Wucht der Explosion sei er in eine Düne geschleudert worden und dort in Brand geraten; drei der neun Insassen seien verbrannt. Auch ein die Kolonne passierender Kleinbus sei ins Schleudern geraten und habe sich mehrfach überschlagen. Ein zweijähriges Baby wurde sofort getötet, ein weiterer Insasse starb im Spital von Sulejmanijah.

Der Besuch Danielle Mitterrands in der Kurdenregion war am Montag auf scharfe Kritik der Zeitung «El-Kadissijah», des Sprachorgans des irakischen Verteidigungsministeriums, gestossen. Die Zeitung bezeichnete ihn als «dummen Akt» und als «Verletzung der Souveränität eines freien Landes und Mitglieds der Vereinten Nationen». Die «illegale Einreise von Frau Mitterrand ins irakische Kurdistan sei ein schwerer Präzedenzfall in der Völkergeschichte und ein Verstoss gegen die UNO-Charta».

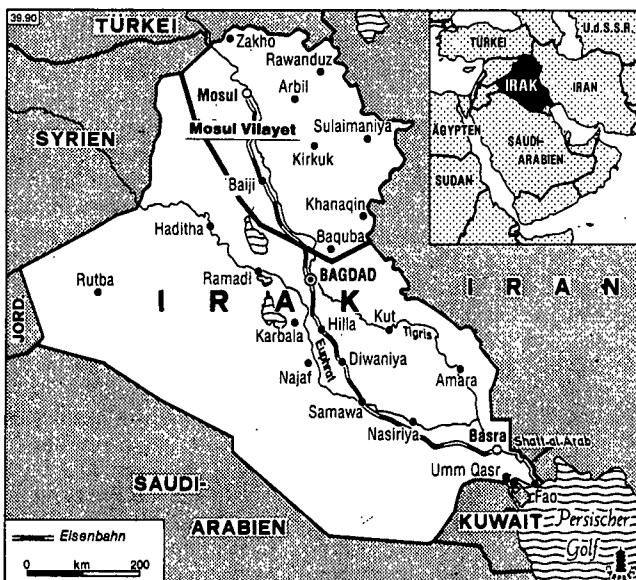
In einem Telefongespräch mit ihrem Mann, der sich am Weltwirtschaftsgipfel in München aufhält, sagte Madame Mitterrand, ihr und ihren Begleitern sei nichts geschehen. Das Ausserministerium in Paris verurteilte «diese Art des Angriffs auf das schärfste».

● Die irakische Regierung hat am Montag einer Gruppe von 16 UNO-Inspektoren weiterhin den Zutritt zum Landwirtschaftsministerium verweigert. Die Experten vermuten dort Unterlagen über das irakische Chemiewaffenpotential.

Völkerrechts-Offensive gegen Saddam Hussein

Eine Abspaltung des Nordirak wäre legal

Nach herrschendem Völkerrecht könnte sich der vorwiegend von Kurden besiedelte Nordirak (früher Mosul Vilayet, vgl. Karte) mit Hilfe der UNO legal vom Irak abspalten.



Karte Carpress/
BaZ

Genf. Eine sensationelle Entdeckung im Archiv des Völkerbundes in Genf zeigt, dass die irakische Regierung und Staatspräsident Saddam Hussein nach zwar vergessenem, aber immer noch geltendem Recht nur sehr beschränkt Ansprüche auf den vorab von Kurden bevölkerten Nordirak und seine Erdölquellen erheben können. Laut der Irak-Deklaration vom 30. Mai 1932 werden der aus Kurden, Assyrern, Turkmenen, Armeniern und anderen ethnischen Gruppen zusammengesetzten Bevölke-

rung im Mosul Vilayet (Nordirak) Mehrheits-Schutzvorrechte wie auch das Recht zur Nutzung der eigenen Ressourcen zugestanden. Diese wurden vom Völkerbund garantiert, der so die damals bereits herrschenden Spannungen zwischen Arabern und Nicht-arabern im seinerzeitigen Königreich Irak zu entschärfen versuchte.

Für das UNO-Mitglied Irak sind diese Verpflichtungen heute nach wie vor verbindlich, erklärt der Schweizer Jean A. Keller, Sekretär der Gute-Dienste-Gruppe europäischer Parlamentarier (Genf), welche die brisanten Rechtsgrundlagen entdeckt hat. Brisant darum, weil der Nordirak, mit dem Völkerrecht im Rücken, auf dem Rechtsweg z.B. via Sicherheitsrat-Entscheid vom Irak abgespalten werden könnte. Dadurch würde Bagdad auch «seine» grössten Erdölfelder in Kirkuk und Mosul verlieren.

Hierzu wurden im Nordirak und anderswo bereits die ersten Schritte in die Wege geleitet. Und zwar nicht etwa von den traditionellen Kurdenparteien und der Kurdistan-Front, sondern von den insgesamt 75 Stammesführern des Gebietes. Sie gründeten den Mosul-Vilayet-Rat und unterschrieben am

15. Mai in Ankara eine «Selbstbestimmungsdeklaration», abgestützt auf die UNO-Charta und die wiederentdeckte Irak-Deklaration von 1932.

Mit seiner Selbstbestimmungsdeklaration ruft der Rat den versuchten Völkermord an den Kurden in Erinnerung, er verweist auf die Ausbeutungspolitik Bagdads und bezeichnet die Rohstoffe und Ölquellen des Gebietes als historisch rechtmässiger Besitz einheimischer und türkischer Landbesitzer. Vor allem aber ersucht er den UNO-Sicherheitsrat, dafür zu sorgen, dass der Irak jetzt sofort und vollumfänglich allen UNO-Resolutionen und internationalen Verpflichtungen nachkommt, um der Not in dem von einem doppelten Embargo getroffenen Nordirak ein Ende zu setzen.

Sollte Bagdad nicht sofort einlenken und dem Norden alle im Jahre 1932 garantierten Rechte zugestehen, müsste der Sicherheitsrat für das 91 000 Quadratkilometer grosse und rund fünf Millionen Menschen umfassende Gebiet die Konsequenzen ziehen: beispielsweise mit der Gründung eines von den irakischen Machthabern unabhängigen Mosul Vilayet unter der Schirmherrschaft der UNO.

Wie dieses Ziel herbeigeführt werden kann, darüber beraten diese Woche in Genf Diplomaten und Delegierte des Mosul-Vilayet-Rats. Die Unterstützung der bislang tonangebenden und in Zugzwang geratenen Kurdenführer Barzani und Talabani hat sich der Rat bereits gesichert. UNO-Stellen, Europaparlamentarier, Schweizer Behörden, Hilfsorganisationen sowie türkische Politiker und Militärs werden zurzeit um Unterstützung gebeten und mit der Idee von Mosul Vilayet vertraut gemacht. Dessen Verwirklichung wird aber auch massgebend davon abhängen, wie die Anrainerstaaten, vorab die Türkei, die Alliierten und nicht zuletzt auch die Kurden in den Nachbarstaaten auf die Anstrengungen der 75 Stammesführer im Nordirak reagieren.

Rasch reagiert auf die kurdische Völkerrechtsinitiative hat bislang vor allem einer – Iraks Vize-Premierminister Tariq Aziz. Dieser erkannte rasch die Brisanz der ausgegrabene Dokumente und liess als gewiefter Taktiker kürzlich dies gegenüber einem UNO-Delegierten verlauten: «Irak wäre der erste Staat, der die kurdische Unabhängigkeit anerkennen würde.»

Ruedi Suter

Le Monde • Jeudi 9 juillet 1992

Après l'attentat auquel elle a échappé au Kurdistan irakien

M^{me}. Mitterrand affirme n'être pas « fille à renoncer »

A son retour à Paris, mardi 7 juillet au soir, après son voyage au Kurdistan irakien, M^{me} Danielle Mitterrand a affirmé qu'il ne faisait « aucun doute » que c'est son convoi qui était visé dans l'attentat à la voiture piégée qui, lundi, près de Souleimaniyeh, a fait sept morts, au total, selon elle. « Quatre *peshmergas* (combattants kurdes) sont morts sur le coup, un autre est décédé un peu plus tard et deux sont morts dans la nuit » de lundi à mardi, a déclaré M^{me} Mitterrand, visiblement émue. « C'est un crime. Ce sont d'autres victimes qui étaient visées. Mais de toute façon, c'est un crime », a-t-elle ajouté.

Interrogée sur la poursuite de son action à la tête de la fondation France-Libertés, elle s'est exclamée : « Est-ce que je suis une fille à renoncer ? » Et d'indiquer qu'elle comptait se rendre en septembre au Brésil.

« Je continuerai mon action jusqu'à ma mort » a déclaré

d'autre part M^{me} Danielle Mitterrand à Europe 1, mercredi 8 juillet, « je serais malhonnête de renoncer après cet attentat. Que penseraient ces gens qui risquent leur vie tous les jours si j'arrêtais ? » La présidente de la Fondation France Libertés a souligné sa détermination à continuer de plaider la cause des kurdes qui reviennent dans leurs villages ravagés et vivent dans une misère extrême : « Nous avons repéré d'énormes projets de reconstruction que nous espérons mener à bien. »

Mme Mitterrand estime qu'il n'y a pas de contradiction entre son action et la position du gouvernement français sur les Kurdes : « France Libertés soutient une population et non la création d'un Etat kurde. D'ailleurs les kurdes irakiens revendiquent leur nationalité irakienne. » Elle a confirmé qu'elle n'avait pas de visa pour entrer en territoire irakien. « Depuis bien longtemps les associations humani-

taires françaises et étrangères ont renoncé à demander un visa à Bagdad qui les refuse, a-t-elle expliqué. Je savais qu'on me le refuserait. Je ne voulais pas de cet affront. »

De son côté, M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, qui accompagnait M^{me} Mitterrand et qui est demeuré en Turquie, s'est borné à déclarer qu'il fallait « continuer à aider les Irakiens » du nord. Il a indiqué qu'il réservait ses impressions sur sa visite dans le Kurdistan au ministre des affaires étrangères turc, M. Hikmet Cetin, qu'il devait rencontrer mardi dans la soirée.

Le Quai d'Orsay a rappelé pour sa part que la visite de M^{me} Mitterrand et de M. Kouchner dans le Kurdistan irakien avait un caractère « privé ». « Il ne faut pas inférer de l'action humanitaire menée par M^{me} Mitterrand des positions que l'on prêterait au gouvernement français », a déclaré M. Maurice Gourdault-Montagne, porte-parole du ministère des affaires étrangères, en soulignant que Paris n'était pas favorable à un Etat kurde et « respecte le droit et la souveraineté des Etats où il y a des Kurdes et particulièrement la souveraineté turque ».

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE — July 7, 1992

Mitterrand's Wife Survives Deadly Attack on Motorcade in Iraq

New York Times Service

PARIS — France's first lady, Danielle Mitterrand, narrowly escaped death or injury Monday when an explosive-laden car was detonated near her motorcade in Iraqi Kurdistan.

The car exploded just after the motorcade passed, killing four people and injuring 19.

Mrs. Mitterrand is the head of a humanitarian action group, France-Libertés, which has long championed the rights of Kurds. She was traveling with Bernard Kouchner, the French minister for health and humanitarian action.

Mrs. Mitterrand was in the region for a four-day visit that began Saturday.

French officials and United Nations personnel in Kurdistan said four people, believed to be Kurdish guerrillas guarding the visiting French delegation, were killed in the explosion and that 19 were wounded. Three are listed in critical condition and nine in serious condition.

Mrs. Mitterrand and Mr. Kouchner were visiting Halabja and had just passed the car when it exploded, said an official from the Geneva-based United Nations Humanitarian Program in Iraq.

"Pieces of metal were scattered over a radius of 50 meters, setting alight another car," a UN spokesman said. "A bus was also set alight."

The region, which is under military protection by the United States, France and Britain against Iraqi incursions, has become the focus of much political activity by the Kurds and the allies to bring down the regime of President Saddam Hussein.

Suspicion in Paris immediately flowed toward the Iraqi regime, although no official accusations were made by French government spokesmen.

The visit was greeted with hostile articles and editorials in the Baghdad government press.

Turkey had also been cool toward the visit as the Turkish government has been battling for years Kurdish guerrillas who are demanding autonomy within Turkey.

— YOUSSEF M. IBRAHIM

LE MONDE — 7 juillet 1992

Au Kurdistan irakien

M^{me} Mitterrand a échappé à un attentat

M^{me} Danielle Mitterrand a échappé à un attentat à la voiture piégée, dans la matinée du lundi 6 juillet, près de Souleymanieh, au Kurdistan irakien. L'explosion a fait quatre morts et dix-neuf blessés d'après un responsable de l'ONU.

Ni M^{me} Mitterrand, ni M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, qui accompagnait l'épouse du chef de l'Etat français, n'ont été blessés. D'après l'Union patriotique du Kurdistan, l'explosion d'une voiture piégée sur le passage du cortège officiel serait due à un engin explosif télécommandé, et une journaliste allemande figure parmi les blessés. Selon le témoignage d'un policier présent sur les lieux, la voiture piégée portait un logo de l'ONU pour se dissimuler dans le cortège.

M^{me} Mitterrand, présidente de la fondation France-Libertés, effectue depuis samedi et jusqu'au 7 juillet, une visite au Kurdistan pour évaluer les besoins de la population. — (AFP, Reuter.)

Le Monde • Mercredi 8 juillet 1992

Près de Souleimaniyeh, dans le nord de l'Irak

L'attentat auquel a échappé M^{me} Danielle Mitterrand a fait quatre morts et quatorze blessés

Juste avant l'ouverture du sommet du G7 à Munich, M. François Mitterrand a été prévenu, lundi 6 juillet, de l'attentat à la voiture piégée auquel M^{me} Danielle Mitterrand, présidente de la fondation France-Libertés, et M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, venaient d'échapper près de Souleimaniyeh, dans le nord de l'Irak.

Le président de la République a pu par la suite joindre son épouse, par téléphone, au Kurdistan. « *Il ressort de cette conversation* » que M^{me} Mitterrand est « *en parfaite santé* », comme l'ensemble des personnes de la délégation qu'elle conduisait avec M. Kouchner, a

déclaré le porte-parole de l'Elysée, M. Jean Musitelli. « *Nous attendons des informations supplémentaires pour pouvoir tirer des conclusions sur la façon dont les choses se sont passées et sur l'origine de cette affaire* », a ajouté M. Musitelli, qui, faute d'« *éléments suffisants* », s'est abstenu de « *faire d'autres commentaires ou de se livrer à des spéculations* ».

L'attentat a fait quatre morts et quatorze blessés, dont dix graves. L'explosion a projeté le véhicule piégé, une Toyota Land Cruiser des pechmerga (combattants kurdes) de l'escorte de M^{me} Mitterrand, sur une dune de sable, où il a pris feu, tuant sur le coup trois de ses occupants.

Soufflé par l'explosion, un minibus rempli de passagers a fait plusieurs tonneaux sur le bas-côté, tuant un enfant de deux ans et blessant les occupants du véhicule. M^{me} Mitterrand et M. Kouchner, qui se rendaient de Souleimaniyeh à Halabja, n'ont pas été touchés. Au siège du Haut Commissariat des Nations unies à Genève, on indique que, parmi les blessés se trouvent un fonctionnaire des Nations unies et une journaliste. Il s'agit de la correspondante de la télévision allemande à Paris, M^{me} Sabine Roulbert, touchée au bras par des éclats de verre.

Le premier ministre turc, M. Souleiman Demirel, a condamné cet acte terroriste, derrière lequel des

mouvements d'opposition groupés au sein du Conseil national irakien (CNI) et le dirigeant de l'Union patriotique du Kurdistan, M. Jalal Talabani, ont vu la main de Bagdad. « *Des violations aussi scandaleuses de la dignité humaine ne prendront fin que lorsque [le président irakien] Saddam Hussein sera chassé du pouvoir* », estime le CNI. Le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernard, a lui aussi condamné l'attentat « *avec la plus grande fermeté* ».

M^{me} Mitterrand, dont la visite avait pour objectif de rencontrer les réfugiés kurdes qui vivent dans des conditions précaires, s'est rendue au chevet des blessés. Elle devait regagner Paris mardi. — (AFP.)

« Femme libre » et « femme de président »

Présidente de France-Libertés, organisation non gouvernementale qu'elle avait créée en 1986, M^{me} Danielle Mitterrand est une militante opiniâtre des droits de l'homme, qu'elle défend sans toujours se plier aux impératifs diplomatiques. Elle se veut une « *femme libre* » autant que « *momentanément femme de président de la République* ».

« *Savoir bien écouter, c'est aussi pouvoir bien transmettre.* » La présidente de France-Libertés sait écouter. L'épouse du président de la République est bien placée pour transmettre. Celle qui, le 12 mai 1981, affirmait qu'elle ne « *renoncerait pas à [son] rôle de militante* » tient sa promesse. En toute ambiguïté.

C'est une femme libre qui part en Afrique du Sud, séjourne au Tibet et lie amitié avec le dalaï-lama, rentre d'Argentine, apporte son soutien aux Indiens du Canada, franchit la frontière kurde, visite le quartier de la Goutte-d'Or à Paris ou défend Télé-Free-DOM à la Réunion. Mais c'est de la femme du président de la République que les Kurdes attendent la reconnaissance de leur cause. C'est à l'épouse de M. Mitterrand que les autorités de Pékin adressent le reproche qu'un « *pays ami de la Chine soit allé jusqu'à recevoir le dalaï-lama et ait fait des remarques qui consti-*

tuent une ingérence dans les affaires intérieures chinoises ». C'est de la première dame de l'Etat que les jeunes du quartier du Chaudron espèrent le soutien au lendemain des émeutes de Saint-Denis de la Réunion. Ce n'est pas seulement la présidente de France-Libertés qui, en pleine affaire du foulard islamique, en octobre 1989, plaide, au nom du respect des traditions et de la tolérance, en faveur du port du voile à l'école.

Certes, depuis la création de sa fondation, en 1986, M^{me} Mitterrand revendique toujours l'indépendance de ses choix, de ses combats. « *J'ai une conscience qui me dicte ce que je peux et ce que je ne peux faire*, confiait-elle en juillet 1986 à l'hebdomadaire américain *Newsweek*. *Vous ne pouvez pas simplement dire : je suis la femme du président, je dois faire ceci, je dois faire cela. Vous restez un homme ou une femme voulant parler de choses proches de votre cœur.* » Pourtant, il lui arrive de reconnaître : « *Quand nous ne serons plus à l'Elysée, sans doute serai-je, dans mon action, plus audacieuse !* »

Les foudres de Hassan II

Si France-Libertés, comme n'importe quelle organisation non gouvernementale, n'a « *aucune raison de céder à la raison d'Etat* », sa présidente, elle, ne peut en dire autant. En novembre 1990, Danielle Mitterrand doit

ainsi renoncer au voyage qu'elle avait projeté dans les camps sahraouis à Tindouf, en Algérie au nom de la sauvegarde des bonnes relations diplomatiques entre la France et le roi Hassan II, particulièrement irrité des initiatives de France-Libertés. Tandis que M. Roland Dumas, le ministre des affaires étrangères, s'efforce de calmer les esprits en se rendant lui-même à Rabat, M^{me} Mitterrand tiendra tout de même à manifester son indépendance en recevant, à Paris, l'épouse du chef du Front Polisario, M^{me} Abdelaziz. Un an plus tard, M^{me} Mitterrand s'attire une fois de plus les foudres d'Hassan II, qui ne comprend décidément pas les combats de « *l'épouse morganatique* » de M. Mitterrand — selon l'expression qu'il avait employée dans un entretien accordé à TF1, — qui crée au nom de sa fondation un Collectif de vigilance chargé de surveiller le bon déroulement du référendum d'autodétermination au Sahara occidental.

Les ambassades se sont agacées à plusieurs reprises des enthousiasmes dérangeants de France-Libertés et de sa présidente. « *Elle a le charisme involontaire* », souligne joliment M. Georges Kiejman. Le chef de l'Etat lui, répète à l'envi que sa femme ne lui demande pas son avis. Il sait apprécier à sa juste valeur le crédit de gauche que les actions et les voyages de Danielle Mitterrand portent au compte commun du couple. Lorsque,

en mai 1991, au lendemain des propos de M. Jacques Chirac, président du RPR, sur les « *odeurs* », M^{me} Mitterrand va visiter le quartier de la Goutte-d'Or à Paris, tout en affirmant que le rendez-vous « *était pris depuis plus de deux mois* », la gauche respire. Lorsque, le 16 janvier 1992, la présidente de France-Libertés s'associe à un communiqué publié par la commission consultative des droits de l'homme déclarant « *inacceptable, tant sur la forme que sur le fond* », l'amendement de M. Philippe Marchand, alors ministre de l'intérieur, qui visait à légaliser les zones de transit, ce sont tous les défenseurs des droits de l'homme qui se sentent soutenus contre le gouvernement.

La dérangeante, la spontanée, la libre présidente de France-Libertés ne serait-elle pas, malgré elle, l'opportune caution humaniste d'une gauche qui, avec le pouvoir, a dû en rabattre sur sa générosité au nom de la raison d'Etat ? Au conseil d'administration de sa fondation « *indépendante* » siégent ou ont siégé bon nombre d'hommes du président, tel l'ancien ministre des relations extérieures, M. Claude Cheysson, le financier traditionnel de la gauche, M. Pierre Bergé, PDG d'Yves Saint Laurent, ou l'écrivain Erik Orsenna. « *Bien transmettre* » est une opération à double sens.

PASCALE ROBERT-DIARD

Les Mitterrand : une famille risque-tout

A QUELQUES secondes après, lundi matin à Souleimanieh, dans le Kurdistan irakien, Danielle Mitterrand, Madame la Présidente (oui : de l'association France-Libertés), aurait pu être la victime de l'explosion d'une voiture piégée qui visait, sinon sa personne, du moins son cortège de voitures. Avec sang-froid, elle poursuivit sa route jusqu'au but de sa visite, la ville d'Halabja, où un bombardement chimique de l'armée irakienne en 1988 avait fait cinq mille morts. A son retour, elle s'en fut visiter les blessés et s'incliner devant les peshmergas tués. Chapeau !

Mais tout de même : il est risqué, par les temps qui courent, de se balader en compagnie du ministre Bernard Kouchner, qui était à ses côtés dans ce voyage qui fut préparé avec la même discrétion - compréhensible - que celui de Mitterrand, le mari, à Sarajevo. Le Président avait dû revêtir un gilet pare-balles pour regagner son avion. La présidente de France-Libertés, dont la visite avait été jugée « stupide » par la presse irakienne, choisit elle aussi des vacances exposées.

Elle qui disait (il y a trois ans) : « J'en ai marre ! Je suis toujours le paquet du Président ! » prouve qu'on peut très bien la viser, elle aussi, pour ce qu'elle représente : cette chose toujours aussi rare qu'on appelle les droits de l'homme.

Dans cette affaire, on ne saurait trop féliciter le Quai d'Orsay pour la rapidité et la fermeté inouïes de sa vive réaction : dès lundi, son porte-parole, Daniel Bernard, condamnait cet attentat « avec la plus vive fermeté » ; depuis, il paraît que Saddam Hussein se terre dans un bunker ultra-secret en attendant nos Exocet... Celui qu'elle appelle François étant encore en vadrouille à Munich (le président Bush n'avait pas voulu le rencontrer à Paris, histoire de faire voir que nous sommes en froid), il a pu la joindre par téléphone et être rassuré. Ouf ! Ce week-end, on ne sort pas, c'est juré !



Enfin, à la maison, il ne devait guère y avoir que Jean-Christophe, ex-« Papamadit », après qu'un arrêt quasiment paternel, paru dans le « Journal officiel » du 5 juillet, eut mis fin à ses fonctions de « conseiller à la présidence de la République chargé des questions africaines et malgaches ». Viré, Foccart de tour, si l'on ose dire.

Il paraît même, d'après les Quai-d'Orsaynologues, que l'homme par qui on l'a remplacé, l'actuel ambassadeur au Togo, Bruno Delaye, est un affront vivant pour Papamadit, qui aura tout de même tenu dix ans à l'Élysée, où il était entré comme adjoint de Guy Penne en 1982. On dit (cf. « Libération » du 6/7) que le plus dur a été de le recaser. On hésite entre la Générale des eaux, la Fondation Elf-Aquitaine, ou une société d'études de Genève... Papa aurait dû demander à son joker Tapie de lui vendre Adidas pour un franc symbolique, ou le nommer consul de France à Sarajevo.

Le plus dur, pour ce jeune homme, fut, le 5 février dernier, l'annulation par la Cour de cassation de la condamnation pour diffamation qu'il avait obtenue envers « L'Événement du jeudi ». Ce n'est plus la peine d'avoir des relations ! Le plus rageant, c'est de penser

que, cette fin de semaine à Bordeaux, le fils adoptif de Dieu, Laurent Fabius, va se faire oindre par le congrès du parti socialiste qu'il a pris soin de verrouiller. Fafa, fils idéal ? Pour ce qui est des idéaux et autres grands desseins aptes à remobiliser les quelques courageux militants qui restent, un jospiniste dit au « Figaro » (7/7) qu'avec Fabius « le PS se transforme en pépinière de notables, en parti de futurs grands bourgeois ».

Enfin, dans la famille, il n'y a plus que Maman qui soit révolutionnaire, et Papa internationaliste !

La dame de César

ON sait - et l'on s'en réjouit - que la femme du président de la République n'existe protocolairement pas. D'ailleurs, c'est comme présidente de France-Libertés que Tatie Danielle s'est rendue au Kurdistan. Il s'est trouvé qu'un ministre de la République, Kouchner, passait par là, c'est tout.

La nouvelle de l'attentat de Souleimanieh n'en a pas moins fait la une des journaux. Dame ! La femme du Président a du cran. L'« International Herald Tribune », lu de New York à Hong Kong, traite sobrement l'événement, sur quatre colonnes à la une.

Toutes nos félicitations au « Figaro », qui n'est pas tombé dans le panneau. L'événement est discrètement annoncé au sommaire de la première page, à la rubrique « Irak », et traité en page 4 dans la sobre rubrique « Le monde en bref », avec une photo-portrait de Danielle, et la reproduction de la dépêche de l'Agence France-Presse.

Personne ne peut suspecter « Le Figaro » de F.O. Giesbert le complaisance envers la femme de César !

Le Figaro—8 juillet 1992L'attentat au Kurdistan d'Irak**Soulaymanieh : un avertissement à l'aide internationale***Selon plusieurs responsables de l'aide humanitaire, la bombe de lundi visait le droit d'ingérence.*

L'Irak a refusé une nouvelle fois, hier, de laisser des experts de l'ONU inspecter le ministère de l'Agriculture à Bagdad, malgré l'insistance du Conseil de sécurité. Les experts de l'ONU soupçonnent le ministère d'abriter des données sur l'arsenal chimique irakien. Bagdad soutient qu'une telle inspection constituerait « une atteinte à la souveraineté de l'Irak ».

Les autorités irakiennes ont, en outre, démenti des informations publiées lundi par le *New York Times*, selon lesquelles des militaires irakiens auraient « participé à un complot américano-jordanien » visant à renverser le président Saddam Hussein. La Maison-Blanche a refusé, de son côté, de commenter les informations faisant état de sa participation à une tentative de coup d'État en Irak. (AFP.)

L'attentat de lundi contre le convoi de Danielle Mitterrand et Bernard Kouchner apporte une confirmation dramatique de la dégradation des conditions de sécurité au Kurdistan d'Irak depuis les élections du 19 mai dernier.

Protégés, depuis la Turquie, par l'aviation occidentale, les Kurdes lancent un défi quotidiennement renouvelé à Saddam Hussein. Il avait dénoncé comme « nulles et non avenues » les législatives et les présidentielles organisées, il y a deux mois, par le Front du Kurdistan. En annonçant samedi la formation du premier gouvernement kurde, les rebelles ont enfoncé le clou.

Bagdad manœuvre rageusement depuis trois mois pour évacuer les Occidentaux. Le Conseil de sécurité — et d'abord les États-Unis — n'est pas mûr pour renoncer à sa

présence militaire. Ankara vient de renouveler le bail signé avec les aviateurs alliés.

Saddam Hussein s'en prend donc aux organisations humanitaires, qui, depuis l'exode meurtrier d'avril 1991 vers les montagnes turques, rivalisaient d'ardeur pour aider les sinistrés. Il leur avait, au printemps de 1991, accordé les visas d'entrée et les documents de voyage qui permettaient aux médecins, infirmières et autres « humanitaires » de travailler légalement sous la houlette des Nations unies. Depuis avril, Bagdad n'accorde ni visas nouveaux ni renouvellements de visas, et complique le franchissement des points de passage entre le secteur gouvernemental sud et le « Kurdistan libre ». Condamnées à l'illégalité, plusieurs ONG (organisations non gouvernementales) sont déjà ren-

trées en Europe ou s'apprentent à le faire.

Malgré les tentatives des services secrets irakiens, les élections de mai s'étaient déroulées sans attentat meurtrier. Philippe Peccatier, responsable des programmes d'urgence de l'AICF (Action internationale contre la faim), souligne que le climat a changé : « Aller au Kurdistan est devenu dangereux. » Des bombes plus ou moins efficaces explosent de temps à autre. Les voitures de l'AICF se font désormais escorter par des pechmergas en armes.

Geneviève Begkoyan, coordinatrice de MSF International (Médecins sans frontières) en Irak, estime que l'attentat de Soulaymanieh (5 morts et 14 blessés) visait l'aide humanitaire dont M^{me} Mitterrand, présidente de France-Liberté, et Bernard Kouchner, le plus célèbre des « French doctors », sont deux symboles. Selon elle, les « voitures de MSF risquent d'être les prochaines sur la liste ». Les mois qui viennent risquent d'être durs pour le Kurdistan.

Tout en se réjouissant qu'« enfin quelqu'un veuille bien parler des Kurdes », la responsable de MSF regrette « un coup médiatique qui mêle politique et action humanitaire ». Le Quai d'Orsay rap-

pelle que la mission de l'épouse du chef de l'État était d'ordre privé, et que M. Mitterrand lui-même déclarait, en avril dernier, en Turquie : « La France n'encourage pas les Kurdes à revendiquer la création d'un État, qui n'est pas de circonstance. » Trop tard ! *Al-Qadissiyah*, le journal de l'armée irakienne, dénonce « une violation de la souveraineté de l'Irak » et, dans la foulée, des « missionnaires » (chrétiens) qui ressemblent fort aux humanitaires. La presse de Téhéran accuse les Occidentaux de vouloir « la division de l'Irak ». Les Turcs se taisent, mais ils n'avaient pas apprécié la tournée de M^{me} Mitterrand en 1989 dans leurs régions kurdes.

Nezan Kendal, directeur de l'Institut kurde de Paris, reconnaît dans l'attentat à la voiture piégée de lundi « le style et la technique » des services secrets irakiens. Mais le « droit d'ingérence » réveille les gouvernements des quatre États de la région qui ont une minorité kurde. Tous n'auraient pas renié, sinon la méthode, du moins le message attribué aux sbires de Saddam Hussein.

Rentrée hier soir à Paris, M^{me} Mitterrand a simplement qualifié cet attentat de « crime ».

Claude LORIEUX.

LE MONDE - 8 juillet 1992

A propos d'un attentat...

L'ATTENTAT dont ont failli être victimes M^{me} Danielle Mitterrand et M. Bernard Kouchner a soudain révélé l'importance de ce voyage et rappelle de la manière la plus pénible les difficultés du problème de droit international que pose la situation au Kurdistan irakien depuis la guerre du Golfe.

Le régime de Bagdad a-t-il voulu adresser un avertissement, à sa manière, à coup d'explosifs, pour souligner sa protestation contre ce qu'il considère comme des atteintes répétées et intolérables à la souveraineté irakienne? Les Kurdes le pensent; et il est vrai que la presse ira-

kienne avait vivement dénoncé cette visite française.

Le droit d'ingérence à titre humanitaire, établi implicitement par la résolution 688 du Conseil de sécurité des Nations unies du 5 avril 1991, est toujours en question. Ce texte a «légalisé» l'intervention de la communauté internationale pour secourir et protéger la population kurde du nord de l'Irak. Mais les frontières de l'Irak n'ont été remises en cause par aucun des principaux représentants de cette même communauté.

Il ne suffit pas, en effet, que les Kurdes se soient dotés récemment, après des élections libres, d'une structure administrative autonome - Parlement, gouvernement et bientôt «président» - pour oublier que le Kurdistan fait toujours partie de l'Irak. Washington ne veut pas d'un éclatement de ce pays, ses

trois voisins, la Syrie, l'Iran et la Turquie, se montrant pour leur part très inquiets des velléités d'autodétermination de leurs fortes «minorités» kurdes.

Il faudra un jour «quand même faire un Etat pour les Kurdes» et «bouger les frontières» au lieu de «laisser assassiner des hommes pour le plus grand profit des vendeurs d'armes», déclarait en mars dernier M. Kouchner, se voulant, de son propre aveu, «plus royaliste que le roi», puisque les Kurdes n'en demandent pas tant, ou en tout cas n'osent pas le dire tout haut. Il allait ainsi à l'encontre de la position de la France, que le président François Mitterrand avait définie dès avril 1991 et qu'il a rappelée un an plus tard à l'occasion de sa visite en Turquie. Elle tient en ceci: respect du «droit des Kurdes, là où ils vivent, à leur identité, à leur culture», mais - et c'est le plus

important - «dans le respect des Etats». Au demeurant, la résolution 688 réaffirmait elle-même dans ses attendus «l'engagement pris par tous les Etats membres de l'ONU de respecter la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de l'Irak et de tous les Etats de la zone». La démarche de M^{me} Mitterrand et de M. Kouchner a eu lieu au moment où l'ONU mène des négociations difficiles avec l'Irak pour le renouvellement de l'accord - déjà venu à expiration - régissant la présence du personnel «humanitaire» de l'ONU sur le territoire irakien. Déjà, certaines organisations telles que Médecins sans frontières ont été contraintes de quitter Bagdad. S'il ne s'agit pas de ménager le régime de M. Saddam Hussein, il convient de poursuivre le débat de droit, et d'y adapter politiques et initiatives.

A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France

FRAD136 4 PI 0271 FRA /AFP-JB18

France-Irak

Mme Mitterrand : "les ONG sont toutes illégales"

PARIS, 8 juil (AFP) - Mme Danielle Mitterrand, présidente de l'organisation humanitaire France Liberté, visée par un attentat qui a fait plusieurs morts lundi au Kurdistan irakien, a souligné mercredi que "les organisations non gouvernementales, depuis longtemps déjà, sont toutes illégales".

"Nous venons à la demande d'une population opprimée, et si elle est opprimée, c'est qu'il y a un gouvernement oppressif. Et ce n'est pas ce gouvernement qui nous dit: «venez aider mes opprimés»", a déclaré Mme Mitterrand, sur Europe-1.

La présidente de France-Liberté a indiqué qu'elle est "partie directement par la Turquie pour atteindre les Kurdes" et qu'elle n'avait pas demandé de visa aux autorités irakiennes parce qu'elle "savait bien qu'elle ne l'aurait pas" et qu'elle "ne voulait pas avoir l'affront d'un visa refusé".

Elle a expliqué qu'une résolution de l'ONU (la résolution 688) a donné "une légalité" aux organisations non gouvernementales, mais seulement dans la mesure où elles agissent "avec l'assentiment du gouvernement en place".

"Disciplinées, beaucoup d'organisations se sont dites: on va passer par Bagdad puisqu'on est légalisées, et elles ont demandé leur visa. Au début, elles en ont reçu quelques uns, puis petit à petit tous les visas sont partis", a-t-elle ajouté.

Enfin, Mme Mitterrand s'est défendu de soutenir "un état kurde": "on ne soutient pas un état kurde, on soutient une population qui en train de s'organiser pour pouvoir vivre dans une société qu'ils ont envie de construire en Irak", a-t-elle dit.

sbo/lmc

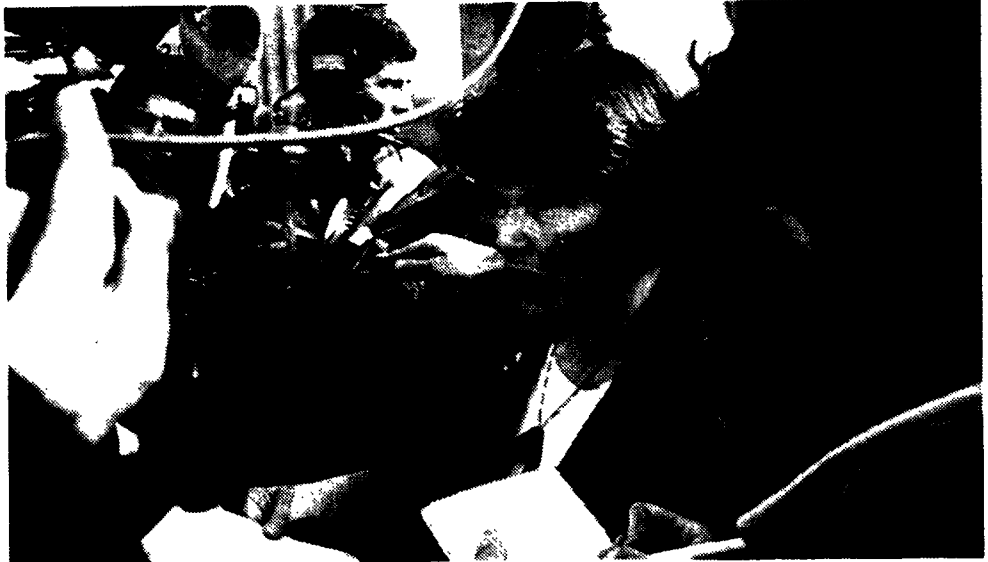
AFP 080941 JUL 92

LE PARISIEN
MERCREDI 8 JUILLET 1992

Danielle Mitterrand : « Je ne suis pas fille à renoncer »

Danielle Mitterrand est rentrée du Kurdistan hier soir. Elle a échappé à un attentat qui a fait sept morts.

TAILLEUR à fleurs, moccassins blancs, sourire, Danielle Mitterrand a atterri hier soir sur l'aéroport militaire de Villacoublay. De sa peur lors de l'attentat dont elle a été victime lundi matin dans le nord de l'Irak — le bilan actuel est de sept morts —, la première dame de France n'a pas voulu parler. « C'est très personnel. Il y a eu des gens tués et blessés. » Si le Quai d'Orsay insiste sur le « caractère privé », dans un cadre strictement humanitaire, du déplacement de l'épouse du chef de l'Etat au Kurdistan irakien, Georges Kiejman, ministre délégué auprès de Roland Dumas, était au pied de l'avion pour l'accueillir, sans doute pas pour la « debriefer ». Da-



nielle Mitterrand ne doute pas un seul instant que c'était bien elle que visaient les assassins. « Nous étions un convoi d'une dizaine de voitures, les gens étaient si heureux de nous voir. Ils avaient mis des fanions de France Libertés partout. » Le danger qu'elle courait là-bas,

elle en était parfaitement consciente : « L'Irak est un pays en guerre », constate-t-elle simplement. Et ce qui lui est arrivé démontre seulement « la difficulté grandissante qu'éprouvent les O.N.G. (1) à travailler... Mais il faut absolument continuer d'aider les Kur-

des d'Irak. » Elle-même n'hésitera pas une seule seconde à repartir au front. « Est-ce que vous croyez que je suis une fille à renoncer ? » Pas un seul instant !

C.T.

► (1) Organisation non gouvernementale.

Kurdistan Danielle Mitterrand a échappé lundi à un attentat meurtrier au Kurdistan irakien où elle s'était rendue en mission humanitaire

DANIELLE MITTERRAND, À DIX SECONDES DE L'EXPLOSION

GENÈVE
DE NOTRE CORRESPONDANT

Il est 8 h 45, lundi, près du village de Hawana, dans le Kurdistan irakien, lorsque le sixième véhicule d'un convoi transportant Danielle Mitterrand et le ministre français de la santé et de l'action humanitaire Bernard Kouchner vole en éclats. Trois peshmergas (les combattants kurdes) du service de sécurité sont tués sur le coup, un autre décédera à l'hôpital, de même qu'un enfant qui se trouvait à proximité. L'épouse du président de la République

vient d'échapper, à dix secondes près, à un attentat à la voiture piégée.

Dix-neuf autres personnes sont blessées, notamment Sabine Rollberg, une journaliste allemande. Quatre sont grièvement touchées. L'attentat s'est déroulé près de Sulaimaniya, au troisième jour d'une mission humanitaire de Danielle Mitterrand, dans le cadre de sa fondation France Liberté. Le véhicule détruit appartient à une organisation non gouvernementale.

L'ONU a été la première à diffuser la nouvelle. Depuis la fin de la guerre du Golfe,

1 000 délégués des Nations Unies tentent de faire appliquer un programme d'action humanitaire dans cette région vidée de son administration et soumise par les Irakiens à un embargo alimentaire et sanitaire. « Nous avons aussitôt transmis toutes ces données à la mission permanente de France auprès des Nations Unies à Genève », précise Charles-Henri Lamennière, directeur du bureau de la coordination humanitaire de l'ONU à Genève, où l'on souligne que l'organisation humanitaire est depuis quelques jours soumise à des manœuvres d'in-

timidation en Irak.

Dimanche, en plein Bagdad, la façade de l'hôtel Hyatt abritant des fonctionnaires des Nations Unies a été mitraillée depuis une voiture civile sans plaque d'immatriculation. « La semaine passée, plusieurs véhicules de l'ONU en stationnement ont également été visés », ajoute Charles-Henri Lamennière. « Heureusement, ces incidents se sont déroulés de nuit et il n'y avait personne à bord. » L'ONU est actuellement engagée dans une négociation très difficile avec le gouvernement irakien pour assurer le renouvel-

LA CROIX L'ÉVÈNEMENT
MERCREDI 8 JUILLET 1992

lement de sa présence humanitaire dans le Kurdistan irakien.

Dès la nouvelle de l'attentat, le gouvernement irakien a protesté auprès des Nations Unies et du gouvernement français contre la visite de Danielle Mitterrand : l'épouse du président a franchi la frontière turco-irakienne dans une zone contrôlée par les Kurdes. « Nous n'étions pas au courant de cette visite de Mme Mitterrand et de B. Kouchner dans cette région du Kurdistan », précise Oto Denez, responsable du groupe Irak de la coordination humanitaire des Nations Unies à Genève.

Les autorités irakiennes attribuent cette explosion à une lutte entre différentes factions de la résistance kurde, tandis que l'opposition libérale irakienne basée à Londres a imputé l'attentat à Bagdad. Les attentats à la bombe, à la grenade ou à la voiture piégée sont monnaie courante au Kurdistan irakien, où les services secrets irakiens peuvent s'appuyer sur des rivalités claniques.

La visite privée « clandestine » de Danielle Mitterrand et d'un représentant français de haut rang en la personne de Bernard Kouchner a pu exacerber la volonté irakienne de montrer que le nord du pays reste, selon le droit international, sous sa juridiction.

Richard LABEVIÈRE

Militante des droits de l'homme

● Quitte à bousculer les usages diplomatiques, Danielle Mitterrand, l'épouse du président de la République a multiplié les actions humanitaires à la tête de son association « France-Libertés », fondée en 1986. Qu'il s'agisse de lutter contre la progression du sida, de reconforter les déshérités du Chaudron à Saint-Denis de la Réunion ou de défendre les droits du peuple tibétain, cette ancienne résistante aime à souligner que « la liberté et la justice (...) n'admettent pas de compromis ». L'action de sa fondation est multiple : construction d'écoles, de centres de soins ; distribution de couvertures ; action de sensibilisation au contrôle des naissances. Bien qu'elle se veuille « libre d'agir comme n'importe quelle citoyenne », ses initiatives n'en ont pas moins soulevé dans le passé bien des protestations de la part de gouvernements étrangers peu enclins à faire le distinguo entre l'épouse du président et la militante engagée dans la défense des droits de l'homme et du tiers monde. Un de ses voyages au Sahara occidental avait dû être précipitamment annulé en 1990, sous la pression du roi du Maroc. Mais de tous ses combats humanitaires, c'est celui en faveur du peuple kurde qui l'a le plus mobilisée depuis 1982. Elle a failli le payer de sa vie.

J.-C. P.



Danielle Mitterrand s'était rendue dans le Kurdistan irakien dès janvier 1991. De tous ses combats humanitaires, c'est celui en faveur du peuple kurde qui l'a le plus mobilisée depuis dix ans. (Photo AFP.)

Le Monde - 9 juillet 1992

L'Evenement du Jeudi - 9 juillet 1992



Le 6 juillet, Danielle Mitterrand échappe à un attentat au Kurdistan.

Attentat contre Mme Mitterrand : deux victimes supplémentaires

Chaklawa (Kurdistan d'Irak), envoyé spécial

C'était bien un attentat pour tuer. Le bilan de l'explosion d'une voiture piégée lundi matin sur le passage du convoi de Danielle Mitterrand et de Bernard Kouchner — qui ont quitté hier le Kurdistan — près de Souleimanieh (Kurdistan irakien) s'est encore alourdi avec la mort de deux des Peshmergas (combattants kurdes) de l'escorte qui avaient été transportés à l'hôpital de la ville dans un état désespéré. L'attentat aura donc fait au moins sept morts, dont un enfant, et onze blessés dans un état sérieux.

Selon les premiers résultats de l'enquête, le véhicule piégé était lesté d'au moins 100 kilos de charge explosive. En coopération avec les forces kurdes locales, des membres du service sécurité du voyage officiel (VO), chargés de la sécurité de Danielle Mitterrand et de Bernard Kouchner, se sont rendus sur les lieux de l'attentat, une fois le programme de la visite terminé.

pour recueillir le maximum d'éléments utiles à l'enquête, aussi bien les rapports de la police de Souleimanieh que des échantillons de tous les débris retrouvés. Un premier suspect a été arrêté lundi par les Peshmergas locaux et deux autres personnes sont activement recherchées. Des témoins les auraient vus s'affairant autour de la Toyota piégée comme pour « réparer un pneu », avant de partir, chacune dans une direction différente, quelques minutes avant l'explosion.

Marc KRAVETZ

● Le ministère français des Affaires étrangères a rappelé hier que la France n'était pas favorable à la création d'un Etat kurde et a souligné le caractère « privé » de la visite de Danielle Mitterrand, au titre de présidente de l'association France-Libertés, dans le Kurdistan irakien. Il ne faut pas « inférer de l'action humanitaire menée par Danielle Mitterrand des positions que l'on prêterait au gouvernement français », a ajouté le porte-parole adjoint du Quai d'Orsay, Maurice Gourdauld-Montagne.

Le Quotidien de Paris - 8 juillet 1992

Sur un attentat

QUEL que soit l'agacement que puisse provoquer l'engagement idéologique qui inspire les démarches humanitaires de Mme Danielle Mitterrand, on ne peut considérer avec indifférence l'attentat auquel a échappé lundi dans le nord de l'Irak la présidente de France Libertés. Cet acte terroriste, perpétré contre l'animatrice d'une organisation de défense des droits de l'homme, est une insulte à la dignité humaine. C'est une raison suffisante pour le dénoncer.

De surcroît, il visait l'épouse du président français et, à ses côtés, un ministre du gouvernement, et répondait donc à une intention d'hostilité déclarée à notre pays. C'est un motif supplémentaire à condamner avec force cet affront criminel.

Or, curieusement, cet événement n'a provoqué, lorsqu'il fut connu, ni une émotion particulière dans l'opinion, ni un intérêt exceptionnel de la part de la presse française. On sait que l'évolution quotidienne des barrières routières accapare la curiosité des Français. Ce n'est pourtant pas tous les jours que l'on tente d'assassiner en territoire étranger et dans un point chaud du monde la femme d'un président de la République. C'est peut-être moins qu'un casus belli, c'est quand même davantage qu'un fait divers. Et le faible niveau de popularité de Mme Mitterrand ne peut expliquer autant de discrétion.

Il faut donc que notre capacité à nous émouvoir de ce qui frappe, fût-ce indirectement, notre cause nationale et les symboles qui la représentent, même s'ils sont en

quelque sorte de seconde main, soit bien émoussée. N'aimerait-on pas follement Mme Mitterrand, elle est néanmoins un peu la France et, par mariage, un peu du sommet de la France. On en ferait davantage pour le mari de la reine d'Angleterre. C'est étonnant, et assez choquant.

Ou bien alors faut-il voir dans cette molle indifférence l'effet second de la fatigue qu'inspirent désormais à l'opinion française les tribulations du président de la République et à plus forte raison de son épouse. Celle-ci serait, dans cette hypothèse, la victime de l'usure de l'image présidentielle. La visite-éclair à Sarajevo n'aura été qu'un feu de paille. Et l'attentat du Kurdistan qu'une mince anecdote. Les Mitterrand ne font plus la une.

Philippe TISSON

V.S.D.—9 juillet 1992

ATTENTAT

A dix secondes près...

Qui est l'auteur de l'attentat qui a failli coûter la vie à Danielle Mitterrand et Bernard Kouchner au Kurdistan irakien ?



Danielle Mitterrand au Kurdistan irakien : printemps 1990.

XV

Pour Jaal Talabani, le président de l'Union patriotique kurde, cela ne fait pas de doute : c'est bien Saddam Hussein qui a signé lundi l'attentat à la voiture piégée contre Danielle Mitterrand et Bernard Kouchner. « Ce crime grossier porte la marque du régime terroriste de Bagdad et des agents irakiens », a-t-il déclaré à nos confrères du journal *Libération*.

Présidente de la fondation France Libertés, Danielle Mitterrand avait atterri samedi au Kurdistan, accompagnée du ministre de la Santé et de l'Action humanitaire. Attentat pour leur ou coup de semonce ? Le jour de leur arrivée, l'organe du ministère de la Défense, le quotidien *Al-Qadissiyah*,

les trois dernières voitures du cortège, essentiellement occupées par les peshmerga chargés de leur sécurité, ont été touchées.

Bilan : cinq morts et plusieurs blessés. Choquée, Danielle Mitterrand, qui effectuait sa seconde mission humanitaire auprès des Kurdes, n'a pourtant pas repoussé la date de son départ fixée à mardi. Avec Bernard Kouchner elle a, comme prévu, visité Halabtcha, la ville martyre gazée puis détruite par les soldats de Saddam Hussein, en 1988. Et puis elle a pleuré au chevet des blessés touchés par l'attentat, avant tout des civils qui circulaient dans un bus.

Danielle Mitterrand comme Bernard Kouchner ont toujours activement milité en faveur de la cause kurde depuis vingt ans. Cet engagement avait valu à l'épouse du chef de l'Etat, hostilité et sarcasmes qu'elle avait superbement ignorés. Cette fois-ci elle a failli le payer de sa vie.

C. M.

secondes que Danielle Mitterrand et Bernard Kouchner pèrissent dans l'explosion d'un 4 x 4 Toyota placé le long de la grande route qu'ils avaient empruntée en quittant, au petit matin, Sulaimaniya, la capitale historique du Kurdistan irakien. Finalement, seules

qualifiait déjà cette visite « d'acte stupide » et « de violation de la souveraineté d'un pays libre, membre des Nations unies ».

Lundi, l'épouse du président de la République a frôlé la mort. Dix secondes. Il s'en est fallu de dix

KURDISTAN IRAKIEN

L'attentat de Souleimanieh accuse Bagdad

Chercher à qui eût profité l'attentat perpétré lundi contre Danielle Mitterrand et Bernard Kouchner, c'est à tout coup désigner le régime irakien. Qui ne saurait accepter ni l'élection du parlement kurde, ni l'aide humanitaire à une population qui prétend à son émancipation.

Libération 9 juillet 1992

A-t-on encore le droit d'aider les Kurdes ? A-t-on encore le droit de se rendre au nord de l'Irak sans y être explicitement autorisé par Bagdad ? L'attentat à la voiture piégée dirigé lundi contre Danielle Mitterrand et Bernard Kouchner, qui a fait sept morts, est une réponse sans mystère de Bagdad, principal suspect sinon le seul. Un non en forme de sentence de mort.

« Visite privée », selon le Quai d'Orsay, le voyage de trois jours à travers le Kurdistan irakien de la présidente de France-Liberté et du ministre français de la Santé et de l'Action humanitaire, voulait réaffirmer, au contraire, que la France restait fidèle aux engagements contractés par la résolution 688 du Conseil de sécurité de l'ONU, votée à son initiative durant le terrible exode kurde du printemps 1991 et autorisant l'accès direct aux populations victimes. Il s'agissait donc bien d'un voyage humanitaire, durant lequel Mme Mitterrand a pu visiter réalisations et chantiers mis en œuvre par sa fondation, mais auquel l'évolution récente de la situation intérieure du Kurdistan irakien donnait inévitablement une autre dimension, partant un autre enjeu.

Le 19 mai dernier, les Kurdes d'Irak votaient, pour la première fois librement, afin d'élire un Parlement. Quarante-deux jours plus tard, au terme de laborieuses tractations, ce Parlement accouchait d'un gouvernement de 15 ministres, investis le jour même où Danielle Mitterrand et Bernard Kouchner arrivaient à Erbil, capitale administrative du Kurdistan irakien et première étape de leur visite. Au-delà, donc, des actions engagées et des engagements personnels connus tant de Mme Mitterrand que du fondateur de MSF, présent au Kurdistan dès 1974, la visite de l'épouse du président de la République et celle d'un ministre d'un gouvernement européen prenaient valeur de consécration du processus démocratique engagé.

En trois jours, la délégation française aura parcouru l'essentiel de la région « libérée », rencontré la plupart de ses dirigeants — accueillie à son arrivée par Massoud Barzani, chef du Parti démocratique kurde, saluée à son départ par Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique kurde (les deux

grandes forces rivales du Kurdistan), parlé devant les nouveaux parlementaires réunis au grand complet, visité les écoles rebâties au milieu des villages en ruines et constaté le contraste poignant entre la volonté de vivre dans la liberté retrouvée et celle de reconstruire un pays, et le manque, pratiquement, de tout.

On s'affaire aux champs et aux échoppes, mais l'absence des matières premières nécessaires interdit aux usines de fonctionner. Les villageois reviennent habiter auprès des ruines de ce qui fut leur demeure, mais ils n'y ont souvent ni eau, ni électricité, et encore moins le minimum nécessaire qui permettrait de déblayer et de reconstruire. Des dizaines de milliers de réfugiés vivent encore sous des tentes ou des bâtisses de fortune, au bord des routes ou dans d'anciens locaux officiels. Comme au siège de l'ex-« Sécurité » du Parti baas à Souleimanieh, qui abrite plus de 2000 sans-abri de la ville de Kirkouk. Le Kurdistan, qui fait partie de l'Irak, subit non seulement l'embargo des Nations unies, mais, de plus, vit sous le blocus imposé par Bagdad à ceux qui ne veulent plus vivre sous sa férule.

Double punition d'autant plus injuste que cette population avait, bien avant le Koweït et bien plus durement, payé fort cher sa résistance à la dictature baasiste, et qu'elle paie aujourd'hui à la fois le fait d'appartenir juridiquement à l'Irak et celui d'être kurde, alors même qu'elle s'engage dans une voie démocratique que l'on doit souhaiter contagieuse pour l'Irak dans son ensemble. Certes, la partie libre du territoire kurde irakien profite, même petitement, des livraisons de produits alimentaires à Bagdad et des entorses à l'embargo, via la Turquie, tolérées par les forces alliées.

Les « taxes » perçues sur les camions turcs, un bon millier chaque jour, qui transitent par la frontière nord, transportant diverses marchandises à l'aller et rapportant du gazoil au retour, permettent de payer une partie au moins des fonctionnaires publics auxquels Bagdad a cessé de verser les salaires. C'est loin d'être suffisant pour répondre aux besoins les plus urgents, sans parler évidemment du minimum nécessaire pour engager des programmes sérieux de reconstruction. Les quelques usines du pays qui

pourraient démarrer, telle la cimenterie de Souleimanieh, sont en panne faute des matières premières bloquées du fait de l'embargo.

De plus, l'aide internationale, qui avait jusqu'à présent pallié les manques les plus urgents, est désormais menacée, sous les pressions de Bagdad. Les ONG (Organisations non gouvernementales) agréées par l'ONU ont de plus en plus de difficultés à obtenir les visas nécessaires pour se rendre en Irak et acheminer vers le nord du pays le personnel comme le matériel dont elles ont besoin, conformément au « mémorandum » signé en avril 1991 par le prince Sadruddin Aga Khan, et qui n'a toujours pas été renouvelé par Bagdad. Les grandes agences onusiennes, tant le Haut Commissariat aux réfugiés de l'ONU que l'Unicef, visiblement soucieuses de ne pas heurter les susceptibilités du pouvoir central irakien, ont dû réduire sensiblement leurs activités. Ainsi les ONG quittent elles le Kurdistan les unes après les autres.

C'est, bien évidemment, ce que l'on souhaite à Bagdad, et à quoi on est prêt à aider. En effet, selon des sources alliées, le régime irakien aurait ouvert

un crédit d'un demi-million de dollars pour monter des opérations visant à terroriser les personnels de l'action humanitaire ou les membres de la coalition. L'attentat contre le convoi de Mme Mitterrand, lundi dernier, s'il était le plus grave dans ses intentions, n'était pas le premier du genre. D'autres voitures piégées ont explosé durant les derniers mois à Souleimanieh. Erbil et Dohouk, et, la semaine dernière, les locaux de l'UNHCR avaient été attaqués à la grenade.

« Il faut absolument continuer à aider les Kurdes », répliquaient ensemble Danielle Mitterrand et Bernard Kouchner, mardi, à la veille d'embarquer dans les hélicoptères américains de l'opération *Provide Comfort* pour regagner la Turquie. La présidente de France-Liberté et le ministre français déploraient également le départ des ONG du Kurdistan d'Irak. « Accepter ce fait, soulignait Danielle Mitterrand, serait consacrer la distinction entre une action humanitaire légale et une autre illégale, mais oublier aussi que, du point de vue de la résolution 688, la soi-disant illégalité n'en est pas moins légitime. » « Il n'est pas suppor-

table d'empêcher les ONG de travailler sous prétexte que leur présence déplait à Bagdad», ajoutait Bernard Kouchner. « Cela revient à demander à l'opresseur la permission d'aider l'opprimé. On ne va tout de même pas pénaliser les Kurdes d'avoir organisé des élections libres. »

Cette dimension nécessairement politique de la visite française, fût-elle « privée », a évidemment suscité des inquiétudes, en Turquie notamment. C'est pourquoi, alors que Danielle Mitterrand était rentrée directement à Paris, le ministre de la Santé faisait une escale à Ankara, afin de rencontrer, mardi soir, le ministre turc des Affaires étrangères et lui expliquer les buts de la mission française au Kurdistan d'Irak. « Nous sommes venus saluer une démocratie naissante en Irak à l'initiative de l'un des peuples de ce pays, devait conclure Bernard Kouchner, et c'est bien parce que nous sommes venus constater cela qu'il y a eu un attentat contre Mme Mitterrand. »

Visite officielle ou officieuse, les Kurdes n'ont guère fait la différence. Pour eux, avec la « première dame de France » et un ministre du gouvernement, c'était à la fois des « amis du peuple kurde » et la France tout court qui venaient dire qu'on ne les laisserait pas tomber. Le message ne pouvait être plus évident qu'à Halabja, dans les ruines de la ville gazée puis rasée par Saddam Hussein. Ici, chacun savait que si, pour quelque raison, la Communauté internationale détour-

nait le regard, ou, si, pour quelque motif, la coalition cessait la protection militaire qu'elle accorde aux Kurdes au nord du 36° parallèle, rien n'empêcherait Saddam de revenir. Et cela se passait deux heures à peine après

l'attentat qui avait failli coûter la vie aux hôtes français, montrant, s'il en était besoin, qu'affaibli et momentanément paralysé, Bagdad n'est pas près de renoncer.

Marc KRAVETZ



Visite officielle ou officieuse, les Kurdes, lundi dernier, n'ont guère fait la différence.

MERCREDI 8 JUILLET - Agence Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A

LE POINT DE L'ACTUALITE DE 05H15

--- MADAME DANIELLE MITTERRAND A REGAGNE PARIS HIER SOIR à l'issue d'un séjour de quatre jours au Kurdistan. L'épouse du président de la République a qualifié de "crime" l'attentat qui a visé lundi au Kurdistan irakien le convoi de son organisation humanitaire France-Liberté, faisant, selon elle, sept morts. "Cela ne fait pas de doute, c'est notre convoi qui était visé", a-t-elle souligné avant d'ajouter: "On est dans un pays en guerre. Continuellement il y a des attentats. On court le risque".

+ COMMENTANT sa mission, elle a affirmé qu'elle consistait "à témoigner des difficultés à vivre pour ce peuple Kurde quotidiennement menacé". "Cet attentat, commis à l'encontre de notre délégation, en est un témoignage et nous engage à renforcer notre solidarité auprès de ces familles éprouvées et de ce peuple courageux", a-t-elle dit.

Agence Centrale de Presse- 8 juillet 1992

- DANIELLE MITTERRAND NE CEDERA PAS. L'épouse du président, cible d'un attentat lundi, alors qu'elle visitait le Kurdistan irakien pour le compte de son organisation humanitaire, s'est déclarée prête à poursuivre son action en faveur des Kurdes. Danielle Mitterrand est rentrée en France, hier en fin d'après-midi.

CINQ MORTS ET 15 BLESSES DANS L'ESCORTE DE L'EPOUSE DU PRESIDENT

Voiture piégée au Kurdistan Danielle Mitterrand échappe à un attentat

LA DEPECHE DU MIDI
9 JUILLET 1992

Un attentat à la voiture piégée contre l'escorte de l'épouse du chef de l'Etat français a fait cinq morts et quinze blessés, hier, dans le nord de l'Irak sous contrôle kurde, sans toucher le véhicule où se trouvait Danielle Mitterrand et Bernard Kouchner.

Danielle Mitterrand, épouse du chef de l'Etat français, a échappé de quelques secondes à la mort, hier, lorsqu'un attentat à la voiture piégée a été perpétré au moment du passage de son cortège dans les faubourgs de Souleimanieh, dans le nord de l'Irak. Cet attentat a fait cinq morts et quinze blessés, selon les autorités kurdes qui contrôlent cette région du nord de l'Irak.

Selon les enquêteurs du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), une charge explosive de forte puissance avait été placée à bord d'une voiture garée sur le bas-côté de la route.

Une voiture de l'escorte

Ce véhicule a explosé quel-

ques secondes après le passage de la tête du cortège dans lequel se trouvaient Danièle Mitterrand et le ministre de la Santé et de l'Action humanitaire, Bernard Kouchner, et qui se dirigeait vers la ville kurde de Halabja.

Les enquêteurs ont précisé que le cortège allait très vite au moment de l'attentat dont ils rejettent la responsabilité sur le gouvernement irakien. Les premiers témoignages, recueillis sur place par l'envoyé spécial de l'AFP arrivé sur les lieux quelques minutes après le drame, ont indiqué que c'était une voiture de l'escorte de Danièle Mitterrand qui avait été piégée et qui avait explosé.

Le fait qu'un véhicule de

l'escorte, atteint de plein fouet et à grande vitesse par l'explosion, ait été projeté à 150 m contre une dune où il a brûlé, avait, en effet, fait croire aux premiers témoins que c'était une voiture des Peshmergas (combattants kurdes) de l'escorte qui avait été piégée et avait explosé en chemin.

Ce n'est qu'après avoir écarté la foule, qui s'était rassemblée sur les lieux de l'attentat, que les enquêteurs ont découvert un cratère sur le bas-côté gauche de la route indiquant le lieu de l'explosion du véhicule piégé en stationnement.

Un attentat d'avertissement

? Selon le PDK, la voiture piégée était une Toyota Land Cruiser sur laquelle s'étaient activées deux personnes qui semblaient changer une roue et qui ont pris la fuite peu avant l'arrivée du cortège.

Il s'est écoulé un peu plus de deux secondes entre le passage de la voiture de tête du cortège qui allait très vite et celui du véhicule qui fermait le convoi, selon les enquêteurs. Ils estiment qu'il peut s'agir d'un « attentat d'avertissement » dont les auteurs ont délibérément raté leur cible en tête du convoi ou d'un « défaut de mise à feu dû à l'utilisation de poudre ».

La voiture de l'escorte qui a été atteinte de plein fouet était la huitième du convoi, Mme Mitterrand ayant pris place dans un véhicule de tête avec Bernard Kouchner. A son bord se trouvaient neuf peshmergas en armes, dont quatre sont morts.

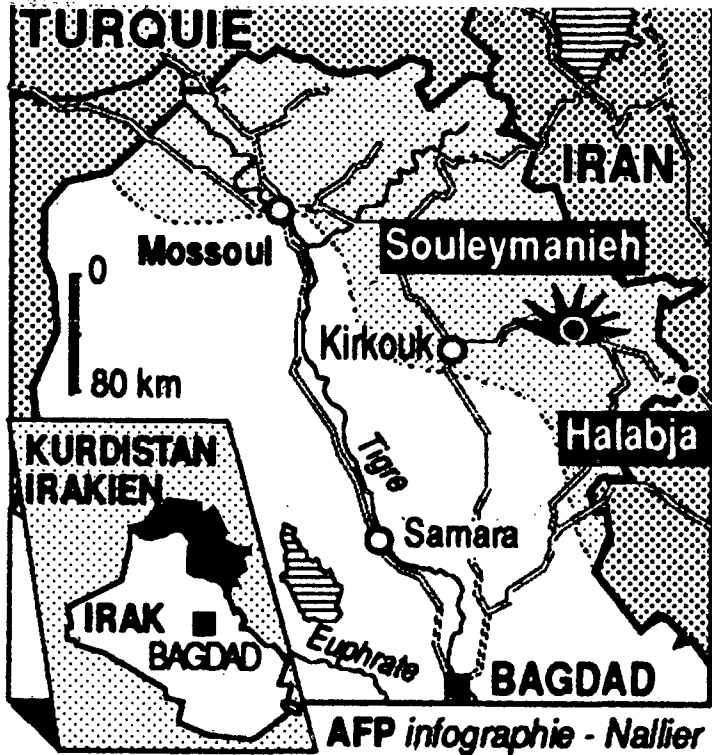
Un autre véhicule de l'escorte a également souffert de l'explosion et une journaliste allemande qui se trouvait à bord a été légèrement blessée à un bras.

Un minibus rempli de passagers a effectué plusieurs tonneaux et un jeune enfant qui se trouvait à bord a été tué.

Mme Mitterrand, dont le convoi s'est brièvement arrêté après l'attentat, a déclaré avoir ressenti le choc de l'explosion, comme si son véhicule avait « heurté quelque chose sur la route. »



Danielle MITTERRAND, ici, en compagnie de Kendal NEZAM, président de l'Institut kurde de Paris, s'est fait la championne des causes humanitaires. Elle a créé, à cet effet, une fondation qui porte son nom.



En mission humanitaire au Kurdistan

Le convoi de Daniele Mitterrand et Bernard Kouchner a continué sa route vers Halabja, ville kurde dont le bombardement à l'arme chimique par les forces irakiennes en 1988 avait fait quelque cinq mille morts. La délégation française devait y visiter des écoles et des chantiers de la fondation « France Libertés », présidée par l'épouse de M. François Mitterrand.

La fondation est l'une des organisations humanitaires qui aident à la reconstruction de cette cité frontalière de l'Irak et de l'Iran.

M^{me} Mitterrand est arrivée, samedi, en Irak du Nord pour y évaluer la situation humanitaire, plus d'un an après la rébellion kurde contre le régime de Bagdad au lendemain de la guerre du Golfe. Des centaines de milliers de Kurdes s'étaient réfugiés en Turquie et en Iran avant de retourner chez eux, la région étant passée sous le contrôle des forces alliées menées par les Etats-Unis.

THE FINANCIAL TIMES - July 9, 1992

West views political minefield over Iraqi Kurds

By John Murray Brown
in Ankara

THIS week's call by Mr Bernard Kouchner, France's minister of humanitarian affairs, for the United Nations to lift trade sanctions on the Kurdish controlled areas of north Iraq raises questions about the western commitment to the Kurds.

Baghdad has refused to renew the UN aid memorandum forced on President Saddam Hussein last year to allow UN agencies to operate in the country. The Iraqis have also yet to agree to implement UN resolution 706, under which Iraqi oil receipts were to finance medical and other aid purchases under UN supervision - all of which puts the future of western relief effort for the Kurds in doubt.

The situation poses practical as well as legal and financial challenges for the aid organisations and allied governments wishing to support the Kurds.

The impasse is of particular concern for Turkey, the key regional player in the Kurdish relief operation.

The Turkish parliament last month gave approval for allied aircraft based in southern Turkey to continue to provide air cover for the Kurds for a further six months. But Ankara is worried about the evolution of a *de facto* Kurdish state in north Iraq. The foreign ministry argues that the recent Kurdish elections represent a dangerous step in that direction, despite Kurdish assurances.

Turkey is nonetheless aware that without the help of western aid agencies and with President Saddam continuing to put the area under military and economic pressure, Turkey could face a repeat of last year's massive refugee exodus.

The World Food Programme still conducts food distribution, much of which is being ferried from Turkey. The UK's Save the Children Fund is continu-

ing a reconstruction project in an area close enough to the Iranian border to allow for a quick withdrawal if security deteriorates, but many agencies are already considering pulling out reluctant to continue a cross-border operation from Turkey if Baghdad does not give at least tacit support.

A nine-month economic blockade of the region already hampers essential services and supplies, particularly of fuel oil, which aid agencies now bring in from Turkey.

Mr Kouchner proposes that the UN should now conduct its own cross-border operation. However, diplomats say this would create a legal and political minefield.

Such a move would amount to implicit recognition of the separate status of the Kurdish region, something France and the other Security Council members were keen to avoid when drafting the original UN resolutions to protect the Kurds.

Six mois après leur grève de la faim La situation régularisée pour onze Kurdes sur seize

Le Télégramme
de Brest
9 juillet 1992

On se souvient de la grève de la faim engagée le 12 janvier dernier en l'église de Kerentrech, par 16 Kurdes de Turquie, auxquels était refusé le droit d'asile en France. Une grève terminée au 20^{ème} jour après obtention d'un sauf-conduit volant, carte de séjour provisoire et engagement préfectoral d'examen de chaque situation individuelle.

Le comité de soutien aux Kurdes réfugiés, qui regroupe douze associations d'origines diverses, vient de se réunir pour faire un premier bilan de l'action conduite.

A ce jour, la situation de onze personnes a été régularisée, après plusieurs rencontres avec les auto-

rités préfectorales, « parties, lors de la première rencontre, le 27 février, d'une proposition de six régularisations, les responsables préfectoraux ont accepté au cours de réunions ultérieures, note le comité de soutien, de prendre en compte cinq dossiers supplémentaires » dans un esprit humanitaire qu'il apprécie positivement.

L'examen continue pour les cinq autres

Des problèmes demeurent néanmoins, estime le comité. « Si la situation de trois Kurdes mariés à des Françaises ne peut aboutir à une reconduite à la frontière, le re-

fus de régularisation actuel conduit à terme à une impasse, puisque ces Kurdes, faute de carte de séjour ne peuvent trouver un emploi ».

« Quant aux deux autres Kurdes, qui peuvent craindre, eux, une expulsion, leur situation justifie un nouvel examen » demande le comité de soutien. Il avait été, en effet, entendu qu'il serait tenu compte des risques personnels que le retour dans le pays d'origine pourrait faire courir aux intéressés, ce qui est ici le cas. Un tribunal administratif vient par ailleurs d'annuler un ordre d'expulsion préfectoral, en raison de la grève de la faim de l'intéressé, il-

lustrée de photographies dans la presse, qui rendaient en soi dangereux son retour ».

Plus globalement, le comité s'inquiète des restrictions et des nouvelles entraves au droit d'asile, décidées nationalement. « Le droit d'asile », estime-t-il, « apparaît comme le baromètre essentiel de la qualité démocratique. La violation de ce droit international, enraciné dans d'anciennes traditions d'accueil, ébranle l'ensemble des libertés individuelles et collectives sur lesquelles repose la démocratie. Les pays occidentaux sauront-ils enfin faire preuve de générosité ? »

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, JULY 9, 1992

U.S. Gave \$1 Billion Credit When It Knew Baghdad Was Secretly Buying Arms

By R. Jeffrey Smith

Washington Post Service

WASHINGTON — Two days before Iraq was granted \$1 billion in U.S. credits to buy American farm goods in 1989, the CIA informed senior Bush administration officials that Iraq was secretly trying to buy U.S. and European equipment for weapons of mass destruction, according to a leading House Democrat.

A previously undisclosed CIA report had provided senior officials at the time with details of Iraq's clandestine procurement network for missile, nuclear, poison gas and germ weapon technology. The report said the Iraqi arms effort was financed in part by loans from an Atlanta-based branch of Italy's Banca Nazionale del Lavoro, which also had provided loans to Iraq guaranteed by the U.S. Commodity Credit Corp.

The chairman of the House Banking Committee, Henry B. Gonzalez, Democrat of Texas, unearthed the report as part of a wide-ranging inquiry into U.S. policy toward Iraq before the Gulf War. He said it was sent to the State Department and the National Security Council shortly before an interagency committee of senior officials approved the additional credit guarantees. The committee included State De-

partment and National Security Council representatives.

Mr. Gonzalez also disclosed that he had found evidence suggesting that an unnamed White House official intervened in an investigation of the bank started in 1989 by the U.S. attorney's office in Atlanta.

The official, Mr. Gonzalez said, spoke by telephone in 1989 with Gail McKenzie, the senior U.S. attorney handling the bank inquiry in Atlanta, and expressed concern about the possible political fallout of the case.

A description of the phone call appeared in notes taken by a Treasury Department lawyer who spoke with Mrs. McKenzie a day before the guarantees were approved. "She has been called by the White House — got the impression they are concerned "about embarrassment level," the notes said.

"It is clearly improper for the White House to be calling an assistant U.S. attorney to talk about an open criminal case — especially a case as sensitive as the BNL case," Mr. Gonzalez said in a speech on the House floor, the latest in a series in which he has disclosed information from government documents. "A call from the White House could certainly be perceived as threatening."

The administration's decision in November 1989 to grant Iraq an additional \$1 billion in

credits to buy U.S. farm goods was made, officials have said, as part of a broad effort to draw Iraq toward the West. The report itself warned of potential damage to U.S.-Iraqi relations from any cutoff of agricultural credits.

But already at the time, some officials were arguing against providing new credits, saying Iraq was not creditworthy and was suspected of diverting past credits to pay for arms and nuclear equipment.

Only half the \$1 billion in credits approved in November 1989 was provided to Baghdad, which subsequently defaulted on millions of dollars in U.S. loans after its August 1990 invasion of Kuwait.

"Providing Iraq with a billion dollars in additional credits while knowing of Iraq's sinister intentions is inexplicable," Mr. Gonzalez said Tuesday. "How can the administration explain that?"

The CIA report did not tie the agricultural credits to Iraq's clandestine weapons purchasing effort, according to a source who has read the document. But Mr. Gonzalez said the report's existence raises questions about the candor of President George Bush's statement last week that his administration "didn't know" of diversions of U.S. assistance for the development of Iraqi arms.

UN Sends an Envoy To Standoff in Iraq

The Associated Press

MANAMA, Bahrain — A United Nations envoy flew to Iraq on Wednesday in an apparent attempt to prevent a showdown between Saddam Hussein's government and the UN Security Council over Baghdad's refusal to allow weapons inspectors to search a government ministry.

United Nations officials said that Doug Englund, the new regional chief of the UN Special Commission that is charged with overseeing Iraq's weapons of mass destruction, had left from Bahrain.

A 16-member team investigating Iraq's chemical-weapons arsenal remained camped outside the Agriculture Ministry in Baghdad for the fourth day to press for permission to inspect the building, according to Alastair Livingston, Mr. Englund's predecessor, whose contract ended Tuesday.

Speaking in Bahrain, Mr. Livingston said the inspectors led by Major Karen Jansen of the U.S. Army would not end the vigil until they were allowed into the ministry.

Iraqi women pelted the inspectors with fruit outside the ministry on Tuesday. United Nations sources reached in Baghdad by satellite telephone said Iraqi security forces had since blocked the main road leading to the building.

The women were driven in four buses to the ministry area, where they hurled fruit and vegetables at UN vehicles, said the president of the Security Council, José Luis Jesús of Cape Verde.

The UN Security Council in New York asserted that the incident appeared to have been orchestrated by Mr. Saddam's government.

The British representative to the United Nations, David Hannay, said the Security Council had lodged a protest with Iraq over what he termed a "rent-a-mob type of demonstration."

The Security Council demanded Monday that the weapons inspection team be allowed to search the building, which it believes contains weapons-related information.

The inspectors, including Americans, Russians, French and Britons, are from the Special Commission that is charged with eliminating Iraq's nuclear, chemical and biological weapons capabilities, and its long-range missiles, under the Gulf War cease-fire.

The Iraqi foreign minister, Ahmed Hussein Samaraci, called the request to enter the Agriculture Ministry provocative and an attempt to humiliate Iraq, the official Iraqi press agency, INA, reported.

Diplomats said that Iraq appeared to be testing the unity and resolve of the Security Council.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, JULY 10, 1992

Bush's Iraq Policy Was No 'Mistake'

By Leslie H. Gelb

NEW YORK — Did President George Bush's policy toward Iraq before its invasion of Kuwait involve law-breaking? Maybe. And maybe some official cover-up afterward. In any event, it would take far too long for an independent counsel to get to the bottom of the matter, and the results would be problematic.

Was the policy merely a "mistake," as Bush administration officials are wont to say? This remarkably generous description would be laughed off by Republicans if Democrats had committed even remotely similar sins.

Was it a blunder? Yes. And of such proportions that Bill Clinton and Ross Perot would be crazy not to drag the issue into the presidential campaign.

This much is already clear from the previously secret documents put on display by Representatives Henry Gonzalez and Samuel Gejdenson: The Bush administration knew or had good reason to believe that Saddam Hussein was involved with nuclear weapons, terrorism, genocide with chemical weapons against the Kurds, illegal diversion of loans to buy arms — and that he was a very bad guy with boundless ambition.

Yet in the face of all this, Bush & Co. consistently protected him from an increasingly suspicious Congress.

Protect Saddam Hussein to what end? To "moderate" his behavior, the officials say and said. To glimpse how zany this was, to see what they saw as acceptable behavior, look at what they knew or suspected about Mr. Saddam from 1988 on:

They had good reason to believe that Saddam Hussein had a secret nuclear weapons program. True, international inspectors were giving Iraq a clean bill of health. But they knew of Iraq's long-standing effort to acquire weapons-grade

uranium, and that in 1990 it tried to smuggle in U.S.-made nuclear capacitors. They also knew that from 1985 to 1990 the United States had approved 771 items of dual-use technology, of which 162 had possible nuclear applications.

On June 15, 1990, less than two months before the Kuwait invasion, a senior State Department official told Congress that Iraq was not a "near-term" nuclear threat. But he went on to note Saddam's "great lengths to develop nonconventional weapons," including nukes.

Bush aides also had definite information about an Iraqi missile program with capabilities well beyond Scuds. Many officials argued that these missiles, given their potential accuracy, made sense only as carriers of a nuclear payload. Some officials further maintained that Iraq had been diverting loans from the Banco Lavoro to finance this effort.

Administration officials knew that Saddam was still engaged in terrorism. In a secret memo in late 1988, Assistant Secretary of State Richard Murphy wrote that the Iraqis had "curbed their support for Palestinian terrorism, while remaining willing to use international terrorism themselves against their opponents." Though officials had even harder information later, they continued to reaffirm their decision to remove Iraq from the list of terrorist countries.

Officials also knew that Saddam was trying to exterminate Kurds and had used chemical weapons to do so. A State Department memo of November 1988 referred to "reliable reports" of chemical weapons use and went on to say that "upward of 500 Kurdish villages have been depopulated."

Officials also believed Saddam was evil. A typical State Department memo from 1988 said, "His worldview is that of a conspirator who believes that power comes from the barrel of a gun." Another from that year called his state "totalitarian," and added: "The brutality visited on portions of Iraq's Kurdish population fits into the general framework of repression."

Knowing or at least worrying about all this, President Bush nonetheless approved new farm credits and dual-use technology sales for Iraq and opposed congressionally imposed economic sanctions. And in July 1990, as Saddam's forces were poised to attack Kuwait, Mr. Bush opposed a Senate move to bar further loans to Iraq. As bizarre, on Nov. 16, 1990, with 500,000 U.S. troops already in the Gulf, he vetoed a bill that would have forced him to impose sanctions on states that use chemical weapons.

Just imagine what George Bush, Ronald Reagan and other hard-nosed Republicans would be saying today if "President Michael Dukakis" or soft-headed Democrats had made any such simple "mistake."

The New York Times.

Iraqgate: Act Now to Avoid a Whitewash

By William Safire

WASHINGTON — In 1958, Sherman Adams, President Dwight Eisenhower's chief of staff, improperly called the Securities and Exchange Commission from the White House to inquire about the status of an investigation into his friend Bernard Goldfine; that influential call led to scandal and prosecutions.

In 1989, Boyden Gray, President George Bush's White House counsel, told his aide Jay Bybee to call the U.S. attorney in Atlanta to express White House interest in a criminal investigation that might embarrass Saddam Hussein. That improper intervention — phone calls now remembered by the local prosecutor as "a few at the most," urging delicate handling from the highest level — fit into a pattern of obstruction of justice and lying to Congress we call Iraqgate.

Let's review the bidding in 1989, as Mr. Bush and Secretary of State James Baker determined to abuse the government's grain export program to provide backdoor foreign aid to Iraq:

On Aug. 4, the FBI raids the offices of an Atlanta bank channeling billions of dollars of taxpayer-guaranteed loans to Iraq. Despite evidence of skimming and diversion, on Oct. 2 President Bush signs National Security Directive 26 encouraging U.S. companies to sell Saddam Hussein nuclear technology.

On Nov. 6 the CIA reports Iraq is using the Atlanta bank loans to purchase "military-related technology," though the politicized CIA summary concentrates on the effect of publicity about this on U.S.-Iraqi ties.

During that first week of November, Gail McKenzie — the assistant U.S. attorney in Atlanta preparing an indictment that would embarrass Saddam Hussein's family — gets what she now tells associates were "a few at the most" calls from the White House reminding her of the "embarrassment level" of prosecution.

Ms. McKenzie tells Marilyn Muench of the Treasury Department, who also wants to know about the status of her case, of the White House calls; Ms. Muench tells Rachel Bailey, an economist monitoring the export credits to the uncreditworthy borrower, about the hard-to-forget calls; Ms. Bailey's notes were forced out of Treasury by Representative Henry Gonzalez, Democrat of Texas.

On Nov. 8, Secretary Baker pressures the Bush interagency committee to ignore both nuclear warning and corruption evidence and approve \$500 million more for Iraq.

The "few at the most" calls from Boyden Gray's White House office are now characterized as requests for "publicly available information" by the Bush Justice Department.

Let's be serious: When the president of the United States needs information about a criminal case, he asks his attorney general, who knows how to inquire without influencing the prosecution. But when the president wants to influence the case, he has his Office of Legal Counsel call the local prosecutor from the White House:

That is how Ms. McKenzie knew not to indict a member of the dictator's family in Baghdad, and why she was willing to delay her indictment for a year. It suited the Bush-Baker benighted foreign policy for this case to be botched, and botched it was — with the White House calls intended to be kept secret.

Can Justice investigate its own manipulation? Gerrilyn Brill, the Atlanta team player now being used as spokeswoman for Ms. McKenzie, who seems to have mislaid her phone logs, asserts proudly, "We are not investigating a possible obstruction of justice." Attorney General William Barr served with George Bush at the CIA; his closest political pal is Boyden Gray, who initiated the corrupting phone calls.

On Thursday, the Judiciary Committee chairman, Jack Brooks, was to get the requisite 11 signatures on a letter pointing to "personal, political or financial conflict of interest" within Justice. Here is why it is urgent that he trigger the Independent Counsel Act this week:

Mr. Barr could claim after 30 days that no evidence of wrongdoing existed, but such bald-faced cover-up would invite impeachment. After 60 more days — Oct. 7 — he could ask the courts for a 60-day extension, to Dec. 7.

On Dec. 15 the Independent Counsel Act expires. Judiciary must trigger the act now or it is back to the good old days of White House whitewashes. George Bush would investigate Iraqgate himself and — surprise! — find himself not guilty.

The New York Times.

Baghdad Coup Expertly Quelled, Analysts Say

By Michael R. Gordon

New York Times Service

WASHINGTON — The reported coup attempt against President Saddam Hussein appears to have primarily consisted of an effort to assassinate the Iraqi leader as his motorcade was to move through the Baghdad area last week, according to an American intelligence report.

According to the report, four officers of the Republican Guard plotted to kill the Iraqi leader on June 29. Mr. Saddam's security agents got wind of the plot, and the Iraqi leader never got into the car.

Instead, security forces took his place in the motorcade and the plotters were ambushed. Two of the Republican Guard plotters are said to have been killed in the episode. Mr. Saddam is said to have discussed the attempted coup at a closed meeting of military officials.

The classified report is based on a source that American intelligence considers generally reliable, officials who have seen it say. It is being taken seriously here, although the Bush administration is seeking further confirmation.

In the meantime, a purge of Iraqi military officers seems to be continuing. According to the latest information received in Washington, more than 200 Iraqi officers have now been purged and some have been executed.

Mr. Saddam's government has ordered brigades not to move from their positions, a precaution taken to ensure that a coup cannot be attempted.

In the view of government experts, the continuing purge does not mean that all of the officers detained were involved in a coup at-

tempt. Rather, some government specialists think, the reported coup effort appears to have led to a general crackdown against anyone whose loyalty might be suspect.

According to one recent intelligence report, no one is now allowed to be armed in Mr. Saddam's presence, including his sons.

Although the State Department has said it has no definite proof that there was a coup attempt, Defense Secretary Dick Cheney has said his "personal guess" is that it did take place.

The administration has sought to portray the reported coup attempt as a further indication that Mr. Saddam has a tenuous hold on power. But an American specialist, who asked not to be identified, drew the opposite conclusion. He asserted that if the coup reports are accurate, they show that the Iraqi leader's security agents are effective at detecting opponents.



MARTIN-FOVEA-SEQUOIA

Une patrie fantôme pour un peuple en sursis

Kurdistan

Voyage au pays qui n'existe pas

Les Irakiens en avaient fait un pays mort.

Aujourd'hui, les Kurdes reviennent, décidés à bâtir une autonomie tangible.

Mais les pièges sont partout, les moindres n'étant pas ceux de la diplomatie.

De notre envoyé spécial au Kurdistan

La géométrie de ces ruines a quelque chose de terrifiant. Maisons couchées sur leurs piliers cassés, murs éventrés par un souffle mystérieux, bâtisses recroquevillées comme des escargots à la coque brisée. Par deux fois, une fumée de mort, couleur moutarde puis couleur cendres, a recouvert Halabja, ville symbole du drame kurde. Gazée par les Irakiens – au moins 5 000 victimes – puis dynamitée rue par rue. Sur la colline en pente douce où s'attarda le brouillard jaune, les tombes du cimetière n'ont reconnu qu'une seule date : le 16 mars 1988.

De ce double trépas, la ville interdite s'est relevée. A l'orée de la morne plaine où dépassent les reliques de pierre, les survivants sont revenus dans cette Pompéi de haute Mésopotamie, d'abord en pionniers timides puis par vagues entières. Des familles se sont entassées entre les étages ratinés qui, en un ultime spasme, s'écroulent quelquefois ; un marchand de thé enturbanné dans une étoffe rapiécée a ouvert son échoppe dans un atelier aux murs bancals ; un baba,

vieillard sans âge, regarde la vie revenir dans la grand-rue par sa seule lucarne : un morceau de plastique qui s'ouvre sur un abri de fortune. Plus d'un an après l'immense exode vers les montagnes, le Kurdistan – quatre millions d'âmes sur un territoire grand comme la Belgique – tourne la page, cultive ses champs et définit ses frontières. En quête de souveraineté pour remplacer la charité. Afin que la tragédie de Halabja ne recommence jamais plus, les Kurdes ont élu un Parlement et proclamé ainsi leur autonomie à qui veut l'entendre. Et d'abord à l'égard de Bagdad, suzerain contraint d'assister à l'affranchissement de son vassal septentrional.

Dès son premier faubourg, Halabja tient à afficher le symbole de sa dislocation, l'image du drame qui fit le tour du monde : un père qui couvre son enfant lorsque tombe le nuage mortel, le tout sculpté dans le bronze. Au-delà de la statue, s'étalent la route de Bagdad, où se perdit John Dos Passos, et plus bas, les tranchées des Peshmerga, les combattants du Kurdistan, aux armes dérisoires. Là, les camions ne passent plus. Vengeance du dirigeant irakien : soumis à l'embargo oc-

cidental, le régime de Saddam Hussein impose depuis dix mois un blocus total aux maquis kurdes. A défaut du canon, muselé par les Occidentaux, le garrot et l'asphyxie.

A 500 kilomètres de là, une noria de camions – 1 000 par jour en moyenne – déboulent à la frontière turque : les chauffeurs-routiers de Turquie livrent leurs cargaisons de farine ou de pièces détachées aux villes sous contrôle de Bagdad et repartent chargés de fuel, caché dans d'énormes réservoirs de 2 000 à 3 000 litres. Au nez et à la barbe des observateurs des Nations unies. Au passage, les Kurdes prélèvent une substantielle dîme : 30 millions de dinars de taxes par mois (15 millions de francs). De quoi alimenter la bourse des 200 000 fonctionnaires kurdes, oubliés par Bagdad et payés par le Front.

Dès la frontière, le Kurdistan dévoile ses ambitions : au-delà de la mise en place d'un pouvoir politique, il s'agit de dessiner les contours d'une administration provisoire. Et de bâtir une autonomie tangible, bravade des enclaves à l'avenir précaire.

Sous un drapeau kurde, un Peshmerga a troqué son pantalon bouffant et son turban pour un uniforme irakien, nanti d'un badge « Front du Kurdistan ». Il claque des talons et salue un ex-colonel de l'armée de Saddam, devenu lui aussi Peshmerga et qui a conservé ses galons. Un Kurde de retour d'exil distribue un « Guide de voyage du Kurdistan » – véhicules tout terrain et escorte armée vivement recommandés. Dans un bureau vétuste des douanes irakiennes, où une pancarte annonce fièrement Crédit Al Rachid – la banque du Front – le comptable, Omar Mohamad, calcule le montant des taxes dont s'acquittent les camionneurs turcs et amasse à lui seul la quasi-totalité des recettes du Kurdistan. Près du bâtiment, un panneau salue le visiteur : « Bienvenue au Kurdistan libre ».

Bienvenue au pays qui n'existe pas, devrait-on lire ! Indépendant de facto, le Kurdistan d'Irak voit son destin lié à la présence dans ses cieux de quelques oiseaux d'acier au vacarme rassurant, les avions de la force alliée, stationnés sur une base turque. « *S'ils partent demain, Saddam revient après-demain* », résume Faïq Omar, un collégien de 18 ans, blessé de sept balles à l'âge de 13 ans, et qui a trouvé refuge dans un ancien centre de torture de la sécurité militaire, l'Amen, où pendent encore les crochets des bourreaux. Empêtrés dans les querelles byzantines qui hantent les vallées kurdes, les deux chefs, Jalal Talabani, « le diplomate », 59 ans, et Massoud Barzani, « le guerrier », 46 ans, ne semblent

s'accorder que sur un point : éviter le mot « indépendance », pour ne pas effaroucher les voisins – Turquie, Iran, Syrie. « *Divisés, nous ?* feint de s'étonner Talabani. *Mais nous ne sommes qu'un jardin avec des fleurs différentes !* » Des tranchées à l'isoloir, la translation n'est guère aisée. De la société clanique à un pouvoir moderne et unifié, non plus.

Il n'empêche ! Le pays qui n'existe pas, soumis à l'autarcie dans l'autarcie et à la rivalité de ses deux vice-rois, s'organise tant bien que mal. Sur les 4 000 villages rasés par l'opération « Anfal » de 1975 à 1990, 1 800 ont été reconstruits. Les deux grands barrages de la région continuent d'alimenter le pays kurde, et les préposés au compteur encaissent les factures au nom du Front. Hier revendus à des marchands persans, les grues et les bulldozers rafistolent aujourd'hui les ponts dynamités. En rangs serrés, les écoliers ont retrouvé les pupitres de leurs classes, où l'on a simplement banni les odes à la gloire de Saddam. Dans le bureau du principal de Zakho, une carte traîne : celle d'un grand Kurdistan, promesse du traité de Sèvres en 1920, vite enterrée. « *Nous reconnaissons nos limites*, dit Massoud Barzani, *mais le plus dur est fait : combler le vide administratif causé par le départ des forces irakiennes.* »

A Qalachualan, bourgade de montagne et camp retranché de Talabani, qui dispose d'une luxueuse villa à quelques heures de marche de l'Iran, une Académie militaire du Kurdistan vient d'ouvrir ses portes. 250 cadets de 18 à 21 ans s'y entraînent, dans le sable du parcours du combattant et au son du canon. « *Dans quatre ou cinq ans, on aura une vraie armée* », proclame l'instructeur Khalid Khassan, ex-colonel du génie irakien. En contrebas, dans la ville de Souleimanieh, royaume du système D et de la récupération, la contrebande va bon train. Trafic de produits iraniens, vente sauvage de pièces détachées volées dans les usines, jerrycans d'essence achetés la nuit derrière les lignes irakiennes et revendus quarante fois plus par des passeurs intrépides. Le riz s'y affiche à 7 dinars le kilo, quand les salaires dépassent rarement 200 dinars par mois. Pour nourrir les siens, le tailleur Ali Ibrahim, 50 ans, assis derrière une machine à coudre au chômage, brade un téléviseur ce mois-ci, une radio le mois prochain. « *50 % des Kurdes vivent en vendant*

leurs biens », assure Arshad Barzenzi, ingénieur agronome devenu fermier quand les Irakiens ont fermé, voilà dix ans, l'université de Souleimanieh.

Dans les sous-sols de la faculté, désertés de ses étudiants, les journalistes de la télévision kurde préparent le journal du soir, en se prenant les pieds dans des appareils vidéo de fortune. Bientôt, un super-émetteur, dérobé aux Irakiens et rafistolé par un technicien formé au Japon, permettra de couvrir tous les maquis et de dépasser leurs frontières imprécises. Au grand dam des Turcs et des Iraniens, conscients de jouer avec le feu en soutenant du bout des lèvres l'autonomie du Kurdistan d'Irak.

Malgré ces étalages de souveraineté, ces démonstrations d'Etat en germe, les Kurdes savent leur destinée incertaine, soumise à l'ordre des frontières. Les écoles et les hôpitaux qui ont rallumé leurs lanternes, les usines qui ronronnent à nouveau, les nappes de pétrole qu'un homme d'affaires britannique, d'origine kurde, se propose d'exploiter, « l'armée nationale » qui entraîne ses troupes n'y suffisent pas. Le gage de la survie vient d'abord des airs. Retorse, la terre, elle, recèle bien des pièges.

A Qadafari, petit village de l'est de 600 habitants, les enfants jouent à la roulette russe. Aux quatre points car-

dinaux, des drapeaux rouges délimitent les champs de mines, reliquats de

Le Kurdistan d'Irak voit son destin lié à la présence des avions de la force alliée : « S'ils partent demain, Saddam revient après-demain. »

la guerre Iran-Irak. Le moindre faux pas hors des deux pistes qui mènent au hameau, et c'est l'explosion. Sept paysans ont déjà péri lors de labours hasardeux, dans l'attente de l'arrivée des démineurs du Front. Le HCR – Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés – redoute des retours aux champs dévastateurs, comme l'an dernier – 600 victimes chaque mois d'été. « *Quelquefois, on entend les vaches sauter* », dit le mokhtar, le maire, Wali Hami Salih, fermier de 35 ans, qui trois fois a rebâti son village rasé.

Le sanctuaire des Kurdes d'Irak ressemble étrangement au village de Qadafari, posé sur un no man's land meurtrier : patrie fantôme pour peuple en sursis, enserrée entre des riverains hostiles. Et soumis, au gré des attaques irakiennes, à l'exode et à la reconstruction, comme un Sisyphe des montagnes. ● OLIVIER WEBER

La diplomatie parallèle

La bombe dont Danielle Mitterrand a failli être victime au Kurdistan irakien n'a pas seulement tué 7 personnes et blessé 14 autres. Elle a aussi provoqué une véritable déflagration diplomatique. Le Quai d'Orsay a tenu à préciser que la France n'était pas favorable à la création d'un Etat kurde. Quant au ministre de la Santé, Bernard Kouchner, qui accompagnait Danielle Mitterrand dans son périple, il a soigneusement évité, lors d'une escale en Turquie, de froisser la susceptibilité de ses hôtes en parlant pudiquement de « l'Irak du Nord » et en bannissant le mot « Kurdes ». Car la détonante révélation de la présence de l'épouse du président de la République en territoire irakien a suscité une réprobation générale des pays de la région. La presse de Téhéran a tiré à boulets rouges sur la France, suspectée de vouloir dépecer l'Irak. L'Iran, comme ses voisins turc et irakien, ne veut pas entendre parler d'un Kurdistan indépendant. Paris, officiellement, non plus. Reste cette « diplomatie parallèle » humanitaire, décidément bien difficile à concilier avec les impératifs de la Realpolitik... ●

P. B.

Deux « bérêts bleus » autrichiens blessés au Kurdistan

Le Monde — 11 juillet 1992

Après l'attentat auquel ont échappé, lundi 6 juillet (*le Monde* du 7 juillet), M^{me} Danielle Mitterrand et M. Bernard Kouchner, deux « bérêts bleus » autrichiens de l'ONU ont été blessés au visage et à l'abdomen, mercredi, à Erbil, dans le Kurdistan irakien, par le jet d'une grenade contre la résidence privée des gardes de l'ONU dans cette localité, a indiqué le porte-parole du secrétaire général de l'ONU. M. Boutros Boutros-Ghali a exprimé sa « *profonde préoccupation* » à la suite de la multiplication des attentats, contre le personnel de l'ONU dans cette région.

Par ailleurs, l'Irak n'avait toujours pas répondu jeudi soir à la demande de l'ONU d'inspecter le ministère irakien de l'agriculture à Bagdad, qui abriterait des documents sur les programmes militaires irakiens. Face à cette obstination, l'équipe d'inspecteurs de l'ONU est « *prête à attendre indéfiniment devant le ministère de l'agriculture* », où elle se trouve depuis dimanche, a déclaré le chef du bureau de coordination de l'ONU, M. Douglas Englund, dépêché jeudi à Bagdad.

Parallèlement, les informations sur des troubles en Irak se sont multipliées ces derniers jours. Selon le *New York Times* de jeudi, quatre officiers de la garde républicaine avaient projeté d'assassiner le président Saddam Hussein, lors d'un déplacement, le 29 juin dernier, mais leur plan a été démasqué. « *Les fabricants de nouvelles de l'administration américaine inventent chaque jour une nouvelle histoire. Saddam Hussein demeurera une épine dans le flanc du colonialisme, du sionisme et de leurs agents* », déclare un communiqué officiel irakien. — (AFP, Reuter.)

Le Quotidien de Paris — 14 juillet 1992

Pétrole : Bagdad conteste l'ONU

Les autorités irakiennes ont décidé de rejeter les conditions posées par l'ONU lors des négociations de Vienne pour une reprise partielle des exportations pétrolières de l'Irak, écrit l'hebdomadaire spécialisé « *Middle East Economic Survey* » (MEES), paraissant à Nicosie. Cette décision a été prise au terme de plusieurs réunions à Bagdad, entre le vice-Premier ministre Tarek Aziz et les négociateurs irakiens avec l'ONU conduits par M. Abdel-Amir al-Anbari (récemment transféré à l'UNESCO).

Au terme de trois séries de négociations avec des représentants irakiens à Vienne, le sous-secrétaire général de l'ONU Giandomenico Picco avait fait état le 22 juin d'un accord sur « *presque toutes les questions techniques* », à propos de la reprise sous conditions des exportations de pétrole irakien pour 1,6 milliard de dol-

lars. Il avait toutefois ajouté que le dernier mot devait revenir au Conseil de sécurité de l'ONU et aux autorités de Bagdad.

Selon le MEES, alors que Bagdad préfère exporter son pétrole par Mina al-Bakr sur le Golfe, l'ONU insiste toujours pour que les exportations se fassent par l'oléoduc débouchant sur la Méditerranée via la Turquie. Ceci pose à l'Irak des inconvénients économiques (Ankara ayant augmenté les droits) et politiques (80 km de l'oléoduc échappant au contrôle de Bagdad).

Bagdad estime que les États-Unis veulent mettre les revenus dont il a besoin à la merci de leur allié turc qui en tire des bénéfices et les subordonner à un accord politique avec les Kurdes qui ont établi un pouvoir autonome de plus en plus consolidé dans le nord de l'Irak, sous la protection de l'Occident.

Le Quotidien de Paris — 14 juillet 1992

Kurdistan : week-end meurtrier

La violence politique liée au séparatisme kurde a fait 34 morts pendant le week-end dans le sud-est de la Turquie, alors que 126 terroristes présumés ont été arrêtés à travers le pays, ont annoncé hier des sources officielles. La préfecture de Diyarbakir a annoncé que 21 activistes kurdes et un soldat turc avaient été tués dans trois incidents armés séparés près de la Syrie.

Libération — 14 juillet 1992

Irak : « Illégal »

L'Irak a qualifié hier « *d'illégal* » le gouvernement formé le 4 juillet par les partis de l'opposition kurde dans les régions qu'ils contrôlent au Kurdistan irakien (nord). Le gouvernement kurde a été formé après les législatives du 19 mai dans le nord de l'Irak.

Turquie (1) : Kurdes

Trente-quatre personnes ont été tuées au cours du week-end dans le sud-est du pays lors d'affrontements liés au séparatisme kurde. Par ailleurs, la police a arrêté 126 terroristes présumés.

Turquie (2) : vendetta

Seize personnes, dont trois enfants, ont été tuées hier au cours d'une vendetta entre deux familles d'un même clan dans la province de Samsun (Sud-Est anatolien).

Trying to Pry Lid Off Pro-Iraq Policy

By R. Jeffrey Smith

Washington Post Service

WASHINGTON — The White House has struggled for about two and a half years to control Iraq-related disclosures that might embarrass President George Bush or call into question his policy of supporting President Saddam Hussein before Iraq's invasion of Kuwait, according to internal memorandums and other documents obtained by Congress.

In late 1989, a White House attorney conducted an irregular inquiry into a potentially embarrassing Atlanta bank scandal involving Iraqi officials. The counsel for the National Security Council last year convened a series of meetings at which officials plotted to restrict congressional access to Iraq-related information. Cabinet members this year made a number of private telephone calls to Capitol Hill in an effort to fend off congressional subpoenas for documents.

At the request of one congressman, the Justice Department since last August has been conducting a criminal investigation into one facet of the administration's damage-limitation effort: a decision in late 1990 to alter subpoenaed Commerce Department records on U.S. exports to Iraq, which participants say was done with the approval of a senior interagency group supervised by the White House.

"We did nothing wrong or illegal here," Mr. Bush said when he was asked on June 4 about his Iraq policy and the effort to manage the flow of information to Capitol Hill.

But all but one of the 21 Democrats on the House Judiciary Committee voted to tell Attorney General William P. Barr last week that they do not trust the executive branch to investigate its own conduct in the affair. They called for appointment of an independent counsel to "investigate serious allegations of possible violations of federal criminal statutes by high-ranking officials," including some at the White House.

The election-year demand expands the debate over the administration's pro-Iraq policy before the war. Legislators want to go beyond whether Mr. Bush should have been tougher on Mr. Saddam, analyzing whether the administration has acted improperly in quashing independent scrutiny of Mr. Bush's position or halting a criminal inves-

tigation capable of provoking negative publicity about it.

Unlike many previous calls from members of Congress for an independent counsel, this one lacked

NEWS ANALYSIS

detailed allegations of wrongdoing. It cited instead a "growing imperative" created by "the willful and repeated failure of the executive branch to comply" with congressional demands for information that would fill in gaps and resolve inconsistencies in the tangled history of policymaking about Iraq.

Mr. Barr has until July 24 to decide whether the evidence warrants a preliminary investigation. But many administration officials

trusted to decide whether the administration's response to congressional inquiries extended beyond routine bureaucratic caution into outright illegality.

Democrats' suspicions have been aroused by the following incidents: The Commerce Department has acknowledged that officials altered a computer file pertaining to interagency deliberations about U.S. exports to Iraq, before it provided a subpoenaed printout of the file in December 1990 to the House government operations subcommittee on commerce, consumer and monetary affairs.

The computer printout was considered sensitive because it showed that the United States from 1985 to

utility cargo trucks" or "vehicles," for example. The trucks were never sent to Iraq.

Iain Baird, director of the Commerce Department's Office of Export Licensing, told investigators that there were "meetings with the White House" to discuss the records, and Dennis E. Kloske, who was undersecretary of commerce, said he had spoken about them with a lawyer for the National Security Council, Nicholas Rostow, and with the office of the White House counsel, C. Boyden Gray. A Commerce Department attorney, Thomas Stillman, has also stated that some of the alterations were discussed with the department's general counsel, Wendell L. Willkie 2d. But it remains unclear what role any of these officials had in approving the final changes.

Assistant Attorney General W. Lee Rawls told the Judiciary Committee that the 11-month-old inquiry is being pursued "vigorously and properly" and was delayed only by the "unavailability" of Mr. Kloske, who was overseas for an extended period but was recently located and interviewed by the FBI. A former Gray aide has acknowledged calling an assistant U.S. attorney from the White House in November 1989 about a sensitive Iraq-related bank scandal, creating what he and other officials now concede was the appearance of improper pressure on the attorney investigating the case, Gail McKenzie.

The scandal involved the funneling of \$5.5 billion worth of improper loans to Iraq through the Atlanta branch of the Italian-owned Banca Nazionale del Lavoro, some of which were guaranteed by the Agriculture Department so Iraq could buy food from the United States.

The aide, Jay Bybee, has said he cannot recall who ordered the inquiry, but said he remembers being concerned that the investigation might create "potential embarrassment to the White House" by implicating senior Iraqi officials at a time when the administration was preparing to approve \$1 billion worth of new loan guarantees.

The Bybee call gave Ms. McKenzie an impression of official White House concern about the "embarrassment level" from the unfolding scandal, according to notes made by a Treasury Department attorney about a telephone conversation with her one day before the approval.

Legislators want to go beyond whether Mr. Bush should have been tougher on Mr. Saddam, analyzing whether the White House has acted improperly in quashing independent scrutiny.

dispute the committee's assertion that the administration has been uncooperative. Thousands of pages of highly classified documents, many containing embarrassing information, have been surrendered to Capitol Hill. The House Banking Committee chairman, Henry B. Gonzalez, Democrat of Texas, has been reading some of them aloud on the House floor without regard to secrecy rules.

White House officials have refused requests to appear at congressional hearings, but lesser officials in various departments have answered spent hours answering legislators' questions.

Moreover, no one would argue that the administration's effort to prevent embarrassment has succeeded. Mr. Bush has acknowledged mounting congressional criticism, based on the disclosures so far, and said the prewar policy of supporting Iraq, although well-intentioned, "didn't work."

The Judiciary Committee, in its demand, seeks to know whether more damning information about the administration's internal deliberations on Iraq remains to be disclosed. It also wants to know if only an independent counsel can be

1990 had licensed 771 exports of technology usable in both civilian and military applications, including 162 with potential nuclear applications.

The alterations included removing references to interagency review of many export license applications. This left the impression that the licenses had been granted solely on the basis of Commerce Department review, when they had also been approved by the departments of State, Energy and Defense.

The alterations also wiped out indications that some departments had initially opposed granting licenses for goods that could be used by Iraq for military applications. This made it appear that the administration supported license approvals more fully than was the case.

In other instances, Iraq's stated use for the equipment was altered in what officials say was an attempt to play down potential military applications. Five approved licenses for exports of "vehicles designed for military use" worth \$1 billion were listed in the records furnished to Mr. Barnard as "commercial

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, JULY 14, 1992

How to Defeat Saddam

Last week's foiled military coup only underscores Saddam Hussein's continuing control of Iraq. That is causing anguish in the White House. But instead of giving up this losing game, coup-pushers there and in Congress are redoubling efforts to dislodge the Iraqi dictator. Their misguided shadow war threatens to undercut a far better way to undermine his rule — United Nations enforcement of the cease-fire resolution.

Despite the Iraqi dictator's defiance, the United Nations is disarming Iraq and provisioning and protecting the Kurds. Its very presence demonstrates the limits of his control. The UN effort deserves Washington's undivided support. Coup attempts that go awry will only undercut that effort.

In one of the worst kept secrets in recent years, President George Bush has signed a series of "findings" authorizing covert operations to overthrow Saddam. One such finding last November led to exploration of military options for supporting a coup once it began. But the Joint Chiefs of Staff wanted no part of that.

Another option was to aid opponents of the regime — Kurds, Shiites and dissident Sunnis in the army and the Ba'ath Party. But Middle East specialists in the State Department warned that various opposition groups could not pull together without major U.S. involvement and that Iraq might fall apart. Iraq's neighbors were also lukewarm. Saudi Arabia, Syria and Iran were never sure which would benefit most from Saddam's ouster.

The chief enthusiasts for overthrowing him are Prince Bandar ibn Sultan, the Saudi ambassador in Washington; civilians in the Pentagon; and members of Congress. Their relentless coup-mongering goads the administration to take covert action. Saddam seems to have sniffed out the recent coup before it began, crushed it, and purged the plotters. Regrettably, that does not daunt the coup-pushers, who seek \$40 million in covert funds, up from last year's \$15 million, to finance operations against Iraq.

The United Nations offers a better way. As long as it enforces the cease-fire, Saddam is not master of his house. That is why he wants sanctions lifted, impedes UN relief workers and denies inspectors the right to search the Agriculture Ministry for documents that could lead them to missiles, chemical and biological arms, and nuclear technology that some believe he still hides.

Continued U.S. plotting only strengthens Iraqi support for Saddam's defiance and weakens international support for sanctions. Why won't Washington back a program that is slowly but surely undermining him, instead of lunging for the quick and dirty fix?

— THE NEW YORK TIMES.

Le Figaro — 15 juillet 1992

Le chef de la diplomatie allemande en Turquie

Bonn-Ankara : la réconciliation

Le gouvernement turc a promis que les armes allemandes ne seraient plus utilisées contre la rébellion kurde.

BONN :
Jean-Paul PICAPER

C'est dans un esprit de réconciliation que le ministre allemand des Affaires étrangères, Klaus Kinkel, vient de se rendre à Ankara. De retour hier à Bonn, il a fait une mise au point : ses interlocuteurs lui ont promis que les armes allemandes ne seraient plus engagées contre la rébellion kurde, mais seulement contre une agression extérieure, conformément à l'article 5 du traité de l'Otan.

Son homologue turc, Hikmet Cetin, a fait observer toutefois que cet article admet la lutte contre « les actes de terrorisme et de sabotage ». Certains journaux allemands ironisent donc sur la promesse turque, estimant que l'interdiction des armes allemandes dans les conflits intérieurs est insuffisante.

Jusqu'à ce que des caméras aient prouvé que des blindés allemands servaient à mater les Kurdes, Bonn livrait ses armes sans trop se préoccuper de leur utilisation. Un secrétaire d'État qui entraîna dans sa chute, le 30 avril dernier, le minis-

tre de la Défense, Gerhard Stoltenberg, avait même cru bon de passer outre à l'interdiction du Bundestag d'exporter quinze chars Léopard via Ankara. Il s'ensuivit une controverse entre les gouvernements turc et allemand. Au grand dam des Américains, navrés de voir deux alliés se disputer. Bonn avait alors suspendu son aide militaire à la Turquie.

Un démocrate honnête

Sous la pression de Washington, il fallut recoller les morceaux. D'abord au cours d'une demi-heure de tête-à-tête entre Genscher et Demirel, à Bologne. A l'issue de cette rencontre, le ministre allemand confirma qu'il « connaissait Demirel depuis des décennies comme étant un démocrate honnête ». M. Genscher ajouta que les 1,5 million de Turcs en Allemagne étaient un gage d'amitié. Et il conclut : « Je crois à la démocratie en Turquie. »

Par la suite, le gouvernement de Bonn dut décider à huis clos, le 25 mai, de reprendre l'aide militaire gratuite à la Turquie, tout au moins dans le cadre de l'assistance des « riches » aux « pauvres » au sein de

l'Otan. L'aide en surplus de l'ex-armée est-allemande ainsi que les accords spéciaux seraient toutefois restés en veilleuse. Mais il semble que les Turcs aient pu reprendre leurs commandes d'équipements militaires à l'industrie allemande.

M. Kinkel a dû faire accepter son voyage à ceux qui, dans la majorité, se demandent pourquoi il a fallu qu'un ministre démissionne, alors que maintenant, les relations entre l'Allemagne et la Turquie reviennent au beau fixe. Il a dû notamment convaincre l'opposition socialiste, toujours hostile à la livraison d'armes aux Turcs.

Le ministre a abordé aussi le problème des sévices dans les prisons turques, rencontrant « une assez grande compréhension » chez son collègue, Hikmet Cetin, et chez le premier ministre, Süleyman Demirel. Ces derniers ont admis qu'il y avait « des bavures » et qu'on « n'était pas partout maître des événements ».

On n'a guère insisté enfin sur le renouvellement de la demande turque d'adhésion à la CEE. Elle ne peut aboutir avant l'an 2000, Bonn donnant la priorité à la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Hongrie.

J.-P. P.

Etre Kurde en Turquie

Décus par la politique de M. Demirel, de nombreux jeunes militants se tournent vers l'action violente

Nous publions aujourd'hui le premier volet d'une série d'articles de notre correspondante en Turquie sur la situation dans le sud-est du pays, où les affrontements entre les forces de sécurité et les séparatistes kurdes ont fait plus de trente morts à la fin de la semaine dernière.

LICE

de notre envoyée spéciale

La torpeur estivale qui enveloppe cette petite ville poussiéreuse du sud-est de la Turquie dissimule, à première vue, les tensions qui fermentent sous le calme de surface. Mais les murs criblés de balles d'un petit café témoignent de la colère des forces de sécurité, qui avaient ouvert le feu sur la grand-place, le 5 avril dernier, pour venger la mort de trois des leurs tombés lors d'affrontements avec le Parti des travailleurs kurdes (PKK), actif dans ce district depuis plusieurs années. Un civil, assis devant le café, avait été tué et trois autres blessés par des balles tirées par la mitrailleuse lourde d'un blindé.

Alors que les attaques du PKK se font plus violentes et plus fréquentes, les forces gouvernementales, incapables d'envisager une approche différente du problème kurde, durcissent leur attitude, poussant ainsi la population dans les bras des militants séparatistes. « Les gens n'ont qu'un petit lopin de terre. Ils savent qu'ils ne pourront pas trouver d'emploi ailleurs. Lorsqu'ils ne se sentent plus en sécurité en cultivant leurs champs, ils partent rejoindre le PKK, » explique un habitant de Lice.

A son arrivée au pouvoir, après les élections du 20 octobre 1991, le premier ministre, M. Suleyman Demirel, avait annoncé qu'il avait « reconnu la réalité kurde » et promis un vaste programme de démocratisation. En fait, la première proposition concrète du gouvernement, une série de réformes judiciaires qui aurait réduit considérablement la période de garde à vue et autorisé les détenus à exiger la présence d'un avocat durant les interrogatoires, continue de diviser l'Assemblée nationale. Le projet, soumis à l'approbation du président de la République Turgut Ozal, avait été

initialement rejeté par le chef de l'État sous prétexte qu'il risquait d'« encourager le terrorisme ».

Dans le Sud-Est, où l'état d'urgence vient d'être prolongé pour quatre mois, les promesses n'ont, jusqu'à présent, pas apporté de changements notables, et les réserves de bienveillance à l'égard du nouveau gouvernement s'épuisent rapidement. « Au début, j'ai abordé la coalition du Parti de la juste voie (DYP) (1) avec intérêt. Mais j'ai été complètement déçu. Le nombre de meurtres est maintenant plus élevé que pendant la période du 12 septembre [1980, date du coup d'État militaire]. Il s'est avéré que M. Demirel n'était pas sincère », déclarait récemment M. Mehdi Zana, dans un entretien accordé au quotidien *Turkish Daily News*. M. Zana, un Kurde nationaliste ancien maire de Diyarbakir, la capitale régionale, a passé une dizaine d'années en prison. Son épouse, Leyla, est une des députées les plus controversées de l'Assemblée turque.

L'arrivée au Parlement - et au sein même de la coalition au pouvoir - de vingt-deux députés kurdes nationalistes, élus sous les couleurs du Parti populiste social-démocrate (SHP), avait brièvement soulevé l'espoir qu'un dialogue pourrait s'établir entre le gouvernement et la communauté kurde. Mais, aujourd'hui, dix-huit de ces députés, dont la flamboyante M^{me} Zana, ont quitté le SHP et se sont regroupés au sein de leur ancien parti, le Parti travailliste du peuple (HEP).

Ils refusent de faire partie d'une coalition qui autorise la poursuite de la politique répressive entamée par les gouvernements précédents.

« M. Demirel n'a pas voulu, ou n'a pas osé, aller contre les forces de sécurité », explique un homme politique kurde. A Lice, des employés de la mairie racontent une récente visite de trois inspecteurs du ministère de l'intérieur qui, effrayés par l'hostilité ouverte des forces de l'ordre, avaient écourté leur séjour. « Face aux militaires, les civils n'ont aucun pouvoir », affirment-ils.

Que l'attitude des forces de sécurité soit due à une politique délibérée de M. Demirel ou simplement à un manque de détermination ne change rien aux faits. Les organisations internationales, telles qu'Amnesty International, continuent de faire état de tortures et de fréquentes violations des droits de l'homme. Un policier de Lice soulève la chemise de son uniforme pour montrer les balafres

profondes qui marquent son dos, souvenir d'une rencontre avec les gendarmes alors qu'il rentrait chez lui tard le soir, il y a plus de deux mois.

Dans les deux camps, les pertes humaines augmentent rapidement. Selon les chiffres publiés par la Fondation turque pour les droits de l'homme, plus de huit cents des mille trente-huit victimes de la violence au cours des six premiers mois de l'année ont trouvé la mort dans le Sud-Est. Au total, quatre mille deux cents personnes au moins ont perdu la vie depuis le début de la lutte armée du PKK en 1984.

« Les enfants partent se battre »

Malgré une idéologie marxiste-léniniste pour le moins anachronique et des méthodes brutales, le PKK a conquis une large portion de la population qui, après des années de répression, ne voit aucun autre espoir de se faire entendre : « L'idéologie du PKK est secondaire. Lorsqu'ils vont dans les villages, les militants ne parlent pas du communisme - que les villageois ne comprendraient pas - mais de l'armée, du harcèlement que la population ressent quotidiennement », explique un politicien kurde.

Paradoxalement, alors que la politique du gouvernement est guidée, avant tout, par la peur du séparatisme, la création d'un État indépendant ne semble pas, jusqu'à présent, être une des préoccupations principales des dix à douze millions de Kurdes de Turquie, qui demandent avant tout à être traités avec respect et veulent obtenir le droit d'exprimer leur identité. « Le PKK demande le

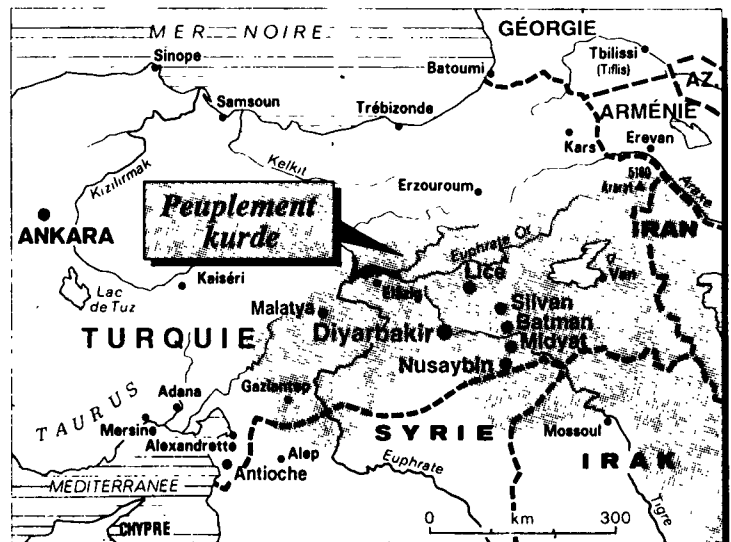
maximum - l'indépendance - dans l'espoir d'obtenir un petit peu », explique un nationaliste kurde.

Mais l'idée d'un État indépendant fait rapidement son chemin, à mesure que les tentatives de solution politique échouent lamentablement, dans les campagnes reculées comme dans les villes, où vit une jeunesse que les injustices constantes poussent à épouser avec enthousiasme la cause du PKK. « Aujourd'hui, même les gens de la classe moyenne - médecins, avocats, professeurs d'université - n'arrivent plus à retenir leurs enfants qui partent se battre dans les rangs du PKK, explique un homme d'affaires kurde, les pères ne dorment plus, les mères pleurent sans cesse, mais ils ne peuvent rien faire. »

A Ankara, la majorité des hommes politiques persiste cependant à croire que la question kurde est liée uniquement à un problème de terrorisme, qui disparaîtrait avec l'élimination du PKK. Pour l'instant, ni l'État turc ni le PKK ne semblent en mesure d'obtenir une victoire militaire décisive. Les forces de sécurité ont déployé soixante-cinq mille hommes auxquels s'ajoutent trente mille miliciens kurdes pro-gouvernementaux. De son côté, le PKK dispose d'une réserve apparemment inépuisable de recrues. Le bain de sang peut ainsi continuer pendant de longs mois encore, alors que la situation politique se détériore graduellement et que la menace d'une véritable guerre civile se profile à l'horizon.

NICOLE POPE

(1) La coalition gouvernementale est composée du Parti de la juste voie de M. Demirel et du Parti populiste social-démocrate de M. Erdal Inonu.



Le Monde - 15 juillet 1992

Sous réserve d'un plus grand respect des droits de l'homme

L'Allemagne soutiendra la demande d'adhésion d'Ankara à la CEE

M. Klaus Kinkel, ministre allemand des affaires étrangères, a affirmé, lundi 13 juillet à Ankara, au terme d'une visite officielle de deux jours, que l'Allemagne « et d'autres membres de la CEE » « soutiennent l'aspiration de la Turquie à devenir membre à part entière » de la Communauté européenne : « Nous reconnaissons et soutenons l'objectif de la Turquie (...). Mais tout d'abord, a-t-il ajouté, la Turquie doit franchir quelques étapes nécessaires sur le plan de

l'intégration économique et des droits de l'homme. » A propos de la répression de la guérilla kurde dans le sud-est de la Turquie, qui avait entraîné, au printemps dernier, des difficultés dans les relations entre les deux pays, M. Kinkel a affirmé : « Nous sommes conscients que la Turquie doit faire face au terrorisme, mais nous voulons qu'elle règle ce problème dans le cadre de la loi. »

Dans le Sud-Est anatolien à majorité kurde, la violence politique liée

au séparatisme a fait trente-quatre morts à la fin de la semaine dernière tandis que cent vingt-six terroristes présumés ont été arrêtés à travers le pays, a-t-on annoncé lundi de source officielle. La préfecture de Diyarbakir, la capitale régionale du Sud-Est, a notamment indiqué que vingt et un membres du Parti des travailleurs kurdes (PKK) et un soldat turc avaient été tués dans plusieurs incidents. (AFP, Reuter, UPI.)

Le Monde - 16 juillet 1992

TURQUIE

Les fondamentalistes musulmans mènent leur propre guérilla contre les séparatistes kurdes

YOLAC

de notre envoyée spéciale

« Ils étaient une trentaine, le visage peint, vêtus d'uniforme militaires. Ils nous ont sortis de la mosquée, nous ont fait allonger sur le sol et nous ont ligotés », explique Yousof Kantar, âgé de quatorze ans. Allongé sur son lit, sous un portrait de l'imam Khomeiny et un « poster » montrant des combattants musulmans barbus, le front ceint d'un bandeau rouge, il se remet des dix blessures causées par les balles des militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste) qui s'étaient infiltrés dans son village, le 25 juin dernier, vers 22 h 30. Après avoir aligné les hommes réunis à la mosquée contre un mur de boue séchée, qui porte encore les traces des impacts de balle, les assaillants avaient ouvert le feu à l'arme automatique, tuant dix personnes, pour la plupart âgées de moins de trente ans, et blessant trois autres, dont Yousof et un enfant de douze ans (Le Monde daté 28-29 juin et du 3 juillet).

Pour les autorités turques, ce massacre est une preuve supplémentaire de la sauvagerie d'un PKK qui n'hésite pas à s'attaquer à d'innocents villageois. Mais dans cette région tourmentée, les apparences sont parfois trompeuses et la situation n'est jamais simple.

Ce village, aux maisons de terre

curieusement empilées sur plusieurs niveaux est, selon les habitants de la région, le centre des activités du Hezbollah kurde, un mouvement fondamentaliste musulman qui serait responsable, au cours de l'année dernière, de plusieurs dizaines d'assassinats de personnalités kurdes, notamment des membres du Parti travailliste du peuple (HEP), de l'Association turque des droits de l'homme, ainsi que de journalistes locaux. Bien que sunnites, les hezbollahs semblent inspirés par le modèle iranien, mais il n'existe aucune preuve de liens directs avec le gouvernement de Téhéran.

La lutte fratricide qui oppose les séparatistes kurdes du PKK aux fondamentalistes du Hezbollah - Kurdes également - est un élément nouveau dans cette guerre civile qui ne dit pas son nom. Selon le rapport de la Fondation turque pour les droits de l'homme, cent trente et une personnes, dont quarante-cinq membres du Hezbollah, auraient trouvé la mort de façon mystérieuse au cours des six premiers mois de l'année.

A Yolac, le chef du village, M. Veli Fidan, affirme n'aimer ni le PKK - « des ennemis de l'Islam » - ni l'Etat turc. « Nous n'acceptons pas l'aide de l'Etat. Nous n'avons ni armes ni gardiens de village. Pour nous, la religion passe avant tout », explique-t-il. Le jeune barbu à ses côtés, qui semble être une sorte de

« commissaire politique », l'interrompt fréquemment pour corriger ses déclarations, et précise : « Nous voulons un Etat kurde islamique indépendant. » Dans un communiqué publié par l'hebdomadaire kurde *Yeni Ulke*, le PKK affirme avoir saisi des armes dans la mosquée où les hommes s'étaient réunis non pas pour prier, mais pour planifier leurs opérations meurtrières.

Commanditaire en sous-main

La méfiance des interlocuteurs, exprimant ouvertement leur hostilité envers les journalistes « qui écrivent des mensonges » et les chrétiens, rend cette visite inconfortable. Lorsqu'un jeune homme non identifié procède à une fouille détaillée des sacs des journalistes et emmène leurs cartes de presse « pour les montrer à quelqu'un », après avoir verrouillé la porte, l'inquiétude s'installe. Après dix minutes de suspense, les cartes d'identité sont rendues à leurs propriétaires.

Les habitants du Sud-Est sont convaincus que l'Etat turc, qui, depuis plusieurs années, arme et rémunère trente mille « gardiens de village » kurdes pour lutter contre le PKK, pratique une politique similaire envers le mouvement fondamentaliste. Le Hezbollah ne représente pas l'ensemble des musulmans kurdes. Dans un petit village près de

Midiyat, un dirigeant local - pieux au point de considérer la télévision comme un péché - exprime son mépris à leur égard. « Ces gens-là ne sont pas de vrais musulmans. Ce sont des traîtres à la solde de l'Etat », affirme-t-il.

L'utilisation du fondamentalisme religieux pour lutter contre un ennemi commun semble contraire à la doctrine séculaire de l'Etat turc. Mais cette pratique, potentiellement dangereuse, pourrait être le résultat d'une initiative locale au sein des forces de sécurité, notamment de la police, où les éléments islamiques sont nombreux.

Le mouvement fondamentaliste, latent dans la région depuis plusieurs années, s'est brusquement transformé, il y a un an, en une organisation armée, particulièrement active dans les régions de Silvan - proche de Yolac, - de Batman, de Nusaybin et de Diyarbakir. Le premier ministre, M. Suleyman Demirel, n'a fait qu'hériter d'une situation qui existait avant son arrivée au pouvoir, et c'est contre le gouvernement actuel - qui n'a pas su arrêter les coupables des meurtres dont est accusé le Hezbollah - que la population kurde dirige aujourd'hui sa colère.

NICOLE POPE

Baghdad Rebounds In Its Postwar Year

Despite Strife and Sanctions, Iraqis Are Busily Rebuilding

By Paul Lewis

New York Times Service

BAGHDAD — Last year, a United Nations report warned that the damage done by allied bombs and missiles, combined with the Security Council's punitive trade embargo, threatened to push Iraq back into what it termed a "pre-industrial" stage of development.

That has not happened in Baghdad, which now seems to be pulling itself up by its bootstraps. To a reporter returning after a year, the most striking impression is the scale of Iraq's postwar reconstruction effort.

Giant yellow cranes dot the skyline as the capital sets about razing the scars left by the war. A new roof is going on the Saddam Hussein Conference Center. Behind wooden scaffolding, the handsome old British colonial edifice that once housed the Defense Ministry is being rebuilt brick by baked yellow brick. The bombed-out Justice Ministry has been completely repaired.

A year ago, allied bombers had hit every telephone exchange in the country. Today, Baghdad's phones are ringing and a limited international service has been restored.

A new building houses Baghdad's main telephone exchange. And on the drive down the first-class highway from Jordan, one can see that the red-and-white communication towers out in the tawny desert — each one hit with surgical precision — are being slowly repaired.

Work on the projects goes on around the clock. Baghdad by day is again the bustling commercial center it has been for centuries. With gasoline plentiful and costing only a few cents a gallon, its streets are perpetually snarled by traffic.

By night, the city was a blaze of colored lights as it prepared for the commemoration Tuesday of the overthrow of the monarchy in 1958 that led to military rule and the rise to power of Mr. Saddam's Arab Ba'ath Socialist Party.

According to the government-controlled press, 70 percent of the damage inflicted on the country's infrastructure during the Gulf War has been repaired. Of 134 bridges cut by bombs, 120 are said to be functioning again.

Even the electrical grid has been largely repaired in some areas, despite the fact that the generators

were all imported and Iraq is supposed to be suffering a total embargo on all imports except food and medicine.

Just how Iraq managed all this reconstruction under the trade sanctions remains quite unclear.

The government is giving no clues as to how much sanction-busting was involved, although it announced Sunday that it can now build its own power transformers again.

However it may have been achieved, privileged parts of the country, like Baghdad, are said to have 90 percent of the electricity available before the war despite direct attacks on major generating stations.

What has not changed since a year ago, however, is the combination of feast and famine confronting ordinary Iraqis. Shops and markets here are full of food, much of it imported from Jordan. But grocery prices are prohibitive for most citizens.

With no oil revenues coming in and the government printing dinars to pay its bills, prices soared last year, making it difficult for poorer families.

The UN World Food Program, which gives extra food to more than a million Iraqis, reckons market prices have stabilized for the last three or four months. But milk still costs about 26 times as much as

before the war, while cheese has increased about 20 times and meat about five times.

Most working Iraqis earn up to 300 dinars a month — about the price of about 10 pounds (4.5 kilograms) of meat — and many pensioners get only 50 dinars monthly.

All of this could change quite fast if Mr. Saddam finally accepts the Security Council's offer to let him sell \$1.6 billion worth of oil over the next six months to buy food and medicine.

But there is also a danger that food could get scarcer yet and that Iraq's postwar rebuilding program

will be slowed at the same time. Earlier this month, King Hussein of Jordan agreed under U.S. pressure to enforce the UN trade embargo against Iraq more effectively in the future.

With its Gulf ports still out of commission, Iraq receives most of its imports by land from Jordan. A year ago, the frontier road was crowded with trucks moving in both directions. On Sunday, however, the border customs post was almost deserted and there was little traffic on the highway to Baghdad.

Less food was coming in. What remains to be seen is whether Iraq will also find itself running out of spare parts and materials needed for the eradication of the remaining scars of war.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, JULY 16, 1992

Papal Tumor: Latent Danger

Its Type Has High Potential for Malignancy

By Lawrence K. Altman

New York Times Service

NEW YORK — Although the tumor removed from Pope John Paul II's colon on Wednesday was benign, this kind of growth can cause a variety of symptoms and is commonly removed because of its enormous potential for becoming cancerous.

The tumor is called a *villous adenoma* and is a form of polyp. It takes its name from the villi, the millions of tiny finger-like projections that occur in the bowel. Villi increase the surface area of the bowel to aid in absorbing fluids, chemicals and other nutrients. An adenoma is a benign tumor arising in glandular tissue.

In a statement, the Vatican said the Pope's surgery was "radical and curative" and that his tumor was large and a tubulo-villous adenoma.

Such tumors are a mixture of villi and glandular tissue, Dr. Juan Rosai, the chief pathologist at Memorial Sloan-Kettering Cancer Center in New York City, said.

Benign tumors grow in an abnormal but controlled way, unlike cells in a cancer that grow in an uncontrolled way to eventually spread to other areas of the body.

A malignant villous adenoma was removed from Ronald Reagan when he was president in 1985.

The Vatican announcement did not say how much bowel was removed from the 72-year-old Pope, but it is standard for surgeons to cut out a wide area of bowel on either side of a benign villous adenoma to prevent a recurrence.

The Pope's tumor was located in the sigmoid, or terminal, portion of the colon, or large intestine.

The Pope's doctors performed

two biopsies in which small pieces of the tumor were removed from the polyp and then examined through a microscope. One biopsy was performed through a colonoscopy, an examination of the entire colon that was carried out as part of the diagnostic tests before surgery, a doctor at the hospital said. The other biopsy was performed during the operation.

The Vatican said the pathologists found "modest and localized" dysplasia, which is an abnormality of cells indicating the beginning of a transformation from a benign to cancerous condition. However, dysplasia is not cancerous.

Because only a small piece of tissue is removed in a biopsy, such a test cannot exclude a cancer with certainty. That can be done only by examining the entire excised tumor, and pathologists are doing

that now.

The symptoms produced by a benign villous adenoma generally relate to its size and propensity to secrete copious amounts of mucus.

Vatican officials said that the Pope suffered "intestinal dysfunction" in recent days, but did not specify what symptoms he had beyond some abdominal pain. A villous adenoma can cause a change in bowel habits such as constipation, diarrhea and mucus in the stool. It can also cause bleeding from the rectum. But many individuals who have the tumor suffer no symptoms.

Such tumors are often detected when a doctor inserts a finger into the rectum as part of a routine check-up. However, even an experienced doctor can fail to detect such polyps because they are soft. That is one reason why doctors recommend periodic examinations in which a flexible tube is passed through the anus into the large bowel. Such procedures are known as a proctoscopy, sigmoidoscopy and colonoscopy, depending on the area of bowel examined.

Such tumors generally take years to grow and there is "a very definite relationship between size and malignancy," Dr. Rosai said, adding that cancer is more likely to be found in a villous than an adenomatous polyp.

The large size of the Pope's tumor — described by one official as about 76 millimeters (3 inches) in length — indicates the Pope did not undergo such a procedure in recent years. For individuals over the age of 50, the National Cancer Institute, a Federal agency in Bethesda, Maryland, recommends a sigmoidoscopy every three to five years.

Villous adenomas are unusual forms of colon tumors, accounting for 4 to 8 percent of all colon tumors in surveys.

Villous adenomas also are unusual in their texture. Most other types of tumors are firm. Villous adenomas tend to be soft and often are described as velvety. They also are usually coated with mucus.

Villous adenomas arise from lining of the bowel, and when they grow large enough they can block the passage of feces.

U.S. to Iraq: Defiance Puts Truce 'at Risk'

By R. Jeffrey Smith

Washington Post Service

WASHINGTON — The Bush administration accused Iraq on Wednesday of "putting at risk the cease-fire that concluded Desert Storm" by keeping a U.S.-led team of United Nations inspectors from searching for suspected weapons-related materials in the Agricultural Ministry headquarters in Baghdad.

The implicit U.S. threat of renewed military action against Iraq escalated the dispute between Iraq and the UN Security Council over the inspection demand, that Iraq has rebuffed for 11 days.

Iraq has refused access on the ground that the building has nothing to do with weapons programs and is a symbol of its sovereignty. (In Baghdad, the chief of UN inspectors said morale was high among those camped at the ministry. Page 4)

A U.S. official said the Bush administration has opened discussions with Britain and France on what military steps might be taken if Iraq fails to allow the inspection. The official, who spoke on condition he not be named, said the principal option being considered is aerial bombardment — presumably by planes from several nations — of an Iraqi building that is already scheduled for destruction under UN rules because of its role in Iraq's development of weapons of mass destruction.

Washington and its allies "are in the early stages of deliberations" about military force, a diplomatic source said, noting that no decision had been made about whether the Security Council should first issue another warning statement. The council declared on July 6 that Baghdad's actions represented a "material and unacceptable breach" of the cease-fire resolutions.

Bored Vigilance: UN Inspectors in Iraq

By Paul Lewis

New York Times Service

BAGHDAD — Steve Flint, a young Briton with the United Nations, was sitting in a white Nissan jeep early Tuesday afternoon with a bunch of local papers on his knee and not very much to do.

The temperature outside was 140 degrees Fahrenheit (60 centigrade). Inside, air conditioning made life tolerable. "Actually, these are quite comfortable vehicles for a six-hour stint," he said. "I scan the papers, read, play cassettes and translate any petitions the locals give us."

Douglas Englund, a U.S. Army colonel and chief of the United Nations arms inspectors in Iraq, said, "It's boring work, but morale is still high and we'll go on for as long as it takes to do the job." He was visiting what might be called his front-line troops midway through the second week of their vigil outside the Ministry of Agriculture and Irrigation.

On Monday night, Iraq again rejected a UN request to search the ministry after a tip that plans for Iraq's banned ballistic missile program might be hidden there.

Iraq says searches violate its sovereignty. Rolf Ekeus, a Swede who heads the UN commission charged with eliminating Iraq's weapons of mass destruction, says he has a mandate to search anywhere.

So the latest test of wills between President

Saddam Hussein and the United Nations continues — the inspectors manning two jeeps on either side of the ministry around the clock, and an equally bored force of Iraqi secret police sitting in cars on the opposite side of the road.

Iraqi protests against the watch have ranged from comical to violent.

On Tuesday, an artist set up an easel near the jeeps and produced a picture of a rat marked CIA — for some reason it is wearing a Victorian pince-nez — sinking its claws into Iraq. The picture now hangs on the ministry fence.

Earlier, the inspectors watched as a load of tomatoes was delivered to the ministry. Then a busload of women turned up, armed themselves and pelted the jeeps. Tires have been slashed, and one young man apparently tried to immolate himself to protest the vigil.

But when a demonstrator pummeled an inspector recently, Iraqi security agents intervened and apologized.

The drama is being played out only a few hundred yards from the parking lot where the police held another UN team as prisoners in their vehicles for four days in September after the troops started removing nuclear documents from a nearby building.

The standoff comes amid a significant shift in how the UN is trying to disarm Mr. Sad-

dam. Without publicity, it has sharply increased its efforts to hunt down stockpiles and production sites of weapons of mass destruction. For the first time, it has based a team of long-term inspectors in Baghdad; they are flying to two or three suspected sites a day in helicopters lent by Germany.

On Tuesday, for instance, the inspectors flew to the destroyed Al Atheer nuclear complex to verify that Iraq was not rebuilding there. They also did a spot check on a site described as a technical institute belonging to the Ministry of Higher Education.

It appeared to be nothing more than a civilian training area, with little security, no evidence of a military presence and most staff away for the summer.

So far, the stepped-up inspections have turned up little incriminating evidence.

Whether all of Mr. Saddam's secret weapons facilities have really been located and destroyed remains a matter of debate.

Iraq has submitted what it calls the "full, final, and complete" account of its programs for banned weapons, as required by the UN Security Council's resolutions ending the Gulf War.

It has also provided a document describing what it said were all the dual-purpose facilities and materials that could be used to develop weapons and that will be subject to regular inspections.

Le Monde • Samedi 18 juillet 1992 •

Les fantômes d'Halabja, ville martyre

*Dans un texte adressé au secrétaire général de l'ONU à leur retour du Kurdistan irakien
M^{me} Mitterrand et M. Kouchner en appellent à l'opinion mondiale*

M^{me} Danielle Mitterrand et M. Bernard Kouchner ont adressé à M. Boutros-Ghali, secrétaire général des Nations unies, un témoignage sous la forme d'une « lettre ouverte » que nous publions aujourd'hui.

par Danielle Mitterrand
et Bernard Kouchner

Nous revenons d'une ville fantôme dont les survivants crient vers nous. Après Hiroshima, comme Dresde, c'est une agglomération que les hommes ont détruite, en deux fois, plus radicalement qu'un tremblement de terre. Le 16 mars 1988, M. Saddam Hussein ordonna le bombardement chimique d'Halabja : plus de cinq mille morts et des milliers de victimes qui présentent aujourd'hui des conséquences pathologiques. A l'époque, cela indigna à peine. Puis toutes les maisons de cette grosse cité d'Halabja (80 000 habitants) furent, une par une, dynamitées par les artificiers méthodiques de M. Saddam Hussein. Les contours des rues et le dessin des places ont cessé d'exister. Des glissades de blocs en béton, des forêts d'armatures rouillées, au ras du sol, rappellent l'emplacement des immeubles.

Les tas de parpaings constituent les seuls abris de ceux qui, faute d'engins de travaux publics, s'obstinent à reconstruire avec leurs deux mains. Dans ces ruines terrifiantes errent encore des enfants que le gaz jaune rendit aveugles. Si Halabja n'est pas la seule ville martyre du Kurdistan d'Irak, il s'agit de la plus importante et de la plus symbolique. Au cours de l'opération « Anfal », entre 1975 et 1990, près de cinq mille villes et villages kurdes furent détruits pierre par pierre par les troupes spéciales de M. Saddam Hussein. Ces centaines de milliers de Kurdes furent « scientifiquement » déplacés ; nombre d'entre eux disparurent.

Monsieur le secrétaire général, vous êtes juriste, « Anfal » ne ressemble-t-elle pas à une tentative de génocide ? A un crime contre l'humanité ? Qu'a-t-on fait, que fait-on, que fera-t-on si la machine meurtrière se remet en marche ?

Il y a peu de temps, un an à peine, mais cela semble déjà si loin, la communauté internationale se mobilisait sous le drapeau bleu de l'organisation dont vous avez la charge. Il s'agissait de libérer un territoire pétrolier indépendant envahi par les troupes d'un chef de gouvernement dangereux pour son peuple comme pour ses voisins : M. Saddam Hussein. De résolution en résolution, le Conseil de sécurité ordonna une politique de force que la majorité de l'opinion mondiale approuva. La guerre éclair fut gagnée par une armée mondiale d'une particulière puissance. Le territoire du Koweït fut libéré. En Irak tout rentra dans l'ordre antérieur, c'est-à-dire dans l'oppression.

Dans l'indifférence générale le commerce international aurait tranquillement repris ses droits si quelques Kurdes, population improbable et oubliée de l'Histoire, n'avaient, dans le nord-est de l'Irak, craint une fois de plus la routine, qui signifiait le pire pour leurs enfants. A nouveau menacés de bombardements, ils revirent la mort jaune d'Halabja et, pris de panique, se ruèrent, tous, vers les frontières. Ailleurs, chez les chiites du sud de l'Irak en particulier, la situation n'était pas plus brillante, mais, hélas, les caméras n'étaient pas là pour filmer. Ce fut cet exode télévisé des Kurdes qui provoqua un remords et un sursaut.

L'opinion publique mondiale manifesta sa puissance d'indignation passagère. Le Conseil de sécurité vota la fameuse résolution 688, qui imposait au maître de Bagdad une protection des Kurdes de son pays. Ce fut un beau sursaut de la morale internationale qu'orchestra votre prédécesseur, M. Perez de Cuellar, et à partir duquel nous avons été nombreux à penser qu'un ordre mondial allait naître, fondé sur les droits de l'homme. L'opération « Provide Comfort » sauva les Kurdes d'Irak qui restaient en vie sous les ruines d'Halabja. Pour combien de temps ?

C'est qu'ils nous ont pris au mot, ces Kurdes, monsieur le secrétaire général des Nations unies ! Ils ont avancé sur la route de la démocratie. Dans un environnement qui

n'avait ni culture ni habitude démocratiques, ils ont voté et élu démocratiquement un Parlement et un gouvernement régional. Et ils ne demandent pas l'indépendance, monsieur le secrétaire général ; ils réclament la « démocratie pour l'Irak et l'autonomie pour le Kurdistan d'Irak ». L'organisation des Nations unies peut-elle ignorer cela ? Sommes-nous contre l'autodétermination ?

Les Kurdes irakiens subissent le double embargo de la communauté internationale sur la frontière nord et de Saddam Hussein au sud. A Halabja et ailleurs, dans le nord-est de l'Irak, les besoins des populations sont immenses. Ne pouvons-nous pas assouplir l'embargo pour les populations irakiennes qui en souffrent ? Ainsi, au Kurdistan d'Irak, comment les habitants pourraient-ils relever leurs ruines si l'usine de ciment de Souleymaniel ne peut fonctionner faute de pièces détachées ? Comment assurer la survie des populations si la raffinerie de sucre est en panne ? Comment conforter les tentatives démocratiques si le pétrole ne peut être raffiné sur place, interdisant aux camions de rouler et aux hôpitaux de fonctionner ?

Assouplir l'embargo

Monsieur le secrétaire général, nous vous suggérons d'assouplir l'embargo pour ces denrées essentielles puisque les fonctionnaires des agences de l'ONU et des ONG qui sont encore sur place pourraient en contrôler étroitement la distribution. Commencée au Kurdistan d'Irak, cette méthode pourrait graduellement s'étendre à toutes les régions en péril de l'Irak, car toutes les populations irakiennes souffrent.

Nous avons pris nos responsabilités. Dans la région d'Halabja, au nom de la fondation France-Libérés, nous avons, entre autres, inauguré des écoles pour les enfants des survivants. L'action humanitaire s'impose. Mais elle ne pourra bientôt plus agir s'il nous faut, à chaque fois, consulter le bourreau avant d'assister ses victimes. Dans ces conditions, les ONG, une à une, devront se retirer. Les agences des Nations unies seront tenues de quêmander chaque jour des visas et des possibilités d'action auprès des autorités de Bagdad.

Comment la communauté inter-

nationale que vous représentez dans sa plus haute expression peut-elle accepter d'avoir à supplier l'homme qui gaza les enfants d'Halabja pour porter secours aux adolescents aveugles du gaz jaune? S'il vous plaît, M. Saddam Hussein, laissez-nous soigner vos victimes... En sommes-nous encore là, cinquante ans après Auschwitz? Nous avons bien relu la résolution 688 au nom de laquelle les plans français d'aide humanitaire furent déclenchés, qui se poursuivent encore. Elle était sans équivoque. Elle exigeait de Saddam Hussein la fin des exactions et le respect des droits de l'homme. Elle exigeait que l'Irak permette un accès immédiat aux populations en danger. Elle lançait un appel à toutes les organisations humanitaires pour une assistance permanente. En son article 7, la résolution exigeait de l'Irak qu'il coopère dans ce sens.

Qu'est-ce qui a changé, monsieur le secrétaire général, pour que les agences humanitaires des Nations unies soient en permanence obli-

gées de mendier des visas humanitaires que Bagdad ne délivre plus? Allez-vous laisser l'espoir d'un peuple se déliter et le vaincu d'hier devenir le vainqueur, par lassitude de la compassion? Les attaques et les attentats se multiplient contre les « gardes bleus » et les fonctionnaires des agences des Nations unies. Autant de menaces devant lesquelles il ne faut pas céder.

Va-t-on, demain, dès que les derniers avions de la protection internationale auront regagné leurs bases respectives, abandonner les Kurdes d'Irak? Ce serait une fracture de la morale et le retour des temps barbares. Une violence immense pousserait une fois de plus sur le désespoir kurde; un nationalisme débridé embraserait la région.

Nous en appelons à vous au nom de ce peuple meurtri. Vous disposez de tous les instruments juridiques pour que la démocratie ne soit pas pénalisée d'être balbutiée au nord-est de l'Irak

Il faut en revenir à l'esprit et à la lettre de la résolution 688. Il faut aider tous les peuples d'Irak: les Kurdes, les chiïtes et les autres sans s'en laisser compter par la dictature. La crédibilité des Nations unies est à ce prix, ainsi que l'avenir de ce que vous appelez la « diplomatie préventive ».

Vous êtes, monsieur le secrétaire général, l'ultime espoir de ces peuples-là. Certes, il y a bien d'autres malheureux, de Sarajevo à la Somalie. Nous le savons, nous y sommes présents, prêts à vous aider là-bas aussi.

Nous connaissons vos sentiments. Vous êtes sensible à toutes les souffrances. Aussi, avec déférence, nous vous adressons cette lettre ouverte.

Voilà pourquoi nous avons voulu faire d'un voyage privé une affaire publique.

DANIELLE MITTERRAND
et BERNARD KOUCHNER

Après l'assassinat d'un « béret bleu » au Kurdistan

Des consultations seraient en cours pour une nouvelle action armée contre l'Irak

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondante

« L'Irak cherche la bagarre avec le Conseil de sécurité. » C'est ainsi que l'ambassadeur britannique aux Nations unies, Sir David Hannay, résume la tension actuelle entre le gouvernement de Bagdad et l'ONU, où, selon des sources informées, les trois alliés occidentaux de la guerre du Golfe, les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne, ont déjà entamé des consultations concernant une nouvelle opération militaire contre le gouvernement de M. Saddam Hussein.

Le défi irakien au Conseil de sécurité, qui dure depuis plusieurs semaines, a atteint son point culminant avec l'assassinat, dans la nuit du jeudi 16 au vendredi 17 juillet, d'un « béret bleu » de l'ONU dans la région de Dohouk, dans le nord de l'Irak. Le garde fidjien, R. Takia, a été tué dans son lit d'une balle dans la tête.

L'Irak, qui a rompu les négociations sur la vente de pétrole autorisée par le Conseil de sécurité pour l'achat de vivres destinés à la population civile, refuse aussi de renouveler un contrat permettant la présence de personnel humanitaire de l'ONU sur son territoire. Bagdad rejette également la décision du Comité de l'ONU sur la délimita-

tion des frontières avec le Koweït. La dernière manifestation de désobéissance irakienne se déroule en ce moment même à Bagdad.

Une mission d'experts de l'ONU attend, depuis le 5 juillet, devant la porte du ministère de l'agriculture, que les autorités irakiennes lui accordent le droit d'entrer dans le bâtiment, qui abriterait des documents sur l'arsenal chimique irakien.

Des raids aériens envisagés

Dans une lettre récente au secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, le ministre irakien des affaires étrangères, M. Ahmed Hussein al-Khodaïr, menaçant d'exposer « des vérités incontestables », estime que le Conseil de sécurité n'a plus de raison de maintenir les sanctions contre l'Irak dans la mesure où l'objectif de ces sanctions était « la situation au Koweït », autrement dit l'invasion de l'émirat par l'Irak. « Nous considérons que le Conseil de sécurité doit annuler toutes les résolutions qu'il a adoptées contre l'Irak (...), en particulier la résolution relative à l'embargo », estimait le ministre.

M. Boutros-Ghali a informé par écrit les membres du Conseil de cette missive, déplorant « l'absence

de progrès dans les négociations avec Bagdad » et la « détérioration grave des conditions de sécurité pour l'ONU et les organisations non gouvernementales ». Parallèlement, et à la demande du secrétaire général, le président de la Commission spéciale de l'ONU chargée du désarmement de l'Irak, M. Rolf Ekeus, s'est rendu jeudi soir à Bagdad, pour tenter de faire entendre raison aux autorités irakiennes et leur transmettre un « avertissement sérieux » des membres occidentaux du Conseil de sécurité, selon des sources informées. Il devrait revenir à New-York lundi 20 juillet pour rendre compte de sa mission.

Si M. Ekeus revient à New-York « les mains vides », l'Irak serait coupable de violation de la résolution du cessez-le-feu, et le Conseil serait obligé de prendre « d'autres mesures » à l'encontre du régime de Bagdad, ont indiqué les mêmes sources. Il ne s'agirait pas d'« autre chose que d'une épreuve de force ». Selon certains diplomates, des raids aériens contre des « cibles précises » en Irak seraient envisagés. A cet égard, selon une source du département d'Etat à Washington, les « négociations préliminaires » au niveau des chefs d'Etat auraient déjà commencé.

AFSANÉ BASSIR POUR

Libération — 18 juillet 1992

Irak : l'Onu prise pour cible

Alors qu'un « béret bleu » était tué jeudi au Kurdistan, Bagdad s'en est pris aux experts des Nations Unies.

L'ONU et Bagdad sont au bord de la rupture après l'assassinat jeudi soir d'un « béret bleu » au Kurdistan irakien. Le garde, un soldat fidjien, a été tué dans son lit d'une balle dans la tête tirée par un inconnu, à Dohouk, une ville contrôlée par les opposants kurdes au régime de Saddam Hussein.

Il s'agit du premier décès enregistré depuis l'envoi l'an dernier de ce contingent fort de 400 hommes. Mais Otto Denes, l'un des responsables à Genève du programme humanitaire de l'ONU en Irak, a rappelé hier que deux gardes autrichiens avaient été blessés le 8 juillet à Erbil (Kurdistan irakien) par l'explosion d'une grenade et qu'à Bagdad, des rafales d'armes automatiques avaient été tirées au début du mois contre des véhicules de l'ONU en stationnement.

Parallèlement, l'épreuve de force continue depuis le 5 juillet dernier devant le ministère irakien de l'Agriculture. Le gouvernement de Bagdad refuse toujours l'accès du bâtiment à une équipe d'inspecteurs onusiens à la recherche de documents sur le programme chimique militaire irakien.

L'Irak a également rompu les négociations sur la possibilité de vendre son pétrole sous supervision internationale. Tout se passe comme si Bagdad jouait la carte de l'affrontement.

Le ministre irakien de l'Agriculture, Abdel Wahab Mahmoud Sabbagh, a traité hier les experts de l'ONU de « canailles » et réaffirmé le refus de son pays de les autoriser à inspecter le siège de son ministère. Et l'ambassadeur irakien auprès de l'ONU, Abdoul Amir al-Anbari, a averti que dorénavant le Conseil de sécurité « ne va pas rencontrer la coopération dont l'Irak a fait preuve jusqu'à présent ».

Le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, a dépêché hier à Bagdad un messenger — Rolf Ekeus, directeur de la commission spéciale chargée du désarmement de l'Irak — porteur d'un « sérieux avertissement » aux autorités irakiennes. Si l'envoyé spécial ne parvient pas à faire fléchir ses interlocuteurs, le Conseil de sécurité pourrait constater une violation des accords de cessez-le-feu et envisager un éventuel recours à la force.

D'après AFP

Libération — 18 juillet 1992

Kurdistan-France: appel

Danielle Mitterrand et Bernard Kouchner, qui ont effectué un voyage au Kurdistan irakien, ont demandé, dans une « lettre ouverte » publiée vendredi par le quotidien *le Monde* et adressée au secrétaire général de l'ONU, Boutros-Ghali, d'assouplir l'embargo au Kurdistan puis « dans toutes les régions en péril de l'Irak ».

LE MONDE — 20 juillet 1992

L'enquête sur l'assassinat d'un « beret bleu » au Kurdistan

Le Conseil de sécurité demande « un maximum de coopération » de la part de l'Irak

Dans une déclaration lue au nom des quinze membres du Conseil de sécurité des Nations unies, le président du Conseil, M. José Luis Jesus, a déploré, vendredi 17 juillet, l'assassinat d'un « béret bleu » de l'ONU la veille à Dohouk, dans le Kurdistan irakien (*le Monde* du 17 juillet), et demandé « un maximum de coopération de la part des autorités [irakiennes] dans la protection du personnel de l'ONU et dans l'application du programme

humanitaire des Nations unies en Irak ». Il a, par ailleurs, « appuyé la décision prise par le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, d'ordonner une enquête immédiate et approfondie sur ce crime affreux » et demandé aux autorités de Bagdad de coopérer avec cette enquête, menée en collaboration avec les responsables kurdes.

De son côté, le Quai d'Orsay a « vigoureusement condamné » l'as-

sassinat du « béret bleu », dont il a pris connaissance « avec émotion ». Paris relève en outre que « cet acte inadmissible intervient au moment où les autorités irakiennes font preuve d'un refus très net de se conformer aux obligations qui sont les leurs, au titre des résolutions du Conseil de sécurité », a déclaré un porte-parole du Quai d'Orsay, qui a souligné que « les résolutions [de l'ONU] (...) doivent être pleinement appliquées ».

Le respect des dispositions du cessez-le-feu de 1991

L'ONU alterne menaces et conciliation pour faire céder l'Irak

LE MONDE

20 juillet 1992

Défis

MAIS que cherche donc M. Saddam Hussein, et à quels calculs se livre-t-il encore en multipliant les défis, alors qu'il est aujourd'hui plus isolé que jamais, y compris au sein du monde arabe ?

Haussant le ton, le Conseil de sécurité de l'ONU et les Etats-Unis font de l'« affaire » du ministère de l'agriculture à Bagdad le symbole de l'obstination irakienne à ne pas se conformer complètement aux différentes exigences formulées par la communauté internationale depuis la crise du Golfe. Washington - qui menace l'Irak d'une nouvelle opération militaire - mais aussi Londres et Paris étudient les termes d'un ultimatum qui pourrait être adressé dès la fin de la semaine au gouvernement de Bagdad, et ne lui accorderait que quelques jours pour obtempérer aux dernières injonctions de l'ONU.

Le refus opposé par les autorités irakiennes à l'inspection du ministère de l'agriculture, où seraient entreposés des documents sur les armes chimiques et balistiques, est considéré comme une « rupture du cessez-le-feu » dont les termes ont été fixés par la résolution 687 du Conseil de sécurité. Cette affaire rappelle que l'Irak n'a cessé de faire les pires difficultés aux différentes missions des experts de l'ONU chargés d'inspecter l'ensemble de son arsenal et de veiller au démantèlement des armes de destruction massive.

On reproche aussi à Bagdad de ne pas admettre l'application d'autres décisions de l'ONU, celle, notamment, qui permettrait à l'Irak une reprise partielle des exportations de pétrole afin de financer les besoins de sa population. M. Saddam Hussein rejette cette résolution, car elle suppose un contrôle de la gestion des affaires du pays et signifie, selon lui, une « atteinte » à la souveraineté irakienne. Bagdad n'admet pas non plus la délimitation en cours de sa frontière avec le Koweït, ni l'action de l'ONU et des Occidentaux au Kurdistan - les attentats à la voiture piégée, dont l'un a failli coûter la vie à M^{me} Mitterrand et à M. Kouchner,

Alors qu'un projet d'ultimatum à l'Irak est en discussion au Conseil de sécurité des Nations unies, plusieurs membres de la mission d'inspection de l'ONU, à laquelle l'Irak refuse, depuis le 5 juillet, l'accès du ministère de l'agriculture, ont quitté Bagdad vendredi 24 juillet pour Bahreïn. Ils attendront dans l'émirat la réponse de l'Irak à une proposition de compromis prévoyant que les experts entrent au ministère par petits groupes. Des entretiens à ce sujet se poursuivaient à New-York.



semblent porter la signature des services de M. Saddam Hussein.

CERTAINS diplomates arabes affirment ne pas comprendre d'où ce dernier tire sa capacité de résistance, d'autres soulignent qu'il refusera toujours la mise sous tutelle de son pays. D'autres encore prévoient qu'une fois sa fierté affirmée, dans la dernière « affaire », il finira par céder aux injonctions internationales. C'est apparemment ce que n'exclut pas, ou au moins ce que souhaite, le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas. « Ce n'est pas la première fois que (...) M. Saddam Hussein se cabre pour résister au travail que fait l'ONU sur place (...). L'année dernière, dans les mêmes circonstances, les autorités de Bagdad refusaient l'accès de certains locaux à des experts de l'ONU... Et puis finalement elles ont cédé. » Il est à espérer que cet optimisme, affiché par nombre d'alliés des Etats-Unis, ne sera pas démenti par les faits. »

L'ONU propose un compromis avant un possible ultimatum des Occidentaux

Pour sortir de l'impasse avec l'Irak, au sujet de l'« affaire du ministère de l'agriculture » à Bagdad, les Nations unies ont proposé un compromis prévoyant que les inspecteurs entrent par petits groupes et non tous ensemble à l'intérieur du bâtiment, qui abriterait des documents relatifs au programme irakien d'armement. On ignorait encore vendredi 24 juillet quelle était la réaction de Bagdad, cependant que les Etats-Unis adressaient un « signal » à l'Irak en annulant une escale en Grèce du porte-avions *Saratoga* qui pourrait se diriger vers le Golfe.

WASHINGTON et NEW-YORK

de nos correspondants

Sans cacher un embarras certain, les Etats-Unis paraissent s'installer dans la spirale des menaces et contre-menaces qui ont caractérisé chacun de leurs conflits avec l'Irak, depuis la fin de l'opération « Tempête du désert ».

Le sentiment général à Washington et au siège de l'ONU à New-York est que les menaces proférées côté occidental ne pourront pas rester sans suite; elles forcent les Etats-Unis et leurs alliés, principalement Britanniques et Français, à relever le défi que le président irakien, M. Saddam Hussein, semble leur lancer. D'après le *Washington Post* du vendredi 24 juillet, l'ultimatum que les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France s'apprêtaient à lancer à l'Irak, peut-être dès ce week-end, accorderait au régime de Bagdad quelques jours pour satisfaire aux demandes des équipes d'inspection de l'ONU, sauf à risquer une suspension du cessez-le-feu et la reprise des opérations militaires.

Jusqu'à présent, le régime irakien a toujours fini par céder, dans chacune des épreuves de force engagées à propos de l'application du cessez-le-feu imposé à Bagdad. Si cette fois, il ne devait pas en aller de même, les Etats-Unis, en dépit du ton d'extrême fermeté employé à Washington, se trouveraient dans la situation peu enviable d'avoir à envisager une action militaire en période électorale.

Un nouveau « signal » de la Maison Blanche

A en croire la tonalité de toute la presse américaine, citant les milieux officiels les plus divers, c'est une perspective qui inquiète l'administration, tant elle pourrait être lourde de dangers politiques : enlèvement, opération qui resterait sans impact sur le régime irakien, tension renouvelée au Proche-Orient etc. Le *New York Times* et le *Washington Post* faisaient part du peu d'enthousiasme des milieux du Pentagone, même si l'on évoquait la possibilité d'une opération « calibrée » au plus près à la situation créée ces dernières semaines à Bagdad.

Depuis le début de juillet, une équipe d'inspecteurs de l'ONU, chargée de faire appliquer la résolution 687 sur le cessez-le-feu imposé à l'Irak à la fin de la guerre, se voit interdire l'accès à

un bâtiment du ministère de l'agriculture. L'équipe soupçonne que des documents et du matériel relatifs à l'arsenal chimique de l'Irak pourraient se trouver dans le ministère. Le gouvernement irakien fait valoir qu'il s'agit d'un ministère civil, que son « inspection » n'est donc pas prévue par la résolution 687 et serait une atteinte à la souveraineté du pays.

Le président George Bush a eu jeudi à la Maison Blanche un déjeuner de travail avec ses principaux conseillers militaires : le secrétaire à la défense, M. Richard Cheney, le chef d'état-major, le général Colin Powell, le conseiller

de la présidence pour les questions de sécurité, le général Brent Scowcroft, et le numéro deux du département d'Etat, M. Lawrence Eagleburger. Ne manquait à ce cabinet de crise que le secrétaire d'Etat, M. James Baker, qui se trouvait en Arabie saoudite, où il s'est entretenu de l'affaire irakienne avec les dirigeants du royaume.

Quelques heures après ce déjeuner, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Marlin Fitzwater, expliquait à la presse que l'administration, après avoir menacé la veille d'avoir recours à la force contre l'Irak, venait d'adresser un nouveau « signal » à M. Saddam

Husseïn : une escale en Grèce du porte-avions *Saratoga*, qui croise actuellement en Méditerranée, a été annulée. « C'est un message pour qu'il (le président irakien) respecte les résolutions de l'ONU; il ne va pas s'en sortir comme cela », a lancé M. Fitzwater.

Faute d'enthousiasme parmi ses conseillers militaires, M. Bush a reçu l'appui du candidat démocrate à l'élection présidentielle de novembre, Bill Clinton. Le gouverneur de l'Arkansas — tout comme son colistier, le sénateur Albert Gore — a déclaré qu'il soutiendrait M. Bush au cas où il fau-

draît avoir recours à la force pour contraindre l'Irak. « Que Saddam Hussein ne se trompe pas : même pendant une campagne électorale, les Américains seront unis sur cette question », a dit M. Clinton, qui avait été, avec le sénateur Gore, un des rares démocrates à approuver l'envoi des troupes américaines dans le Golfe après l'invasion du Koweït par l'Irak au mois d'août 1990.

ALAIN FRACHON
et AFSANÉ BASSIR POUR

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SATURDAY-SUNDAY, JULY 25-26, 1992

Iraq Braces for Air Attack, U.S. Asserts

By Michael R. Gordon
New York Times Service

WASHINGTON — Iraq has taken steps in anticipation of an allied air attack, Bush administration officials said Friday.

As the Iraq military girds for a possible air attack, orders in recent days have been sent to air defense units, putting them on the highest level of alert.

Helicopters, tanks and armored personnel carriers have also been dispersed and camouflaged to make them more difficult to attack, according to classified intelligence reports.

On Wednesday, Iraq used fixed wing combat planes against rebel positions, according to senior administration officials. It was the first time that the Iraqi military had used jet planes against its own people since the cease-fire arrangements were concluding ending the Gulf War, according to Pentagon officials.

"A new military offensive against its own people is now underway in the south," the State Department said Friday, adding a new charge to the bill of particulars against Baghdad.

Pentagon officials described the use of the warplanes as a significant escalation.

Iraq was barred from flying fighter jets under the cease-fire arrangements worked out by senior Iraqi and Allied officials after the war. After those talks, the United States told Iraq not to fly fixed-wing aircraft north of the 36th parallel so as not to interfere with the refugee effort in the Kurdish area in northern Iraq. But United Nations resolutions adopted after the war are silent on the question of whether Iraq can fly fixed-wing warplanes in the south of the country.

Iraqi fighter planes took to the skies in April after Iranian planes bombed a guerrilla base inside

Iraq. Since then, they have conducted training flights. But Wednesday's attack was the first time that Iraqi military jets have been used in a combat role to attack rebel positions since the end of the war.

■ Shiite Rebels Targeted

Caryle Murphy of The Washington Post reported earlier from Cairo:

The Iraqi Army appears to have stepped up its operations against Shiite Muslim rebels in the country's southern marshes, and independent sources have confirmed for the first time that the army has ordered the evacuation of civilians and the burning of homes as part of the campaign.

The new offensive in the south comes as President Saddam Hussein is stepping up his confrontation with UN weapons inspectors in Baghdad, and follows what Iraqi opposition sources say was a crack-down by Mr. Saddam three weeks ago against suspected plotters in the military.

To some analysts, the activity illustrates how Mr. Saddam has recovered from the Gulf War defeat,

which left his country and security forces in tatters.

For others, it is simply vintage Saddam — a man who needs crises to keep his regime together and who believes the best way to break out of a bind is to come out punching.

"He's obviously trying to draw the UN into a battle," said a former associate, now in exile. "He's cornered now. He's picking a fight. He only exists in a state of crisis. It must be understood that the guy's not going to stand still. He's going to go down fighting."

The confirmations of the new offensive in the south are significant because the battle between Iraqi forces and the Shiite rebels, who use Iraq's vast marshlands as a refuge, has been conducted largely out of sight. The area is difficult to penetrate, and foreigners are barred from traveling there.

In the first two weeks of July, residents of Adl and As Salaam were evacuated and "told to burn their homes to ensure no one would return," one source said. It is not known where the people were moved to, he said, adding there was

heavy shelling of the marshes on July 15 by the army from those two places.

A 10 P.M.-to-5 A.M. curfew is in effect in Adl and As Salaam, as well as in nearby Maimona and Majar, the source reported. All four are subdistricts — areas encompassing several villages — located southwest of the town of Amara.

Much of the information about the army's operations in the year-long insurgency has come from Iraqi Shiites based in Iran, who provide logistical and some military help to the rebels.

One group, the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq, said Thursday that 30 women and children had been killed in an operation that began Wednesday, in which planes attacked with bombs and missiles, the Iran radio reported.

Unable to verify similar reports of fighting in the past, some foreign analysts had accused the Shiites of crying wolf. But after receiving confirmation of the recent action in Adl and As Salaam, one source said, "This time, we think the wolf is there."

Turk Vetoes Use of Bases Against Iraq

Reuters

ISTANBUL — Prime Minister Suleyman Demirel said Friday that Turkey would not let its air bases be used for a Western strike on Iraq.

"The use of Turkish air bases and installations against Baghdad is out of the question," Mr. Demirel said. He added that the Western allies had not asked to use the southern Incirlik air base for any military operation.

He made clear that Turkey, a member of the North Atlantic Treaty Organization, would abide by all UN decisions, including a possible ultimatum against Iraq, to force compliance with the Gulf War cease-fire terms.

"We will act in line with the United Nations Security Council," Mr. Demirel said. "In the past we participated in all actions under the UN umbrella. We have to act in concert with the UN for world peace and order."

During the Gulf War, which forced Iraq out of Kuwait in February last year, Turkey allowed Incirlik and other bases to be used for Western air raids on northern Iraq.

Mr. Demirel has often said that Turkey, once a big trade partner of Iraq, must help Baghdad "reintegrate with the world." This month the government decided to appoint a chargé d'affaires to the Iraqi capital for the first time since the war.

GAMK

25-26 juillet 1992

LA PRESSE TURQUE EN LIBERTE SURVEILLEE

L'Institut International de la Presse (IPI) a protesté jeudi auprès du gouvernement turc contre «le harcèlement continu des médias» en Turquie et demandé au Premier ministre turc Suleyman Demirel de faire cesser ces attaques. Dans une lettre à M. Demirel, dont une copie a été rendue publique à Londres jeudi, l'organisation internationale «proteste» contre la «saisie de plusieurs journaux», le dernier en date étant Yeni Ulke. L'IPI condamne également les «arrestations de journalis-

tes, certains détenus pendant deux semaines puis relâchés sans inculpation».

Il se dit «particulièrement inquiet» du sort d'Abdullah Arisoy, du journal Ozgur Gundem, ainsi que de deux de ses collègues, Ali Konak et Farouk Sakik, qui «auraient été torturés». Il proteste également contre le «harcèlement continu de ce quotidien par les autorités et contre l'arrestation «ces derniers jours» de deux journalistes de Yeni Ulke.

The army's campaign against the Shiite rebels has also included a project to drain parts of the marshes by building dirt barricades and diverting rivers, and efforts to induce civilians to relocate out of the marshes. The army is apparently motivated by Baghdad's uneasiness over Shiite resentment toward the government.

Long repressed by the Sunni Muslim minority that dominates Iraq's government, the Shiites began a major uprising after the Gulf War. It was crushed, but not before hundreds of government, party and security officials were killed.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE - SATURDAY-SUNDAY, JULY 25-26, 1992

Saddam's Iraqi Enemies Are the Answer

NEW YORK — By God, we have to teach that Saddam Hussein a lesson. Bomb Iraq.

Great idea, sir. The only thing is, then what? Do we go on bombing him until he resigns or something?

Well, no, that has not seemed to work before. But maybe he will back down after all. Maybe then he will be good, and disclose all his nuclear secrets to UN inspectors.

So we give him another chance?

No, that hasn't worked either. Let's pray hard that one of our bombs sends him to hell.

That would be nice. But then, his family and his top command would take over. Himmler-Göring leading the post-Hitler reform movement; doesn't seem right, somehow ...

Well, of course — none of these great ideas will work. The debate in the U.S. government about what to do about Saddam is largely puerile and evasive because it does not confront the basic truth.

By keeping Saddam in power after he lost the Gulf War, the United States made a historic error from which there is no one-track way out short of another all-out war.

But unless he is insane enough to make his own second historic error — another direct act of aggression — the coalition cannot be recreated nor public support mustered to support another Desert Storm.

So some U.S. bureaucrats and commentators are pushing an entirely different Grand Strategy: do nothing. That would really catch him off guard! We could then just let sanctions squeeze him into exhaustion!

By A. M. Rosenthal

Relying on sanctions alone would extend the smuggling license for Saddam's ally, everybody's pal, the king of Jordan. Then, how many years before Saddam Hussein rebuilds his nuclear base — five, six?

And if anybody cares, there is the additional point that without fear of reprisal he will wipe out tens of thousands more Kurds and other rebels.

But, if we face reality, it is in those very people that the answer lies.

Both the basis and the base for the strategy against Saddam exist already, inside Iraq. A Kurdish government is in place in northern Iraq, chosen by election, not imposed by tyranny, and it should be recognized by the United States. No law or self-interest ties America to continued recognition of Saddam.

With U.S. help, all anti-Saddam Iraqi exiles could convene in northern Iraq to form a new resistance government including Kurds, and Sunni and Shiite Muslims, and a unified army of liberation.

But let's face it plain: To survive against the tanks and weapons America so kindly left with Saddam, the resistance forces would need economic assistance — plus anti-aircraft and anti-tank batteries. Also needed would be air support — a euphemism for bombing, for specific military purpose, not political show.

There will be times when feuds among resistance groups will make American officials wish they had never heard of them. But the Kurds and

the others say they can come together for the fight against Saddam. They need the chance, as the United States needs them to rid itself of Saddam's perpetual threat to Middle East peace.

To bring it off, the United States will need the support of Turkey. Washington must free itself of the ludicrous thought that it must preserve the "territorial integrity" of Iraq.

The country was carved from the Turkish empire by the British in the 1920s — with a fine eye for British oil interests. Now there are new struggles, new values, new interests important in the area — including those of friends of the United States like the Kurds and the Turks.

And it is naive to believe that the present Bush government could do it — that all those experts who gave us the appeasement of Iraq, the strange loans and the decision to desert the Kurds would be able to think straight, clean and strong enough. If President Bush is re-elected, he will have to be tough-minded enough to bring in people with fresh minds, tough enough to do some rethinking himself, or Saddam will remain in power.

Governor Clinton says he will back UN action against Saddam — and that is as far as he will go now.

But he should demand full intelligence briefings right away. And if his advisers are as good as they should be, they will tell him that the removal of the Saddam gang is essential but will be hard and complex to work out. That is the price of the U.S. retreat from victory after Desert Storm, and no use pretending it isn't.

The New York Times.

IL TEMPO

Anno XLIX / N. 195
Sabato
18 luglio 1992**Hiner Dilman ha fatto un film che racconta com'è la vita in un posto con poche speranze**

«Sherò», storia d'amore in Kurdistan

Girato tra uno sparo e l'altro in una terra dove si indossa a 15 anni il kalashnikov

ROMA — Capita anche a vent'anni che la vita ti sembri un'acrobazia inutile da tentare. Avresti davanti tanto tempo quanto ne basta per dimenticare che in fondo c'è la morte, e quindi vivere senza coscienza. E invece stai comodo come una testa chiusa dentro a un sacchetto di plastica; destinata a morire e possibilmente in fretta. Capita, ad esempio, quando nasci in un paese dove la guerra è l'unica tradizione che i padri si passano con i figli; dove a quindici anni ti mettono un kalashnikov sulle spalle ed è giusto così. Non è l'infanzia saltata senza viverla a toglierti la speranza; non è neanche la morte che vedi distribuire come un ovvio accessorio. È il sospetto che non cambierà mai nulla. La sensazione che se anche ti lasci prendere, se ti viene in mente di fare l'eroe per i tuoi diritti, perdi tempo e basta.

È facile pensare così, ad esempio, quando nasci in

Kurdistan. Un triangolo di terra strappato agli iracheni dove Saddam, o qualcuno come lui, ha buone possibilità di tornare.

Su questa terra, che è la sua terra, Hiner Dilman ha girato un film che racconta com'è la vita in un posto con poche speranze. Il film si chiama Sherò, nome proprio di ventenne che di mestiere fa il peshmerga, cioè il partigiano curdo. Non è la storia di una tragedia, oppure le lacrime di un popolo massacrato. È una storia d'amore, per esempio. Nel modo in cui si può vivere l'amore quando a vent'anni è già da sei che fai la guerra come occupazione principale.

Hiner Dilman vive a Parigi, dove cura i rapporti dell'Istituto Curdo con l'Italia. Era scappato dall'Iraq tredici anni fa, perché era finito su una lista pericolosa. Ha rivisto la sua terra solo nel marzo scorso, perché adesso le Nazioni Unite sono andate

in soccorso ai curdi e hanno obbligato Saddam a ritirarsi verso sud.

«La cosa più fastidiosa — dice Paolo Vanghetti, il montatore che passa le notti sulla pellicola perché il film faccia in tempo ad andare al Festival di Venezia — sono questi spari che ogni tanto mi obbligano a fermarmi e tagliare. Sentite adesso? Non centra niente questo sparo con la trama del film, ma a un chilometro da dove si girava i curdi stavano combattendo contro gli iracheni e non era possibile chiederli di fare pausa».

Sherò, del resto, è stato girato fra Sulaymania, Shaqlawa ed Halabja, la città che Saddam nel 1988 bombardò con i gas, ammazzando più o meno 5.000 persone. Certe riprese sono state fatte anche dalle parti del campo profughi di Said Saddik, dove un paio di settimane fa qualcuno ha lanciato un'autobomba contro il convoglio di Danielle Mitterrand (la moglie del presidente francese, in missione

umanitaria), ammazzando cinque persone. «Non dicevamo mai a nessuno — spiega Dilman — dove andavamo a girare ed eravamo sempre scortati da decine di peshmerga. Stavamo sfidando Saddam, e gli iracheni potevano colpire in ogni momento».

A giugno, comunque, le riprese sono finite. E adesso Sherò, girato in collaborazione dall'Istituto Curdo e la società italiana Wesson and Boyle, sta tutto intero in sala montaggio. Gillo Pontecorvo ha chiesto un primo video, per capire com'è venuto il film e forse per portarlo a Venezia. Se dirà sì, fra un paio di settimane avrà il resto. Vivendo in Italia non è facile capire che è un miracolo, ma in Kurdistan, per esempio, non ci sono telefoni, si combatte ogni giorno, e la strada che porta verso il confine turco, cioè verso l'Occidente, non ha un'idea di cosa sia l'asfalto.

Qui è passato Saddam, poi la Guerra del Golfo, poi ancora Saddam. Su tutto questo ora c'è un film, e l'attore protagonista, Ibrahim Yunis, sul set ha impersonato sé stesso, cioè un peshmerga. Peshmerga significa "colui che guarda in faccia la morte". Praticamente un destino, piuttosto che un nome.

Paolo Mastrolilli



Ibrahim Yunis, impersona sé stesso: un peshmerga cioè colui che guarda in faccia la morte

Un projet de contrat de cent dix avions russes

Le réarmement de l'Iran préoccupe les Occidentaux

Les Occidentaux et les Israéliens observent avec vigilance le réarmement de l'Iran qui, pour être « paisible », selon l'expression de certains analystes, n'en est pas moins préoccupant. Ils suivent en particulier les tractations en cours avec la Russie sur la vente de cent dix avions de combat, l'équivalent de 40 % de la flotte actuelle de l'Iran. En 1991, des discussions avaient abouti à la livraison par Moscou de quelques centaines de chars, à des prix défiant toute concurrence.

par Jacques Isnard

Bien avant que n'éclate la guerre du Golfe, avec l'annexion du Koweït par les troupes de M. Saddam Hussein, les services français avaient reconstitué, pour le compte du gouvernement, ce qu'ils avaient appelé le « puzzle » irakien, c'est-à-dire le potentiel militaire irakien et les voies – souvent détournées – par lesquelles Bagdad était parvenu à s'armer outre mesure.

En 1992, on n'hésite pas, dans les mêmes milieux, à évoquer le « puzzle » iranien, tant l'effort d'armement de Téhéran intrigue en paraissant, aujourd'hui, aussi soutenu et aussi oblique que l'a été celui de l'Irak grâce à une complicité assez générale. Entre 1987 et 1989, les Iraniens ont commandé à l'ancienne Union soviétique pour quelque 16 milliards de francs d'armes au total, au point d'en avoir fait un fournisseur privilégié.

En 1990 et 1991, l'Iran est censé avoir acheté pour 10 milliards de francs, par an, d'équipements militaires à divers pays, comme la Russie (qui n'a plus de quasi-exclusivité) mais aussi la Chine, la Corée du Nord ou certains Etats d'Europe centrale.

De nouveau, c'est avec la Russie que les discussions – si l'on en juge par des informations recueillies par les services occidentaux et israéliens – ont repris

en matière aéronautique. L'an dernier, l'Iran avait reçu ses vingt premiers Mig-29.

Aujourd'hui, il s'agirait, pour un montant global supérieur à 11 milliards de francs, de douze Tupolev-22 M, quarante-huit autres Mig-29, vingt-quatre Mig-31 (l'un des derniers-nés des intercepteurs de chez Mikoyan), vingt-quatre Mig-27 et de deux avions porte-radars du modèle Iliouchine-76, baptisé Mainstay par l'OTAN (qui a succédé à l'avion-radar Tupolev Tu-16 Moss).

Un renfort de 40 %

Cette transaction – si elle était conclue – à ceci de spécial qu'elle a un double effet : elle accroît de 40 %, d'un coup le potentiel de défense et d'attaque de l'armée de l'air iranienne (estimé à quelque deux cent soixante-dix appareils de combat, dont la moitié est hors service faute de pièces de rechange) et elle permet, dans le même temps, de remettre en état les cent dix ou cent quinze avions irakiens, de conception soviétique, que l'Iran n'a toujours pas restitués après qu'ils se sont réfugiés sur son sol au début de la guerre du Golfe.

Outre ces cent dix avions nouveaux que la Russie, avide de devises fortes en raison de son économie défaillante, pourrait accepter de céder, l'Iran porte son regard sur des missiles anti-aériens fixes et mobiles, de la génération SAM-5, SAM-11 ou SAM-13, ainsi que sur des batteries d'artillerie sol-sol.

Dans cette modernisation du parc aérien iranien, la part des sociétés françaises demeure plus que modeste. Pour les déplacements des plus hautes autorités de l'Etat, Téhéran a émis le souhait de disposer de tri-réacteurs Falcon-900 conçus par le

groupe Dassault pour des distances intercontinentales. Il s'agit de remplacer des Falcon-20 dans la version VIP. Le Falcon-900 a des réacteurs américains. Consulté, Washington n'a pas dressé d'obstacle, à la grande satisfaction de l'industriel français qui considère ce marché militaire – les Falcon-900 voleront sous les cocardes de l'armée de l'air iranienne – comme désormais à sa portée.

Le sort réservé à ces contrats aéronautiques n'est pas le seul sujet de préoccupation des services de renseignement. La volonté de l'Iran de se lancer, avec ou sans l'assistance de partenaires, dans la production de missiles retient tout autant – sinon plus – l'attention, dans la mesure où le complexe militaro-industriel iranien donne, d'autre part, des preuves évidentes de son intérêt pour le nucléaire ou le chimique.

Développé du temps du chah avec l'aide des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Allemagne, de la Suède, de la Suisse, de l'Autriche ou de l'Italie, mais renforcé depuis au nom de la nécessité d'avoir une industrie auto-suffisante, ce complexe travaille aujourd'hui avec la Corée du Nord ou avec la Chine, à la suite des embargos de toutes sortes auquel il a été soumis pour sa guerre de dix ans avec l'Irak. Avec les Coréens, il a appris à produire des missiles Scud-C mobiles (d'une portée de 480 kilomètres) et des missiles No-Dong-1 à propulsion liquide (crédité d'une portée double, qui inquiète Israël au point de justifier son programme « Arrow » de missile antimissile). Des Chinois, l'Iran a reçu – en plus des avions et des chars de conception soviétique dont ils n'avaient plus l'usage – des missiles M-11 d'une portée de 300 kilomètres et des missiles Silkworm antinavires de surface.

La Corée du Nord et la Chine ont aidé l'Iran à édifier des usines d'armements. C'est, dit-on, le cas dans des villes proches de la frontière avec l'ex-URSS et avec l'Afghanistan, de façon à éloigner ces entreprises, qui disposent de terrains d'essais pour leurs matériels, de toute menace venue d'Irak.

À Shahroud, Tabas, Semnan ou encore près de Mashhad, les Iraniens auraient notamment déployé, grâce à cette assistance étrangère, des moyens industriels importants pour la mise au point de leurs missiles et pour la production de blindés, de batteries

d'artillerie, ou de munitions de tous les calibres.

Enfin, la Chine et l'Inde sont, d'autre part, soupçonnés, depuis l'an dernier, d'apporter leur concours à l'Iran dans le domaine nucléaire. Cette accusation n'est pas nouvelle (le Monde du 11 janvier). Les Chinois ont reconnu qu'ils avaient accepté de livrer un réacteur, qu'ils qualifient « de recherche » à des fins scientifiques, en vue de l'installer à Ispahan. Ils ont démenti, après s'être rallié au traité de non-prolifération nucléaire (TNP), que cet équipement soit à usage militaire.

De même, l'Inde, qui a fait exploser en 1974 un engin nucléaire, a proposé à l'Iran la cession d'un réacteur de recherche d'une puissance de 10 mégawatts, au terme d'une transaction dont on ignore si elle aura ou non la garantie de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), étant donné les critiques de Delhi et de Téhéran à son endroit.

Au début de cette année, une mission d'inspection de l'AIEA s'est rendue en Iran et, à son retour à Vienne, son principal responsable, M. Jon Jennekens, a affirmé qu'il n'avait aucune raison de suspecter un quelconque détournement des programmes nucléaires de ce pays, en dépit des doutes avancés dès mars 1990 par le service de renseignement de la marine américaine.

Les services occidentaux demeurent sceptiques. Le précédent de l'Irak incite, en effet, à la prudence. Tant qu'un Etat ne commet pas une erreur grossière qui éveillerait l'attention internationale, observent les spécialistes, il peut escompter garder une part de secret sur ses activités et cela malgré les inspections de l'AIEA. C'est à partir du moment où un pays se met à refuser l'accès à certains de ses sites identifiés, par d'autres sources, comme pouvant être à double usage – civil et militaire – qu'il devient suspect.

Il semble, à ce jour, que les infrastructures iraniennes, qualifiées par des analystes britanniques de « limitées » et de « protégées », sans être aussi clandestines que les centres irakiens, n'aient pas permis à Téhéran de surmonter encore tous les obstacles sur la voie de la préparation, dans un premier stade, de charges à fission.

JACQUES ISNARD

Le Monde • Dimanche 26 - Lundi 27 juillet 1992 •

Le conflit entre Bagdad et l'ONU

Une nouvelle proposition de compromis a été adressée à l'Irak

La tension restait vive, samedi 25 juillet, entre l'ONU, les pays occidentaux et le régime de Bagdad à propos des obstacles dressés par ce dernier aux inspections des experts des Nations unies. Mais une nouvelle solution de compromis a été adressée à Bagdad et dans l'attente d'une réponse de son gouvernement, l'ambassadeur irakien à l'ONU a fait état de son « optimisme ».

NEW-YORK et WASHINGTON

de nos correspondants

Qu'il soit transmis par des membres du Conseil de sécurité de l'ONU ou par les autorités américaines, le message adressé au président irakien est le même : M. Saddam Hussein ne doit pas, une fois de plus, se tromper sur la détermination des Occidentaux à user de nouveau de la force contre l'Irak. Si le chef de l'Etat irakien croit pouvoir profiter de la campagne électorale aux Etats-Unis ou de l'attention que la communauté internationale prête à la Bosnie-Herzégovine pour desserrer l'étouffement de l'embargo économique et des contraintes du cessez-le-feu qui lui sont imposés, il fait fausse route, disent les Occidentaux.

Dans l'intention d'intimider Bagdad, ils ont multiplié, vendredi 24 juillet, les gestes et les déclarations en ce sens, tout en prenant soin, semble-t-il, de laisser une porte ouverte au dirigeant baasiste, puisque, bien, il s'agit d'une bataille où, d'un côté comme de l'autre, personne n'entend perdre la face. Ainsi les membres du Conseil de sécurité ont-ils donné une grande marge de manœuvre au courageux Suédois Rolf Ekeus, chef de la commission spéciale de l'ONU chargée de superviser l'application de la résolution 687 sur le cessez-le-feu. M. Ekeus s'est longuement entretenu vendredi avec l'ambassadeur irakien à l'ONU, M. Abdul Amir Al Anbari, auquel il a remis une proposition pour sortir de l'impasse. La réponse du gouvernement irakien devait être transmise samedi au Conseil de sécurité. Mais M. Al Anbari, dès vendredi soir, et

après s'être entretenu avec son gouvernement, croyait pouvoir faire état de quelques signes de détente : « Je suis très, très optimiste, l'affaire prend bonne tournure », « je m'attends à une réponse positive » (de la part de Bagdad), a dit le diplomate irakien.

Depuis le 5 juillet, une équipe d'inspecteurs de l'ONU, chargée de surveiller l'application de la résolution 687, se voit interdire l'accès au ministère de l'agriculture à Bagdad. L'équipe, dont le mandat est d'obtenir le démantèlement de toutes les armes de destruction massive aux mains de l'Irak, soupçonne que des documents et du matériel relatifs à l'arsenal chimique de Bagdad se trouvent au ministère. Pour le gouvernement irakien, les inspecteurs de l'ONU n'ont pas le droit de fouiller une administration civile. Et le régime a organisé des manifestations, parfois violentes, afin d'empêcher les experts de l'ONU d'exercer leur mission. Deux des experts sont restés dans la capitale irakienne, cinq autres ont dû se réfugier à Barheïn; soixante-cinq autres agents de l'ONU opèrent toujours dans différentes régions d'Irak.

« Dernière chance »

A en croire de bonnes sources, M. Ekeus, citoyen d'un pays neutre, a proposé de désigner lui-même et de diriger personnellement une petite équipe d'inspecteurs pour fouiller les locaux du ministère de l'agriculture. Ce serait une demi-concession à l'Irak qui souhaitait que seuls des experts de pays neutres fussent autorisés à visiter le ministère. M. Ekeus suggérerait encore que les inspecteurs ne franchissent pas la porte de la pièce abritant le bureau du ministre irakien de l'agriculture; le souci étant là de ménager ce que des sources arabes appellent la « sensibilité » d'un gouvernement qui n'entend pas être davantage « humilié ». Dores et déjà, M. Al Anbari a assuré qu'il n'y aurait plus de manifestations contre les experts de l'ONU et que leur sécurité serait garantie à leur retour.

Si elle est confirmée, la proposition de M. Ekeus signifierait aussi qu'aucun des pays occidentaux – notamment pas les Etats-Unis, en période électorale – n'envisagerait de gâter

de cœur de devoir reprendre les hostilités contre l'Irak. Comme M. Ekeus l'a lui-même relevé devant la presse, les Irakiens ont eu le temps, ces dernières vingt-quatre heures, de démentir d'éventuels documents compromettants du ministère...

Mais le temps est compté. Un représentant occidental à l'ONU a assuré que la proposition de M. Ekeus « était la dernière chance » de M. Saddam Hussein. Si le diplomate suédois devait se présenter samedi devant le Conseil de sécurité avec une réponse négative de l'Irak, alors Britanniques, Américains et Français adresseront sans doute un ultimatum à M. Saddam Hussein.

Faudra-t-il voter une nouvelle résolution autorisant l'emploi de la force? Les Britanniques pensent que la résolution 687 est suffisante comme base d'action. Les Français pensent qu'il serait important d'en obtenir une autre, non pas tant d'un point de vue juridique que pour manifester l'appui politique de la communauté internationale à une éventuelle reprise des hostilités contre l'Irak. Les Américains ne paraissent pas avoir d'opinion très tranchée sur ce point.

Tous les Occidentaux se sont, en revanche, entendus pour manifester de plus en plus clairement leur détermination. Vendredi après-midi, la Maison Blanche a soudainement clarifié que le président George Bush changeait son emploi du temps pour cause de crise irakienne : au lieu de passer le week-end dans sa propriété de vacances du Maine, à Kennebunkport, il ira à Camp David où il tiendra samedi une réunion avec ses plus hauts conseillers militaires. Un semblable « conseil » s'était déjà réuni jeudi.

Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Marlin Fitzwater, a expliqué que « la situation est la plus sérieuse que nous ayons eue depuis la guerre du Golfe ». ce sentiment était largement partagé par le chef de l'état-major français, l'amiral Jacques Lanxade, qui, après s'être entretenu, à Washington, avec les dirigeants américains de la défense, a déclaré à la presse : « Il faut essayer de comprendre ce que Saddam veut réellement (...). Jusqu'à présent, il a toujours reculé (...). Aujourd'hui, je crains

fort qu'il ne soit décidé à aller à l'affrontement. » « Il ne faut pas se tromper, il est difficile de savoir ce qui se passe dans sa tête », a-t-il poursuivi, ajoutant : « La partie n'est pas encore fermée à la diplomatie, nous ne sommes pas encore dans l'engrenage de l'ultimatum. » Pour le chef d'état-major français, « il faut que la crédibilité de l'ONU soit maintenue », il ne faut pas que cette organisation « puisse être bafouée au moment où elle a retrouvé un rôle, une importance essentielle ».

L'amiral Lanxade a fait ces déclarations à la résidence de l'ambassadeur de France où il venait de remettre le ruban de commandeur de la Légion d'honneur au chef de l'état-major américain, le général Colin Powell. Celui-ci a spéculé sur les raisons qui ont pu pousser le président Saddam Hussein à tenter l'épreuve de force avec les Occidentaux. « Il est sous d'énormes pressions, et pas seulement économiques avec l'embargo : il y en a d'autres », a-t-il déclaré. Selon lui, la crise du ministère de l'agriculture n'est pas un cas isolé, elle s'inscrit dans un contexte récent de violations répétées par le régime irakien des clauses du cessez-le-feu. Le général Powell n'a pas été plus explicite.

La presse américaine, pour sa part, cite des analyses des services de renseignements selon lesquelles le régime irakien n'a cessé de durcir sa politique : attentats contre le personnel de l'ONU ; utilisation de l'aviation contre les chiites dans le sud du pays, en violation flagrante de la résolution 687 ; répression de plus en plus brutale contre les Kurdes. Les mêmes sources estiment que le président irakien a lancé « le défi du ministère de l'agriculture » pour redorer son blason à l'intérieur, après avoir été visé le mois dernier par une tentative de coup d'Etat. Les projets d'intervention militaire tourneraient autour d'un double objectif : entamer le prestige du président irakien – bombardements de centraux téléphoniques, de raffineries – pour l'affaiblir politiquement et réduire encore son appareil militaire afin de faciliter un coup d'Etat.

AFSANÉ BASIR POUR
et ALAIN FRACHON

Danielle the Daredevil

Adventures of France's freelancing First Lady

Some first couples play with the dog on weekends. Others take separate vacations. But the president and First Lady of France have a penchant for adventure. Last month François Mitterrand went where no Western leader had gone, to shell-shocked Sarajevo in an attempt to stake France's diplomatic claim there. Last week his wife, Danielle, tried to remind the world of the plight of the Kurdish people with a tour of northern Iraq. She came close to death when a car bomb detonated just after her convoy passed by, killing seven people and scattering shrapnel over a 50-meter radius. The attack—for which no group has claimed responsibility—was clearly aimed at her.

Yet while the 75-year-old head of state emerged from the Balkan chaos as something of a hero, at least in France, the First Lady, 67, had a frosty reception on her return from Kurdistan. The mainstream French press

was critical, and the Foreign Ministry dismissed her trip as purely a "private visit." Although Danielle Mitterrand escaped without a scratch from the blast of an estimated 150 kilos of explosives, emotionally "she is a little wounded," said one source close to her. As the wife of the president, she took the official reaction as "a slap in the face."

Much of the criticism leveled at the First Lady is provoked by her work as head of the nongovernmental humanitarian foundation France-Libertés, which she founded in 1986. Her steadfast rule, she likes to say, is that "freedom and justice are principles that don't allow for compromise." But it's often hard to reconcile the politics of conscience with the realpolitik of France's national interest. Occasionally Mme Mitterrand's actions have been at cross-purposes with official French policy. Her embrace of Tibet's Dalai Lama, for instance, infuriated the Chinese in 1989 at a time when Paris was struggling to maintain a delicate working relationship with Beijing in the wake of the Tiananmen Square massacre.

Foreign governments will have to learn



REUTERS



SUSAN MEISELAS—MAGNUM

Close call:
Mitterrand after car bombing in Kurdistan, 1991 talks with Kurdish leaders

that "in France even the wife of the president is a free woman," Danielle Mitterrand told NEWSWEEK last year. But her private role often is hard to distinguish from her public position. The daily *Le Monde* suggested pointedly last week that she may use France-Libertés to listen to the world's problems, but it's as First Lady that she herself is listened to. And her critics have not been above attacking her in personal terms even as they question her espousal of righteous causes. Her humanitarian efforts on behalf of refugees from the war in the southern Sahara, for example, provoked especially sharp criticism from Moroccan King Hassan II. Last year he described her in memorably medieval terms as the French leader's "morganatic wife": a commoner wed to a nobleman with no claim to his fortune or to his title.

It is true that personal relations between France's first couple rarely seem blissful these days. They appear to spend little time together in the French capital, and rumors of the president's liaisons hardly raise an eyebrow among jaded Parisians. But gibes like Hassan's may be misleading when it

comes to Danielle Mitterrand's very palpable influence on French foreign affairs. For several years now, François Mitterrand has been developing the politics of conscience along an alternative track that sometimes diverges from the more traditional policies of his foreign and defense ministers.

Humanitarian action: Leading this effort is Bernard Kouchner, a founder of the non-governmental organization Médecins Sans Frontières, who was named France's first "minister for humanitarian action" in 1988. When French policy appears blocked by the semantic cul-de-sacs of formal diplomacy, President Mitterrand frequently uses Kouchner to find other ways to address a problem. In Bosnia, for example, it was Kouchner and his aides who helped bring the first relief supplies overland to Sarajevo, and the flamboyant physician accompanied Mitterrand on his surprise visit to the battered capital. "He wanted to see for himself and of course, let's say, to move the machine," says Kouchner. "And President Mitterrand opened the airport."

A week later Kouchner was with Danielle Mitterrand on the ill-fated trip to Kurdish Iraq. France-Libertés has fund-

ed several schools and other projects there. Kouchner, who now holds the portfolio of health minister as well, accompanied her on what he called a "working" visit to the region. The Baghdad press raged against the trip, and Kouchner blames Saddam Hussein's agents for the car-bomb attack. But it was Turkey that seemed the most upset by Danielle's initiative. Ankara is fighting Kurdish guerrillas of its own and is extremely sensitive to any implied recognition of a Kurdish state in northern Iraq—hence the French Foreign Ministry's belated insistence that the First Lady and the minister were in Kurdistan as private citizens.

In the complicated triangle that has developed among the two Mitterrands and Kouchner, it may be hard to say who influences whom the most. "I'm not in charge of that couple," Kouchner told NEWSWEEK last week in his offhand English. "My weekends are not completely consecrated as an escort boy of the Mitterrand family." But then, the Mitterrands hardly need an escort. They both know how to go their own ways.

CHRISTOPHER DICKEY in Paris

A Turkish physician's experiences of torture in Istanbul

I was tortured myself

By
Dr Bülent Tarakcioglu*

During the night of 31 October 1981, I was forced from my home in Istanbul by approximately 10 heavily armed men, who had no warrant for my arrest, and driven to the Chief of police. The hearing began in the car. At the central police station I was blindfolded and led through a long, dark tunnel to the part of the building where the single cells are. There my blindfold was removed and I was pushed into Cell No. 34. This cement cell at the end of the corridor had a small, barred opening through which the neon light of the corridor shone. After my first step into the cell I stood still, as I had the distinct feeling that there was no more room than that in the cell.

What I then saw in front of me in the dim light from the corridor reminded me of pictures by *Picasso*: several naked feet, swollen and bloody, and a nose and an ear. The spatial distribution of the body parts seemed extremely strange to me. Shortly thereafter everything moved; ear, nose, and feet dissolved, disappeared from the picture. Except for the sound of breathing, all was silent. It was roughly 3.00 a.m. in my first night in the torture centre.

In the cell, of approximately 2.5 to 3 square meters, our number varied between 6 and 10; there was a lot of coming and going. Among us there were almost always two newly tortured; in order to leave them more space, the rest of us had to stand.

During the first hours of my

imprisonment, I was intent on adapting to my new surroundings as quickly as possible. I was aware that thousands of thoughts were going through my head simultaneously, on different tracks and extremely fast. My thoughts were logical, but I often lost control of them. Fragments of memories, irrelevant to the situation, came into my mind, e.g. thoughts about my childhood, my family, etc.

I felt no need to sleep, although I had had a strenuous day; I was aware of being extremely alert and inwardly restless, and of the beginnings of an undefinable, growing fear. Physically I did not feel at all tired. My pulse was fast, my face warm, my hands cold and clammy, my mouth dry. When a few hours had elapsed, I felt a lump in my throat and pressure in my head.

I carefully made the acquaintance of my cellmates, who had probably already been tortured several times. My first breakfast in the cell consisted of bread, yogurt, and halvah. I was neither hungry nor thirsty.

When my cellmates learned that I was a physician, there were timid questions as to the effects of torture on one's health. I was also asked repeatedly if I was really a proper physician.

During the following days, the distance and mistrust among us lessened steadily. Thus I was able to learn how my cellmates had been tortured.

It wasn't until the third day that I felt exhausted. I had not yet been interrogated or tortured in the literal sense. At this time I became aware of a growing existential fear, brought on, I assume, by the descriptions of torture I had heard.

I also observed the immediate effects of torture. One of my cellmates was tortured for an entire day. He returned to the cell wounded, wet, and frozen; his whole body shook and his mouth

foamed continuously. He only managed to say, "This time it was very bad", before he lost consciousness.

Towards evening of the same day, my name was called loudly. I had been ordered to answer loudly, "I am here", which I did. I was taken out of the cell and led into the guards' room at the entrance to the cell block. Three civilians were drinking tea there; they asked me if I was a doctor, and if so, what kind. I answered accordingly. One of the guards said, "You know, doctor, dogs' wounds heal best when they are licked by other dogs, so you're the one best suited to heal these dogs' wounds". In this manner I was ordered to treat the wounds, or rather the torture wounds, of my fellow prisoners. By means of this task I later had contact with victims immediately following torture.

On the 4th day I was taken out of my cell early in the morning and blindfolded, and then taken upstairs to the "waiting room" next to the torture chamber. After a while I noticed a pleasant sensation of warmth. There was a lot of activity; many people were walking to and fro. I was taken into another room and made to stand against the wall. When I was certain that there was no policeman in the room, I loosened my blindfold and looked about me.

The scene in which I found myself was terrible. More than ten newly tortured persons lay or sat on the floor, completely immobile. Two of them were tied to radiators. In the course of the day several prisoners were tortured in the adjacent rooms. Their screams are unforgettable to me. I was filled with anger and hate, but remained calm and brave. Some of the torture victims, when they were brought into the room, were thrown on top of me and then lost consciousness.

Hours passed. My turn had not come yet. Towards noon, after a long, strenuous wait, I reached a state of exhaustion and fright caused by what I had experienced.

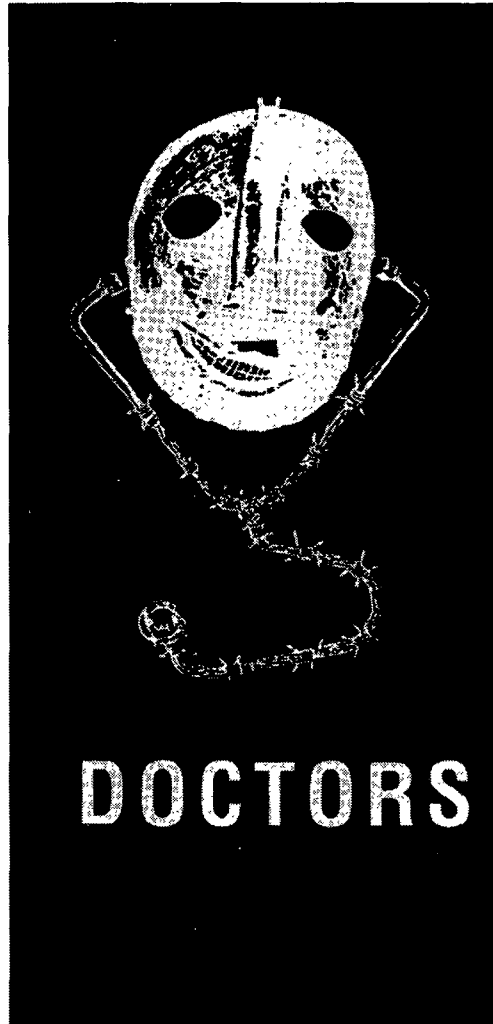
On each of the 5th, 6th, and 7th days I was interrogated for 8-10 hours without let-up. My eyes remained blindfolded the entire time; a policeman stood on either side of me, whispering into my ears and hitting my thighs or shoulders in order to distract me. Then a pistol was shoved into my mouth and a mock execution was carried out. The climax of these events took place in the actual torture chamber. There my blindfold was removed, I was shown the torture instruments, and threatened with being thrown out of the window.

After each of these hearings I was extremely exhausted, frightened, and nervous. But I also gained confidence from day to day because I realized in the course of this battle that the torturers also suffered from fear and that I, or rather, we had an advantage over them. My fear of death had almost completely subsided. I might also mention that during the first ten days I had no allergic reaction to the lice although I normally have strong allergic reactions to every kind of verminous insect. All of this was accompanied by a slight feeling of euphoria.

From the 10th day on I suffered from a severe form of exhaustion and became apathetic. I was aware that this was a bad sign. For a few days I felt cut off from reality and did my best to counter this feeling. I slept as much as possible during the day when the cell was relatively quiet and empty, i.e. when 2/3 of my cellmates were upstairs being "heard". I wasn't always conscious of fear, and when I was, the feeling was not particularly strong. My mood was depressed but I felt stable. My levels of concentration and alertness varied. I experienced slight loss of memory due to the intensity of the events. I had no significant bodily ailments except for strong allergic skin reactions to the lice.

In the course of my incommunicado imprisonment, from the 3rd day on, I was outside my cell for 2

to 3 hours nearly every day in order to give my fellow prisoners medical assistance. I was thus able to observe roughly 100 newly tortured persons, including approximately 20 girls and women between the ages of 15 and 60.



A summary of the results of these observations:

1. Every new arrival was tortured without exception.
2. Almost every torture victim had considerable difficulty in walking because of *falanga* (the practice of beating the soles of the feet with a stick).
3. Skin abrasions on various parts of the body, flesh wounds, and small skin burns resulting from electric shocks were observed in many cases.
4. Facial expressions were distorted, seeking help. The pupils were often dilated, and dryness of the mouth was extreme.

5. Extreme shivering of the whole body, hysterical crying, especially among women, extreme fear in the form of fear for one's physical existence, were all observed. The question often arose as to "whether he/she had to fear being killed".

6. In 2 cases stong stupefaction, vomiting, disturbances of the equilibrium, uncontrolled movements of the extremities, and anisometropia were observed, indicating brain torture. Indeed, one of these victims soon had an attack of grand mal and was taken away. Two days later it was recognized that the other was not a malingèrer, and he too was taken away.

Newly tortured persons lived in constant fear of being tortured again. This state was usually succeeded by one of apathy, i.e. withdrawal, lack of interest, emotional numbness. In some cases these reactions did not ensue, and in their place was a kind of euphoria with slight to moderate aggressive tendencies.

To summarize, it can be said that a distinction must be made between two phases of incommunicado imprisonment, when one takes into consideration the fact that all prisoners are tortured shortly after their arrest. In the condition of acute stress following torture one might differentiate between these two phases:

Phase A, comprising the first psychological reactions to torture, during which time all further psychological reactions are forming, is not definable in standard terminology. It is a phase of total psychological confusion.

Phase B is one of the victim's slowly becoming conscious of, and trying to come to terms with the torture and the acute danger of death, processes which result in states of depression/apathy or (less severe) depression/ agitation.

*
Robert Koch Strasse 4
D-4650 Gelsenkirchen
Germany

**RELATIONS CE/TURQUIE:
UNE APPROCHE D'OUVERTURE**

(Rapport de Mme Raymonde DURY (Soc., B) au nom de la commission des affaires étrangères et de la sécurité - doc. A3-193/92)

C'est par 24 voix contre 11 et 4 abstentions que la commission des affaires étrangères a adopté, après l'avoir légèrement modifié, le rapport de Mme DURY sur les relations entre la Communauté et la Turquie.

Pour le rapporteur, il s'agit "d'une approche d'ouverture vis-à-vis de la Turquie fondée sur les résolutions précédentes du Parlement, les textes de l'ONU et celui du Sommet de Dublin".

Au sujet de la demande d'adhésion, la commission des affaires étrangères fait siennes les conclusions du rapport de la Commission tout en indiquant que cette question ne fait pas l'objet de ce rapport. Concernant la situation politique et démocratique en Turquie, le rapport invite le gouvernement turc à "transcrire dans les faits les réformes annoncées et la reconnaissance du fait kurde", tout en souhaitant que soient encouragées et étendues les mesures législatives annoncées concernant les libertés d'association et d'expression, la révision de la procédure pénale, la lutte contre la torture, etc... Le gouvernement turc est invité à lever l'état d'urgence dans le Sud-Est du pays et à engager un dialogue avec la population kurde en vue de trouver une solution pacifique au problème.

Le rapporteur se félicite de la reprise des relations d'association avec la Communauté tout en rappelant que le problème de la république de Chypre "affecte les termes des relations CEE/Turquie. Le rapporteur prend acte de la déclaration des

premiers ministres de la Grèce et la Turquie de février 92 relative au traité d'amitié entre les deux pays et encourageant les efforts du Secrétaire général des Nations unies "visant au rétablissement de l'unité chypriote". Dans le cadre de la politique méditerranéenne rénovée, la Turquie est le seul pays associé qui ne bénéficie d'aucune aide économique et financière. Le rapporteur demande en conséquence le déblocage des fonds prévus dans le budget et invite la Communauté "pour autant que les réformes annoncées et les processus de démocratisation soient traduits dans les faits, à débloquer de nouvelles aides économiques et financières, y compris le 4ème protocole financier".

GAMK - 17 juillet 1992

RUMEURS ANTI-ARMENIENNES CHEZ LES KURDES DE LA CEI

Le président du centre culturel kurde de Moscou, M. Taniel Broïev, a mis en garde contre les rumeurs persistantes, parmi les Kurdes de la CEI et plus précisément d'Asie centrale, d'une alliance turco-arménienne contre les Kurdes. Selon ces rumeurs, des accords secrets seraient intervenus entre les autorités d'Ankara et celles d'Érevan en vue de neutraliser les populations kurdes des régions frontalières entre l'Arménie et la Turquie. L'Arménie en échange de son aide, recevrait de la Turquie les territoires frontaliers.

Des rumeurs farfelues mais qui ont trouvé une audience parmi les populations kurdes d'une Asie centrale turcophone particulièrement sensible à la propagande d'Ankara qui vise à monter les Kurdes contre les Arméniens en exploitant les différents surgis au cours des dernières années. Les informations selon lesquelles 20 000 Kurdes auraient fui l'Arménie en même temps que les Azéris en 1988 ont en effet porté un coup sévère à la traditionnelle image d'une Arménie accueillante à l'égard

des kurdes qui vivent en bonne entente avec la population arménienne. Quant aux récentes déclarations des Kurdes de Latchine, manifestant leur solidarité avec les Arméniens et appelant à la restauration dans cette région située entre le Karabagh et l'Arménie, d'un Kurdistan autonome qui fut aboli à la fin des années 20 et dont une partie des Kurdes actuellement installés en Asie centrale sont originaires, elles ont été dénoncées comme de la propagande par les Kurdes de Bakou. Et il est probable qu'elles n'ont pas été non plus du goût d'Ankara.

M. Broïev n'est d'ailleurs pas dupe. Dans sa déclaration, il indique que les services secrets turcs sont en train d'armer des Kurdes dans les régions frontalières avec l'Arménie, où des accrochages s'étaient produits ces derniers temps entre forces de l'ordre turques et rebelles kurdes, tout en menant une campagne de propagande afin de dresser les Kurdes, et singulièrement les rebelles du PKK, contre les Arméniens.

N U M B E R 4
HIDDEN
 W A R S
 K U R D I S T A N

A HOMELAND DIVIDED

BY SHERI J. LAIZER

COMPETITION for the loyalties of the semi-independent Kurdish princedoms began in the 15th century with the Persian and Ottoman Empires. However, Kurdistan was not partitioned until after World War I. The 1920 Treaty of Sevres had promised the Kurds the possibility of an independent homeland but was overtaken by the Treaty of Lausanne in 1923, which failed to refer to the Kurds at all. Thereafter Kurdistan was partitioned between the newly created nation-states of Syria, Iraq, Iran, and Turkey. Other distinct ethnic groups in this region, like the Assyrians and the Armenians, also lost the opportunity for statehood at that time.

Kurdish rights became a matter of "internal affairs" for each of the ruling states. Censorship, assimilation tactics, destruction of the Kurdish villages, the banning of Kurdish language, culture, clothing and other forms of Kurdish identity, massacres, and forced migrations have been a daily way of life for the Kurdish people for 70 years. Although the Kurds number some 30 million, in no part of Kurdistan do they enjoy full rights and equality or the freedom to live according to their customs, traditions, and beliefs without a fear of persecution.

Each year hundreds of Kurdish men, women, and minors are imprisoned, tortured, disappeared, or murdered for defending their Kurdish identity

and expressing their cultural and national sentiments. Very few families of the victims of such human rights abuses ever receive justice or any form of compensation. Generally, they too are terrorized into remaining quiet.

Since the 1930s there has been a regular flight of Kurds to the West and other countries, but the 1970s and 1980s have seen a great increase in the number of Kurdish asylum seekers in the West as conditions in Kurdistan become more horrific. Still, thousands remain as dispossessed people in their own land without protection from any of the agencies normally responsible for refugee welfare, aid, and care.

**FOUR COUNTRIES,
 SAME PERSECUTION**

Turkey has always preferred to attempt to assimilate the Kurds rather than to recognize them as a separate people with their own language, culture, and history. Turkish prisons are full of Kurdish political prisoners whose "crimes" range from saying "I am Kurd" through possessing prohibited Kurdish music tapes, books, or for supporting the struggle for an independent Kurdistan. Hundreds of Kurdish villages are being destroyed by the Turkish Republic, and foreigners are forbidden access to Kurdish areas where human rights abuses and military operations against villagers are regularly and systematically carried out.

Iraq destroyed more than 4,000 Kurdish villages since 1968. Kurds have been deported to the south, and Arab settlers have been brought in to "arabize" Kurdistan. Kurds whose villages were dynamited to rubble were then herded into concentration camp-

like satellite towns where they enjoyed no freedoms other than retaining their right to wear Kurdish clothes and speak the Kurdish language. In March 1988, Saddam Hussein's regime carried out a number of attacks using chemical weapons including mustard, cyanide, and nerve gases. In the city of Halabja alone more than 5,000 Kurdish civilians died in a few minutes. Further attacks were carried out in September 1988, immediately after Iraq agreed to a cease fire with Iran ending the eight-year Iran-Iraq war. Thousands died as the gas took effect, and more than 300,000 Kurds fled the clouds of poison gas, running to the nearest borders. Of these, about 20,000 remain in appalling camps in Turkey still not recognized as refugees and enjoying no protection from the U.N. High Commissioner's Office for Refugees (UNHCR) who have constantly been denied access to the camps by the Turkish regime.

In 1991, the Iraqis drove almost the entire civilian population of Iraqi Kurdistan (south Kurdistan) into the mountains after the West failed to support the Kurdish uprising which it had encouraged in the aftermath of the Gulf War. The world watched with horror as television news brought them the images of elderly Kurds, children, bare-foot women, and wounded men struggling against cold, hunger, and disease to find a sanctuary beyond the reach of Saddam's helicopter gunships and advancing army.

The situation of the Kurds in Iran is no better than anywhere else—it is just less reported in the press. After the collapse of the one-year-old Kurdish Republic of Mahabad in 1946, the Kurds in Iran again lost what little freedom they had achieved. In Iran today, assas-

Sheri Laizer works for the Kurdistan Workers Association in London. She has travelled to Kurdistan on numerous occasions and is the author of Into Kurdistan, which is being reissued in a second edition. Contact the Association for more information.

sinations of prominent Kurds, destruction of Kurdish villages and the Kurdish way of life, the further partitioning of Kurdish provinces falling within Iran's borders, and the prohibition of Kurdish language as a subject in school are only some examples of the government's line on Kurdistan. For decades, Iranian Kurds have been labelled simply "Iranian" in an attempt to reduce ethnic feeling. In 1989 Dr. Abdurrahman Qassemliou, leader of the Kurdish Democratic Party of Iran, was meeting to discuss peace initiatives between Iranian Kurds and the authorities in secret talks in Vienna when he was assassinated by agents of the regime. His killers have still not been brought to trial.

Kurds in Syria have no ethnic rights. They are classed as "Arabs" yet citizenship has been denied to them. Kurds in Syria were deported to the dry south of the country as part of the pre-1976 program of arabization of Kurdish land, which sought to replace the Kurdish population by Arab settlers much as had been done successfully in Iraq. Forcible assimilation is practiced and Kurdish language discouraged. In 1976 under President Assad's regime the arabization policy was abandoned in an attempt to bind the Kurds closer to the State. The border between Syria and Turkey also runs through the heart of Kurdish area, separating families across the mined frontier. The situation is similar along the borders between Turkey, Iran, and Iraq.

Kurdish people who have sought refuge in other countries are in two places at once: psychologically and spiritually with their people in their war torn homeland Kurdistan; and physically, in the country of refuge where they endeavor to make sense of the historical injustices which have brought them to such an impasse. While Western governments turn a blind eye as these regimes tyrannize the Kurds, the question of refugee asylum remains a regrettable fact for all concerned. Kurds do not wish to leave their country, but they have no protection as things currently stand. The Kurds are in fact the largest "minority" without a country of their own.

UPRISING COLLAPSES

The Kurdish problem is a political problem which requires a political solution. It is not simply a question of



Map from Khosro Zabibi, *Kurdistan, Kasraian & Zabibi*, 1990.

aid or of creating "safe haven" zones such as those established in the spring of 1991 by European and U.S. military forces. Many Kurds were skeptical about the creation of safe havens within their occupied territory, and the area designated for the safe haven fell far short of Kurdish expectations. All those Kurds outside it were exposed to the same risks as before. Iraq attacked the Kurds outside the zone and Turkey within it. Several parties, including the Kurdish Workers Party (PKK), were outspokenly critical of the safe haven plan because it allowed for domination of the region by external powers and only brought short term relief to about half the Kurdish victims of the failed uprising.

1991 was a hot summer. The countryside around the depleted Azhko haven had become a bleached white-gold in color. The wheat was in ear, but many harvesters were still inoperative. The wretched tanks had disappeared from the Zahko-Dohuk road. Daily life seemed to have been restored to semi-normality: there were goods in the markets, electricity, Kurds without weapons thronging the lively streets, few Iraqi uniforms, and a noticeable foreign presence. All in all, the Allies appeared to have done a good job, and

many were reluctant to abandon the Kurds and give up their joint patrolling of the roads and visible support. The people were asking themselves, "How will it be when they've gone?"

At 4 a.m. on June 15, 1991, we watched the Americans leaving their Dohuk headquarters. Some of the locals looked on with blank faces as the U.S. trucks and jeeps purred slowly out of town, bound for the Turkish border. This left only aerial surveillance and the U.N. It felt like such an anti-climax after all the horror and the hyperbolic rhetoric of Western politicians.

We followed them as far as Zahko and the depopulated camp there. A windstorm had sprung up, gathering the dust, rumbling with dry thunder. The vast expanse of tents on the plain became blurred by ochreous blowing dust. Figures leaned over against the wind, distorted into strange grey silhouettes. The entire area tracing the Turkish border was still heavily mobilized, the roads clogged with Allied military vehicles. The mandate for the British and Dutch soldiers to stay on a little longer had been approved, and blond, sunburnt European boys still stood at the checkpoints side by side with the *peshmerga*, the Kurdish fighters.

HIDDEN WARS KURDISTAN

FAST FACTS

▼ WHO'S INVOLVED

There are 15 million Kurds living in Turkey, 6.5 million in Iran, 4 million in Iraq (of which one million are believed to be refugees in Iran), 1.5 million in Syria and 400,000 in scattered communities in the republics of the former Soviet Union (most are in Armenia, Turkmen and Azerbaijan).

The major representative of the Kurds in Iraq is the Iraqi Kurdish Front, a coalition which currently seeks autonomy. Mas'ud Barzini's Kurdish Democratic Party and the Jalil Talabani's Patriotic Union of Kurdistan are the major parties in the front. Their guerrilla army is known as the *peshmerga*. The Kurdish Workers Party (PKK) began a guerrilla war against Turkey in 1984. The Kurdish Democratic Party of Iran is the main group in that country. There is no established party representing the Kurds in Syria.

▼ COSTS

In Iraq, Turkey, Syria and Iran, Kurds have been subjected to severe human rights violations, including massacres, repression of their language and culture, relocation, and disappearances. In Iraq, over 100,000 died in fighting

between Kurds and the government in the 1960s. Iraq destroyed 4,000 villages since 1968. In the late 1980s, over 10,000 were killed, many victims of chemical weapons. In Iran over 15,000 died from 1979-1989. Several thousand have died in fighting between the PKK and the Turkish military. The death tolls from post-Gulf War confrontations between Turkey and the Kurds and Iraq and the Kurds have yet to be fully estimated.

▼ OUTSIDE INVOLVEMENT

Turkey, a NATO ally, was the third largest recipient of U.S. aid from 1977-1989, receiving about \$750 million a year. It also produces major weapons under license from the U.S., including F-16 fighters. Turkey hosts major U.S. military bases.

During the Iran-Iraq war, those two countries accounted for 25% of the arms imported by the Third World. Many of these arms were turned against the Kurds. The USSR supplied arms to both sides and the U.S. engaged in covert arms sales to both countries. Iraq is currently subject to an economic and military embargo, but continues to attack Kurdish positions. In the past it has received military aid from the Gulf

states, France and the USSR. Iran imports arms from China, Syria, Libya, North Korea and Eastern Europe. Syria has bought arms from France, North Korea, the former Soviet Union and elsewhere.

▼ FUTURE PROSPECTS

The U.S., along with nearly every country in the world opposes independence for the Kurds. Support for Kurdish movements has often been used as leverage against countries in the region, rather than because of any interest in their cause. Even so, the Gulf War and its aftermath have brought renewed attention to the plight of Iraqi Kurds. The collapse of the Soviet Union has reduced Turkey's strategic importance and increased its vulnerability to criticism of its massive human rights violations against the majority of the Kurdish population that lives there.

Sources: Besheeth and Yuval-Davis, *The Gulf War and the New World Order* (Zed Press, 1991); Chaliand, *People Without a Country* (Zed, 1980); SIPRI Yearbook 1990; *World Military & Social Expenditures 1989; Report of the Task Force on Foreign Assistance to the Committee on Foreign Affairs, U.S. House of Representatives* (February 1989); Kurdish Library.

Even as the U.S. forces were pulling out and setting up in Turkey, the Turkish military and contra-guerrillas had commenced a new terror operation in Turkish (north) Kurdistan. Bombs exploded around the offices and homes of members of the Human Rights Association.

KURD AGAINST KURD

The Iraqi Kurds' autonomy aspirations were used against Turkish Kurds

in a political trade-off. In exchange for aid, access, and foreign bases for "Operation Poised Hammer" on the Turkish side of the border, the Iraqi Kurds (primarily through the Kurdish Front) were to agree to cooperate in hindering the PKK, the greatest risk to Turkish interests in the history of the 70-year-old Turkish Republic. Tensions between the Kurdish parties were deliberately raised by the Turkish authorities. The PKK knew they were likely to be sub-

ject to a massive attack from Turkey. It was clear that their positions were being monitored from above by U.S. planes ostensibly there to protect Iraqi Kurds against Saddam. They were also wary of the Front's increasing level of rapprochement with the Turkish Government—to the extent that the Kurdistan Democratic Party and the Patriotic Union of Kurdistan were even permitted to open up offices in Ankara. Around this time of upheaval and

intrigue, a new party was formed in Iraqi Kurdistan, the Parti Azadi Kurdistan (PAK, Kurdistan Freedom Party). Its adherents were disaffected, disillusioned Kurds from all four parts of Kurdistan, who had no faith left in the traditional Kurdish leadership of Iraqi Kurdistan, and who were against the Front's negotiations with Saddam Hussein. Backed by the PKK, they too formed guerilla camps in the mountains of the Bahdinan region along the Turko-Iraqi border in the heart of Kurdistan.

The first attack came on August 3, 1991, and continued until August 15. F-14 and F-104 fighter jets flew 132 sorties against Iraqi Kurdistan. En route to these southern targets, Turkish jets also dropped a number of bombs on Kurdish villages on the Turkish side of the border in the vicinity of Cudi, Gabarve, and Herakol mountains. Casualties among Iraqi Kurds included at least 11 people killed by the fourth day and as many as 12 more after that date.

The second operation was carried out at the beginning of October 1991. Turkish planes crossed the border to a depth of 35 kilometers into Iraqi Kurdistan in the Zakho (former safe haven) region. Fields, orchards, and houses were burned. At least two people were killed and eight injured.

The third operation commenced on October 25, 1991. Turkish forces again attacked Kurdish areas across the border hitting Banik, Kani, Silan, Siyar,

Surya, Dereluk, Begova, Berze, and Barzan. Mostly women and children were injured, many of these family members of the "enfal"—disappeared members, predominantly from the Barzani clan, seized by Saddam Hussein in 1988 and not heard of since. Again, witnesses testified to the use of napalm. The attacks were seen by a number of foreign organizations including the International Rescue Committee (Zahko) and the U.N. (Diyana). Victims were hospitalized in Dohuk where I myself saw them at the end of November 1991 and listened to their families' accounts.

Although Turkey had told the Kurdistan Front after the second operation that it would not conduct a similar offensive, three weeks after its pledge it did so again. It was not the PKK who suffered, and the scale of the operations mounted against them could hardly be justified by the Turkish authorities as a means of combatting the guerillas.

Even at this time, President Bush was chatting amicably with Turkey's President Ozal. In Diyarbakir, the chairman of the Human Rights Association, Verdat Aydin, was tortured, murdered, and his body dumped outside town. At his funeral, the Turkish military fired upon the crowd of thousands killing more than 13 and wounding 300. Some were shot, others beaten with truncheons. Among the wounded were several Kurdish Members of Parliament.

But a blind eye has, for a long time

now, been turned in Turkey's direction and despite the criticism of its appalling human rights practices, more special forces, more contra-guerillas than ever before are now being sent into Turkish Kurdistan. Disappearances, extra-judicial killings, and attacks on civilians by the security forces are a daily occurrence in the troubled south-east. While the government talks about greater rights for the Kurds, the military goes its own way.

OUT IN THE COLD

By late November 1991, the winter rain and snow had arrived in Kurdistan. The problem of shelter for the refugees was far from solved and hundreds of thousands of Iraqi Kurds remained in tents and under plastic.

The blockade imposed on Kurdistan by Saddam was having a drastic effect. There was only a quarter of the usual amount of petrol being sold, little fuel for heating, and everyone was cold. Food and medicine supplies were as low as they had ever been during the Gulf War. By Spring there would be little change as Saddam continued to be able to apply pressure on the Kurds by these means. His armies advanced to the outskirts of Arbil by March where they launched rockets at the outlying villages and raised fears in the local population of another Spring offensive.

In Turkey, Newroz (Kurdish New Year) celebrations resulted in a military

WHAT YOU CAN DO

1. Write to the U.N. to establish a seat for a representative to speak on behalf of the Kurds as a whole. The Kurds are entitled to the right to self-determination.
2. Write congresspeople and representatives concerning the plight of the Kurds, calling for a political solution. Ask for a cut-off of aid until Turkey respects the rights of the Kurds.
3. Send delegates (human rights activists, pacifists, journalists, etc.) to Turkey to discover the hidden war there and to publicize the plight of the Kurdish people.
4. Encourage party leaders, heads of state sympathetic to the Kurdish people to press for a political solution to the problem.

CULTURAL CENTERS, INSTITUTES, ARCHIVES, AND CONTACT OFFICES

All these centers are able to supply Kurdish books, records, videos, and information on Kurdish affairs.

Kurdish Cultural Center (KCC), 14 Stannary St., London SE11 4AA, England

Kurdish Workers Association (KWA), Fairfax Hall, 11 Portland Gardens, London N4 1HU, England

Institut Kurde de Paris, rue Lafayette 106, 7501 Paris, France
Komkar (Kurdish Center), Burgunder Str 35-37, 5000 Koln 1, Germany

Kurdistan Press, PO Box 7080, 17207 Sundbyberg, Sweden
Kurdistan Committee, F.R.G., Hansaring 66, 5000 Koln I.D., Germany

Kurdish National Congress of North America, Box 15498, Ann Arbor, MI 48106, USA

The Kurdish Library, 345 Park Place, Brooklyn, NY 11238, USA. The Library publishes *Kurdish Life*, a quarterly. Subscriptions are \$20/year.

offensive against civilian Kurds in Cizre, Nusaybin, and Simak which left 100 people dead. Germany reacted by stating they would not sell additional arms to Turkey as East German armored cars had been used by the army against the people. The U.S. however, backing its ally Turkey, chose to portray the Kurdish uprising as "terrorist" clashes with the democratic government. Offensive reports appeared in the American press: "Iraq's Kurdish Victims, Turkey's Kurdish Terrorists" declared a headline in the *Wall Street Journal* (Frank J. Gaffney Jr., March 24, 1992).

The Kurds were being subjected to the same external policy of divide and rule as has been practiced since the 1800s. Today Iraqi Kurds are given concessions in Turkey to open liaison offices and demonstrate Turkish "democracy" to the outside world while the far more numerous Kurds directly under Turkish rule are still subject to witch-hunts and "disappearances" for their struggle for self-determination. The Kurds of southeast Turkey (traditionally northwest Kurdistan) enjoy fewer rights and less protection from the Turkish State than the visiting Kurds

from Iraq who in their own interest play the diplomatic game that Ankara requires in exchange for safe passage of vital supplies through Turkey to northern Iraq. The deal is that the Iraqi Kurds offer no support to the PKK currently running bases in northern Iraq. Thus again, as constantly in Kurdish history, one group of Kurds are temporarily favored at the expense of others. The Kurds of Turkey, all too aware now of this practice and having lost everything but their self-respect accuse the Iraqi Kurdish leadership of betraying the Kurdish people.

Western states looking to their own interests in the region again threaten the future of the Kurds themselves. America's devious intrigues endanger millions of Kurdish lives in Turkey where the government and military are given a free hand to slaughter, without condemnation. Gaffney in his misrepresentative article twists victims into terrorists and state butchery into "retribution," encouraging Ankara to "deal firmly" with the PKK (who are recognized by millions of Kurds as their leadership and only hope of self-pres-

ervation). Anyone who doubts the truth behind the "face of democracy" in Turkey has only to consult the reports of Amnesty International and the Helsinki Watch covering the last six months (since the new coalition came to power in Ankara) to assure themselves of the facts: the numbers of torture cases and extra-judicial killings in Kurdistan, including the murder of journalists and human rights representatives are appalling.

Human rights are being traded for economic alliances at the expense of the Kurdish people in Iraq and Turkey as they have been throughout the period of Western backing for Saddam's regime, and the "encouragement of democracy" in Turkey, where few Western politicians get beyond Ankara to look at the Kurdish reality for themselves. Those who do, usually members of the opposition, are themselves frequently threatened by the Turkish police and contra-guerrillas and pressure applied for them to leave the region as soon as possible, before their own life security, like that of the Kurds, is held at nothing. ■

June 1992

Volume 4, Issue No. 11



TURKEY: FIVE JOURNALISTS KILLED; FREE EXPRESSION RESTRICTED

Helsinki Watch is deeply concerned about the deaths of five journalists in southeast Turkey since February 1992 and the Turkish government's failure to bring any of the killers to justice. One journalist was killed by security forces in Cizre during the Kurdish New Year (*Neuroz*); one was allegedly killed by the PKK (Kurdish Workers' Party, a Kurdish separatist group that has been waging guerrilla warfare against security forces in the southeast since 1984); three were murdered by unknown assailants.

Helsinki Watch also deplors the fact that attacks on the press by the Turkish government have continued under the new coalition government that took office in November 1991; journalists have been physically assaulted and newspapers regularly confiscated in the past few months. Book publishing and Kurdish cultural rights are also still restricted.

DEATHS OF FIVE JOURNALISTS

The five journalists killed since February are:

Halit Gungen

A Kurdish journalist for the left-wing weekly journal, *2000'e Dogru* (Toward 2000), Halit Gungen was shot dead by unknown assailants on February 18, 1992. Gungen, 22, was killed in the Diyarbakir office of *2000'e Dogru* at 8:00 p.m. The February 16 issue of the journal had featured a cover story on the purported relationship between the Hizbullah (Party of God), an Islamic terrorist group, and the counter-guerrillas, an armed force allegedly linked to security forces in the southeast. Journal officials reported that the magazine and its writers had received many death threats and bomb warnings in the months preceding Gungen's murder, but that police protection had been refused. No arrests have been made in connection with Gungen's death.

Cengiz Altun

Cengiz Altun, 24, the Batman correspondent for the weekly pro-Kurdish newspaper, *Yeni Ulke* (New Land), was killed by six bullets fired into his back on February 24 as he was on his way to work. A *Yeni Ulke* official alleged that Altun had recently been threatened with death at Gercus Gendarmerie Station. Mr. Altun had written articles about the alleged activities of government-backed counter-guerrillas; the most recent had been published in the February 2-8 issue. No arrests have been made.

Izzet Kezer

A journalist for the daily mainstream newspaper, *Sabah*, Izzet Kezer, was shot and killed by security forces in Cizre on March 23, during violence following the celebration of the Kurdish New Year (Nevroz) on March 21 and 22. During a state-imposed curfew, Kezer and other journalists emerged from their hotel waving white flags. No shooting was going on at the time. Kezer, at the head of the group, reached an intersection and was shot dead by security forces in an armored personnel carrier.¹ No one has been charged with his death.

Mecit Akgun

The body of Mecit Akgun, a reporter for *Yeni Ulke*, was found hanging from a telephone pole near Colova village in Nusaybin on June 2. Akgun had been missing for three weeks, having last been seen in Nusaybin. According to the Anatolia News Agency, an autopsy showed that Akgun had been strangled ten days earlier. A statement found on his body saying that "he was punished because he was a traitor" was allegedly signed by the PKK. No arrests have been made.

Hafiz Akdemir

On June 8, Hafiz Akdemir, a reporter in the Diyarbakir branch of a new daily newspaper, *Gundem*, was killed by a single bullet shot into the back of his head. Akdemir was shot at 8:00 a.m. fifty meters from his home in Diyarbakir. *Gundem* started publication on May 30, 1992; reporters stated that they had been receiving telephoned threats for several days -- several addressed to Akdemir. Mr. Akdemir had recently interviewed human rights delegations visiting the region and had written about them, as well as about the workings of counter-guerrilla forces in the region. No one has been charged with his death.

CONTINUING ATTACKS ON JOURNALISTS AND JOURNALS

The deaths of the five journalists are linked to a pattern of violence and restrictions on press freedom that continues in Turkey.

Prime Minister Suleyman Demirel, announcing the new government's program to the Turkish Parliament on November 25, 1991, said: "Our government is determined to create and establish the concept of a free and independent press in line with contemporary currents and developments."

In spite of this pledge, freedom of the press is in as perilous a state today as it was under the previous administration of Turgut Ozal.

¹ For further details, see News from Helsinki Watch, "Kurds Massacred: Turkish Forces Kill Scores of Peaceful Demonstrators," June 1992, p. 8.

Physical Attacks on Journalists

In early March, the Turkish Human Rights Foundation reported that during the first 100 days of the new government, security forces had kicked and hit with truncheons 24 journalists in six different events, including:

- ◆ Three journalists, Mehmet Aslan, Arap Filiz and Tarik Akcan, were injured on February 7 in Adana when they and several other journalists were beaten by police.
- ◆ Huseyin Akyol, the publisher of *Yeni Ulke*, was beaten along with ten other journalists by soldiers and special police team members in Diyarbakir on February 25, returning from the funeral of journalist Cengiz Altun.

Restrictions on Press Freedom

The pattern of confiscating left-wing and pro-Kurdish journals, and charging their writers and editors with crimes of thought, has continued unabated since the inception of the new government. A sampling of the dozens of incidents reported to Helsinki Watch includes:

- ◆ On May 18, Zeki Erdogan, the owner of the monthly journal *Ozgur Halk* (Free People), was sentenced to five months of imprisonment for publishing an interview with PKK leader Abdullah Ocalan.
- ◆ In Mid-May, columnist Omer Okcu of the daily *Zaman* was sentenced to one year in prison for an article in which he had criticized the Turkish Army for rejecting all applicants graduated from religious schools for its military academies. He was convicted under Article 159 of the Turkish Penal Code for "insulting the moral values of the Turkish Republic."
- ◆ On May 11, the 43rd issue of the biweekly journal *Mucadele* (Struggle) was confiscated by the Istanbul State Security Court on charges of "making propaganda for terrorist organizations" under Article 6 of the Anti-Terror Law.
- ◆ *Cumhuriyet* reported on April 28 that 44 of the 67 issues published by *Yeni Ulke* by the end of March 1992 had been confiscated by state security courts.
- ◆ On April 24, Sadik Gulec, a correspondent for the weekly magazine, *Gercek* (Actual), was detained in Istanbul during a funeral ceremony.
- ◆ Fourteen reporters and readers of the Islamic magazine *Taraf* were arrested in Istanbul on April 10 during a commemorative ceremony for Muslim writer and poet Necip Fazil. The ceremony had been permitted by police.
- ◆ On April 8, Burhan Karadeniz, a *Yeni Ulke* photographer, was arrested for taking pictures of security forces in Diyarbakir.

- ◆ The April 4 issue of *Yeni Ulke* was confiscated by the Istanbul State Security Court under Article 6 of the Anti-Terror Law because of an interview with a PKK commander and an article about a report on the PKK made to the United Nations.
- ◆ The first issue of the first Kurdish-language newspaper to be published in Turkey, *Rojname*, was released in December 1991. On March 25, its 18-year-old office assistant, Cengiz Celik, was allegedly detained in Istanbul and tortured by plain-clothes police who occupied and searched the office. On March 26, owner Ahmet Zeki Okcuoglu discontinued publication saying, "under these conditions it is impossible to publish a Kurdish newspaper."
- ◆ Naif Yasar, *Yeni Ulke's* Van correspondent, was detained on March 21 after photographing Newroz demonstrations.
- ◆ On March 20, Yahya Orhan, a *Yeni Ulke* correspondent in Batman, was detained while taking photos during a demonstration.
- ◆ The 38th issue of the journal *Mucadele* was confiscated by the Istanbul State Security Court on February 19 under Article 312 of the Penal Code. The journal was charged with printing an obituary that "praised an action that is proscribed as a crime."
- ◆ On February 19, the 18th issue of *Yeni Ulke* was confiscated by the Istanbul State Security Court for "separatist propaganda" in an article entitled, "State of War for the PKK."
- ◆ A trial began in Istanbul State Security Court on February 11 against journalist Yalcin Kucuk for his article entitled, "My Brother Ocalan," published in *Yeni Ulke*. Charged with separatist propaganda, Kucuk faces a possible five-year sentence.
- ◆ The fifteenth issue of the monthly journal, *Ozgur Halk* (Free People), was confiscated on February 1 by the Istanbul State Security Court under Article 8 of the Anti-Terror Law because of an interview with Ismail Besikci and a translation of an interview with Abdullah Ocalan that had appeared in the *Turkish Daily News*.
- ◆ On January 28, the January 26 issue of *Yeni Ulke* was confiscated by the Istanbul State Security Court because an obituary announcement in the newspaper allegedly contained separatist propaganda.
- ◆ On January 20, two *Yeni Ulke* correspondents, Ali Cihat Unlu and Rifki Turan, were detained in Mus in relation to protest demonstrations against counter-guerrilla terror.
- ◆ The chief editor of the monthly *Newroz*, Remzi Bilget, was arrested on January 18 by a criminal court in Istanbul for making separatist propaganda in a message he had prepared for an evening of solidarity with the monthly review, *Deng*.

- ◆ The fourth issue of *Newroz* was confiscated by the Istanbul State Security Court on January 14 for separatist propaganda under Article 8 of the Anti-Terror Law. The three previous issues had been confiscated on similar charges.
- ◆ The January 1992 issue of the monthly *Demokrat* was confiscated on January 7 under Article 8 of the Anti-Terror Law by the Istanbul State Security Court for an article by Ismail Besikci entitled, "The Kurds should gather their national assemblies."
- ◆ The eleventh issue of *Yeni Ulke* was confiscated On January 1 by the Istanbul State Security Court under Article 8 of the Anti-Terror Law for an article entitled, "State Security Courts."
- ◆ The Turkish Human Rights Foundation reported on March 12 that, in the one hundred days since the coalition government came to power, sixteen journals and newspapers had been confiscated.

BOOK PUBLISHING RESTRICTED

Freedom to publish books continues to be attacked, according to our reports:

- ◆ On February 29, three books by Ismail Besikci were reported confiscated by the Ankara State Security Court under Article 8 of the Anti-Terror Law, allegedly for "separatist propaganda." The books are: *Bilim, Resmi Ideologi, Devlet, Demokrasi ve Kurt Sorunu* (Science, Official Ideology, State, Democracy and the Kurdish Problem), *Cumhuriyet Halk Firkasi Tuzugu ve Kurt Sorunu* (The Republic People's Party's Statute and the Kurdish Problem) and *Zihnimizdeki Karakollarin Yikilmesi* (Collapse of Police Stations in Our Mind). The first two of these books were confiscated two years ago under Article 142 of the Penal Code. They were republished this year after the abolition of Article 142.
- ◆ A book called *1980-1990 Cezaevi Siir Antologisi*, jointly published by Melsa Publishing and Sorun Publications, was confiscated by the Istanbul State Security Court on February 1.
- ◆ On January 22, a trial under Article 8 of the Anti-Terror Law of journalist Rafet Balli, former minister Serafettin Elci and publisher Mehmet Ali Ugur for a book entitled *The Kurdish File* began at Istanbul State Security Court. The book consists of a series of interviews with Kurdish intellectuals by Rafet Balli; it was confiscated last year for separatist propaganda. Elci is one of the people interviewed in the book.
- ◆ On January 7, a book by Edip Polit, *We Have Turned Dawns into Newroz*, was confiscated by the Ankara State Security Court under the Anti-Terror Law for separatist propaganda, and its publisher, Hikmet Kocak, was interrogated by the public prosecutor.

- ◆ The Turkish Human Rights Foundation reported on March 12 that fourteen books had been confiscated during the government's first one hundred days in office.

CULTURAL RIGHTS OF THE KURDISH COMMUNITY RESTRICTED

Cultural rights of the Kurdish community have also reportedly been violated. According to the BBC, on February 17, the Mesopotamian Cultural Society, a small school that had started teaching Kurdish to forty students two hours a day, four days a week, was ordered by the Ministry of Education to stop the classes on the ground that the National Security Council and the Council of Ministers must approve the teaching of foreign languages. The director of the school told the BBC that he had checked and found that no such approval had been obtained for the teaching of French, English, German or Persian, and that the Ministry of Education had not hindered the teaching of those languages.

TURKEY

Eleven Deaths in Police Detention Since February; Three Were Children Who "Committed Suicide"

Helsinki Watch is deeply concerned about continuing reports from Turkey of deaths during police detention. Since February 1992, eleven people who have been detained by security forces have died in suspicious circumstances. Of the eleven deaths, eight took place in southeast Turkey, one in Adana, one in Gumushane, and one in Artvin.

Helsinki Watch is particularly dismayed that in four of the cases, security forces alleged that the detained person had committed suicide--and three of these "suicides" were children, aged thirteen, sixteen and sixteen. The fourth "suicide" was eighteen years old.

To our knowledge, an investigation has begun in only one of the eleven cases.

In a December 1991 newsletter, Helsinki Watch detailed the deaths of fifteen men who had died in suspicious circumstances while detained by security forces during 1991.

The deaths since February are doubly disturbing because of the new coalition government's pledge to end torture. Prime Minister Suleyman Demirel's program, presented to the Turkish Grand National Assembly in November 1991, states: "Torture is a crime. Claims on this matter directed towards Turkey in recent years have been disturbing to us. It is our duty to put an end to this."

The eleven deaths since February are:

- **Hasan Guldal**

Hasan Guldal was detained on May 23 in Savsat district of Artvin in northeast Turkey, charged with membership in an illegal organization. He appears to have died sometime after June 1 while in detention in Artvin Provincial Gendarmerie Command, where he was allegedly tortured during interrogation.

Huseyin Gocer, who was detained with Hasan Guldal and is now incarcerated in Nevsehir E Type Prison, reported to the Turkish Human Rights Foundation that both he and Mr. Guldal were badly tortured in detention. Mr. Gocer reported last seeing Mr. Guldal on May 28; his body was swollen, he was continuously vomiting blood and he then went into a coma. Mr. Gocer reported that security forces later told him, "We killed [Hasan Guldal] while he was escaping and then threw his corpse into Coruh River."

● **Thirteen-year-old student**

A thirteen-year-old student who was detained on April 29, charged with murder, died in his cell in Gumushane Closed Prison in northeast Turkey on May 2. Officials alleged that the student, whose name was not disclosed, had had a nervous breakdown and committed suicide.

● **Agit Salman**

Agit Salman, a forty-two-year-old taxi driver, was detained by political police in Adana on April 27. He died in custody on April 29 at Security Headquarters in Adana, where he was interrogated. Police officials stated that an autopsy showed that Agit Salman had died of a heart attack. His wife, Bedie Salman, said "My husband was killed by torture. Agit had no illness up to now." Photographs of the body allegedly showed that Agit Salman had been beaten.

● **Mehmet Yilmaz**

Mehmet Yilmaz, eighty years old, was detained on April 21 in connection with operations staged by security forces in Batman in southeast Turkey. Interrogated at Batman Security Directorate, Yilmaz became ill and was taken to Diyarbakir State Hospital on April 24. He died on April 25 and was buried in Batman on April 26; 2,000 people attended his funeral.

The autopsy report stated that death was caused by bleeding in the brain. Batman officials asserted that Yilmaz suffered bleeding in the brain when his blood pressure rose, not because of torture. Yilmaz's wife, Ayse Yilmaz, reported that her husband had not had health complaints before his detention.

● **Kadir Kurt**

Kadir Kurt, thirty-five, was detained on the morning of April 19 in Birik village in Bismil district of Diyarbakir, in southeast Turkey. He died that night in the Gendarmerie Battalion Command where he was interrogated. Davut Kurt, Kadir Kurt's brother, who had been detained with him, said:

They tortured my brother beside me. They inserted a truncheon into his anus. One of my hands and a rib were broken by torture.

Kadir Kurt reportedly died from internal bleeding caused by pressure on his lungs from a broken sternum.

● **Mithat Kutlu**

Bank officer Mithat Kutlu was detained on April 18 in the Bismil district of Diyarbakir. He died in custody six hours later. The autopsy report allegedly showed that his death was caused by a brain hemorrhage and internal bleeding.

A person who was detained with Mithat Kutlu reported:

They struck his head with truncheons and clubs. When he got a hard kick to his stomach, he lost his voice. He was left near us and we requested his hospitalization, but they refused. He was bleeding from his ears and mouth. He died shortly afterwards.

• **Kesan Ali**

Kesan Ali, sixteen, died in mid-April in police custody in Diyarbakir. According to *The Guardian*, Kesan Ali was taken from his house by eight police officers a few days after the Nevroz celebrations in late March. Officials reported that Kesan Ali had committed suicide in custody. His family challenged this, reporting that part of his head was missing, and that he was almost unrecognizable. The rest of his body allegedly showed signs of torture as well.

• **Tahir Seyhan**

Tahir Seyhan, an official of the People's Labor Party (HEP) in Dargecit in Mardin province, died on April 11 after undergoing four days of interrogation. According to Amnesty International, the autopsy report indicated brain trauma as the cause of death.

A relative of Mr. Seyhan has alleged that the officer in charge of the interrogation told Mr. Seyhan: "You are a dead man now." A staff member of the hospital where Mr. Seyhan died reportedly said, "It is an inhuman case. He was brutally tortured. His body was all in pieces."

• **Biseng Anik**

Biseng Anik, a sixteen-year-old high school girl, was detained in Sirnak, in southeast Turkey, on March 25, during a house-to-house sweep of Sirnak following the unrest that took place during Nevroz, the Kurdish New Year. She died in suspicious circumstances on March 28 while in police custody.

Mustafa Malay, the governor of Sirnak province, reportedly released a statement on her death that said:

Biseng Anik was detained on 25 March. When the custody rooms were crowded, some detainees were put in other rooms to testify. Together with the girl who committed suicide were two other girls. Therefore, Biseng was taken to another room used by the security forces. In that room she committed suicide with a gun she found under the bed. The autopsy showed that she committed suicide.

• **Burhan Serikli**

Burhan Serikli, age eighteen, was detained during operations carried out at the beginning of March in Ulular and Cefani settlements of Besiri district of Batman in southeast

Turkey. He died in the Batman Gendarmerie Station where he was interrogated. The date of death is unknown, but he was buried on March 8 in Binek village of Kozluk district.

The president of the Batman branch of the Turkish Human Rights Association, Sedat Ozevin, stated that he had discussed Serikli's death with the Batman governor, who had told him that Serikli had hanged himself with his blindfold. Ozevin said, "It is not possible to commit suicide with such a small piece of cloth. An investigation should be made into the case and the truth disclosed. The right to life should not be violated indifferently."

An autopsy was performed and allegedly confirmed that Serikli had hanged himself. Villagers, however, reported that the body showed bruising under the armpits.

● **Refik Akin**

Refik Akin was detained on January 29 by security forces in Sazlibasi village, Korkut district of Mus, in southeast Turkey, on suspicion of possession of an automatic gun. He was allegedly beaten while forced to lie naked in the snow. Mus Member of Parliament Muzaffer Demir said that Refik Akin had died on February 1 in Elazig State Hospital due to his beatings and his exposure to the cold. *Cumhuriyet* reported that the Mus Prosecution Office had opened an investigation into his death.

* * *

Torture in Turkey usually takes place in special sections of police stations, now called "Branches to Fight Terrorism," during the initial interrogation of a suspect. Human rights activists and lawyers who represent defendants tell Helsinki Watch that between eighty and ninety percent of political suspects and fifty percent of detainees suspected of ordinary crimes report having been tortured during detention.

Torture includes suspension by the arms or wrists while naked; the use of electric shock to sensitive parts of the body; directing high-pressure water at victims; *falaka* (beating the soles of the feet), and other horrifying techniques.

Torture is not limited to adults. Helsinki Watch issued a report in January 1992 entitled: "*Nothing Unusual: The Torture of Children in Turkey*" that details the appalling torture of children under eighteen years of age.

The Turkish Parliament recently passed a legal reform bill that included provisions that a detainee be permitted immediate access to an attorney and that the length of the detention period be shortened. This bill was vetoed by President Turgut Ozal. At this writing it is not known whether Parliament will pass the legislation over President Ozal's veto.

Madam Mitterrand, yine sahnede

FRANSA Cumhurbaşkanı François Mitterrand'ın eşi Daniella Mitterrand'ın, hafta sonunda Türkiye üzerinden Kuzey Irak'a giderek incelemelerde bulunacağı bildirildi.

Özgürlükler Vakfı Başkanı olan Bayan Mitterrand, 1988'de, Irak yönetiminin ülkenin kuzeyindeki Kürtlere kimyasal silahla saldırmasından bir yıl sonra Türkiye'ye gelerek, 57 bin peşmergeyi Diyarbakır, Mardin ve Muş'taki kamplarında ziyaret etmişti. Yeniden Kürtleri ziyaret etmeye karar veren Bayan Mitterrand, yarın Paris'ten Diyarbakır'a gelecek. Bayan Mitterrand, buradan Çe-

KUZEY IRAK'A GİDİYOR: Fransa Devlet Başkanı François Mitterrand'ın eşi Daniella Mitterrand, yarın Kuzey Irak'a gidiyor. Diyarbakır'dan, Çekiç Güç'e ait bir helikopterle bölgeye gidecek olan Bayan Mitterrand'ın, IKDP lideri Mesut Barzani ve KYB lideri Celal Talabani ile görüşeceği bildirildi.

İhsan DÖRTKARDEŞ / DİYARBAKIR, (hha)

kiç Güç'e ait bir helikopterle, Şaklava ve dört yıl önce kimyasal silahlı saldırıda 5 bin sivilin hayatını kaybettiği Irak'ın Halepçe kentine gidecek.

Bayan Mitterrand, gezisi sırasında Kürdistan Ulusal Meclisi'nin önde gelen üyeleri, Irak Kürdistan Demokrat Partisi Genel Sekreteri Mesut Barzani, Kür-

distan Yurtsever Birliği Lideri Celal Talabani ve "Kürdistan Cephe" içindeki diğer dört siyasi partinin temsilcileri ile görüş alışverişinde de bulunacak. Bayan Mitterrand'ın dönüş tarihi açıklanmazken, gezi nedeniyle peşmergelerin Kuzey Irak'ta geniş güvenlik önlemleri almaya başladığı belirtildi.



Madam'ın ağzını bıçak açmadı

ÖZEL bir uçakla Paris'ten, Diyarbakır'a gelen Fransa Cumhurbaşkanı François Mitterrand'ın eşi Daniella Mitterrand, ABD'ye ait bir Çekiç Güç helikopterine Irak'a gitti.

Özgürlükler Vakfı Başkanı da olan Daniella Mitterrand ile Fransa İnsani İşler Yardım Bakanı Dr. Bernard Kouchner'ı taşıyan özel uçak, saat 12.30 sıralarında Diyarbakır İkinci Taktik Hava Kuvvet Komutanlığı'na ait askeri havaalanına indi. Burada yapılan gümrük kontrolünde uçaktaki eşyalar tek tek kaydedilirken, Bayan Mitterrand'ın Kuzey Irak'ta haberleşme ırkını bulunmadığını gözönünde bulundurarak, beraberinde bir uydu telefonu da getir-

diği gözlemlendi. Bayan Mitterrand yerine açıklama yapan Dr. Kouchner, şöyle konuştu: "Kuzey Irak'taki insani yardımları gözden geçirmeye, yerinde incelemeye geldik. Burada bulunmamızın politik bir yönü yok. Türkiye'deki-siyasi konularla ilgili lütfen soru sormayın. Burada sadece mola vermek için bulunuyoruz." Bayan Mitterrand ve Fransız Bakan, daha sonra Çekiç Güç'te yer alan Türk subaylarından Yarbay Naci Beştepe ile birlikte kendilerini bekleyen Skorsky tipi helikoptere bindi. 3 helikopterle Irak'a geçen Mitterrand ve beraberindekilerin, yarın Türkiye'ye dönecekleri bildirildi.

(İhsan DÖRTKARDEŞ / DİYARBAKIR, hha)

Milliyet - 7 Temmuz 1992



Madam'a Kürt Başbakan

● Kuzey Irak'ta ilk Kürt hükümeti dün kuruldu. Fransa Cumhurbaşkanı Mitterrand'ın eşi Danielle Mitterrand'ın Kuzey Irak'ı ziyaret ettiği bir sırada, başbakanlığa, Talabani'nin adamı Fuat Masum'un getirildiği açıklandı

DEVLET BAŞKANI GİBİ Kuzey Irak gezisinde Danielle Mitterrand'a, KDP lideri Mesut Barzani, Kuzey Irak ve Kürtler hakkında rapor verdi. (Fotoğraf: Şeyhmus ÇAKAN)



KDP lideri Mesut Barzani, Kürt bölgelerinde yaşanan sıkıntılar ve yapılması gereken çalışmalarını bir rapor halinde Mitterrand'a ilettiler.

Bayan Mitterrand başkan gibi

Namık KOÇAK
Şeyhmus ÇAKAN
ŞAKLAVA, MIL-HA

FRANSA Cumhurbaşkanı François Mitterrand'ın eşi Danielle Mitterrand, Fransa İnsani Yardım Bakanı Bernard Kouchner ile birlikte Kuzey Irak'ın Şaklava kentinde Kürt liderlerle görüşmelerini sürdürüyor.

Kuzey Irak'ta yaşayan Kürtlere insani yardım ve yeniden imar için incelemelerini sürdüren Daniella

Mitterrand, Kürt liderlerden, bölgenin içinde bulunduğu durum hakkında bilgi aldı. Mitterrand'a Kürt liderler tarafından Şaklava kentinde bir briefing verilerek Kuzey Irak'ın son durumu anlatıldı. KDP lideri Mesut Barzani, Kürt bölgelerinde yaşanan sıkıntılar ve yapılması gereken çalışmalarını bir rapor halinde Mitterrand'a ilettiler.

Beraberinde İnsani Yardım Bakanı Kouchner ve uzmanlardan oluşan bir heyetle birlikte en fazla ihti-

yaç hissedilen bölgelerde gezi ve incelemelere başlayan Özgürlükler Vakfı Başkanı Mitterrand, daha çok Halepçe ve çevresiyle ilgilendi. Kürt liderlere sürekli Halepçe'nin durumu hakkında sorular soran Mitterrand, imar işlerine önce Halepçe'den başlanacağını söyledi. Mitterrand, bölgede yeniden yapılanma çalışmalarını yanında yiyecek, eğitim ve ilaç yardımı gibi konulara da eğileceklerini, bunun için bölgeye geldiklerini vurguladı.

Hürriyet — 8 Temmuz 1992

5 saniye ile kurtuldu

Madam Mitterrand'a Kuzey Irak'ta düzenlenen bombalı suikasti üstlenen yok...



MADAM SARSILDI Madam Mitterrand, Kuzey Irak gezisinin 3. gününde korkunç bir suikast girişimi ile sarsıldı. Bölgeyi karıştırmayı amaçlayan gizli eller, Madam'ın kortejinin geçtiği güzergâhı, cehennemeye çevirdiler. Uzaktan kumanda ile infilak ettirilen ölüm otomobili 4 kişiyi paramparça ederken dünyada şok yarattı...

Uzaktan kumandalı olduğu sanılan bombanın 5 saniye geç patlatılması, Bayan Mitterrand'ın mutlak bir ölümden kurtulmasını sağladı. Konvoyun geçtiği güzergâh, şiddetli patlama nedeniyle cehennem yerine döndü.

SANKİ ALEV TOPU

Dinamit dolu Toyota araba 20 metre havaya uçtu. Alev parçaları 50 metrelik alana dağıldı. Kürdistan Yurtsever Birliği Ankara Temsilcisi Serçil Kazaz, bombalı saldırının, Irak İstihbaratı'nın (El Muhaberat) işi olduğunu iddia etti...

● Yazısı 11. sayfada

ÜÇ OLASILIK



PKK MI?

Saldırı, Türkiye ile Fransa ilişkisini bozmak isteyen PKK tarafından mı düzenlendi?..



GİZLİ GÜÇLER MI?

Bölgeyi Lübnan'a çevirmek isteyen bazı güçler ya da örgütler mi gerçekleştirdi?..



SADDAM MI?

Bayan Mitterrand'ın gezisini, egemenliğinin ihlali olarak gören Saddam'ın işi mi?..

Irak'ta bombalı saldırılar

● Kuzey Irak'ta son günlerde büyük mal ve can kaybına neden olan patlamalar, esrarengiz "falli meçhul" cinayetler meydana geliyor.

● Yazısı 11. sayfada

FRANSA Cumhurbaşkanı François Mitterrand'ın eşi Danielle Mitterrand'ın, Kuzey Irak'taki Süleymaniye Kenti yakınlarında bombalı suikaste "5 saniye"nin kurtardığı anlaşıldı. Madam Mitterrand ve beraberinde bulunan Fransa İnsani İşler Bakanı Bernard Kouchner'in yara almadan kurtuldukları 4 kişinin öldüğü, aralarında Alman ARD Televizyonu'nun Paris muhabiri Sabine Rollberg'in de bulunduğu 19 kişinin yaralandığı saldırıda, eğer bomba 5 saniye önce patlasaydı, "Madam"ın kurtulmasına imkan olamayacağı belirtildi. Yerel saatle 8.45'te meydana gelen patlamada, bombalı otomobil bir alev topu halinde 20 metre havaya fırladı ve parçaları 50 metre çapındaki bir alana dağıldı. Madam Mitterrand'ın arabası yanından geçtikten 5 saniye sonra meydana gelen patlama sırasında, büyük bir parçanın isabet ettiği konvoyun son aracı içinde koruma görevi yapan 3 peşmerge ile karşı yönden gelen yolcu otobüsündeki 10 yaşındaki bir çocuk can verdi. Bununla beraber, Fransa'da yayın yapan France-Info Radyosu, ölü sayısını 5 kişi olarak açıkladı. Bu arada, Yediler Zirvesi için Almanya'nın Münih kentinde bulunan Fransa Cumhurbaşkanı François Mitterrand, öğlen saatlerinde eşiyle telefonda görüşmeyi başardı. Cumhurbaşkanlığı Sözcüsü, "Bayan Mitterrand ile beraberindekilerin sağlık durumunun iyi olduğunu öğrendik. Olayla ilgili araştırmayı sürdürüyoruz" dedi. 'France-Libertes' (Fransa-Özgürlük) adlı yardım kuruluşunun Başkanı olan Danielle Mitterrand, Kuzey Irak'ta Kürt Hükümeti'nin kurulmasından 3 saat sonra Erbil'e gelmişti. Kürt hükümetine Fransa'nın desteğini bildiren Madam Mitterrand, önceki sabah Ranya ve Kale diye köylerinde Kürt kadınlarla sohbet etti ve Süleymaniye'de Kürt lider Celal Talabani ile görüştü.

FRANSA KINADI

Fransa, Cumhurbaşkanı'nun eşine karşı gerçekleştirilen bombalı saldırıyı kınadı. Dışişleri Bakanlığı Sözcüsü Daniel Bernard yaptığı açıklamada, patlamanın Madam Mitterrand'ın konvoyunun geçiş yolu üzerinde gerçekleştiğini hatırlatarak, "Bu tip saldırıları kesinlikle kınıyoruz" dedi. Başbakan Süleyman Demirel de, olaya üzüldüğünü belirterek, "Bu şiddet olayının her şekline karşıyız." diye konuştu.

ÜÇ İHTİMAL

Saldırının hangi mihraklar tarafından yapıldığı belir-



KÜRTLERİN HAMİSİ

Fransa Cumhurbaşkanı François Mitterrand'ın eşi Danielle Mitterrand, 3 günlük bir inceleme için geldiği Erbil'de Kürt Özerk Meclisi'nin toplantısına katılmış, bir de konuşma yapmıştı (üstte). Madam Mitterrand'ın yanına ise, Kürdistan Demokrat Partisi lideri Mesut Barzani oturmuştu. Mutlak bir ölümden kurtulan Madam Mitterrand'a gezisi sırasında, Kürt Lider Celal Talabani de eliyle baklava yedirmişti.

lenemezken, üzerine durulan 3 ihtimal, şöyle sıralandı:

● **SADDAM'IN İŞİ OLABİLİR:** Irak muhalefeti ve Ankara'daki Kürt temsilcilerine göre, saldırı Saddam yönetimi tarafından düzenlendi. Irak'ta muhalefeti oluşturan Irak Ulusal Kongresi (CNI), saldırının arkasında, Madam Mitterrand'ın gezisini, hür bir ülkenin egemenliğinin itibali olarak değerlendiren ve kınayan Saddam rejiminin olduğunu öne sürdü. Kürdistan Yurtsever Birliği (PUK) Ankara Temsilcisi Serçil Kazaz da, saldırının Irak istihbaratı'nın (El Muhabarar) işi olduğunu söyledi. Kazaz, "Bu saldırı kesinlikle Irak istihbaratı, El Muhabarar'ın işidir. Saddam bir süreden beri Irak Kürdistanı'nda bombalı saldırılar düzenlemek için fırsat kolluyordu" dedi.

● **PKK PARMAĞI OLABİLİR:** Saldırıyı, Türkiye-Fransa ilişkilerini bozmak isteyen PKK'nın yapmış olabileceği sürüldü. Yorumcular, PKK'nın yayın organları ve dağıttığı bildirilerde Irak Kürdistan Demokrat Partisi Genel Sekreteri Mesut Barzani ile Kürdistan Yurtsever Birliği Genel Sekreteri Celal Talabani'yi suçladığına dikkat çektiler. Saldırının PKK veya aynı amaç doğrultusunda

faaliyet gösteren PAK (Kürdistan Özgürlük Partisi) üyeleri tarafından 2 lideri zor durumda bırakmak için gerçekleştirilmiş olabileceği ni belirttiler. PKK'nın silahlı kanadı 'ERNK' (Kürdistan Ulusal Kurtuluş Cephesi) imzasıyla kısa bir süre önce Güneydoğu'nun çeşitli kesimlerinde dağıtılan bildirilerde, Barzani ile Talabani'den 'ilkel milliyetçi güç' olarak söz edilmişti.

● **BÖLGEYİ LÜBNAN'A ÇEVİRMEK İSTEYENLERİN İŞİ OLABİLİR:** Son

günlerde Kuzey Irak'ta ve genel olarak bölgede tanınmış ve etkili kişilerin 'faili meçhul' cinayetlere kurban gitmesi, Bayan Mitterrand'a yapılan saldırının altında, bölgeyi Lübnan'a çevirmek isteyen bazı güçler ya da örgütler bulunduğu ihtimalini gündeme getirdi. Bölgede etkinlik kurmak isteyen bazı ülke ya da örgütler tarafından yapılabileceği öne sürülen saldırıyla, Batı'ya bir gözdağı verilmesinin hedeflendiği iddia edildi.



SAĞ KURTULDULAR

Patlamada ağır yaralanan ve kolu araba camından kesilen Alman ARD Televizyonu'nun Paris muhabiri Sabine Rollberg'le birlikte Kuzey Irak'a giden Türk kameramanlar Necdet Sunal (sağda) ve Adem Gütmiş olaydan sağ kurtuldular. İki kameramanın bulunduğu aracın konvoyda sondan ikinci araç olduğu belirlendi. Sondaki araçtakiler ise öldüler.

Madama ölüm 4 ölü 19 yaralı karşılması

Danielle Mitterrand'ın Kuzey Irak'ta Kürt bölgesinde geçtiği yolda bombalı araç patladı



Bayan Mitterrand ile Fransa İnsani Yardım Bakanı Kuchner uzaktan kumandalı bombayla düzenlenen suikasttan kıl payı kurtuldu.

- **KILPAYI** Fransa Cumhurbaşkanı'nın Kürtlere destek veren eşi Danielle Mitterrand ile Fransa İnsani İlişkiler ve Sağlık Bakanı Bernard Kouchner, dün Kuzey Irak'ta Havvana kenti yakınlarında Kürtler tarafından düzenlenen tuzakta mutlak bir ölümden kıl payı kurtuldular
- **BÜYÜK PATLAMA** Madam Mitterrand ve Kouchner'in bulunduğu otomobilin Havvana kentindeki bir kontrol noktasını geçmesinin hemen ardından, içine bomba yerleştirilmiş bir araç büyük bir gürültüyle infilak etti
- **ÖLÜLER** Saat 08.45'te meydana gelen patlamada etrafa çelik parçaları yağdı. Madam Mitterrand'a yönelik olduğu bildirilen olay sırasında ölenlerden üçünün, koruma görevlisi Kürt gerillaları olduğu belirtildi. Ölümden kıl payı kurtulan Danielle Mitterrand Halepçe'ye doğru yoluna devam etti. Başbakan Demirel saldırıyı kinadı

DIŞ HABERLER SERVİSİ

FRANSA Cumhurbaşkanı François Mitterrand'ın Kuzey Irak'ta bulunan eşi Danielle Mitterrand ve Fransa İnsani İlişkiler ve Sağlık Bakanı Bernard Kouchner, bombalı saldırıdan "kılpayı" kurtuldular.

Irak'taki BM İnsani Programı'nın bir yetkilisi, Süleymaniye'den çıktıktan sonra Havvana kenti yakınlarındaki bir kontrol noktasında içine bir bomba yerleştirilmiş bir otomobilin 08.45'te infilak etmesi üzerine en az 4 kişinin öldüğünü, 19 kişinin yaralandığını bildirdi.

Reuter ajansı Cenevre'den verdiği habere göre yetkili, Danielle Mitterrand ve Bernard Kouchner'in infilaktan az önce kontrol noktasını geçmiş olduklarını bildirdi.

Londra'da sürgündeki Irak muhalefetine yürüten Irak Ulusal Kongresi basın bürosu, ölenlerin üçünün Bayan Mitterrand'ın koruması Kürt gerillaları olduğunu söyledi. Büro, Danielle Mitterrand'ın otomobilinin patlamadan az önce olay yerinden geçtiğini bildirdi.

Patlamada ayrıca 10 yaşındaki bir çocuk ölüyor, Alman televizyonunun bir muhabiri de yaralandı.

•EŞİNDEN 8 GÜN SONRA

Patlayan otomobil, Toyota Land Cruiser olarak teşhis edildi. Ancak, otomobilin üzerinde BM amblemi bulunduğu yolundaki iddia, kanıtlanamadı.

Patlamada çelik parçaları 50 metre kadar uzağa düşerken, bir otobüsün de ateş aldığı bildirildi. Danielle Mitterrand'ın konvoyunun olaydan sonra Halepçe'ye doğru yoluna devam ettiği bildirildi.

Böylelikle eşi Cumhurbaşkanı François Mitterrand'ın Saraybosna'da yaşamını tehlikeye sokmasından 8 gün sonra Danielle Mitterrand da ölümlerle buruna gelmiş bulunuyor.

Bu arada, Bağdat'ta ordu gazetesi El Kadisiye, çünkü sayısında Danielle Mitterrand ve Bernard Kouchner'in ziyaretini "BM üyesi bağımsız ve özgür bir ülkenin haklarına tecavüz" olarak nitelendi.

Gazete, "Siyonist ve ayrılıkçı gruplara (Kürt asiler) yakın Danielle Mitterrand'ın (hafif) hareket tarzını insani yardım kisvesi altına gizleyemeyeceğini, dünyanın çeşitli yerlerinde yüzlerce insani vakanın Elysees Sarayı'nın

vicdanını rahatsız etmediğini" belirtti:

•DEMİREL KINADI

Demirel, Fransa Cumhurbaşkanı François Mitterrand'ın eşi Danielle Mitterrand'a Kuzey Irak'ta girişilen saldırıdan "üzüntü duyduğunu" bildirdi.

Demirel, dün KKTC Cumhurbaşkanı Rauf Denktaş ile yeni Başbakanlık binasında bir araya gelmeden önce, gazetecilerin konuyla ilgili sorularıyla karşılaştı. "Terörün her şekline karşıyız" diyen Başbakan Demirel, "kime yapılırsa yapılsın karşıyız" şeklinde konuştu.

Demirel, Irak hükümetinin saldırıya ilişkin yaptığı açıklama hakkındaki görüşünün sorulması üzerine de, "onlar benim işim değil" yanıtını verdi.



Fransa Cumhurbaşkanı'nın eşi bayan Mitterrand bombalı saldırıdan kıl payı kurtuldu. Bayan Mitterrand'ın otomobilinin patlamadan kısa bir süre önce olay yerinden geçtiği belirtildi

Hürriyet - 9 Temmuz 1992



Madam Mitterrand'la birlikte Kuzey Irak'a giden gazeteci Sabine Robell'in, suikast olayını anlatırken heyecanlı olduğu görülüyordu...

Madam'ı öldürmek için, 100 kilo dinamit patlatıldı

- Kuzey Irak'taki dört günlük incelemelerini tamamlayan Fransa Cumhurbaşkanı'nın eşi Danielle Mitterrand, Diyarbakır'a geldi ve buradan ülkesine döndü. Heyette bulunan Alman gazeteci Sabine Robell, yaşadıklarına hâlâ inanamadığını söyledi ve "Saldırı, Madam'ı çok sarstı" dedi.

BAYAN MİTERRAND AĞLADI

Suikast sonrasında programını bozmayan ve Halepçe'ye devam eden Bayan Mitterrand ve Bakan Kouchner, daha sonra olayda yaralananları ziyaret ettiler. Bayan Mitterrand'ın, burada gözyaşlarını tutamadığı ve ağladığı bildirildi. Yaralıların aileleriyle görüşen Bayan Mitterrand, daha sonra olayda hayatını kaybeden üç Peşmergeyi, morgda görmeye gitti. Kürt ailelerin, Bayan Mitterrand'a teşekkür ettikleri ve "Olayın faili kim, bunu Allah biliyor" dedikleri belirtildi.

Çekiç Güç'e ait helikopterle saat 12.35'te Diyarbakır'a dönen Bayan Mitterrand ile Kouchner, bir süre Şeref Salonu'nda dinlendi. Fransa'nın Ankara Büyükelçisi François Doper tarafından karşılanan Mitterrand ile Kouchner, sorulara yanıt veremeyeceklerini ancak fotoğraf çekilebileceğini bildirdiler. Mitterrand ile Kouchner'in son derece yorgun oldukları gözlemlendi. Pasaport ve gümrük işleri burada yapılan Mitterrand ve Kouchner, özel uçakla saat 13.30'da Diyarbakır'dan ayrıldılar.

KURTULAN GAZETECİ: VAHŞETİ

Patlamada, cam parçalarının koluna isabet etmesi sonucu yaralanan Alman gazeteci Sabine Robell, konvoydakilerin sağ kurtulduğuna inanamadığını söyledi.

Fransa'da Alman ARD TV'sinin muhabiri olarak görev yapan 30 yaşındaki Robell, "Vahşet" olarak nitelendirdiği olayı şöyle anlattı:

KUZEY Irak'taki dört günlük gezisini tamamlayan Fransa Devlet Başkanı François Mitterrand'ın eşi Danielle Mitterrand, Süleymaniye yakınlarında kendisine yönelen suikast nedeniyle ülkesine üzgün döndü.

Fransa İnsani İşler Bakanı Bernard Kouchner ile Diyarbakır'a gelen Danielle Mitterrand, 5 saniye farkla ölümün eşiğinden döndüğü olayla ilgili açıklama yapmadı. Mitterrand'ı taşıyan uçak Diyarba-

kir'dan yakıt ikmali için Ankara'ya geldi. Madam Mitterrand, "Ayağım ağrıyor" gerekçesiyle özel uçaktan inemedi.

Fransa İnsani Yardım Bakanı Dr. Bernard Kouchner ise alanda gazetecilerin soruları üzerine, "Kuzey Irak'ta insanlar zor durumda, onlara mutlaka yardım edilmeli" diye konuştu. Kouchner, daha sonra şehre gelerek Dışişleri Bakanı Hikmet Çetin ile bir görüşme yaptı. Bayan Mitterrand ise özel uçağı ile ülkesine döndü.

“Konvoyumuz, Süleymaniye’den Halepçe’ye hareket etti. Bir müddet sonra, yolun kenarına terkedilmiş bir kamyonete yerleştirilen 100 kilo dinamit, büyük gürültü ile infilak etti. Patlama sonucunda, Madam’ı korumakla görevli dört peşmerge hayatını kaybetti, 20 kadar kişi de

yaralandı. Son araç ve çevresindekiler, patlamanın etkisi ile 20 metre kadar savruldu. Kurtulduğumuz için kendimizi çok şanslı kabul ediyoruz. Madam Mitterrand, bu olaydan son derece etkilendi. Olayı kimin gerçekleştirdiği konusunda hiçbir fikir yürütemiyorum.”

ÖNCE DİYARBAKIR’A: Kuzey Irak’taki incelemelerini sürdürürken suikastten 5 saniye farkla kurtulan Fransa Cumhurbaşkanı’nın eşi Danielle Mitterrand, Diyarbakır’a geldi ve buradan Paris’e gitti. Patlamada hafif yaralanan Alman gazeteci Sabine Robell, “Yolun kenarına terkedilmiş bir kamyonete yerleştirilen 100 kilo dinamit, büyük gürültü ile infilak etti” dedi.

İhsan DÖRTKARDEŞ / Naci SAPAN / Afiika KORKMAZ /
DİYARBAKIR, (hha)



MADAM’I 100 KİLO DİNAMİTLE UÇURMAK İSTEDİLER

Kuzey Irak’taki ziyareti sırasında, 100 kilo dinamitle havaya uçurulmak istenen ancak suikastten 5 saniye farkla kurtulan Bayan Mitterrand ve beraberindeki heyet, Çekiç Güç helikopterleriyle Diyarbakır’a geldiler. Heyet daha sonra Ankara üzerinden Paris’e gitti. Üzgün ve yorgun görünen Bayan Mitterrand, gazetecilerin sorularını yanıtlamadı.

Fransa basını: Suikastın faili Bağdat

Zeynel LÜLE / STRASBOURG, (Hürriyet)

Danielle Mitterrand’a Süleymaniye yakınlarında yapılan bombalı suikast girişiminde, Saddam suçlanıyor. Fransa basınının tamamı, suikastin sorumlusu olarak, Bağdat rejimini gösterdi. Liberation Gazetesi’nin bölgedeki muhabiri, suikastin “Bağdatın eseri” olduğunda hiçbir şüphe bulunmadığını kaydetti. Gazete, saldırının Bağdat usulü olduğunu, Bağdat rejiminin teröristlerinin bu şekilde birçok saldırı düzenlemiş olduğunu kaydetti. Bombanın, “Land Cruiser” tipte bir Toyota arabaya yerleştirilmiş olduğu, el sistemiyle infilak ettirildiği kaydedildi. Bölgedeki güvenlik servisi, bu sistemin “pudra” yardımıyla işletildiğini, suikasti gerçekleştirenlerin uzaktan kumandalı sistemi çalıştırmamış olduklarını belirtti. Yetkililere göre, Bayan Mitterrand’ın arabasına yönelik bu saldırı, bu yüzden başarılı olamadı ve bu nedenle ancak kortejin sonundaki üç arabaya isabet etti. Kürt liderlerden Talabani ise “Hiç şüphe yok, emir Bağdat’tan geldi” şeklinde açıklama yaptı. Bu sistemle birçok saldırının, daha önce Bağdat tarafından gerçekleştirildiğini kaydeden Talabani, “Bir şüpheli yakaladık. Yakında Bağdat’ın tüm foyasını ortaya çıkaracağız” dedi. Fransa basını, Saddam Hüseyin’in, hiçbir zaman Kuzey Irak’taki seçimleri ve parlamentoyu kabul etmediğini kaydederek, “Bayan Mitterrand’ın gezisi, Bağdat’ı rahatsız ediyordu. Fransa’nın, cumhurbaşkanının eşi ve bir hükümet üyesi kişiye saldırı karşısında sessiz kalması beklenemez” yorumunu yaptılar.

Madam olayın şokunda

Milliyet - 9 Temmuz 1992

**Ertuğrul PİRİNÇİOĞLU
DIYARBAKIR, MİL-HA**

KUZEY Irak'taki olaylı üç günlük gezisini tamamlayan Fransa Cumhurbaşkanı François Mitterrand'ın eşi Danielle Mitterrand, Diyarbakır'dan Fransa'ya uçtu.

Danielle Mitterrand beraberinde İnsani İlişkiler ve Sağlık Bakanı Bernard Kouchner'le Şaklava kentinden Çekiç Güç'e bağlı Amerikan helikopteriyle saat 12.30'da Diyarbakır Havaalanı'na geldi.

Bir süre şeref salonunda dinlenen Bayan Mitterrand, tüm soruları yanıtsız bırakırken sadece gazetecilerin fotoğraf çekmelerine izin verildi. Heyette yer alan bir Fransız yetkili, "Biliyoruz, Madam Mitterrand çok yorgun ve üzgün. Bu nedenle konuşmak istemiyor. Lütfen soru sormayın" diye gazetecileri uyardı. Bayan Mitterrand'ın, şeref salonunda otururken de yorgun ve sınırlı oluşu dikkat çekti. Türk yetkililer bir şeyler ikram etmek istediler, ancak Mitterrand bunu kabul etmedi. Tam da bu sırada havaalanı içinde bir patlama sesi duyuldu. Güvenlik birimleri hemen sesin geldiği tarafa koşular. Ancak patlamanın tavanından düşen floresan ampulden olduğu belirlendi.

•"KURTULMAMIZ MUCİZE"

Madam Mitterrand'ın Kuzey Irak gezisine katılan Alman ARD TV'sinden Sabina Rolbert, suikast olayında kolundan yaralandı. Sabina, patlama anını şöyle anlattı:

"Halepçe'ye gitmek üzere yola koyulmuştuk. Havvana yakınlarında yol ahyorduk. Yolun iki tarafına silahlı Peşmergeler dizilmişti. Bir anda patlama sesiyle ne olduğunu anlayamadık. Kortejde bulunan araçlardan birinde 4 Peş-

● Danielle Mitterrand Şaklava kentinden Çekiç Güç'e bağlı Amerikan helikopteriyle Diyarbakır Havaalanı'na geldi. Bir süre şeref salonunda dinlenen Bayan Mitterrand, tüm soruları yanıtsız bıraktı.

● Sulkastta kolundan yaralanan Alman ARD TV'sinden Sabina Rolbert, ölümden kılpayı kurtulduklarını, 100 kilo dinamit yerleştirilmiş olduğunu söyledi

merge ölmüştü. 20 kişi de yaralandı. Çok sayıda Peşmerge ailesi ve çocuklar olay yerine geldiler. Madam Mitterrand'a sevgi gösterilerinde bulundular. Kortejin geçtiği istikamete bir aracın içine yaklaşık yüz kiloluk dinamit yerleştirildiğini öğrendik. Ölüm anı mescesiydi. Mucizevi şekilde kurtulduk. Olaydan sonra gezimize devam ettik. Kürtler olaya çok üzülüyorlardı. Ben de olaydan yaralı olarak kurtuldum."

"Irak'a ambargo delik-deşik"

**Hilmi DİKEN
İSKENDERUN, MİL-HA**

BM tarafından Irak'a uygulanan ambargonun son günlerde delik-deşik olduğu ve anlamını tümüyle yitirdiği öne sürüldü.

İstanbul, Marmara, Ege, Akdeniz ve Karadeniz Bölgeleri Deniz Ticaret Odası Başkanı Cengiz Kaptanoğlu, ambargonun amacına ulaşmadığını ve anlamını yitirdiğini söyledi. Ambargo kararına imza koyan birçok ülkenin Ürdün'e gönderdiği çeşitli malların Irak'a götürüldüğünü bildiren Kaptanoğlu, Ürdün'ün Akabe Limanı'nın Irak limanı gibi çalıştığını savundu.

Mine G.SAULNIER, PARIS

FRANSA Cumhurbaşkanı'nın eşi Danielle Mitterrand'ın Kuzey Irak'ta uğradığı bombalı saldırıya Fransız kamuoyu, "oralı bile olmadı" denilecek kadar kayıtsız kaldı. Sansasyon gazetesi France Soir dışında hiçbir yayın organı, olayı birinci sayfasında manşetten yansıtmadı.

"Önem vermeme", Cumhurbaşkanlığı sözcüsünün, olaya, "herhangi bir habere gösterilecek yaklaşımdan farksız tavrı" ile kendisini gösterdi.

France Soir gazetesi, Bayan Mitterrand'ın koruma görevlilerinden üçünü bomba patlamasında ölmeleri ile sonuçlanan olayı "gösterişli" biçimde yansıtırken Le Monde gazetesi aynı haberi birinci sayfasından yansıtmamasına karşılık üç sayfalarda birkaç satırla geçiştirdi.

Aynı habere Le Figaro gazetesi 4. sayfada, Liberation 21. sayfada, Le Parisien ise 7. sayfada yer verdi.

•KÜRT POLİTİKASI

Fransa'nın başında 10 yıldır bulunan ve dış politikada birinci derecede yönlendirici sorumluluğu bulunan Cumhurbaşkanı François Mitterrand'ın Kürt politikası son bir yılda değişti.

1991 yılı başlarına kadar, Türkiye, İran ve Irak'ta yaşayan Kürtler için ileride bağımsız bir devletin ilk kilometre taşı olarak her üç ülkede özerk bir bölge ve yönetim salık veren Mitterrand, Körfez Savaşı'ndan bu yana, yavaş yavaş böyle bir statünün ne gibi karışıklıklara yol açacağını bilincine vararak görüşlerini törpülemeye başladı.

Mitterrand'ın bu görüş değişikliğinin gerisinde dört neden yatıyor. Bunlardan birincisi, Türkiye'nin bölgede nüfus kazanması ve Fransa'nın vazgeçilmez bir ekonomik partneri haline gelmesi oldu. İkincisi, İran'ı fazla yakınlaştırmadan uzaklaştırmamak ve İran alternatifini kollamak, özerkliği bu ülke için de yüksek sesle savunmamasına yol açtı. Üçüncüsü ise, Kürtlerin kendi aralarında tam bir siyasal birlik sağlayamamaları, Mitterrand'ı kuşkuya düşürdü.

Fransa Cumhurbaşkanı böylece, artık özerk yönetimi Türkiye ve İran için ağzına almıyor, Irak'taki Kürtler için ise "yarın" istemeye devam ediyor.

Şu andaki gerçek Kürt politikası, bu toplulukların yaşadıkları bölgelerde kültürel ve sosyal haklarına kavuşturulması olarak özetlenebilir.

Mitterrand'ın bu görüş değişikliğini pekiştiren bir başka etken de, Fransa içinde siyasal sığınmacı olarak yaşayan pek çok Kürt kökenli kişinin eroin kaçakçılığı, Türk ve Kürt esnaftan tehdit yoluyla haraç aldıklarının artık açıkça anlaşılması oldu. Fransız gizli servisleri bir süredir, harıl harıl tüm Fransa'da sayıları 18'i bulan Kürt dernekleri konusunda bilgi topluyor.

Milliyet Paris bürosunun güvenilir bir kaynaktan aldığı habere göre, Fransız hükümeti bu derneklerin hem faaliyetlerini daha yakından denetleyen, hem de bu derneklere devlet eliyle yapılan yardımları kısıtlayıcı hazırlık içinde Kaynağın belirttiğine göre, para yardımının yeniden gözden geçirilmesi, "Danielle Mitterrand cumhurbaşkanı eşi olarak kaldığı sürece zor..."

François Mitterrand'ın Kürt politikasındaki değişimi, eşi Danielle Mitterrand-ve vakfi Frances- Libertes için söz konusu değil. Bayan Mitterrand, her üç ülkede yaşayan Kürtler için hâlâ ilk aşamada özerklik, ikinci aşamadaysa tercihan bağımsızlık diliyor.

Kürt sorunuyla yakından ilgilenen dış politika uzmanları, Danielle Mitterrand'a yönelik son suikastın, Fransa'nın değişen Kürt politikasına bağlı ve denetlenemeyen bir grubun eylemi olabileceğini söylüyorlar.



Çekiç Güç'e ait bir helikopterle Kuzey Irak'tan Diyarbakır'a gelen Bayan Mitterrand soruları cevapsiz bıraktı. Mitterrand'ın yanında Fransa İnsani Yardım Bakanı Bernard Kouchner de vardı

Fransa, madama bozuk attı

FRANSA Cumhurbaşkanı'nın eşi Danielle Mitterrand'ın Kuzey Irak gezisi, Fransa Dışişleri Bakanlığı ve bazı basın organları tarafından tepki gördü. Dışişleri Bakanlığı adına Sözcü Yardımcısı Maurice Courdault-Montagne, Madam Mitterrand'ın gezisini "kişiyeye özel" olarak nitelendi ve Fransa'nın Kürtler konusundaki politikasının, Bayan Mitterrand'ın uyguladığı politikadan farklı olduğunu kaydetti. Sözcü, "Biz Kürt halkının yaşadığı ülkelerin egemenliklerine özellikle Türkiye'ninkine saygı duymaktayız" dedi. Bakanlık sözcüsü, Cumhurbaşkanı'nın, Türkiye'deki sözlerine dikkat çekerek, "Fransa bir Kürt devletine karşıdır" dedi.

Le Monde Gazetesi ise Madam Mitterrand'ın Kuzey Irak'a yaptığı geziye eleştiri getirerek, "Özgür kadın ve cumhurbaşkanının eşi" gibi unsurların birbirine karıştırıldığı yorumunu yaptı. Gazetenin baş yazısında, insani işlerden sorumlu bakan Bernard Kouchner'in de, geçtiğimiz mart ayında yaptığı "Bir gün Kürt devleti kurmak gerekir" sözlerine dikkat çekerek, Kouchner'i, "kraldan çok kralcı" olarak nitelendirildi. Yazıda, Kürtlerin dahi böyle bir istekte bulunmadıkları belirtilerek, Fransız yetkililerin, bu türlü açıklamalarla "ileriye" gittikleri ima edildi. Yine aynı gazete de, Madam Mitterrand'ın, bu türlü gezilerle Fransız Hükümeti'ni zor durumda bıraktığı, örneklerle belirtildi.

Milliyet- 10 Temmuz 1992

Madam'ın dili Paris'te çözüldü



"Bende korkacak
göz var mı?"

"Mangal yürekli biriyim"

MINE G. SAULNIER, PARIS

KUZEY Irak'a yaptığı geziyi tamamlayarak önceki akşam Paris'e dönen Fransa Cumhurbaşkanı François Mitterrand'ın eşi Danielle Mitterrand, Paris'e indiğinde ağının tozuyla yaptığı açıklamada, "Bu sulkast bir cinayettir. Hedef alınan kişiler değil başkaları ölmüştür. Çok üzgünüm" dedi.

Gazetecilerin "Sulkast girişimini kimin yaptığını biliyor musunuz?" sorusuna ise Bayan Mitterrand, "Hayır kesinlikle bilmiyorum, zaman içinde kim olduklarını anlayacağız" yanıtını verdi.

Yine gazetecilerin "Söz konusu sulkast girişimi Kürdistan'a yönelik çabalarınızın ve çalışmalarınızın yönünü değiştirecek mi?" sorusuna ise Danielle Mitterrand, "Bende tehlike karşısında fikir değiştirecek insan hali var mı?" sorusuyla karşılık verdi.

Dört Peşmergenin saldırı sırasında, üç Peşmergenin de daha sonra öldüklerini belirten Bayan Mitterrand, "Hiç kimsenin şüphesi olmasın, saldırıda bizim konvoyumuz hedef alınmadı. Savaş halinde bulunan bir ülkedeydik. Sürekli saldırılar gerçekleştiriliyor" diye konuştu. Bayan Mitter-

Danielle Mitterrand, sulkast girişimini cinayet olarak niteledi



Ankara da susan Bayan Mitterrand, Fransa da ben mangal yürekliyim dedi.

rand, Kuzey Irak'taki dört günlük gezisi boyunca, "Kürt halkının yaşamını her gün tehdit eden zorluklara tanık olduğunu" da kaydetti.

Danielle Mitterrand, bu sözlerinden sonra basın mensuplarının yanından ayrıldı, fakat kendisinin fizik

yaptığı ziyaretin özel nitelikli olduğunu vurgulayarak, bölgede bir Kürt devleti kurulmasından yana olmadıklarını yineledi.

Bakanlık sözcü yardımcısı Maurice Gourdault-Montagne, yaptığı açıklamada, "Fransa Özgürlük Vakfı Başkanı Bayan Mitterrand'ın Kuzey Irak'a yaptığı bu ziyaretin vakıf tarafından kararlaştırıldığını söyledi. Gourdault-Montagne, Fransa'nın Kürtlerle ilgili tutumunda bir değişiklik olup olmadığı yolundaki bir soruya verdiği yanıtta, Bayan Mitterrand'ın Kürt halkıyla ilgili yürüttüğü insani çabaların Fransız hükümetinin bu topluma ilgili tutumuyla bağlantılı olmadığını kaydetti.

Sözcü yardımcısı, Fransa Cumhurbaşkanı François Mitterrand'ın Nisan ayında Türkiye'ye yaptığı ziyaret sırasında konuyla ilgili yaptığı açıklamaları hatırlattı. Mitterrand, bu ziyareti sırasında, ülkelerinin, Kürtlerin bulunduğu devletlerin hak ve egemenliklerine ve özellikle Türkiye'nin egemenliğine saygı gösterdiğini belirtmişti.

Sözcü yardımcısı, Bayan Mitterrand'a eşlik eden İnsani İşler Bakanı Bernard Kouchner'in ziyaretinin de özel nitelikli olduğunu sözlerine ekledi.

•KÜRT DEVLETİNE KARŞI

Fransa Dışişleri Bakanlığı, Danielle Mitterrand'ın Irak'ın kuzeyine

معلومات اميركية عن تورط اردني في محاولة لاطاحة صدام

محاولة لاغتيال زوجة ميتران وكرديستان تطلب منها مصفاة

AL-HAYAT TUESDAY, 7 JULY, 1992 ISSUE NO 10741

العراقي المعارض في بيان صدر في لندن «عملاء الحكومة العراقية، بتدبير محاولة الاغتيال. وقالت مصادر الامم المتحدة انها تشك ايضاً في العراق. لكن احداً لم يعلن مسؤوليته عن الحادث. وقال مسؤول كردي لـ «الحياة» ان بغداد «مسؤولة بالتأكيد

ميتران وكوشنير، المساعدة في انشاء «مصفاة صغيرة لتكرير النفط في المنطقة. وصرح بذلك في اطار اعلانه برنامج حكومته مشبهاً الى ان الاولوية للاقتصاد وان حكومته ستسعى الى الاعتماد على النفس خصوصاً ان كردستان بلد غني بالنفط والمعادن الاخرى». واتهم ناطق باسم المؤتمر الوطني

لندن، باريس، اربيل، بغداد - «الحياة»، رويترز، اف ب - نجت دانيال ميتران زوجة الرئيس الفرنسي ووزير الصحة والعمل الانساني برنار كوشنير باعجوبة من محاولة اغتيال في كردستان العراقية التي يزورها منذ يوم السبت الماضي. ان انفجرت سيارة مفخخة كان يستقلها حراسها وتسير مباشرة وراء سيارتها فقتل ثلاثة منهم.

وقال ناطقون اكراد لـ «الحياة» ان السيدة ميتران التي كانت مثل زوجها عضواً نشطاً في حركة المقاومة الفرنسية اثناء الحرب العالمية الثانية وحازت وساماً تقديراً لشجاعتهما، اكدت انها ستواصل زيارتها حسب البرنامج المقرر الذي سينتهي اليوم الثلاثاء. وانفجرت السيارة المفخخة بينما كانت في عداد القافلة التي ستفاد السليمانية الى حلبجة. وكان فيها ستة من المقاتلين الاكراد مكثفين حماية السيدة ميتران خلال زيارتها. وقال الاكراد ان الانفجار نجم عن عبوة من مادة «تي. ان. تي» وضعت في اسفل السيارة. في غضون ذلك اعلن ان السيد فؤاد محسنوم رئيس وزراء القلم كردستان، التي تطلب من فرنسا اثناء اجتماعه في اربيل مع السيدة



السيدة دانيال ميتران. (ا ف ب)

الذين يلقبونها بـ «ام الاكراد». وكانت رفضت الربيع الماضي مرافقة زوجها في زيارته الرسمية لتركيا احتجاجاً على الهجمات التي شنتها القوات التركية على الاكراد.

واذى انفجار السيارة وهي «لاند كروزز - تويوتا» لحظات بعد مرور موكبها من نقطة لتفتيش قرب السليمانية الى سقوط اربعة قتلى اقدم صبي عمره عشر سنين، واصابة 10 شخصاً بجروح بينهم مراسلة التلفزيون الالماني ساين رولبير التي اصيبت بشظايا الزجاج ونقلت الى المستشفى لتلقي الاسعاف الاول، ثم تولتها قوة الامم المتحدة الموجودة في السليمانية. وتوفي احد الجرحى في المستشفى.

واضاف الناطقون الاكراد ان السيارة فجرت عن بعد اثناء مرور الموكب عبر نقطة التفتيش في موقع يسمى هاوازه قرب السليمانية في الطريق الى مدينة حلبجة التي كانت تعرضت لهجوم عراقي عام 1988 بالاسلحة الكيماوية اسفر عن سقوط خمسة الاف قتيل.

وصرح مسؤول في برنامج المساعدات الانسانية للعراق الذي يتخذ جنيف مقراً بان ميتران وكوشنير لم يصابا باي جروح. وقال ان اجزاء السيارة المنفجرة تناثرت في دائرة يبلغ قطرها 50 متراً. وادى الانفجار ايضاً الى انقلاب باص قريب ذكر ان الطفل المقتول ومعظم الجرحى كانوا من ركابه.

حكومة كردستان في اربيل اكد رئيس الوزراء الكردي لوكالة «فرانس برس» اثر الاجتماع الاول لحكومته اول من امس الاحد ان وزارته حددت لنفسها ثلاث اولويات هي استئناف مسيرة الاقتصاد لتفادي الاستعانة بالخارج باستثناء ما ليس متوافراً محلياً واصدار قوانين من اجل اعادة النظام وتعزيز الادارة.

واضاف ان «كردستان هي بلد غني جداً خصوصاً بالمعادن والنفط. وأشار الى ضرورة اعادة تشغيل المصانع المتوقفة منذ سنة ويجاد الاعمال للسكان بمن فيهم المقاتلون الاكراد الذين يجب توحيدهم في اطار قوة تضم «البشمركة» والشرطة المحلية وحرس الحدود.

واعترافه «يجب ان نعتمد على انفسنا اولاً، وعدم طلب المساعدة من الخارج الا في حالات محددة. واطن انه كان طلب من فرنسا «مصفاة صغيرة لتكرير النفط» خلال محادثاته السبت مع ميتران وكوشنير.

عن الحادث. واضاف: «من السهل تسلل عملائها الى كردستان لان من الصعب فرض اجراءات امنية مشددة في كردستان فهي ليست دولة بوليسية».

وفي بغداد هاجمت صحيفة «القاسية» الناطقة باسم وزارة الدفاع الفرنسية الاولى، ووصفت زيارتها لكردستان العراقية بانها «تصرف اخرق وانتهاك فظ» للكرامة والسيادة الوطنية لبلد حر سيد عضو في الامم المتحدة. وتساءلت: «لماذا لم تفعل ميتران شيئاً من اجل الاطفال الفلسطينيين؟».

الاردن على صعيد اخر نقلت صحيفة «نيويورك تايمز» في عيدها الصادر امس هن مسؤولين اميركيين لم تذكر اسماعهم قولهم ان عملية تطهير كبيرة بدأت داخل صفوف الجيش العراقي اثر التقارير التي اشارت الى وقوع محاولة انقلاب الاسبوع الماضي ضد الرئيس صدام حسين. واضاف اقدم للصحيفة ان الولايات المتحدة كانت متورطة في خطة الانقلاب وان صدام قال في اجتماع مع ضباط كبار ان الولايات المتحدة والاردن دبراهما.

وفي واشنطن رفضت الناطقة باسم وزارة الخارجية مارغريت تاتاويل التعليق وبررت ذلك بانها لا يمكنها التطرق الى مواضيع تتعلق بمعلومات استخباراتية. لكنها اضافت: «استطيع القول انه يبدو ان شيئاً ما حدث في عراق لكننا لسنا متأكدين ما هو».

ميونيخ

وفي ميونيخ ابلغ الرئيس فرنسو ميتران الذي يشارك في اجتماعات القمة لمجموعة الدول الصناعية السبع الحادث فوراً لكنه قرر الا يجري اي تغيير في برنامجه المحدد سلفاً. وتحدث مع زوجته لاحقاً بالهاتف، واطن انها ومرافقها الفرنسيين في صحة جيدة.

وفي باريس قال دانيال برنار الناطق باسم الخارجية الفرنسية ان الحادث «مؤسف ومدان». واضاف ان السيدة ميتران تزور كردستان العراقية بصفتها رئيسة منظمة «فرنسا - الحرية» وهدفها تفقد احوال اللاجئين الاكراد ومعرفة حاجاتهم. وأوضح انه اطلع على رد الفعل السلبي لبغداد على الزيارة لكنه اشار الى وجوب التمييز بين النشاطات التي تقوم بها منظمة ميتران على الصعيد الانساني، مؤكداً ان ليس من صلاحيات وزارة الخارجية التعليق عليها. وينكر ان الفرنسية الاولى معروفة بدفاعها الحماسي عن قضايا الاكراد

الماضي.

وعين النائب من الاتحاد الوطني السيد شيركو بيكاس وزيراً للثقافة. ويعد احد ابرز الشعراء المعاصرين، وحاز جوائز تقديرية دولية عدة، وكان لاجئا في السويد قبل ان يعود نهائيا اثر الانتفاضة الشعبية الكردية الى مدينته السليمانية. ويتوقع ان تتقدم الحكومة في وقت لاحق هذا الاسبوع ببرنامجهما الى البرلمان لنيل ثقته.

زوجة ميتران

وكانت السيدة الفرنسية الاولى التي تراس جماعة فرنسية لحقوق الانسان باسم «فرنسا - حريات»، وتوجهت الى شمال العراق السبت لتفقد حال المساعدات الانسانية للاكراد. وصرح كوشنير الى وكالة «فرانس برس»، في ديار بكر جنوب شرقي تركيا قبل توجههما في طائرة هليكوبتر عسكرية فرنسية الى شمال العراق، بان زيارتهما التي تستغرق ثلاثة ايام ستركز على تقديم تسهيلات طبية واعادة التوطين والتعليم للاكراد الذين شربوا اثر حرب الخليج. وازدادت اوضاعهم سوءا ايضا مدينة حلبجة التي قتل فيها خمسة الاف كردي في هجوم عراقي عليها بالاسلحة الكيماوية عام ١٩٨٨.

الخبراء الدوليين

وفي تطور اخر اعلنت الحكومة العراقية امس انها منعت فريق الامم المتحدة دخول مبني وزارة الزراعة والري لانه لا يوجد فيه اي شيء للتفتيش تنفيذا لقرارات مجلس الامن. ورفض اعضاء الفريق الذي ترأسه الاميركية كارين جينسن مغادرة المكان، وظلوا يربطون خارج الوزارة في سيارات مكيفة ونصبوا جهازا للاتصالات في شارع جانبي قرب الوزارة في قلب العاصمة للبقاء على اتصال دائم بمقرهم العام في نيويورك.

وصرح وكيل الوزارة السيد عبدالستار سلمان الى الصحافيين الذين سمح لهم بدخول المبني: «نحن وزارة مدنية ولا علاقة لنا بالقرار ٦٨٧، الذي ينص على تدمير اسلحة الدمار الشامل في العراق. ووصف تصرف فريق الامم المتحدة بأنه «عمل عنواني». وقال ان اعضاءه منعوا العاملين الـ ٣٠٠ في الوزارة من مغادرة المبني ولم يسمحوا الا لسيدة حامل بان تترك المكان.

وكانت جينسن التي ترأس فريقا يضم ١٦ خبيرا تابعين للامم المتحدة اعلنت اول من امس انها قررت تمديد مدة بقاء الفريق لاجراء مزيد من التفتيش في مواقع عراقية.

واعلن السيد حسام محمد امين الذي يرأس الجانب العراقي المرافق للفريق الدولي ان منع الخبراء من دخول وزارة الزراعة هو اجراء روتيني، «ونحن لا نعرف سبب رغبتهم في تفتيش هذا المبني». واوضح ان «المبني هو مركز سياسي وقرار دخوله يعتبر انتهاكا لسيادة العراق». وازداد ان جينسن واطرافها فقتشوا مواقع عدة ولكنهم للمرة الاولى يحاولون دخول مقر لوزارة، «ان هدفهم هو خلق مشكلة مع الجانب العراقي الذي كان متعاوننا جدا معهم».

تشيني

في واشنطن اعلن وزير الدفاع ديك تشيني امس امام لجنة في الكونغرس انه يميل الى اعطاء «بعض الصدقية» لمعلومات نشرتها صحف غربية عن وقوع محاولة انقلابية في العراق. وعبر عن اعتقاده بانها «اشارة اخرى» الى حقيقة ان القاعدة التي يستند اليها الرئيس صدام حسين «اخذت تنحسر وانه يواجه متاعب كبيرة وانه فاشل في زعامة العراق. فهو لا يسيطر على الشمال حيث الاكراد، ويواجه متاعب في الجنوب، وقاعدته السياسية تتقلص داخل العراق. ولن استغرب ابدا وقوع محاولة انقلابية جديدة».

انفجارات

وفي هذا الاطار افادت صحيفة «ذا اوبزرفر» البريطانية في عددها الصادر امس ان التوتير يتصاعد في العراق، واكدت حركات معارضة حصول انفجارات في الموصل شمال البلاد.

وكانت المعارضة اعلنت في الايام الماضية ان عسكريين من الحرس الجمهوري حاولوا الاثنتين الماضي اطاحة الرئيس صدام حسين، لكن القوات الموالية له اعترضتهم في احدى ضواحي بغداد واحبطت محاولتهم.

ونقلت الصحيفة عن مسؤول كردي لم تذكر اسمه «ان هناك اضطرابات بالتأكيد. لقد سمعنا انفجارات، علما بأنه لا يمكننا الا ان نعرف مصدرها». وازدادت ان المعارضة الكردية اكدت ان «انفجاراً هائلاً، وقع الاربعاء في كركوك ودمر «المقر العام للاجهزة الامنية».

وكانت مصادر المؤتمر الوطني العراقي الذي اسفر عنه اجتماع للمعارضة عقد الشهر الماضي في فيينا اكدت الجمعة الماضي في لندن ان «اكثر من ٤٠٠ شخص قتلوا او جرحوا، في انفجار وقع في كركوك ودمر مستودعا للذخائر تابعا للشرطة».

خبراء الامم المتحدة يحاصرون وزارة الزراعة في بغداد

كردستان تعلن حكومتها وتستقبل زوجة ميتران

واصبح اللواء اركان السابق في الجيش العراقي السيد كمال المفتي وزيراً لشؤون «البيشمركة» (المقاتلين)، وهي وزارة يمكن اعتبارها بديلاً من وزارة الدفاع. وكان يرأس «هيئة اركان» التابعة للاتحاد الوطني، وظل حتى السبعينات من كبار الضباط البارزين في الجيش العراقي. وعين السيد روج نوري صديق شاويس وزيراً للداخلية اضافة الى كونه نائباً لرئيس الوزراء. وهو عضو المكتب السياسي للحزب الديمقراطي الكردستاني الذي يتزعمه السيد مسعود بارزاني. وكان شارك في المفاوضات بين الجبهة الكردستانية والحكومة العراقية التي توقفت نهائيا في تشرين الاول (اكتوبر)

■ اربيل، ديار بكر، لندن - «الحياة»، ا ف ب، رويتر - واصلت السيدة الفرنسية الاولى دانييل ميتران، برفقة وزير المساعدات الانسانية برنار كوشنير، امس الاحد زيارة غير معلنة لكردستان العراقية التي وصلت اليها يوم السبت ضيفة على حكومة كردستان العراقية. وتزامن وصولها مع الاعلان في اربيل تشكيل الحكومة الجديدة لـ «اقليم كردستان العراق» برئاسة السيد فؤاد معصوم. وعقدت الوزارة امس اول جلسة لها، وضمنت سيدة من الاتحاد الوطني الكردستاني الذي يتزعمه السيد جلال طالباني هي كافيبة سليمان وزيرة للبلديات والسياحة. وكانت مدرسة حتى التحاقها بالحركة المسلحة عام ١٩٨٥.

AL-HAYAT THURSDAY, 9 JULY, 1992 ISSUE NO 10743

دانيال ميتران
يذكر ان كوشنير رافق دانيال ميتران زوجة الرئيس الفرنسي في جولتها الاخيرة في شمال العراق، حيث نجت من حادث تفجير سيارة. وكانت عادت الى باريس ليل الثلاثاء، ووصفت الحادث الذي تعرض له موكبها وادى الى مقتل سبعة اشخاص بأنه جريمة وليس هناك ادنى شك في ان موكبنا كان مستهدفاً. وأضافت: «كنا في بلد في حال حرب وهناك اعتداءات متواصلة ويجب تحمل المجازفة».

وأكدت ان مهمتها كانت من اجل «الإطلاع على المشكلات الحياتية اليومية للشعب الكردي المهده».

ودعت الى تعديل البند السابع من قرار مجلس الامن الرقم ٦٨٨ الخاص بمنع قمع المدنيين في العراق وتأمين مساعدات انسانية لهم. واعتبرت انه اذا لم يعدل القرار «ستبقى المساعدة الانسانية للاكراد غير مشروعة».

«الكرديستاني الايراني»
الى ذلك اتهم «الحزب الديموقراطي الكرديستاني الايراني» امس الحكومة الايرانية بتدبير تفجير السيارة، وأوضح في بيان صحافي ان الهدف هو قتل دانيال ميتران وكوشنير.

وكانت جهات عدة اتهمت بغداد بتدبير العملية، في حين انتقدت الصحافة الايرانية والعراقية زيارة زوجة الرئيس الفرنسي لشمال العراق معتبرة ان الغرب يسعى الى تقسيم العراق.

وأشار الحزب الى سبع عمليات اغتيال نفذتها ايران ضد بعض اعضائه في المنطقة، لافتاً الى ان بعض العمليات مشابهة تماماً للاجتهاد على الموكب الفرنسي. وإنه ينفى ان طهران «تتعلق ثلاثة أهداف من العملية، هي حرمان الاكراد من بعض افضل اصنافهم، والقضاء الجريمة على عاتق العراق، واضعاف الثقة في المعارضة الكردية العراقية».

علم مسبق بتشكيل الحكومة الكردية في شمال العراق، فاجاب: «كنا على علم ببعض التشكيلات في منطقة نهتم بها اهتماماً خاصاً». وأشار الى ان تركيا لم تفصح عن «قلقها» للزعماء الاكراد عبر محادثات ثنائية اثر تشكيل الحكومة الكردية، لكنه اضاف ان هؤلاء الزعماء «يعرفون وجهات نظرنا حيال هذه المسألة».

وكان وزير الخارجية التركي حكمت تشيكتين أكد اول من امس، ان بلاده تعارض اي تمييز في ارسال المعونات الانسانية الى اي جهة في العراق. والتقى تشيكتين في اليوم ذاته ببرنامج كوشنير وزير الدولة الفرنسي للشؤون الانسانية وأكد بعد اللقاء ان شمال العراق «جزء لا يتجزأ من الدولة العراقية».

ولفت الى ان «العراق كله لا سيما مناطق الريفيية، يواجه مشكلات، وتركيا لا تفرق بين منطقة عراقية او اخرى لان قرار مجلس الامن هو قرار للعراق كله».

وسئل عن تشكيل الحكومة الكردية فاجاب ان «وحدة الاراضي العراقية مسألة حيوية بالنسبة الى تركيا». وقال انه ابغ الوكيل الفرنسي ان «اي اجراء موجه ضد وحدة اراضي العراق سيخثير مشكلات كبيرة في المنطقة برمتها». وژاد، ان كوشنير ابغ ان سكان شمال العراق انتخبوا حكومتهم الادارية في ظروف ديموقراطية ولا يسعون الى الاستقلال.

ودعا تشيكتين الجميع الى «العمل لاجساد حل يكفل وحدة اراضي العراق» قائلًا ان الوضع الحالي «لا يمكن ان يستمر».

وكان كوشنير صرح في مطار ديار بكر قرب الحدود العراقية الاثنتين الماضي بان على الامم المتحدة ان تستثني المناطق التي يسيطر عليها الاكراد في شمال العراق من الحظر الدولي المفروض على هذا البلد، ودعا الى تقديم المعونات اليها. وقال: «علينا ان نساعد الاكراد الذين انتخبوا حكومتهم ديموقراطياً». مشيراً الى ان الرئيس صدام حسين «يريد ان يعيتمهم جوعاً».

تركيا ترفض الاعتراف بحكومة كردستان وتشدد على وحدة اراضي العراق

□ انقره - من عصمت امست:
□ باريس - من صفا حائري:

■ أعلنت تركيا امس انها لا تعترف بحكومة كردستان العراقية التي اعلن الاكراد تشكيلها في شمال العراق اخيراً، وأكدت انها تعتبرها كياناً «لا يستند الى اساس قانوني ولا يتمتع بصلاحيه، سلطات».

ويأتي الاعلان في وقت تستمر مناقشة «التفهم، والتعاون التركيين» في ما يتعلق بالسماح بارسال السلع التجارية الى كردستان العراقية على رغم العقوبات الدولية المفروضة على العراق. وصرح نائب الناطق باسم وزارة الخارجية التركية فرحات اوتمان امس بان تقدير تركيا لمسألة اقامة حكومة محلية في شمال العراق «مبني على قرارات الامم المتحدة ومبدأ وحدة اراضي العراق». واذاف في مؤتمره الصحافي الاسبوعي ان قرار مجلس الامن الرقم ٦٨٦ و٦٨٧ أكد سيادة العراق ووحدة اراضيهِ و«الزعماء الاكراد في شمال العراق اكندا ايضاً في اتصالاتهم مع تركيا انهم ملتزمون بوحدة اراضي العراق». وتابع: «نأمل باخلاص بان تقوم الظروف المواتية التي تسمح للشعب في شمال العراق بان يعيش في امن وسلام واستقرار كجزء من الشعب العراقي».

وشدد على ان انقره «تؤمن بان البحث عن الديموقراطية يجب ان يتم بأسلوب يشمل العراق كله، وضمن الاطار القانوني للدولة العراقية». وسئل هل كانت الحكومة التركية على

بغداد ترفض كشف وثائق سرية عن الري في وزارة الزراعة

مجلس الامن يجدد انذاره للعراق والخبراء يتفقدون وزارة الدفاع

«انتهاكاً، غير مقبول لشروط وقف النار التي تضمنها القرار ٦٨٧. وطالب الحكومة العراقية بان «توافق فوراً على منح الائن لفريق التفتيش بدخول المبنى».

اجراءات امنية واكد رئيس الفريق العراقي المرافق للخبراء السيد حسام امين امس ان اجراءات امنية اتخذت لضمان حماية كافية للفريق، بعد التظاهرة النسائية. واعلن ان اثنين من الحراس العراقيين اصيبا في التظاهرة امام مبنى الوزارة.

وعن انذار مجلس الامن اكد انه لم يتلق تعليمات جديدة بتغيير الموقف العراقي. وزاد ان جينسن قسمت فريقها وتركت ثلثة يراقب الوزارة في حين قام الآخرون بعملية تفتيش مفاجئة. ووضح ان جينسن زارت امس مبنى وزارة الدفاع في بغداد وبخلته فوراً لكنها لم تعثر على شيء. وكتبت صحيفة «الثورة» العراقية الرسمية امس ان الخبراء الذين يحاولون منذ الاحد الماضي دخول وزارة الزراعة يسعون الى الحصول على «ملفات سرية عن الزراعة والقدرة الغذائية للعراق». وازدادت اتهم بريدون الاستيلاء على «وثائق وزارة الزراعة بسبب ما تحويه من معلومات مهمة جداً عن الزراعة ومشاريع الري في العراق». وكررت ان «حظر دخول الفريق (المبنى) لا يعني اكثر من الدفاع عن السيادة»، مشيرة الى ان الفريق يضم «خبيراً محترفاً في فتح الابواب غير متخصص في اي نوع من العلوم البيولوجية او الكيماوية».

واشار الى ان انغلاند قد يصطحب معه خبيراً متخصصاً في فحص الوثائق.

وكان مجلس الامن طلب مجدداً من العراق ليل الثلاثاء - الاربعاء تمكين فريق الخبراء من الدخول الى مبنى وزارة الزراعة. وقال رئيس المجلس سفير دولة جزر الرأس الاخضر خوسيه لويس خيسوس انه استدعى القائم بالاعمال العراقي السيد سمير النعمة ليجدد له التحذير الذي وجهه الاثنان الماضي.

واضاف انه نكر السلطات العراقية ب «ضرورة تأمين سلامة فريق الخبراء استناداً الى التزام العراق بموجب قرارات مجلس الامن» التي تضمنت شروط وقف النار في حرب الخليج. و اشار الى «معلومات عن توتر حول فريق الخبراء الذين ينتظرون امام المبنى اثناً بالدخول». وأوضح ان «اربعه باصات وصلت الى مقر الوزارة ونزل منها اطفال ونساء القوا بخضر على سيارات باصات الخبراء وطلبوا منهم ان يرحلوا».

واكد ان فريق الخبراء الذي ترأسه الاميركية كارين جينسن «لم يقبل ولا يزال مرابطاً في المكان».

وسئل عن تصريحات وزير الخارجية العراقي السيد احمد حسين السامرائي الذي وصف الانذار الاول للمجلس بأنه «مفاجئ ومثير للسخرية»، فكرر ان موقف العراق يشكل «خرقاً لعهداته ازاء قرارات المجلس، الخاصة بازالة اسلحة الدمار الشامل».

وكان مجلس الامن اعتبر في انذاره الاول ان الموقف العراقي يشكل

بغداد، نيويورك (الامم المتحدة)، لنامة - «الحياة»، ا ب، رويترز، ا ف ب - شهدت امس ازمة تفتيش وزارة الزراعة والري في بغداد مضاعفات جديدة في ما يوصف باختبار القوة بين الامم المتحدة والعراق. ووجه مجلس الامن تحذيراً جديداً الى العراق هو الثاني خلال يومين، يطالبه بالسماح لخبراء التفتيش الدولي الذين يرابطون حول الوزارة ليوم الرابع على التوالي، بالدخول الى مبناها للتحقق من عدم وجود وثائق عن الترسانة الكيماوية العراقية.

وشددت السلطات العراقية امس اجراءات الامن حول مبنى الوزارة بعدما رشقت نساء متظاهرات خبراء التفتيش بالبيض والخضار. ووصل امس الى بغداد الرئيس الاقليمي الجديد للجنة الخاصة التابعة للامم المتحدة المكلفة التحقق من ازالة اسلحة الدمار الشامل في العراق دوغلاس انغلاند الذي تسلم مهمته اول من امس خلفاً لالستير ليفنغستون.

واعرب مسؤول رفيع المستوى في اللجنة الخاصة عن امله بحل الازمة بعدما وافقت الحكومة العراقية على الاجتماع مع انغلاند الذي تربطه «علاقة جيدة» مع المسؤولين في بغداد. وازدادت ان انغلاند لا يملك صلاحيات التفاوض في الازمة لان العراق «لمزم بتنفيذ» ما تطلبه اللجنة الخاصة. وتابع ان انغلاند «لديه صلاحية اتخاذ قرار بدخول المبنى اذا دعت السلطات العراقية كما فعلت مع نيبيلوماسيين وممثلي منظمات دولية».

جدار أردني على حدود العراق

الداخلية» التي يتعرض لها العامل الاردني الملك حسين «لكن العقوبات يجب ان تطبق».

وكان مصدر اردني مسؤول صرح الثلاثاء بأن الجيش الاردني انتهى قبل شهرين من بناء «الجدار» الذي «فرضته في شكل خاص سلسلة من عمليات تهريب اسلحة عراقية باتجاه الاردن».

وحذرت واشنطن السلطات الاردنية اخيراً من مغبة عدد وضع حد لما تعتبره تهريباً لسلح ومعدات للعراق، تحظرها لجنة العقوبات.

وردت عمان مؤكدة التزامها بتطبيق قرارات مجلس الامن بدقة.

واشنطن، لندن - ا ف ب، رويترز - رحبت الولايات المتحدة ببناء الاردن ساتراً ترابياً علوه متران على طول الحدود مع العراق، واعتبرت ان «الجدار» جهد يهدف الى احكام تطبيق الحظر الدولي المفروض على العراق منذ غزوه الكويت.

وقال مسؤول في وزارة الخارجية الاميركية لوكالة «فرانس برس» اول من امس: «نتقبل بارتياح كل جهد يهدف الى احكام تطبيق الحظر». وأوضح المسؤول الذي طلب عدم كشف اسمه ان واشنطن على علم منذ فترة طويلة بخطة بناء الجدار الذي بدأ العمل لاقامته مباشرة بعد انتهاء حرب الخليج. وازدادت ان الادارة الاميركية تدرك «الضغط